

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 6 Janvier 1903

SOMMAIRE : Observations au sujet de l'état des routes; — Autorisation d'installation d'une voie Décauville; — Cession Zizinia; — Demande de la police pour la construction d'une écurie à Ramleh; — Lettres ministérielles au sujet du Filtre Jewell; — Réclamation de M. Watson; — Dépenses relatives au choléra; — Utilisation des immondices; — Résiliation du contrat du petit jardin Nouzha; — Lettre ministérielle au sujet du taux d'intérêt des sommes déposées à la Banque Nationale; — Réfection de l'égout de la rue Cérisy; — Salaire des ouvriers; — Rapport de l'expert dans l'affaire Caprara; — Poste des pompiers de Minet-el-Bassal; — Perception des droits de carrière; — Introduction des animaux en fraude des droits d'abattoir; — Allocation d'une indemnité aux cheiks el hara; — Commande d'un paillason; — Congés.

Présents:

MM A. RALLI, *Président*,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
F. OTT,
MOHAMED BEY SAÏD,
M. E. STROSS, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Observations au sujet de l'état des routes.

M. Benachi fait certaines observations au sujet de l'état des routes en général.

A ce sujet, il attire l'attention sur les rues du quartier grec, dont le macadamisage a été commencé depuis plus d'un mois et qui n'ont pas encore été livrées à la circulation. Il ajoute qu'une partie du travail était déjà exécuté quand, pour la pose de canalisations de gaz et d'eau, on dut défoncer de nouveau la chaussée. De sorte qu'avec l'enlèvement des trottoirs et le défaut de nettoyage, ces rues sont devenues impraticables.

Au sujet de la route de Ramleh, M. Benachi constate un certain relâchement de la part des cantonniers chargés de l'entretien de cette rue. C'est ainsi qu'une excavation, pratiquée depuis quelque temps déjà, près du caracol de l'Ibrahimiéh, reste béante et entrave la circulation des voitures, sans que les services songent à prendre les mesures pour la combler.

D'une manière générale tous travaux exécutés dans les rues doivent être achevés dans le plus bref délai. Les services devraient à ce sujet tenir la main à ce que les sociétés ou les particuliers, qui ont à pratiquer des fouilles dans la chaussée, ne le fassent pas sans autorisation et ne dépassent pas dans l'exécution du travail le délai, qui leur sera imparti. Ils devront veiller surtout à ce que le rétablissement de la chaussée soit fait dans les meilleures conditions. L'application de ces prescriptions devra être poursuivie au besoin par la voie judiciaire.

MM. Ott et Escoffier signalent dans cet ordre d'idées les lenteurs apportées dans l'exécution des travaux de canalisation de l'avenue Menasce, dont la chaussée défoncée sur une grande étendue rend très difficile la circulation.

A citer également l'état de la rue bordant l'usine Autofage, où la chaussée asphaltée a été éventrée pour la pose d'une canalisation, qui aurait trouvé sa place naturelle sous le trottoir, sans besoin de recourir à une dépense d'asphaltage, indépendamment de la gêne que le travail entrepris dans les conditions actuelles cause à la circulation.

A ce sujet, il y a lieu de noter pour les réparations urgentes à faire, les trous existant dans l'asphalte de la rue Rosette, en face du magasin du Printemps, et dans la place Mehemet Aly, devant l'Eglise Anglicane.

Des observations sont également émises au sujet du mauvais état d'entretien de la rue Abdel Moneïm et du 1^{er} Khédive, où malgré les décisions déjà prises, des tas de terre séjournent contre les trottoirs, sans que personne ne se préoccupe de les enlever immédiatement.

En signalant ces diverses observations à l'attention des services respectifs, la Délégation les invite à prendre les mesures voulues pour porter remède aux inconvénients dont s'agit.

Autorisation d'installation d'une voie Décauville.

Vu la lettre de la Daïra Kassa de S. A. le Khédive, informant qu'elle n'a pas d'objection à ce que M. Glymenopoulo installe en travers de la route de Montazah une voie ferrée Décauville, la Délégation autorise cette installation, à charge par M. Glymenopoulo de payer la redevance réglementaire pour l'occupation de la voie publique.

Cession Zizinia.

Communication est donnée] d'une lettre du 26 décembre 1902 de M. E. Zervudachi, transmettant copie d'un contrat sous seing privé, passé entre lui

et M. le Comte Zizinia et établissant à son profit certains droits sur la parcelle que ce dernier a proposé de céder à la ville pour l'établissement d'une place à San Stefano.

Tout en donnant son adhésion à la dite cession, M. Zervudachi demande qu'elle soit subordonnée à l'accomplissement des conditions stipulées par le contrat susdit.

Avant de prendre une décision, la Délégation décide d'attendre les renseignements qu'elle a demandé aux services de lui fournir aux sujet de cette cession.

Demande de la police pour la construction d'une écurie à Ramleh.

La Délégation, après avoir pris connaissance du plan et des devis présentés par les services techniques pour la construction d'une écurie à Ramleh, demandée par la police, estime qu'il conviendrait plutôt que de faire construire elle-même cette écurie pour la louer à la police, de donner en location à cette administration, moyennant une redevance à déterminer, la parcelle de terrain libre des écuries municipales de Fleming, nécessaire pour l'érection de cette construction, dont la propriété exclusive reviendrait à la ville après un certain laps de temps.

Le Président est prié de traiter avec la police les conditions de cet arrangement, qui sera soumis à la ratification de la Commission.

Lettres ministérielles au sujet du Filtre Jewell.

Lecture est donnée d'une lettre de S.E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 29 décembre 1902, transmettant copie d'une lettre du Ministère des Travaux Publics ainsi que de la note (déjà communiquée à la Délégation) de M. le Directeur Général des services sanitaires au sujet de l'application du système de filtrage connu sous le nom de Jewel.

S.E. le Ministre, en recommandant l'adoption de ce système de filtrage, demande que la question soit soumise dans le plus bref délai possible à l'examen de la Commission Municipale.

Au sujet de la proposition, contenue dans la lettre du Département des Travaux Publics, de désigner MM. Perry, Bitter et Cornish pour élaborer les détails techniques et hygiéniques se rattachant à l'introduction du système Jewel à Alexandrie et pour préparer les plans et devis nécessaires pour les constructions et installation des appareils, MM. Escoffier et Benachi font remarquer que dans une œuvre essentiellement municipale et intéressant aussi hautement la ville, on ne saurait concevoir qu'on veuille passer outre au concours des fonctionnaires techniques de la Municipalité.

M. Benachi ajoute que ce concours est d'autant plus justifié, que dans une occasion semblable, lors de l'élaboration par les soins du Gouvernement

du contrat passé avec la Compagnie des Eaux, on a pu se rendre compte des désavantages qu'a entraînés pour la ville un pacte conclu en dehors de sa collaboration.

Se référant à sa décision du 23 décembre 1902, la Délégation décide de faire velocigrafer les lettres précitées du Gouvernement et de les distribuer aux membres de la Commission, cette assemblée devant statuer sur l'ensemble de la question.

Réclamation de M. Watson.

La Délégation prend connaissance de la note du service du Tanzim au sujet de la réclamation présentée par M. Watson, relativement à l'encombrement causé dans une voie publique, à Bab-el-Karasta, par l'existence d'une voie ferrée et le passage fréquent de trains de marchandise dépendant de l'Administration des Chemins de fer.

Elle renvoie cette question au Conseil du Tanzim pour examiner l'opportunité de l'élargissement de la rue dont s'agit du côté du domaine des ports et phares pour éviter les encombrements signalés.

Dépenses relatives au choléra.

Communication est donnée de l'état détaillé des dépenses engagées pour le compte du choléra et que l'administration des services sanitaires a refusé de rembourser.

Cet état sera soumis à la Commission pour la régularisation des dites dépenses.

Utilisation des immondices.

Vu les demandes présentées par le locataire du jardin Nouzha et par d'autres cultivateurs de la banlieue de la ville, pour l'achat des immondices enfouies à Kom el Dick depuis l'apparition du choléra, vu d'autre part les plaintes adressées à la Municipalité par le Gouvernorat et par l'armée d'occupation au sujet des odeurs qui se dégagent de ces dépôts, depuis surtout les dernières averses, la Délégation, considérant que la mesure prise relativement à l'enfouissement des immondices émane de l'administration des services sanitaires, décide de demander à cette administration si elle ne verrait pas d'objection à ce qu'il soit fait droit aux demandes d'achat susdits.

L'administration des services sanitaires sera également interpellée sur le point de savoir si on ne peut pas commencer à vendre les immondices déposées à Ghebel Ghillé aux propriétaires de bains, qui en ont fait la demande, la Municipalité se réservant de vendre en même temps aux cultivateurs la partie de ces immondices qui dépasserait les besoins des dits établissements.

Résiliation du contrat du petit jardin Nouzha

Faisant suite à sa décision du 25 novembre 1902 et vu la lettre, en date du 16 décembre 1902, de la veuve du locataire du petit jardin Nouzha, la Délégation accepte la résiliation du contrat passé avec feu Abdel Nour, à l'expiration du semestre, soit à fin janvier 1903, et décide de remettre à quinzaine la location de ce jardin en adjudication par voie de Kaïmad Mazad.

La nouvelle location sera faite pour une durée de 6 années, à partir du mois de février 1903, le futur locataire étant tenu de régler après estimation, à la veuve Abdel Nour, comme de règle en matière de culture, les récoltes sur pied existant dans le dit jardin.

Lettre ministérielle au sujet du taux d'intérêt des sommes déposées à la Banque Nationale.

Communication est donnée d'une lettre du 18 décembre 1902 de la Direction Générale de la Comptabilité de l'Etat, transmettant copie d'une lettre du 6 décembre par laquelle la National Bank of Egypt déclare faire ses réserves au sujet du maintien du taux d'intérêt de 3 1/2 %, consenti par elle pour les sommes déposées dans sa Banque, au cas où les prélèvements de la Municipalité sur le fonds de l'emprunt de 500.000 L.E. dépasseraient, à l'avenir, comme cela se produit actuellement, les prévisions annuelles de 125.000 L.E. arrêtées entre elle et le Ministère des Finances.

La dite Direction Générale ajoute qu'il y aurait lieu de prendre les dispositions voulues pour limiter à l'avenir les prélèvements de la Municipalité au chiffre des prévisions convenues.

Réfection de l'égout de la rue Cérisy.

Le Président informe que, vu l'urgence, il a autorisé une dépense de L.E. 28,050 ^m/_m pour la réfection de l'égout en mauvais état de la rue Cérisy, au quartier grec.

La Délégation sanctionne cette dépense.

Salaire des ouvriers.

Vu le rapport présenté par le service de la voirie au sujet des requêtes des associations d'ouvriers, la Délégation décide que pendant les jours de pluie où le travail devient impossible pour les ouvriers de la voirie, il leur sera payé le salaire d'une demie journée, à la condition que si dans l'après-midi le temps se remet au beau, ils devront de nouveau reprendre leur travail.

Considérant qu'il a été démontré par l'expérience que le paiement au mois des salaires des cantonniers n'a pas donné de résultats satisfaisants au point de

vue de l'application au travail, la Délégation décide de revenir à l'ancien système consistant à payer ces agents à la journée à l'instar des autres ouvriers du service.

Rapport de l'expert dans l'affaire Caprara

Le Président informe que l'expert désigné par le Tribunal pour constater l'état de l'asphalte de la rue Abou Dardar a déposé son rapport, lequel a été transmis aux services techniques pour les observations qu'ils pourraient avoir à formuler.

Poste des pompiers de Minet el Bassal

Communication est donnée d'une lettre du Surintendant de la brigade des Pompiers, en date du 21 décembre courant, informant que la caserne actuelle de la brigade est trop petite pour recevoir en permanence la grande pompe à vapeur, qui suivant l'accord avec le Commerce d'exportation doit être installée à Minet el Bassal.

Il propose d'installer cette pompe dans le local du bureau des céréales, disponible à la suite de la suppression des octrois, local qui servira en même temps à contenir les grandes échelles et à permettre de réserver un endroit spécial pour faire sécher les tuyaux de la pompe flottante.

La Délégation prie le Président d'étudier la proposition du Surintendant des pompiers et de lui soumettre son appréciation à ce sujet.

Perception des droits de carrière

Vu la note des Secrétaires au sujet de l'opportunité qu'il y aurait à régulariser la question des droits de carrières, donnés à la ville par le Gouvernement à titre de compensation pour la suppression de l'octroi, droits comprenant également ce qui était perçu auparavant sur la pierre et la chaux comme droits d'octroi, la Délégation décide de soumettre la question à la Commission pour la promulgation de l'arrêté qui devra être pris pour la régularisation de ces droits.

Introduction des animaux en fraude des droits d'abattoir.

Vu la note du service du Contentieux et considérant que le décret du 11 juin 1896, visant l'introduction irrégulière des articles soumis à l'octroi ne peut être étendu par assimilation à l'introduction de bétail en fraude des droits d'abatage, la Délégation proposera à la Commission d'édicter un arrêté réprimant les fraudes qui peuvent être commises au préjudice de cette recette.

Allocation d'une indemnité aux cheiks el hara.

Conformément aux précédents, la Délégation autorise le règlement aux cheiks el hara de l'allocation de 124 L. E. prévue au budget, à titre de gratification, pour le concours qu'ils prêtent aux agents de la Municipalité dans le recouvrement des taxes municipales.

Commande d'un paillason

La Délégation décide l'installation d'un paillason autour des tables de la salle des séances de la Commission et de la Délégation et autorise à cet effet une dépense de 10 L. E. environ.

Congés.

La Délégation accorde un congé de 3 mois et 1½ à M. l'Ingénieur Marichal, ce fonctionnaire n'ayant pu, pour raisons de service, profiter du congé qui lui avait été dernièrement octroyé.

Elle accorde, avec traitement entier, un congé de cinq semaines pour cause de maladie à Amin Fereha, agent hors cadre du service de la perception.

M. Saïd bey est contraire à cette dernière décision, les agents hors cadre ne pouvant, d'après les règlements, bénéficier que d'un mois de congé avec traitement.

La séance est levée à 7 h. 30 p. m.

Le Secrétaire
I. SEDKY.

Le Président,
AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 7 Janvier 1903

SOMMAIRE : Ecuries de la police à la porte Rosette; — Protestations de la Compagnie du Gaz contre l'imposition de la propriété bâtie; — Correspondance Almagià; — Tanneries de Chatby; — Demande de la Daïra Toussoun relative au nivellement de ses terrains; — Travaux de dallage à l'Abattoir; — Composition du Conseil d'Evaluation; — Okelle Sananieh; — Réparation du matériel roulant du service du nettoyage; — Adjudication de la construction d'une aile au Musée.

Présents:

MM A. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
F. OTT,
SOLIMAN BEY EL-ABANI,
E. STROSS, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Ecuries de la police à la porte Rosette.

Communication est donnée d'une lettre du 20 décembre de S.E. le Ministre de l'Intérieur demandant de surseoir à l'exécution du projet de démolition des écuries actuelles de la police de la porte Rosette, qui se trouvent dans la zone des parcs projetés tant que les nouvelles écuries pour lesquelles un emplacement a été choisi à Hadra n'auront pas été construites

La Délégation décide de répondre au Ministère qu'elle ne fait pas d'objection à différer cette démolition pourvu qu'elle soit effectuée dans un délai assez rapproché pour ne pas entraver l'exécution du projet des parcs.

Protestation de la Compagnie du Gaz contre l'imposition de la propriété bâtie.

La Compagnie du Gaz ayant protesté contre l'évaluation des immeubles lui appartenant, au point de vue de la fixation de l'impôt sur la propriété bâtie, la Délégation, considérant que le Conseil de révision a déjà statué en dernier ressort sur la réclamation de la Société et que, d'après le décret de 1884, les décisions dudit Conseil sont à l'abri de tout recours, estime qu'elle ne saurait intervenir dans la question.

Correspondance Almagià.

Communication est donnée, à titre d'information, de deux lettres adressées par l'entreprise Almagià à la Municipalité.

La première, en date du 19 décembre 1902, répond à la lettre que lui a adressée la Municipalité, suivant décision de la Délégation du 9 décembre 1902, au sujet de l'obligation dans laquelle se trouve cette entreprise d'assurer l'écoulement des eaux à travers les remblais du Port Est, en vertu même de l'adhésion donnée au projet Quellenneec, qui n'a en rien modifié à cet égard la situation dans laquelle se trouvaient précédemment les parties.

Par cette lettre, l'entreprise Almagià, maintenant sa manière de voir, dit que, par le fait du consentement donné par elle au projet Quellenneec, elle n'a pas entendu assumer la charge d'ouvrages auxquels le retard dans la construction du collecteur aurait donné lieu.

La deuxième lettre du 28 décembre 1902 est relative à la question du déversement des eaux à travers le fossé de Chatby, pendant la durée des travaux.

L'entreprise maintient à cet égard qu'elle ne saurait assumer un ouvrage temporaire là où un ouvrage définitif n'a pas été prévu.

Tanneries de Chatby.

MM. Ott et Stross font rapport verbal au sujet de la question des emplacements où l'entreprise des quais pourrait effectuer ses emprunts de terre. Au lieu de suivre la ligne des tanneries, l'entreprise pourrait, en s'en écartant, prolonger du côté Sud Est sa voie ferrée, actuellement arrêtée à la tannerie Rabieh, récemment démolie. De cette façon, les emprunts de terre pourraient être effectués plus au loin dans les collines, où les lignes à établir pourraient se subdiviser plus à l'aise. Plus tard, lorsque les tanneries auront été enlevées, rien n'empêchera l'entreprise d'enlever de la terre dans les hauteurs sur lesquelles elles sont érigées.

L'entreprise des quais, pressentie au sujet de ces nouvelles dispositions, a fait savoir qu'elle y adhérerait à la condition d'être indemnisée pour le surcroît de dépenses, la perte de travail et de temps qu'elles nécessitent. Elle évalue le dédommagement à 1.600 L.E. environ.

La Délégation estime qu'en principe la ville n'aurait à supporter de ce chef aucun débours. En tout état, elle considère la somme réclamée par l'entreprise, comme exagérée, alors surtout que la poursuite des travaux de déblais implique le nécessité pour l'entreprise d'aller tôt ou tard rechercher les terres précisément dans les collines situées au de là des tanneries.

A ce sujet, la Délégation presse les services pour lui soumettre l'historique de la question des tanneries, qui devra faire l'objet d'une lettre au Gouvernement lui démontrant que c'est lui qui a pris l'initiative de leur transfert et qu'il a également à assumer les charges découlant de leur enlèvement.

Demande de la Daïra Toussoun relative au nivellement de ses terrains.

Par lettre du 23 décembre 1902, la Daïra Toussoun explique que la demande adressée par elle, à la date du 10 novembre, tend non pas à continuer les terrassements sur les terrains avoisinant ceux des filtres, mais à conserver une de ses deux voies ferrées pour remiser son matériel roulant et ses locomotives, qui lui sont encore nécessaires pour exécuter d'autres travaux de nivellement dans ses terres.

Elle renouvelle l'assurance que l'autorisation demandée par elle n'aura d'effet que jusqu'au 15 mars prochain.

La Délégation décide, à la majorité, de faire droit à la demande de la Daïra, à la condition qu'il sera retenu sur le cautionnement, déposé par l'entrepreneur des travaux de terrassement des filtres, une somme de 100 L.E. pour garantir la mise en état des rues que traverse la voie ferrée en question, aussitôt après son enlèvement.

Travaux de dallage à l'Abattoir.

Sur la proposition du Directeur de l'abattoir, en date du 30 novembre 1902, la Délégation autorise la dépense nécessaire par le dallage des parties de chaussée se trouvant en bordure des ponts bascule, nouvellement installés, ainsi que des endroits de chargement des issues des viandes.

Elle estime cependant que le chiffre de 99 L.E. porté au devis, comprenant des parties de dallage dont on pourrait se passer, l'Ingénieur en Chef aura à examiner sur place la proposition du service, afin de limiter les travaux au strict nécessaire.

Abani Bey s'abstient.

Composition du Conseil d'Evaluation.

Faisant suite à sa décision du 18 décembre 1902, la Délégation proposera à la Commission de réorganiser comme suit le Conseil d'estimation des excédents et retraits d'alignement.

Ce Conseil aurait pour président, le chef de l'administration et pour membres, le délégué du Conseil du Tanzim, deux Conseillers nommés par la Commission et l'Ingénieur en Chef.

Actuellement, il est composé du Directeur Général et de chefs de service désignés par lui.

Okelle Sananieh.

L'Administration générale des Wakfs ayant délégué son Ingénieur en chef pour traiter avec la Municipalité en vue du rachat des parcelles acquises par la ville dans l'okelle Sananieh, la Délégation donne au Comité déjà nommé par elle pour l'étude de l'utilisation des parcelles susdites, le mandat de s'aboucher avec le délégué des Wakfs pour voir quelles sont les offres proposées par cette Administration.

Sur la demande de MM. Ott, Stross et Abani bey, membres du Comité, et vu que des questions de Tanzim se rattachent à la question, la Délégation prie M. Rothaker, présent à la séance, de s'adjoindre au Comité.

Réparation du matériel roulant du service du nettoyage.

Sur la demande du service, la Délégation autorise la mise en adjudication des travaux de réparation du matériel roulant du service du nettoyage.

Adjudication de la construction d'une aile au Musée.

Sur le rapport de l'Ingénieur en Chef, et considérant que l'offre la plus basse présentée par V. Erriquez ne peut être prise en considération, vu que cet entrepreneur n'a pas justifié, ainsi que l'exige le cahier des charges, des aptitudes nécessaires pour le métier de constructeur, la Délégation décide de confier le travail de construction d'une aile au Musée à MM. Giannone et Fenerli, qui viennent en deuxième rang dans l'ordre des offres, et qui acceptent de réduire leur prix, en faisant le travail au prix du devis, soit 2.500 L.E. L'offre primitive de Erriquez était de 2.550 L.E. mais il avait également consenti à la réduire à 2500 L.E,

Abani Bey est contraire estimant que les adjudications doivent être données indistinctement à celui qui aura été trouvé le plus bas offrant à l'ouverture des plis.

Le présent procès-verbal a été adopté le 20 janvier 1903.

La séance est levée à 7 h 1½ p.m.

Le Secrétaire
I. SEDKY

Le Président
AMB. A. RALLI

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 13 Janvier 1903

SOMMAIRE : Dépêche de S. E. le Grand Maître des Cérémonies ; — Travaux de mise en état de la route de Montazah ; — Contrat relatif à la fourniture d'immondices à M. Guarino ; — Installations électriques ; — Occupation de la voie publique ; — Exemption d'impôt sur les bains Zouro ; — Taxe de 2 % sur les locaux d'une valeur locative n'excédant pas 5 L. E. — Déplacement de bornes fontaines ; — Expropriation ; — Commande de brassards ; — Demande de location d'un terrain par M. Syrigo ; — Sommation de la dame Om—El—Hama ; — Offre de M. Pellerano pour bordures de trottoirs ; — Régularisation de certaines dépenses sanitaires ; — Payement des coupons — Rapport de M. James sur le drainage de la ville ; — Rapport de l'Inspecteur Sanitaire sur le filtre Jewell ; — Immondices ; — Décisions ministérielles au sujet de la Direction Générale ; — Protestation contre l'établissement des écuries de Ramleh ; — Adjudications ; — Question relative au règlement du traitement de M. Maestracci ; — Congés.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

MOHAMED BEY SAÏD,

F. OTT,

SOLIMAN BEY EL-ABANI,

E. STROSS, *Membres*.

I. SEDKY, *Secrétaire*

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Les procès-verbaux des 28 décembre 1902 et 6 janvier 1903 sont approuvés.

Dépêche de S.E. le Grand Maître des Cérémonies.

Communication est donnée d'une dépêche de S.E. le Grand Maître des Cérémonies remerciant de la part de S. A. le Khédive, le Conseil municipal et les fonctionnaires de la Municipalité pour les félicitations adressées à l'occasion de l'anniversaire de l'Avénement au Trône de Son Altesse.

Travaux de mise en état de la route de Montazah.

Vu le rapport de l'Ingénieur en Chef, en date du 13 courant, la Délégation estime qu'il conviendrait d'ajourner pour le moment les travaux projetés de rehaussement de la route de Montazah, le macadamisage de la partie de cette route comprise entre le marché de Bacos et la station de Gabriel s'imposant tout d'abord.

Elle décide, en conséquence, d'annuler l'adjudication des travaux de remblai de cette route et demande aux services techniques de lui présenter le devis de ce nouveau travail d'empierrement.

Contrat relatif à la fourniture d'immondices à M. Guarino.

Mention est faite de l'envoi aux membres du projet du contrat relatif à la fourniture d'immondices à M. Guarino dans son domaine du Gabbari.

Avant de prendre une décision, la Délégation invite les services à lui fournir les renseignements demandés par Abani Bey à la séance du 18 décembre dernier, relativement aux quantités d'immondices enlevées journellement de chaque quartier et à produire les documents relatifs à l'entente passée en 1893 avec M. Guarino, allouant, à litre gratuit, à ce dernier une fourniture mensuelle de 180 charrettes d'immondices, plus une redevance de 3 L.E. par mois, en échange du déversement des vidanges dans son domaine.

Installations électriques.

Le Président informe qu'il a reçu une lettre du 25 décembre du Ministère de l'Intérieur, en réponse à une demande de la Municipalité, au sujet de l'application par la Compagnie du Gaz des prescriptions contenues dans le rapport de M. Jacot relativement aux installations électriques, et que, d'autre part, la Compagnie du Gaz, par lettres du 24 décembre 1902 et 7 janvier 1903 (cette dernière transmise par le Gouvernorat) informe que ces prescriptions ont été appliquées, à l'exception de la traversée du pont de Minet el Bassal, la Compagnie étudiant la manière de placer son cable à cet endroit sous le canal.

Ces correspondances ont été, conformément au vote de la Commission Municipale, transmises au Comité spécial pour la suite à donner.

Occupation de la voie publique

Statuant sur des demandes de renouvellement de roksas présentées respectivement par MM. Mimicos Karas et Nessim Habib pour l'installation d'un café portatif près du Tribunal Mixte, rue Abou el Zabhab, et d'une vitrine contre l'immeuble de l'hôtel Abbat, la Délégation décide le rejet de ces demandes.

Elle consent toutefois à leur accorder, à partir de ce jour, un délai de trois mois dans lequel ces occupants devront avoir enlevé les dites installations.

Exemption d'impôt sur les bains Zouro.

Considérant que les bains Zouro avaient été exonérés de l'impôt sur la propriété bâtie par ordre du Ministère des Finances, émis en 1890, la Délégation, vu le dossier relatif à cette question, décide, conformément aux précédents, d'exempter M. Zouro des impôts qui lui sont réclamés sur ce bain, démoli du reste pour les besoins des travaux des quais.

Taxe du 2 % sur les locaux d'une valeur locative n'excédant pas 5 L.E.

Par note du 29 décembre 1902, le service de la perception demande si, par analogie aux exemptions accordées par le décret de l'impôt sur la propriété bâtie, il n'y a pas lieu d'exonérer de la taxe du 2 % les propriétaires occupant un local leur appartenant, dont la valeur locative n'excède pas 5 L.E.

La Délégation considère que bien qu'exempts des droits de propriété bâtie, ces propriétaires n'en sont pas moins redevables de la taxe du 2 %, cette taxe étant, d'après la loi, payable par tous les occupants de locaux portés sur les rôles et les propriétés de moins de 5 L.E. étant comprises dans ces rôles.

On ne saurait, du reste, concevoir qu'une telle faveur put être accordée aux propriétaires, alors que les simples locataires de locaux d'une valeur de moins de 5 L.E., plus intéressants à cet égard que les propriétaires, n'en bénéficient pas.

Elle décide, en conséquence, de réclamer la taxe indistinctement à tous ces occupants.

Soliman Bey Abani vote contre.

Déplacement de bornes fontaines

La Délégation décide le déplacement d'une borne fontaine, à Bulkeley, près de la maison de M. Romano, ce dernier consentant à renoncer à l'action intentée par lui de ce chef.

Une borne fontaine sise dans la rue Moussafer Khana devra être également déplacée.

Expropriation

Vu la décision du Conseil d'estimation, la Délégation règle pour la somme de 19 L. E. 969 ^m/_m l'expropriation d'une superficie de 133 p.c. environ, dépendant de la Boulangerie Mécanique, pour l'élargissement de la voie publique sur le canal Mahmoudieh.

Il y aura lieu de déduire des montant de l'expropriation une somme de L. E. 1. 546 ^m/_m prix d'un excédent de Tanzim de 10 p.c. acquis par cette Société

Commande de brassards

Sur la demande du service du nettoyage, en date du 26 decembre 1902, la Délégation décide de mettre en adjudication la fourniture de mille brassards numérotés pour les ouvriers de ce service.

Les premiers brassards seront fournis gratuitement aux ouvriers, mais, en cas de perte, ils devront acquitter le prix du brassard qui leur sera donné en remplacement.

Demande de location d'un terrain par M. Syrigo.

Par lettre du 5 janvier 1903, M. Syrigo demande de louer un des terrains libres, sis du côté de la mer, dans les environs de l'hôtel des postes, pour emmagasiner la caillasse qu'il compte importer de Santorin afin de compléter la quantité de 6.000 m.c. qu'il doit fournir à la ville, suivant la transaction intervenue avec la Municipalité.

La Délégation rejette la demande de location. Relativement au complément à fournir, elle fait remarquer que l'arrangement intervenu avec M. Syrigo ne comportait que l'achat de la caillasse contestée se trouvant en Egypte. Si celle-ci était inférieure à la quantité indiquée par M. Syrigo, la Municipalité n'a pas à recevoir le complément en question.

Cette affaire nécessitant un examen plus approfondi, Mohamed Bey Saïd est chargé de faire rapport, la Délégation attirant également son attention sur les paiements effectués à M. Syrigo pour la caillasse faisant l'objet de la dite entente.

Somation de la dame Om El Hana.

Communication est donnée d'une somation du 7 courant, de la dame Om el Hana réclamant une somme de 400 L.E., à titre d'indemnité, pour dégâts causés à sa maison, sise rue Imam Aly, par suite de l'accumulation des eaux pluviales.

L'Ingénieur en chef dit que les dégâts en question proviennent de la mal façon des fondations de la maison et que pour ce qui concerne l'accumulation

des eaux, le service a pris des mesures urgentes pour enlever, au fur et à mesure, toute l'eau des pluies qui s'amasse dans la rue Iman Aly en contre bas des rues avoisinantes.

Offre de M. Pellerano pour bordures de trottoirs.

La Délégation serait disposée à accepter une offre du 5 janvier de M. Pellerano pour la fourniture d'un reliquat de 40 m.l. de bordure, au cas où ce fournisseur accepterait de les céder au prix de P.T. 12 le m.l.

M. Escoffier fait observer à ce sujet que les bordures fournies à la ville ne sont pas d'une élévation suffisante, ce qui compromet très souvent leur stabilité. Abani bey ajoute que les bordures devraient avoir une plus grande longueur.

La Délégation attire à ce sujet l'attention des services.

Régularisation de certaines dépenses sanitaires.

La Délégation, après vérification, demandera à la Commission la régularisation :

1° d'un crédit de L.E. 79, déjà autorisé par décision du 22 juillet 1902, pour l'achat d'un destructeur nécessaire au service de désinfection, dont le règlement a du être reporté de l'année 1902 à l'exercice courant, le destructeur en question n'étant arrivé que ces jours derniers.

2° de 3 crédits s'élevant ensemble à 75 L. E. 190^m/_m pour faire face à des dépenses déjà engagées en 1902 pour réparations des ambulances et frais pharmaceutiques.

La Délégation veut bien consentir à émettre pour cette fois un avis favorable au règlement de ces dépenses, mais elle tient à rappeler que, pour l'avenir, elle refusera toute demande de régularisation de dépenses, engagée contrairement à la décision de la Commission du 29 octobre 1902.

Payement des coupons

La Municipalité ayant demandé par lettre du 9 janvier 1903 que le paiement du 3^{me} coupon de l'emprunt soit effectué le 1^{er} janvier 1903 au lieu du 15 décembre 1902, afin que le montant puisse en être imputé sur le budget de l'exercice 1903, le Directeur Général de la Comptabilité de l'Etat, par lettre du 11 courant, fait savoir que la National Bank ne peut modifier à cet égard les arrangements intervenus avec la Municipalité.

Rapport de M. James sur le drainage de la ville.

Mention est faite de l'envoi à tous les Membres du rapport de M. James sur le drainage de la ville.

Ce rapport, qui a fait l'objet d'un examen de la part de la Délégation et des Comités, réunis, sera soumis à la Commission à une prochaine séance.

Rapport de l'Inspecteur Sanitaire sur le filtre Jewell.

Le Président informe que l'Inspecteur Sanitaire a déposé son rapport au sujet du résultat des essais du filtre Jewell et que ce rapport sera distribué aux Membres aussitôt après son impression.

Immondices.

Communication est donnée d'une lettre du 10 janvier, par laquelle la Direction Générale des services sanitaires fait savoir, en réponse à la demande de la Municipalité, qu'elle est d'avis de laisser pour 4 ou 5 mois encore les immondices enfouies à Kom el Dick, leur qualité en tant qu'engrais ne devant que gagner, tandis que si elles venaient à être remuées et déplacées, les odeurs qui s'en dégageraient seraient très nuisibles.

Quant aux immondices déposées à Gebel el Ghilleh, l'Administration des services sanitaires dit qu'elle ne voit aucun inconvénient à ce qu'elles soient vendues ainsi que le propose la Municipalité.

Décisions ministérielles au sujet de la Direction Générale.

Communication est donnée de 2 lettres de S.E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 12 janvier, informant que le Conseil des Ministres, dans sa séance du 5 courant, a décidé d'admettre Chakour Pacha à faire valoir ses droits à la retraite et de désigner M. W. P. Graham, en qualité d'administrateur provisoire de la Municipalité.

S.E. le Ministre ajoute qu'ayant désigné M. Graham, comme son délégué spécial au près de la Commission Municipale, M. Graham, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans l'intérêt du service, assistera aux réunions de cette Assemblée, avec voix consultative.

Ces lettres seront soumises à la Commission.

Protestation contre l'établissement des écuries de Ramleh.

La Délégation décide de passer outre à une protestation, signée de quelques habitants de la station Fleming, contre le projet d'installation, dans le terrain des écuries municipales de Ramleh, d'une écurie pour la police, protestation tendant en même temps à l'enlèvement des écuries municipales elles-mêmes.

Adjudications.

Imprimés. — La Délégation procède à l'ouverture des plis relatifs à l'adjudication des imprimés de la Municipalité. Ont présenté des offres MM. And.

rapport les offres de fourniture de ciment présentées par MM. Sornaga, Remy, Dégiardé, Barker and John, P. and Papadopoulo, G. Lifonti, Neuchatel Asphalt C^{ie}, Rieti et C^{ie}, Nicola Syrigio, Paraskeva et Miclavitz.

Fourniture de charbon. — La Délégation adjuge à MM. Lambert et Ralli, au prix de 129 P.T. 1/2 la tonne de Cardiff et 110 P.T. 20 la tonne de Newcastle, le charbon nécessaire à la Municipalité.

L'autre soumissionnaire était M. Buhaggiar.

Question relative au règlement du traitement de M. Maestracci.

Le Président informe que M. Maistracci a demandé à être réglé de son traitement du mois d'octobre jusqu'au jour de sa suspension. (24 octobre 1902).

La Délégation estime, qu'en l'état des poursuites engagées contre M. Maistracci, il n'y a pas lieu de faire droit à cette demande.

Congés.

La Délégation accorde un congé de 3 mois à M. Cammeo, chef comptable, et de 3 mois et 1/2 à la dame Salha Eff. Soliman, sage femme.

Sur la présentation du certificat, en date du 8 janvier 1903, délivré par la Commission Médicale du Gouvernement, la Délégation accorde un congé de 40 jours, à partir de cette date, à M. H. Coatsworth, agent hors cadre, avec traitement entier.

Mohamed Bey Saïd s'abstient.

Vu les congés successifs, accordés à M. Prazzica, ingénieur au service technique de l'assainissement, et considérant l'état de santé précaire de ce fonctionnaire, état le rendant inapte à continuer son service, la Délégation décide son licenciement, et lui accorde une indemnité de 4 mois.

La séance est levée à 7 h 3/4.

Serafini, Art. Serafini, Della Rocca, Mourès et C^{ie}, Lagoudakis. Ces offres sont renvoyées aux services pour rapport.

Fourniture de ciment. — Sont également renvoyées aux services pour

Le Secrétaire

I. SEDKY

Le Président

AMB. A. RALLI

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 20 Janvier 1903.

SOMMAIRE : Filtres; — Travaux de mise en état de la route de Montazah; — Fourniture d'immondices à M. Guarino; — Cession d'un terrain par M. le Comte Zizinia; — Ecoulement des eaux à travers les remblais des quais; — Immeuble des Gardes-Côtes; — Demande d'achat d'un terrain par la Compagnie du Gaz; — Prélèvements provisoires sur l'emprunt; — Recettes Municipales; — Séances.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

F. OTT,

SOLIMAN BEY ABANI,

E. STROSS, *Membres*.

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Le procès-verbal du 7 janvier 1903 est approuvé.

Filtres.

La Délégation prend connaissance d'une offre, en date du 9 janvier 1903, de MM. Trehaki et Chawki pour l'adoption d'un système de filtre, dit Chawki, en vue du filtrage des eaux de la ville.

A ce sujet et d'une manière générale pour toutes les propositions faites ou à faire à cet égard, la Délégation, considérant que la Municipalité doit prendre à bref délai une décision définitive du mode de filtration de l'eau, décide d'informer par voie d'avis, les personnes intéressées qu'elle assigne un dernier délai expirant le 28 février 1903 pour les essais à faire de nouveaux systèmes.

Les intéressés devront avoir à la dite date installé et mis en fonction leurs appareils d'essai, et présenté à la Municipalité le devis des installations définitives de leurs filtres.

Passé ce délai, toute offre d'envoi de filtres non installé, ni accompagnée de devis, sera rejetée sans examen.

Tous frais quelconques d'installation ou autres nécessités par les essais sont à la charge exclusive des intéressés, la Municipalité ne prenant aucun engagement au sujet de l'adoption du système définitif

Travaux de mise en état de la route de Montazah.

Communication est donnée du devis présenté par les services techniques pour le macadamisage de la partie de la route d'Aboukir, comprise entre le Souk de Bacos et la station de Gabrial, devis s'élevant à 2,870 L.E. environ.

Considérant que cette dépense serait trop élevée par rapport à la situation de la localité, la Délégation décide de n'effectuer pour le moment sur cette route que des réparations sommaires, dont le devis devra lui être présenté à une prochaine séance.

Fourniture d'immondices à M. Guarino.

Après un échange de vues au sujet de la question du déversement des vidanges dans le domaine du Gabbari pour lequel certains avantages ont été reconnus à M. Guarino, par entente passée en l'année 1893, la Délégation, vu les documents, prie le Président d'étudier dans son ensemble la question et de lui faire connaître son appréciation à ce sujet.

Cession d'un terrain par M. le Comte Zizinia.

Statuant sur l'offre faite par M. le Comte de Zizinia, pour la cession à la ville d'une parcelle de terrain en vue de la création d'une place à San Stefano, la Délégation estime qu'elle ne saurait accepter cette cession que si elle était faite sans conditions aucunes.

Ecoulement des eaux à travers les remblais des quais

Vu la note du 13 Janvier 1903, de l'Inspecteur Sanitaire, attirant l'attention sur les inconvénients graves que présente pour la santé publique le défaut d'écoulement régulier dans la mer des égouts de la ville, dont les ouvertures ont été interceptées par les travaux des quais et qui, se déversant actuellement dans des mares fermées situées en dedans du mur du quai et exhalant des odeurs fétides, ont provoqué des plaintes diverses de la part des riverains, la Délégation, tout en maintenant sa manière de voir au sujet de l'obligation incombant à M. Almagià d'assurer lui-même l'écoulement des eaux de la ville, durant l'exécution des travaux, décide de charger les services d'arrêter d'urgence les mesures à prendre pour le déversement des égouts, mesures qui seront communiquées à l'entrepreneur des quais pour leur application immédiate.

M. Almagià contestant que les dépenses des dits travaux lui incombent, la Délégation, pour éviter tout retard, l'invite à exécuter ces travaux, sous réserve des droits des parties.

Immeuble des Gardes-Côtes

Faisant suite à sa décision du 4 Novembre 1902 et vu la note présentée par l'Ingénieur en chef au sujet des conditions dans lesquelles pourrait être fait l'échange du terrain, formant colline, occupé par l'immeuble des Gardes-Côtes, d'une superficie de 5.000^m², contre un terrain de 3.000^m² à céder à cette Administration sur les nouveaux quais du côté de Silsileh, la Délégation, considérant que cet échange est dans l'intérêt de la ville, et que la différence réalisée entre la superficie des deux terrains peut compenser les frais de construction d'un nouvel immeuble avec écuries, demandé par les Gardes-Côtes et dont le coût s'élèverait à 2.500 L.E., plus L.E. 200 représentant le loyer de deux appartements en ville durant la période d'exécution du nouvel immeuble, proposera à la Commission l'ouverture d'un crédit de 2.700 L.E. et d'accepter l'échange dans les conditions sus-indiquées.

La colline sur laquelle est élevé l'immeuble actuel des Gardes-Côtes sera nivelée par les soins de l'entreprise Almagià.

Abani Bey vote contre.

Demande d'achat d'un terrain par la Compagnie du Gaz.

La Délégation renvoie à l'examen de l'ingénieur en chef une demande, en date du 11 courant, de la Compagnie du Gaz, tendant à l'achat d'une cinquantaine de mètres de terrain aux environs de la porte Rosette, à l'effet d'y établir un pavillon destiné à abriter les transformateurs desservant les canalisations électriques de Ramleh.

Prélèvements provisoires sur l'emprunt.

Considérant que les rentrées du commencement de l'année ne peuvent suffire aux dépenses courantes des services, la Délégation autorise le Président à prélever, à titre provisoire, sur les fonds de l'emprunt, les sommes nécessaires à cet effet jusqu'à concurrence de 10,000 L.E.

Ces prélèvements seront reversés au fonds de l'emprunt aussitôt que les rentrées des mois suivants le permettront.

Recettes Municipales.

La Délégation prend connaissance d'un état ci-annexé des recettes municipales s'élevant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1902 à L.E. 165,039.

Séances.

La Délégation se réunira lundi 26 courant, en séance spéciale, pour l'examen du budget de 1903.

Elle fixe au mercredi 28 janvier 1903, la prochaine réunion de la Commission Municipale et en arrête l'ordre du jour.

La séance est levée à 7 h $\frac{1}{2}$ p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 3 février 1903.

Le Secrétaire

I. SEDKY.

Le Président

W. P. G. GRAHAM.

A N N E X E

AU PROCÈS VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 20 JANVIER 1903.

TABLEAU COMPARATIF

Recettes de la Municipalité d'Alexandrie du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1902.

	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DE 1902	RECETTES DE 1902	DIMINUTION	EXCÉDENT
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	14.000	15 798	—	1.798
Produits de la taxe sur les véhicules et animaux...	6.985	7.177	—	192
Redevance des Tramways: Taxe.	2 015	2.015	—	—
Redevance des Tramways pour l'Entret en des routes.....	1.000	1.000	—	—
Produit de 1 % sur la valeur locative de la pro- priété bâtie.....	6.600	6.406	194	—
Excédent de la taxe sur la propriété bâtie.....	20.000	18.573	1.427	—
Produit de la taxe de 2 % sur les loyers.....	13.000	13.217	—	217
Recettes de l'Octroi.....	58.000	* 51.988	6.012	—
» » l'Abattoir	18.000	22.191	—	4.191
» du Tanzim	4.000	4.206	—	206
» diverses**.....	3.650	4.205	—	555
Participation payée par les propriétaires pour l'as- phaltage des rues	2.000	568	1.492	—
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	2.000	1.778	222	—
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance.....	1.000	951	49	—
Moitié du Produit de la vente des Biens Libres....	1.750	3.026	—	1.276
Subvention du Gouvernement pour les travaux d'Assainissement	5.000	5.000	—	—
Subvention de la Caisse de la Dette pour les travaux d'Assainissement.....	5.000	5.000	—	—
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
	166.000	165.039	9.396	8.435
Moins -value des recettes réalisées sur les prévisions budgétaires.....	—	961	—	961
	166.000	166.000	9.396	9.396

** Développement des Recettes diverses.	Prévisions	Recettes
	L. E.	L. E.
Recettes Sanitaires.....	350	187
Location des Jardins.....	705	696
Location de terrains à Bab-Sidra	645	655
Vente de dalles et de pierres	100	152
Vente d'inondices.....	350	113
Retenues pour uniformes	200	271
Autres produits du budget	700	1.511
Allocation du Commerce d'Exportation.....	600	620
	3.650	4.205

* N.B. — Les recettes de l'Octroi se sont élevées à L. E. 52.588 - mais on a dû passer en dépôt L. E. 600 pour la liquidation des remboursements des dépôts pour farines, qui aura lieu en 1903.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 26 Janvier 1903.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

L. ESCOFFIER,

MOHAMED BEY SAÏD,

F. OTT,

E. STROSS, *Membres*.

I. SIDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Budget de l'année 1903.

Recettes.

La Délégation examine le projet de budget présenté par le service financier pour l'année 1903.

Vu les réalisations faites en 1902, elle décide de ramener à L.E. 13,400 au lieu de L.E. 14,000 les prévisions de recettes de la taxe du 2 % sur les loyers.

L'impôt sur la propriété bâtie et la taxe additionnelle de 1 % sont ramenés à une prévision totale de L.E. 62,000 au lieu de 63,800 portés au projet.

Dans le chapitre des droits de voirie, la Délégation décide de réduire à L.E. 3,500 les prévisions pour les recettes de l'occupation de la voie publique établies à L.E. 3,800. Les restrictions qui devront être apportées à l'avenir dans l'usage abusif des routes justifient cette réduction. Les droits de voirie sont ramenés ainsi à L.E. 4,200.

Vu la diminution constante qui affecte les recettes sanitaires par le fait que les demandes d'autorisation présentées pour l'ouverture d'établissements insalubres sont de moins en moins nombreuses, la Délégation décide de réduire ce chef de recette à L.E. 150 au lieu de 200.

Vu, d'autre part, les circonstances diverses (résiliation de bail du petit jardin Nousha et maladie des bananiers) qui peuvent affecter dans une certaine mesure les recettes des jardins, les prévisions afférentes à cet article sont réduites à L.E. 650 au lieu de 717.

Au sujet de l'article « retenues pour uniformes » M. Escoffier dit que la Municipalité devrait, à l'instar de la Police, fournir gratis à ses agents les uniformes qui sont l'attribut des fonctions qu'ils remplissent. Le Vice-Président fait remarquer qu'il y aurait dans l'application d'une telle mesure une certaine injustice à l'égard des autres agents qui n'ont point à endosser d'uniformes spéciaux. La Délégation décide de réserver l'examen de cette question pour le budget prochain.

Le chapitre des « recettes diverses » est en conséquence ramené à L.E. 4,100, la Délégation se réservant avant d'arrêter définitivement ce chiffre d'examiner le détail des recettes formant l'article « autres produits du budget » dont le relevé est demandé au secrétaire financier.

Au chapitre « participation par les propriétaires » la Délégation décide de supprimer la prévision établie pour « transformation de rues pavées en asphalte » les propriétaires paraissant avoir renoncé totalement à prendre cette initiative, les prévisions de ce chef sont donc réduites de L.E. 1,000 ce qui les ramène à L.E. 2,000.

La Délégation maintient les autres chefs de recette.

Le budget des recettes est en conséquence établi à L.E. 163,200.

Dépenses.

Considérant qu'une réorganisation des services de la Municipalité doit s'effectuer prochainement et qu'il serait difficile dans ces conditions d'établir dès à présent un budget de dépenses pouvant avoir un caractère de fixité, la Délégation, conformément au vote de la Commission du 29 Octobre 1902, décide de s'en tenir provisoirement au budget de l'exercice passé.

Le service financier est chargé, en attendant, de soumettre le développement des dépenses afférentes au personnel et des modifications apportées en cours d'exercice.

La Délégation, à l'occasion de l'examen du budget, insiste également pour qu'un inventaire soit fait du matériel municipal.

La séance est levée à 7 h. 30.

Le présent procès-verbal a été approuvé le 3 février 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 27 Janvier 1903

SOMMAIRE : Demande de location d'un terrain par M. Syrigo ; — Fourniture d'immon-
dices à M. Guarino ; — Parcs de la rue d'Allemagne ; — Déversement à la
mer des égouts actuels ; — Travaux de dallage à l'Abattoir ; — Commande
de dalles ; — Travaux de canalisation des rues Menasce et Rassafa ; —
Conservation du plan de la ville ; — Revêtement en beton du mur abri
des quais ; — Agrandissement des cimetières ; — Tanneries de Chatby ; —
Adjudication ; — Dépenses relatives à la confection du petit rouleau com-
presseur ; — Séances.

Présents :

MM. W. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice Président*,
L. ESCOFFIER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD,
F. OTT,
SOLIMAN BEY EL-ABANI,
E. STROSS, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Le procès verbal du 13 janvier 1903 est approuvé.

Demande de location d'un terrain par M. Syrigo.

Mohamed Bey Saïd fait rapport au sujet de la question des paiements ef-
fectués à M. Syrigo pour la caillasse ayant fait l'objet de la transaction inter-
venue entre ce dernier et la Municipalité. Il dit que ces paiements ont été ré-
guliers, M. Syrigo n'ayant touché que le montant de la caillasse existant au
dépot municipal ou employée aux travaux des routes.

L'entente portant que la Municipalité n'a à recevoir de ce fournisseur que
la caillasse se trouvant en Egypte au moment de l'accord, la Municipalité n'a par

suite, à accepter aucun complément, le chiffre de 6000 m³ donné à titre d'indication par M. Syrigo lui-même n'impliquant pour la ville aucune obligation à cet égard.

La Délégation décide, en conséquence, d'écrire à M. Syrigo qu'elle refuse tout complément de caillasse de Santorin n'existant pas en ville et maintient sa décision quant au rejet de la demande de location d'un terrain à cet effet.

Fourniture d'immondices à M. Guarino.

La Délégation prend connaissance d'une lettre du 23 janvier de M. Guarino, informant qu'il renonce au bénéfice de l'entente passée entre lui et la Direction Générale en 1893, en vertu de laquelle, la Municipalité devait lui fournir gratuitement 180 charretées d'immondices par mois ainsi qu'une rétribution mensuelle de 3 L.E. pour frais de surveillance des vidanges déversées au domaine du Gabbari.

M. Guarino ajoute que cette renonciation est subordonnée à la conclusion du contrat concernant la fourniture de 30.000 charretées d'immondices par an au Gabbari, à raison de 5 m/m par charretée, contrat dont il déclare accepter toutes les conditions.

La Délégation, après un nouvel examen du dit contrat, en arrête définitivement les termes et en fixe la durée à deux ans.

Le contrat figure en annexe au contrat.

Parcs de la rue d'Allemagne.

Vu la note du service du nettoyage et plantations, en date du 20 janvier 1903, la Délégation décide la mise en adjudication de la fourniture de 500 m³ de tina nécessaire aux plantations de la partie des parcs situés dans la rue d'Allemagne.

Elle autorise, d'autre part, la dépense de 84 L.E. environ pour achat de matériel et pour les journées d'ouvriers à employer aux plantations.

Ces dépenses seront prélevées sur le solde disponible du crédit des parcs, porté au budget de 1902.

Déversement à la mer des égouts actuels.

Faisant suite à sa décision du 20 courant, et tout en maintenant ses réserves au sujet de l'obligation incombant à l'entreprise des quais d'assurer elle même le déversement des eaux à la mer, la Délégation, vu l'urgence, décide de demander à la Commission Municipale l'ouverture du crédit nécessaire pour l'établissement à cet effet de canalisations en béton destinées à desservir les égouts actuels, sauf à établir ultérieurement à qui de l'entreprise ou de la Municipalité devra imcomber cette dépense, évaluée à 2.125 L.E. environ.

Travaux de dallage à l'Abattoir

Vu le devis des services techniques et comme suite à sa décision du 7 courant, la Délégation décide de mettre en adjudication les travaux de dallage de certaines parties de l'Abattoir.

Commande de dalles

Sur la proposition du service de la voirie, en date du 19 courant, la Délégation décide la mise en adjudication de la fourniture de 8000 m.c. de dalles nécessaires aux travaux d'entretien du pavage de la ville pendant l'année 1903.

A ce sujet, elle demande audit service de lui présenter l'état du stock de dalles existant au dépôt et la quantité de celles qu'il a encore à recevoir suivant commandes.

Travaux de canalisation des rues Menasce et Rassafa

Vu la note du service de la voirie, en date du 16 janvier 1903, la Délégation décide d'allouer à M. Fiorentino, en plus du montant du forfait des travaux de canalisation des rues Menasce et Rassafa, une somme de 22 L.E. environ représentant un supplément de travaux exécutés sur les indications du service.

M. Fiorentino ayant été, malgré la prolongation de délai d'un mois qui lui avait accordée pour l'achèvement des travaux, en retard de 35 jours sur le dernier délai imparti, la Délégation décide de comminer l'amende prévue par le cahier de charges à raison de 40 P.T. par jour de retard, soit L.E. 14.

Conservation du plan de la ville.

Par note, en date du 10 courant, l'Ingénieur en Chef ayant proposé la nomination d'un ingénieur arpenteur et d'un dessinateur pour la conservation du plan de la ville, la Délégation demandera à la Commission de mettre ces deux postes au concours, avec un traitement, le premier de 12 à 14 L.E. le second de 6 à 8 L.E. par mois.

Revêtement en béton du mur abri des quais.

Vu les modifications apportées à l'art. 81 du cahier des charges des quais par M. Quellenec, et sur la proposition, en date du 10 courant, de l'Ingénieur en Chef, d'accord avec les ingénieurs Malaval, Arcoudaris et Gallois Bey, la Délégation décide de substituer le revêtement du mur d'abri en maçonnerie par un béton en chaux hydraulique, afin de mieux le garantir contre les attaques de la mer.

Il est pris note que l'entreprise Almagià consent à exécuter ces travaux sans augmentation de prix.

Agrandissement des cimetières

La Communauté grecque orthodoxe ayant demandé que la Municipalité lui délivre la roksa nécessaire pour la clôture de l'emplacement, qui lui a été concédé en vue de l'agrandissement de son cimetière, la Délégation décide de faire savoir à cette Communauté que l'autorisation demandée ne pourra lui être accordée qu'après la consignation officielle du dit terrain, consignation pour laquelle elle doit s'entendre au préalable avec les services techniques.

Par la même occasion l'administration est chargée d'inviter le R. P. Gardien de Terre Sainte à prendre également consignation du terrain qui lui a été concédé pour l'agrandissement du cimetière catholique.

Il devra être réservé devant la façade de ce cimetière un emplacement pour l'établissement d'un petit square.

De l'avis de l'Inspecteur Sanitaire, il y aura lieu, lors de la délivrance de l'autorisation, d'inviter la Communauté Grecque orthodoxe à opérer le nivellement de son terrain, la disposition de celui-ci et les différences de niveau très sensibles qu'il présente, ne permettant pas que les inhumations soient faites dans les conditions hygiéniques désirables.

A ce sujet, et sur la demande de Mohamed Bey Saïd, le service du Tanzim est chargé de fournir au Comité des Cimetières indigènes tous renseignements concernant les échèches de Toubguieh en vue de leur adjonction au cimetière de la colonne Pompée.

Tanneries de Chatby

Communication est donnée de l'historique de la question relative au transfert des tanneries de Chatby.

Le Président dit que ce transfert nécessite au préalable la préparation du terrain destiné à recevoir ces établissements au Mex. A la suite d'un examen sur place, il a constaté qu'en dehors d'un terrain déjà affecté aux tanneries et dont le nivellement occasionnerait une dépense assez forte, il existe une bande de terrain plus près de la route qui pourrait s'adapter avec moins de frais.

La Délégation, vu les instances de M. Almagià, formulées par sa nouvelle lettre du 16 janvier et afin d'arriver à une solution plus prompte, prie Mohamed Bey Saïd d'accord avec S.E. le Gouverneur, de traiter avec les tanneurs en vue de leur faire évacuer leurs établissements de Chatby par la voie amiable.

En même temps, elle charge les services techniques de lui présenter le devis comparé des dépenses que nécessiterait le nivellement des deux emplacements précités du Mex où les tanneries pourront être érigées.

Cette intervention de la Municipalité laisse entière la responsabilité du Gouvernement quant à l'obligation qu'il a d'assumer les charges relatives au transfert des tanneries.

Adjudications.

Location du petit jardin Nouzha. — La Délégation procède, par voie d'enchères, à l'adjudication de la location du petit jardin Nouzha. M. Mustafa Telemat offre comme dernier prix 110 L.E., Bullos Kyrillos 112 L.E.

La Délégation considérant ces offres peu satisfaisantes, décide de ne pas donner suite à l'adjudication.

Elle charge l'administration de voir si on ne pourrait pas utiliser ce jardin pour l'établissement de la pépinière municipale.

Articles pour rouleaux compresseurs. — La Délégation renvoie aux services pour rapport les offres présentées par M.M. Lombardo, Autofage, Buhaggiar, Mitrovitz, et la Midland Engineering, pour la fourniture des articles nécessaires aux rouleaux compresseurs.

Fourniture de bersim. — Les offres présentées par M. M. Tehemar, Vintirozos et Sinano, pour la fourniture du bersim sont renvoyées à l'examen des services.

Dépenses relatives à la confection du petit rouleau compresseur

Vu le rapport des services du 26 décembre 1902, au sujet de la dépense nécessitée pour la confection du petit rouleau compresseur, et après avoir entendu les explications de M. l'Ingénieur Prencipe, la Délégation considère que le service de la voirie aurait dû, une fois le crédit accordé par la Délégation épuisé, recourir à une nouvelle autorisation pour le supplément à dépenser.

Elle consent cependant à ratifier la dépense, celle-ci ayant été engagée avant la décision de la Commission du 28 octobre 1902, déterminant les conditions dans lesquelles tout ordonnancement de dépense doit être fait.

Ce supplément de dépense qui s'élève, outre le crédit du 200 L.E. déjà accordé, à 125 L.E. devra être prélevé sur le crédit des routes.

Cette décision est prise à la majorité des voix.

Séances

La Délégation se réunira jeudi 29 courant, à 9 h. du soir pour la continuation de l'examen des questions portées à l'ordre du jour.

Elle fixe à lundi, 2 février 1903, la prochaine séance de la Commission pour l'élection des Membres de la Délégation et des différents Comités.

La séance est levée à 7 h. 1/4 p.m.

Le présent procès verbal a été approuvé le 5 février 1903.

Le Secrétaire

I. SEDKY

Le Président

W. P. G. GRAHAM.

ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE

du 27 Janvier 1903

CONTRAT RELATIF À LA FOURNITURE D'IMMONDICES AU GABBARI.

Entre les soussignés :

1. La Municipalité d'Alexandrie représentée par M. W. P. G. Graham Bey, administrateur, demeurant à Alexandrie.

Et 2° M. Jean Guarino, sujet italien, domicilié et demeurant à Alexandrie.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1°

La Municipalité d'Alexandrie consent à fournir à M. Guarino pour la durée de deux années, à partir de la date de la signature du présent, un chiffre de 30.000 tombereaux d'immondices, par an, à raison de cinq millièmes le tombereau, rendu dans le domaine du Gabbari.

Ces tombereaux seront du modèle actuel existant à l'Administration, dont la contenance approximative est de 1/2 mètre cube. Si l'Administration venait à changer ce modèle, la dite contenance servira de base pour le prix à déterminer.

ART 2°

M. Guarino devra mettre à la disposition de la Municipalité un terrain suffisant à proximité de la Porte du Gabbari, qui sera affecté au dépôt des immondices.

Dans le cas où le point choisi par M. Guarino pour entasser les immondices ne sera pas jugé convenable tôt ou tard par la Municipalité dans l'intérêt de l'hygiène et des habitants, à cause des émanations ou pour tout autre motif, la Municipalité aura le droit de lui fixer un autre emplacement dans le domaine du Gabbari et ce sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité du chef de ce déplacement.

M. Guarino s'engage d'ores et déjà à satisfaire à cette condition dans le délai de 15 jours au plus tard.

ART. 3°

M. Guarino s'engage dès à présent à n'élever aucune prétention ou réclamation au sujet de la capacité des tombereaux qui lui seront livrés, comme aussi des matières qui pourraient en composer le contenu.

ART. 4°

M. Guarino aura à supporter exclusivement les frais de clôture du terrain, gardiennage, surveillance et tous autres frais généralement quelconques.

ART. 5°

M. Guarino s'engage à n'utiliser les immondices fournies que comme engrais et dans son propre domaine Il s'engage, en outre, à n'effectuer aucune vente ou transport au dehors du domaine de Gabbari.

ART. 6°

La Municipalité se réserve le droit de suspendre les livraisons d'immondices soit pour cause d'épidémie, soit pour tout autre motif dont elle reste seule souveraine appréciatrice et sans qu'elle soit tenue de donner à M. Guarino un avis préalable.

M. Guarino déclare formellement renoncer à se prévaloir de toute réclamation du chef de cette suspension.

ART. 7°

Le chiffre de 30.000 tombereaux fixé à l'art. 1^{er} n'est donné qu'à titre de simple indication, la Municipalité ne garantissant à M. Guarino aucun chiffre déterminé de tombereaux, ce qui est formellement accepté par ce dernier.

D'autre part, M. Guarino s'engage à prendre livraison de toute quantité d'immondices qui lui sera fournie en plus que celle fixée dans le présent contrat et ce, bien entendu, sur la base du prix convenu.

ART. 8°

M. Guarino reconnaît que cette fourniture ne constitue pas pour lui un monopole ou une concession, la Municipalité étant entièrement libre de vendre ses immondices aux autres particuliers qui en feraient la demande, excepté aux sous locataires du dit domaine du Gabbari.

ART. 9°

La Municipalité autorise M. Guarino à utiliser immédiatement les immondices qu'elle lui fournit. Cette autorisation n'est valable qu'en temps normal, l'Administration se réservant le droit, eu temps d'épidémie, d'exiger un délai, dont elle fixera la longueur, entre la fourniture des immondices et leur utilisation, le tout sans préjudice de ce qui est dit à l'art. 6.

ART. 10°

M. Guarino s'engage aussi à placer à ses frais un préposé de sa part pour la réception des tombereaux d'immondices. Ce préposé aura à remettre un bon de livraison, dont le modèle sera convenu entre parties, au cocher pour chaque charge qui entrera dans le domaine du Gabbari.

ART. 11°

Le prix des immondices fournies sera réglé chaque quinzaine à la Caisse Municipale.

ART. 12°

Au cas où les agents municipaux viendraient à constater ou à établir une connivence, à un moment quelconque entre le préposé de M. Guarino et l'un des cochers municipaux en vue de fraude, M. Guarino sera personnellement tenu au paiement d'une somme de L.E. 5 par chaque charrette en fraude, à titre de clause pénale formelle, M. Guarino ne pouvant se soustraire à cette amende sous aucun prétexte.

ART. 13°

A partir de la signature du présent contrat, M. Guarino renonce au paiement mensuel de L.E. 3 qui lui était fait jusqu'aujourd'hui par la Municipalité et aux 180 tombereaux d'immondices par mois qui lui étaient livrés gratuitement, en vertu de lettres échangées les 5 et 14 juin 1893, relatives à la livraison des vidanges.

Les vidanges continueront, cependant, à lui être livrées gratuitement.

ART 14°

Pour garantie du paiement du prix des immondices et des pénalités éventuelles, M. Guarino a déposé ce jourd'hui à la Caisse Municipale une somme de L.E. 20 qui servira de cautionnement. Au cas où ce cautionnement viendrait à s'épuiser, M. Guarino devra le reconstituer dans les 24 heures de l'avis qui lui sera donné par lettre recommandée.

ART. 15°

En cas d'infraction à l'une des clauses du présent, la Municipalité aura le droit de résilier le présent contrat après une mise en demeure de huit jours restée infructueuse.

Cette mise en demeure sera faite par lettre recommandée.

Fait à Alexandrie le 7 Février 1903.

	<i>L'Administrateur</i>
(Signé)	W. P. G. GRAHAM
»	GIOV. GUARINO

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 27 Janvier 1903

SOMMAIRE : Décision ministérielle au sujet de l'arrêté sur la taxe d'abatage ; — Mise en état de la route longeant les cimetières européens ; — Affaire Ahmed Affara ; — Commission prélevée sur l'emprunt ; — Achat des roues ; — Achat de harnais et tétières ; — Filtre Jewel ; — Commission d'évaluation de la propriété bâtie ; — Assignation dame Elefférion ; — Taxes irrécouvrables ; — Emplacement demandé pour l'installation d'un kiosque à transformateurs ; — Dénomination des rues ; — Demande de Mabrouk Eff. Salam ; — Demande de Mangarius Eff. Abdel Saïd ; — Congé ; — Demande de pavage de partie de la route du canal par Abou Chanab ; — Ecuries de Chatby ; — Anciennes écuries de Ras-el-Tin ; — Immondices de Gebel Ghillé ; — Médicaments nécessaires au service du vétérinaire ; — Questions budgétaires ; — Adjudication des imprimés ; — Procès verbaux de la Commission et de la Délégation ; — Secours.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice Président*,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

F. OTT,

SOLIMAN BEY EL-ABANI,

E. STROSS, *Membres*.

I. SEDKY, *Secrétaire*

La séance est ouverte à 9 h. p.m.

Décision ministérielle au sujet de l'arrêté sur la taxe d'abatage.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 18 janvier 1903, par laquelle S.E. le Ministre de l'Intérieur informe qu'il suspend la décision de la Commission du 14 courant, relative à la promulgation d'un arrêté tendant à empêcher l'introduction irrégulière du bétail en ville, afin que les services intéressés, auxquels ce projet d'arrêté a été communiqué, aient le temps de l'examiner et de lui communiquer, s'il y a lieu, leurs observations.

Mise en état de la route longeant les cimetières européens.

Se référant à la décision de la Commission, la Délégation examine les devis, présentés par le service de la voirie, pour les différents systèmes de pavage (dallage, asphalte, empierrement) à adopter dans la rue longeant les cimetières européens.

Elle considère que l'empierrement en caillasse, serait le mode le plus approprié, en raison de la situation de la route, et décide son adoption.

Ce travail sera mise en adjudication.

Il devra être effectué depuis la Porte Rosette jusqu'au chemin de fer de Ramleh et comprendra également la pose de bordures des deux côtés de la route.

Affaire Ahmed Affara.

La Délégation prend connaissance de deux lettres de S.E. le Ministre de l'Intérieur et du Gouvernorat d'Alexandrie, en date du 13 et 14 janvier, informant qu'il résulte de l'enquête concernant une affaire de fausse garantie délivrée au caissier de la Douane, que Ahmed Eff. Affara, employé du service de la perception, serait impliqué dans l'accusation.

La Délégation prie Mohamed Bey Saïd de lui faire rapport sur cette question, le parquet ayant eu à s'en occuper lors des poursuites dirigées contre les chehs el Hara, auteurs des dites garanties.

Commission prélevée sur l'emprunt.

Par note du 17 janvier 1902, le service de la comptabilité informe que la National Bank of Egypt réclame une somme de L.E.13, 539 ^m/_m, représentant le 1/4 % de commission sur le montant du 1^{er} coupon payé le 1^{er} juillet 1902 aux détenteurs des titres de l'emprunt municipal.

La Délégation, considérant que dans les conditions de l'emprunt il n'est pas

fait mention de cette commission au profit de la Banque, décide de demander à cet égard l'avis de la Commission.

Achat des roues.

Vu la note du service du nettoiemnt, en date du 17 janvier 1903, la Délégation décide d'acheter du Ministère de la Guerre au prix de 240 P.T. environ la paire, 50 paires de roues, pour les adapter aux chars d'arrosage de la Municipalité.

Les prix de transport par chemin de fer étant élevés, le Président est prié de s'adresser à l'Anglo American Navigation C^{ie} pour voir si cette Société n'effectuait pas le chargement des roues dans des conditions plus avantageuses.

Achat de harnais et tétières.

Sur la proposition du service du nettoiemnt, en date du 20 janvier, la Délégation autorise une dépense de L.E. 61 pour la commande à l'Administration des Prisons de 12 harnais à L.E. 4 l'un et de 50 tétières à P.T. 26 l'une.

Filtre Jewel.

Communication est donnée d'une lettre de la Municipalité de Trieste transmettant divers documents au sujet des essais faits et des résultats donnés par le filtre Jewel adopté dans cette ville.

M. Stross est prié de vouloir bien prendre connaissance de ces documents et en faire rapport à la Délégation.

Commission d'évaluation de la propriété bâtie.

Vu la note du service de la perception, en date du 21 janvier 1903, la Délégation désigne Hassan Eff. Bali, membre titulaire, et Aly Eff. Mansi, membre suppléant, du Comité d'évaluation de la propriété bâtie du 6^{me} Kism; à défaut d'acceptation d'un des deux membres désignés, Mahmoud Eff. Mehasseb sera nommé pour le remplacer.

Conformément à la loi, le Doyen du Corps Consulaire sera prié de pourvoir à la nomination des membres européens suppléants, qui auront à faire partie de la dite Commission.

Assignation dame Elefthérion

Communication est donnée d'un exploit lancé à la requête de la dame

Marie Elefthérion, assignant la Municipalité en paiement d'une somme de 500 L.E. à titre de dommages intérêts, pour des blessures qui lui ont été occasionnées le 22 mai 1902 à la suite d'une rencontre avec une charrette de la Municipalité.

Cet accident ayant du donner lieu, en son temps, à un procès verbal d'enquête de la partie de la police, Mohamed Saïd est prié de faire des recherches et de renseigner la Délégation sur la suite qui a pu être donnée à cette affaire.

Taxes irrécouvrables.

Par notes des 13 et 17 janvier 1903, le service de la perception soumet un état des taxes irrécouvrables s'élevant pour l'impôt du 2 ‰, années 1900, 1901 et 1902, à L.E. 432,530 ^m/_m et pour la taxe sur les voitures et bêtes de sommes depuis 1897 à 1902, à L.E. 116,880 ^m/_m.

La Délégation prie Soliman Bey Abani d'examiner dans leurs détails les motifs portés dans les états présentés par le service et qui ont déterminé le défaut de rentrée de ces taxes.

Emplacement demandé pour l'installation d'un kiosque à transformateurs.

Sur le rapport verbal du Président, la Délégation décide d'autoriser la Compagnie du Gaz à installer, moyennant le paiement des droits réglementaires d'occupation de la voie publique, un kiosque de 4 m. sur 5 au milieu du petit square de la Porte Rosette, pour abriter les transformateurs desservant les lignes électriques de Ramleh.

Le dessin de ce kiosque devra être approuvé par les services.

Dénomination des rues.

Par lettre du 18 janvier 1903, S.E. le Ministre de l'Intérieur fait savoir que le Ministre des Travaux Publics à qui la Municipalité a envoyé une brochure imprimée contenant la nomenclature des rues de la ville, désirerait pour ses registres de roksa et de plan une autre brochure contenant cette même nomenclature, avec, en regard du nom de chaque rue, le nom qu'elle portait précédemment.

Il ajoute que la Municipalité a bien fait tenir une brochure arabe aux Travaux Publics, mais que cette brochure est manuscrite tandis qu'il serait préférable qu'elle fut imprimée en français et en arabe.

La Délégation charge le service du Tanzim de lui présenter l'état demandé par le Ministère des Travaux Publics.

Demande de Mabrouk Eff. Salam.

Vu la demande de Mabrouk Eff. Salam, ancien mamour d'octroi, attaché provisoirement au bureau de liquidation de cette recette, la Délégation, considérant les longs et loyaux services rendus par cet employé tant au service du Gouvernement qu'à celui de la ville, décide de lui octroyer, à partir du 1^{er} janvier, une augmentation de L.E. 2 pour porter son traitement à 11 L.E.

Le dit employé devant atteindre au 16 février prochain, le nombre d'années nécessaire pour lui donner droit à une pension entière, le Ministère des Finances sera prié de vouloir bien approuver, au point de vue de la retraite, l'augmentation accordée.

Demande de Mangarius Eff. Abdel Saïd.

M. Mangarius Eff. Abdel Saïd, employé du service de la comptabilité de la nouvelle taxe d'abatage et des carrières, ayant demandé à faire valoir ses droits à la pension gouvernementale afin d'être régi par le règlement de la caisse de prévoyance du personnel de la municipalité, la Délégation décide de transmettre le dossier du dit employé au Ministère des Finances pour telles fins que de droit.

Congé

Choucry Yacoub Zeita, employé du service sanitaire ayant demandé un prolongement de congé de 2 mois pour cause de maladie, la Délégation décide de le renvoyer par devant la Commission médicale, tout en prenant note que par suite des congés successifs obtenus par cet employé, il n'a plus droit d'après le code financier qu'à un mois de congé avec un quart de traitement.

La Commission médicale aura à dire si cet employé est apte à continuer ses fonctions.

Demande de pavage de partie de la route du canal par Abou Chanab.

Avant de prendre une décision au sujet d'une demande présentée par MM. Abou Chanab pour le pavage de la partie de la route longeant le canal Mahmoudieh, depuis leur usine jusqu'à la rue du Nil, la Délégation demande aux services techniques de lui soumettre le devis du pavage en dalles ou en caillasse de cette partie de route.

Ecuries de Chatby.

Par note du 22 courant, le service de nettoiemnt demande d'employer au dallage du sol des mangeoires des écuries de Chatby les vieilles dalles retirées des trottoirs confectionnés en asphalte.

La Délégation estime qu'il conviendrait mieux, en raison du caractère provisoire des aménagements exécutés au local de Chatby, de recouvrir le sol de ces mangeoires d'un béton de sable et tina, d'un prix moins coûteux et d'une réparation plus facile.

Le Président prendra les mesures nécessaires pour l'exécution de ce travail.

Quant aux dalles retirées des trottoirs, la Délégation décide de les utiliser pour le pavage des ruelles les plus importantes de l'intérieur de la ville.

Les services techniques sont invités à présenter un état à cet effet.

Anciennes écuries de Ras-el-Tin.

Vu la lettre du 24 janvier du Gouvernorat d'Alexandrie, la Délégation invite l'Administration au cas où une partie du matériel du service du nettoiement serait encore déposé aux anciennes écuries de Ras-el-Tin, à en effectuer le transfert au nouveau local de Chatby, celui de Ras-el-Tin devant être consigné au Gouvernement.

Immondices de Gebel Ghillé

La Délégation décide de faire vélocigraphier et distribuer aux membres, pour être examinées à la prochaine séance, les conditions relatives à la fourniture des immondices aux cultivateurs et aux bains.

Médicaments nécessaires au service du vétérinaire.

Vu la lettre du 20 courant du vétérinaire en chef au sujet du mode d'achat des médicaments nécessaires au traitement des animaux malades, la Délégation considérant que la règle de l'adjudication ne saurait être suivie, vu la diversité des articles dont on pourrait avoir besoin, autorise M. Piot, d'accord avec le service financier, à traiter avec une pharmacie de la ville sur la base d'une liste de prix qui sera approuvée par le Président.

Questions budgétaires.

Faisant suite à sa décision du 26 janvier relative au budget des dépenses de 1903, la Délégation décide :

1. de proposer à la Commission d'augmenter de L.E. 500 le budget du service des pompiers, pour le porter à 3500 L.E.

2. de proposer à la Commission le maintien, à titre provisoire, du Dr

Delta, pour assister l'Inspecteur sanitaire dans les travaux bactériologiques jusqu'à la réorganisation des services.

3. d'inviter le Comité du Musée à lui fournir le détail de ses dépenses, afin d'être en mesure de statuer sur la demande d'augmentation de 200 L.E. adressée par ce Comité.

Communication est donnée d'un état du 29 janvier du secrétaire financier contenant le détail des recettes, formant l'article « autres produits du budget » s'élevant à la somme de L.E. 1511, 273 ^m/_m, demandé suivant décision du 26 janvier 1903.

Adjudication des imprimés.

Vu le rapport du Secrétaire financier, indiquant les prix offerts par les divers soumissionnaires pour la fourniture des imprimés de la Municipalité, durant 3 années, la Délégation, considérant que l'ensemble des prix, offerts par M. Lagoudakis pour les différents imprimés, est inférieur à celui des autres soumissionnaires, décide de lui confier cette fourniture.

Procès verbaux de la Commission et de la Délégation.

Se référant à la décision de la Commission du 28 janvier 1903, et vu la lettre de la même date de M. A. Serafini, demandant la résiliation de son contrat, la Délégation accepte et décide de remettre en adjudication l'impression des procès verbaux des séances de la Commission et de la Délégation et imprimés du même format pour une durée de 3 années.

Secours

La Délégation décide d'accorder, à titre de secours, et après vérification, une indemnité équivalente à 3 mois de salaires :

1° A Zenab bent Abdel Hadi, ouvrière de l'abattoir, qui a du quitter le service pour infirmité.

2° A Adèle Martinangeli, soeur et fille d'ouvriers du service de la voirie, décédés.

2° A la veuve de Amer el Saghir, ancien surveillant d'octroi, décédé avant la suppression de ce service.

La séance est levée à minuit et demie.

Le présent procès verbal a été approuvé le 17 février 1903.

Le Secrétaire

I. SEDKY

Le Président

W. P. G. GRAHAM.

DELÉGATION MUNICIPALE

Séance du 3 Février 1903.

SOMMAIRE: Fourniture d'immondices aux cultivateur; — Fourniture d'immondices aux bains; - Assurance contractée par M. Lynn; — Etat du stock des dalles en magasin; — Affaire Judiciaire-Dame Elefériou; — Reclamation Kalaksi; — Demande d'indemnité présentée par Tewfik Abdou; — Mise au concours du poste d'interprète; — Subvention du "Corriere Egiziano"; — Adjudications: Fourniture de sable; Transport de dalles et fourniture de chars.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD,
E. STROSS,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
I. SIDKY, *Secrétaire*.

M. F. OTT s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Les procès-verbaux des 20 et 26 janvier 1903 sont approuvés.

Fourniture d'immondices aux cultivateurs.

La Délégation arrête, conformément à l'annexe, les conditions relatives à la fourniture d'immondices aux cultivateurs.

Des avis seront publiés pour la mise en vente, en conformité de ces conditions, des immondices actuellement déposées à Ghebel-Guilleh et à Kom-el-Chogafa.

Fourniture d'immondices aux bains.

Le Président soumet un projet de contrat à passer avec les propriétaires et locataires des bains de la ville tendant à la fourniture d'immondices sèches à ces établissements.

Conformément à l'accord intervenu avec les intéressés, il a été entendu que la Municipalité se chargerait elle-même du transport des immondices jusqu'aux bains, moyennant une avance de P.E. 1 1/2 par mètre cube d'immondices.

Ce service coûterait, déduction faite des recettes provenant de la vente des immondices, une somme de près de 300 à 350 L.E. par an et ce en dehors des frais de première installation consistant en achat de tombereaux, de mulets et autres qui s'élèvent à 650 L.E. environ.

La Délégation approuve, en principe et à la majorité, cette entente qui sera renouvelable d'année en année, et décide de soumettre la question à la Commission, au point de vue de la ratification de la dépense que le nouveau service devra comporter.

Le contrat est reproduit en annexe.

Des mesures provisoires seront prises, en attendant, pour assurer la fourniture d'immondices aux bains.

Assurance contractée par M. Lynn.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à la demande du surintendant de la brigade des pompiers tendant à faire payer par la Municipalité à M. Lynn, chef de cette brigade, une prime d'assurance sur la vie qu'il a contractée à la *New-York Company*.

Le Collège considère, du reste, que la proposition d'augmentation du traitement de M. Lynn comprise dans le projet de budget des pompiers pour 1903, lui permettra de faire face à ses engagements à cet égard.

Etat du stock des dalles en magasin.

La Délégation prend connaissance de l'état demandé aux services au sujet du stock de dalles existant à fin janvier 1903 au dépôt de la voirie.

Il en résulte qu'il y a 7,250 m² de dalles neuves et 11,967 m² de dalles vieilles et de dalles équarries.

Quant aux fournitures à recevoir, elles s'élèvent à 11,823 m² sur la quantité de 20,000 adjudgée à M. Pellerano, et dont 8,177 comprenant les 7,250 m² de dalles précitées, existant au dépôt, ont été déjà consignées par ce fournisseur.

Affaire Judiciaire - Dame Eleftérion.

Mohamed Bey Saïd fait rapport au sujet de la réclamation de la dame Eleftérion.

Il résulte des procès-verbaux de police dressés le jour de l'accident, que la contusion constatée chez cette dame était des plus légères et qu'aucune négligence n'a été relevée contre le conducteur de la charrette municipale.

Cette affaire est renvoyée au Comité du Contentieux.

Réclamation Kalaksi.

La Délégation prend connaissance d'une réclamation des hoirs Kalaksi au sujet d'une vente d'un terrain empris pour la voie publique sur la berge du canal Mahmoudieh et dont ils se prétendent propriétaires.

Vu la note présentée à ce sujet par le service du Tanzim, la Délégation charge le Contentieux de vérifier au préalable les titres des réclamants sur la parcelle en question.

Demande d'indemnité présentée par Tewfick Abdou.

La Délégation, à la majorité, estime qu'il n'y a pas lieu de faire droit à une demande de M. Tewfick Abdou, employé au Tanzim, tendant à lui allouer une indemnité par surcroît de travail qu'il a eu en aidant M. Osman Effendi dans le service de traduction.

Le Collège considère que, pour le moment, il ne saurait poser comme règle qu'un travail supplémentaire demandé exceptionnellement à un employé doive lui créer un droit à une indemnité.

Mise au concours du poste d'interprète.

La Délégation fixe au 21 février courant la date du concours qui aura lieu pour l'admission au nouveau poste d'interprète décidé par la Commission.

Subvention du "Corriere Egiziano".

Vu la note du service financier en date du 2 février 1903, au sujet de la demande de subvention du journal le "Corriere Egiziano", la Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à cette demande, mais décide d'allouer au Corriere une somme de L.E. 10 pour les avis de la Municipalité qu'il a insérés durant le deuxième semestre de l'année 1902.

Adjudications.

Fourniture de sable. — M. C. Romanelli, seul soumissionnaire, offre P.T. 3 et 30 paras par char de sable nécessaire aux services.

La Délégation décide de remettre cette fourniture en adjudication, à moins que M. Romanelli n'accepte de réduire son prix à P.T. 3, 10 paras, offert par lui l'année passée.

Transport de dalles et fourniture de chars. — La Délégation renvoie aux services pour rapport les offres présentées par MM. Abdel Rahim Kénaoui et Saad Sabla, pour la fourniture de chars à la journée ainsi que pour le transport des dalles du service de la voirie.

A cette occasion, elle charge l'Administration d'étudier le point de savoir s'il ne conviendrait pas d'employer pour ce transport les chars municipaux, ou, tout au moins, ceux du service des plantations.

La séance est levée à 8 h. p.m.

Le présent procès verbal a été adopté le 17 février 1903.

Le Secrétaire,
I. SEDKY.

Le Président,
W. P. G. GRAHAM.

1^{RE} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 3 FÉVRIER 1903.

Conditions relatives à la fourniture d'immondices aux cultivateurs.

1. — La Municipalité met en vente les immondices provenant de la ville, se trouvant dans ses dépôts de Gebel-Ghilleh et Kom-el-Chougafa.

2. — La quantité déposée s'élève approximativement à 8.000, 10.000 mètres cubes.

3. — La Municipalité n'est liée par aucune offre.

a) Elle se réserve le droit de vendre la quantité totale en bloc, ou bien en divers lots.

b) De ne donner aucune suite à la vente.

4. — Il est bien entendu que tous les frais de transport, chargement des charrettes, sont à la charge de l'acheteur.

5. — Les soumissionnaires devront soumettre leur prix par mètre cube.

6. — En présentant son offre, le soumissionnaire devra indiquer la localité ou il compte transporter les immondices.

7. — La Municipalité fixera à l'acheteur l'itinéraire du parcours que devront faire ses charrettes jusqu'à la localité du déversement.

8. — En cas que l'acheteur n'emploie pas les immondices directement pour fumer ses champs, il devra les enfouir au fur et à mesure dans une fosse sur ses terrains, et recouvrir cette fosse avec de la terre fraîche. Cette fosse devra être éloignée de 50 mètres au moins des grandes routes publiques.

9. — Les tombereaux, chars, charrettes ou autres véhicules, affectés au transport devront être couverts convenablement de manière à empêcher l'éparpillement des immondices sur les routes.

10. — Selon la quantité d'immondices qui lui sera vendue, la Municipalité fixera à l'acheteur un délai pour leur enlèvement.

Ce délai pourra varier de 15 à 60 jours.

11. — L'acheteur paiera d'avance au comptant la somme à laquelle s'élèverait le montant des immondices qu'il a achetées; contre cette somme il lui sera délivré des bons avec lesquels il retirera du dépôt la quantité analogue d'immondices.

12. — Toute infraction aux conditions ci-contenues entraînera pour l'acheteur la suspension immédiate de la livraison d'immondices.

13. — Soit pour cause d'épidémie, soit pour toute autre cause, la Municipalité aura à tout moment et sans aucun préavis, le droit de suspendre ou arrêter complètement la livraison des immondices. Dans ce cas, après déduction faite de la quantité des immondices qui lui a été livrée, il sera remboursé à l'acheteur le solde du montant qu'il aurait payé d'avance.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 3 FÉVRIER 1903.

Clauses et conditions pour la fourniture d'immondices aux Bains.

1. — La Municipalité fournira, à partir du....., aux propriétaires et locataires de bains, une quantité journalière fixe d'immondices sèches, de son dépôt de Gabal-el-Ghilleh ou de Kom-el-Chogafa.

Cette quantité variera suivant l'importance et les besoins des divers bains.

2. — Le transport sera fait par la Municipalité, et le prix à payer par les propriétaires ou locataires de bains est de P.T. 1 1/2 par mètre cube.

3. — Il est interdit aux propriétaires et locataires de bains de se fournir ailleurs et autrement que par les soins de la Municipalité, les immondices nécessaires au chauffage des bains.

4. — Aucun propriétaire ou locataire de bains ne pourra emmagasiner dans sa cour une quantité d'immondices dépassant trois jours d'approvisionnement.

5. — Les mesures suivantes devront être rigoureusement observées en ce qui concerne les cours des bains :

a) Aucun triage ou manipulation d'immondices sous aucun prétexte ne sera toléré.

b) Les immondices seront tassées proprement, et il n'est pas permis de les éparpiller sur le sol.

c) Le sol des cours devra être maintenu dans un état parfait de propreté.

d) Il est rigoureusement interdit de laisser des bêtes en liberté dans les cours.

6. — S'il est constaté qu'il se trouve dans une cour de bain une quantité d'immondices supérieure aux trois jours d'approvisionnement, ou qu'une des prescriptions ci-dessus ait été enfreinte, la fourniture d'immondices sera immédiatement arrêtée.

La Municipalité pourra également, soit pour cause d'épidémie, soit pour toute autre cause dont elle reste seule appréciatrice, suspendre ou arrêter complètement cette fourniture.

7. — Ces conditions seront renouvelables d'année en année.

DELÉGATION MUNICIPALE

Séance du 5 Février 1903.

SOMMAIRE: — Assignation Caprara Frères. — Réparation d'une partie de la route du canal près de l'usine Abou Chanab. — Adjudications. — Résiliation du contrat du petit jardin Nousha. — Inventaire du matériel du service de la voirie. — Modification du système de réception du matériel de la Voirie. — Travaux de mise en état de la route de Montazah. — Occupation de la voie publique par les étalages. — Filtres. — Expropriation Youssef Ghiméi. — Immeuble des Gardes-Côtes. — Allocation aux surveillants du canal. — Gratification au personnel du service sanitaire. — Congés.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

MOHAMED BEY SAÏD,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

F. OTT,

SOLIMAN BEY ABANI,

E. STROSS, *Membres*.

I. SIDKY, *Secrétaire*.

M. L. ESCOFFIER s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Le procès-verbal du 27 janvier 1903 est approuvé.

Assignation Caprara Frères.

Communication est donnée d'une assignation, en date du 31 Janvier 1903, lancée par M. Caprara Frères demandant, à la suite du dépôt du rapport d'expertise d'une partie de la rue Abou Dardar, la résiliation du cahier des charges d'asphaltage de cette rue ainsi que la restitution du cautionnement déposé par eux comme garantie d'entretien.

Cet exploit est renvoyé à l'examen du Comité du Contentieux.

Réparation d'une partie de la route du canal près de l'usine Abou Chanab.

La Délégation prend connaissance du devis présenté par le service de la voirie pour la confection soit en dalles, soit en caillasse, de la partie de la rue du canal Mahmoudieh comprise entre l'établissement de Abou Chanab et la rue du Nil.

Considérant qu'un programme de travaux est à l'étude, la Délégation est d'avis d'ajourner sa décision pour la confection de la route dont s'agit, jusqu'à ce que ce programme soit établi.

Elle invite, en attendant, les services à y effectuer des réparations sommaires.

Adjudications.

Fourniture de bersim. — Les offres pour la fourniture du bersim n'ayant pas donné de résultat satisfaisant, la Délégation décide de remettre cette fourniture en adjudication pour le 17 février 1903.

Pour plus de publicité, il y aura lieu d'en informer individuellement les chefs de corporations de cultivateurs.

Fourniture de ciment. — Vu le rapport des services techniques, la Délégation adjuge la fourniture de ciment à M. S. Sornaga, plus bas offrant, à raison de P.T. 225 la tonne de Portland, et de P.T. 165 la tonne de Valentine.

A cette occasion, l'Administration est invitée à demander au Ministère des Travaux Publics de lui fournir des renseignements au sujet du résultat des essais de ciment égyptien employé par ce département.

Résiliation du contrat du petit jardin Nousha.

La Délégation charge les services de procéder d'accord avec l'ancien locataire du petit jardin Nousha à l'évaluation des récoltes sur pied existant dans ce jardin, afin de l'en indemniser conformément aux prescriptions du contrat.

Inventaire du matériel du service de la voirie.

Vu le rapport, en date du 20 janvier 1903 du service de la voirie, la Délégation proposera à la Commission l'ouverture du crédit nécessaire pour effectuer l'inventaire du matériel existant au dépôt municipal de la voirie

Elle laisse au Président le soin de nommer, à titre provisoire, en dehors de l'Administration, les agents voulus pour ce travail, qui nécessite la composition de deux équipes, composées chacune d'un mesureur, d'un pointeur et de dix manœuvres.

La dépense est évaluée à 120 L.E., indépendamment de deux employés spéciaux, qu'il y aura lieu d'engager, également à titre provisoire, pour la confection des tableaux de mesurage des dalles.

Modification du système de réception du matériel de la Voirie.

Considérant que le système actuel de réception de la caillasse fournie à la Municipalité donne lieu à des contestations au point de vue de l'exactitude des quantités indiquées par le cubage, et vu qu'on ne saurait obtenir des données rigoureusement exactes et invariables qu'avec l'adoption du système de pesage, employé aux chemins de fer, aux douanes, et dans le transport par bateaux, et qui permettrait d'avoir une base de comparaison avec les quantités indiquées dans les connaissements et nolis, la Délégation décide en principe l'adoption de ce système, et renvoie aux services l'étude des détails d'exécution.

D'ores et déjà, elle demandera à la Commission l'ouverture du crédit nécessaire pour l'achat et l'installation au dépôt de la Voirie d'un pont à bascule destiné à ce pesage.

Travaux de mise en état de la route de Montazah.

Se référant à sa décision du 20 Janvier 1903, la Délégation, vu le devis présenté par les services techniques, décide de mettre en adjudication les travaux de réparation en chakf de la partie de la route d'Aboukir, comprise entre le Souk Bacos et la station de Gabriel.

Occupation de la voie publique par les étalages.

Au sujet d'une demande, en date du 20 Janvier 1903, du service du Tanzim concernant les étalages de mercerie et autres occupations de la voie publique, ne dépendant pas de boutiques louées par l'occupant, la Délégation estime qu'on ne pourrait établir de règle à ce sujet, certaines demandes d'occupation pouvant se justifier par des considérations spéciales.

Dans cet ordre d'idées, elle charge l'Administration d'étudier cas par cas les demandes d'autorisation et d'accorder ou de refuser les permis selon les circonstances.

D'autre part, et d'une manière générale, le service du Tanzim est invité à tenir la main à ce que l'accord avec la police au sujet de l'occupation de la voie publique soit rigoureusement observé.

Filtres.

La Délégation ayant reçu de la Municipalité de Trieste le dossier demandé relativement à l'adoption des filtres Jewel dans cette ville, avait chargé M. Stross d'étudier le dit dossier et de lui faire son rapport.

M. Stross expose :

Que la ville de Trieste avait à choisir entre différents systèmes européens et américains; qu'elle a fait de longues études sur la matière et qu'elle a presque épuisé tout ce qui a été publié sur la purification de l'eau potable tant au point de vue technique qu'hygiénique; à la suite d'essais multiples, et après s'être procurée des

renseignements exacts à des sources différentes, elle s'est finalement décidée pour le système de filtration rapide Jewel.

Les informations reçues étaient toutes favorables, notamment celles de beaucoup de cités d'Amérique, parmi lesquelles la ville de Patterson qui possède une installation d'un débit de 120,000 m. c. par 24 heures.

Les villes anglaises York et Wolverhampton ont également adopté le système Jewel.

Après avoir lu attentivement le dossier qui lui a été confié, M. Stross croit devoir, au cas où la Municipalité d'Alexandrie se déciderait à adopter les filtres Jewel, attirer l'attention de ses collègues sur les points suivants :

1° La marche des filtres ne doit pas être forcée outre mesure si l'on veut obtenir toujours de l'eau claire et pure.

2° Le sable doit être choisi avec beaucoup de soin, pour qu'il soit apte à la filtration.

3° On doit pourvoir à l'installation d'une canalisation parfaite pour l'écoulement des eaux de lavages des filtres, ces eaux étant surchargées de limon, de microbes et de toutes sortes d'impuretés.

4° De ne pas ajouter trop de matières chimiques, comme l'alun, qui influe légèrement sur le degré de lourdeur de l'eau.

En résumé M. Stross se prononce en faveur de l'adoption des filtres Jewel.

La Délégation en prend note et charge le Président de remercier la ville de Trieste de sa communication.

Sur la demande du 4 février 1903, de M. Léon Lambert, représentant de la Société « l'épuration des Eaux », la Délégation décide de lui faire savoir que le débit d'eau sur lequel il a à baser son calcul pour l'établissement de filtres d'après le système Desrumeaux est de 31,000 m. c. d'eau par jour.

Expropriation Youssef Ghiméi.

Vu le procès-verbal du Conseil d'estimation, en date du 2 mai 1902, et l'acceptation donnée par l'intéressé, la Délégation proposera à la Commission l'expropriation, pour la régularisation de la voie publique, de deux parcelles de terrain, appartenant à Youssef Ghiméi, rue Zaouiet el Arag, mesurant ensemble 75 p.c. 64, à raison de P.T. 40 le pic carré.

Immeuble des Gardes-Côtes.

Communication est donnée d'une dépêche, suivie d'une lettre du 3 février 1903 de l'Administration des Gardes-Côtes, informant qu'elle vient de recevoir du Ministère des Finances l'autorisation nécessaire pour consigner en toute propriété à la Municipalité le terrain et l'immeuble des Gardes-Côtes, près de la gare de Ramleh, et ce

moyennant le paiement de L.E. 2.850 et la remise d'un terrain de 3.000 m.c., sur les quais, près de Silsiley.

La Délégation prend note et charge les services de prendre et de recevoir consignment des terrains échangés.

La démolition de l'immeuble des Gardes-Côtes sera mise en adjudication.

Allocation aux surveillants du canal.

Sur la demande, en date du 2 février 1903, adressée par le Gouvernorat, la Délégation décide d'allouer une gratification globale de 10 L.E. aux agents de la police qui se sont occupés du service du gardiennage du canal pendant l'épidémie.

Gratification au personnel du service sanitaire.

La Délégation émet un avis favorable à la proposition faite par l'Administration, en conformité d'une note du 3 février 1903 de l'Inspecteur Sanitaire, tendant à l'allocation d'une gratification au personnel du service sanitaire pour les services rendus pendant l'épidémie.

Quant aux augmentations de traitement proposées pour MM. Berticini, Philippon et Margaritis, employés à l'Administration Centrale du service sanitaire, la Délégation estime qu'elle ne saurait y faire droit, mais vu les services exceptionnels rendus par ces agents, elle est d'avis de leur accorder une gratification équivalente à deux mois de traitement pour le premier et à un mois pour les deux autres.

Ces propositions seront soumises à la Commission, suivant l'état ci-annexé.

Congés.

La Délégation renvoie devant la Commission médicale M. Husson, du service de la voirie, qui a présenté une demande de congé pour cause de maladie.

Vu le certificat de la Commission médicale, en date du 19 janvier 1903, un prolongement de congé de 50 jours, pour cause de maladie, sans traitement vu sa qualité d'agent hors cadre, est accordé à M. Amin Fereha, du service de la perception.

La séance est levée à 8 h. p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 17 février 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

A N N E X E

AU PROCÈS-VERAAL DE LA DÉLEGATION DU 5 FÉVRIER 1903.

ÉTAT des gratifications proposées pour le personnel du Service Sanitaire pour services rendus pendant l'épidémie.

		L. E.	M.
D ^r Ahmed Eff. Aly, médecin du I ^{er} Kism	1 mois	17	000
» Abdel Saïd Eff., médecin du II ^{me} Kim	1 »	14	000
» Mahmoud Eff. Hamdy, médecin du III ^{me} Kism	1 »	15	000
» Mohamed Eff. Raafat, médecin du IV ^{me} Kism	1 »	16	000
» Mohamed Eff. Zarka, médecin du V ^{me} Kism	1 »	14	000
» Kanzki, médecin de Ramleh	1 »	15	000
» Frey, médecin-vaccinateur, chargé en temps de choléra des visites journalières des divers hôpitaux européens	1/2 »	7	000
» Eminente, médecin du bureau des mœurs ; chargé du ser- vice de garde de l'hôpital de Chatby pendant les après- midis	1/2 »	7	000
Papadopoulo, agent en chef de la désinfection	1/2 »	8	000
Aly Eff. Soliman, écrivain du I ^{er} Kism	1/2 »	2	750
Ahmed Eff. Soliman, écrivain du II ^{me} Kism	1/2 »	2	750
Aly Hassan, écrivain du III ^{me} Kism	1/2 »	2	750
Mohamed Awadalla, écrivain du IV ^{me} Kism	1/2 »	2	750
Hassan Aly, écrivain du VI ^{me} Kism	1/2 »	2	750
Ibrahim Fawaz, chaouiche du I ^{er} Kism	1 »	3	000
Moustafa Abdalla, chaouiche du I ^{er} Kism	1 »	1	000
Azab Aboul Atta, chaouiche du II ^{me} Kism	1 »	3	000
Mohamed Mobacher, chaouiche du III ^{me} Kism	1 »	3	000
Hussein Gaber Megabed, chaouiche du IV ^{me} Kism	1 »	2	500
Aly Youssef, chaouiche du IV ^{me} Kism	1 »	2	500
Moustafa Darviche, chaouiche du V ^{me} Kism	1 »	2	500
Mohamed Gad Ramadan, chaouiche du VI ^{me} Kism	1 »	3	000
Mohamed Ramadan, farrache de l'Inspectorat Sanitaire	1/2 »	1	750
Farag Abdel Wahab, farrache de l'Inspectorat Sanitaire	1/2 »	1	500
Ahmed Aly, cocher de l'Inspectorat Sanitaire	1 »	3	500
Berticini, employé à l'Administration Centrale du Service Sanitaire	2 »	11	000
Philippon, employé à l'Administration Centrale du Service Sanitaire	1 »	7	000
Margaritis, employé à l'Administration Centrale du Service Sanitaire	1 »	6	000

TOTAL 177 500

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 10 Février 1903.

SOMMAIRE: Adjudications; — Fourniture de fourrages; — Impression des procès-verbaux en langue arabe; — Erection d'un monument à la mémoire de Nubar Pacha; — Okelle Sananieh; — Observations de Abani Bey au sujet des taxes irrécouvrables; — Ventilation de la salle des séances; — Modification du tracé de la grande route de l'Ibrahimieh; — Allocation d'une indemnité à Ahmed Nametalla; — Enquête judiciaire au sujet d'un vol de harnais; — Résiliation du contrat du petit jardin Nouzha; — Transport des roues nécessaires au service du nettoyage; — Surélévation des prix des denrées en ville; — Question de l'amende due par Madame Borsa; — Expropriation Zobeïr Pacha; — Comité d'examen; — Recettes municipales.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*,
J. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Adjudications.

Transport de dalles et fourniture de chars. — Communication est donnée du rapport du 9 courant du service de la voirie d'après lequel il n'est pas possible d'utiliser pour le transport des dalles, les charrettes ouvertes du service du nettoyage, celles-ci peu nombreuses étant constamment occupées au transport des fourrages ou au service des plantations. La commande de nouveaux chars et les frais divers annuels qu'ils nécessiteraient seraient trop élevés et peu en rapport avec l'importance du service lui-même.

La Délégation estime qu'il est préférable dans ces conditions de continuer à confier ce transport à l'entreprise et décide d'adjuger la fourniture des chars à cet effet

à Abdel Rahim Kinaoui, plus bas offrant, au prix de P.T. 15 par char à la journée et de 14 $\frac{1}{2}$ paras par dalle transportée.

Articles divers pour les rouleaux compresseurs. — En conformité du rapport du service de la voirie, en date du 9 février 1903, la Délégation répartit suivant les offres les plus basses la fourniture des articles divers nécessaires au fonctionnement des rouleaux compresseurs, entre MM. Autofage, Lombardo, Buhaggiar, Kelada Antoun et Mitrovich.

Quant aux articles dont l'utilisation n'est pas certaine, ils seront commandés au fur et à mesure des besoins aux dits fournisseurs sur la base des offres les plus basses, portées dans leurs listes de prix.

Impression des procès-verbaux. — La Délégation adjuge l'impression des procès verbaux des séances de la Commission, de la Délégation et imprimés du même format, à MM. A. Mourès et C^{ie}, plus bas offrant, aux prix contenus dans leur soumission du 10 février 1903.

L'autre soumissionnaire était M. And. Serafini.

M. L. Escoffier s'abstient de voter.

Fourniture de tina. — La Délégation prend connaissance des offres présentées par MM. Dessouki Darwich-el-Magarbih et Zeki Tehemar, pour la fourniture de 500 m³ de tina nécessaire aux parcs et ajourne sa décision jusqu'après examen par l'Administrateur des échantillons soumis par les dits fournisseurs.

Fourniture de fourrages.

Vu la note des services, en date du 5 courant, et se référant à sa décision du 3 juin 1902, la Délégation décide de continuer à se servir du son à la Société des Moulins d'Egypte et de la paille, chez M. Mohamed Ibrahim, pour une nouvelle durée de six mois.

Quant à l'orge et aux fèves, elles seront achetées, jusqu'à nouvel ordre, au fur et à mesure des besoins.

Impression des procès-verbaux en langue arabe.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une demande, en date du 10 courant, présentée par MM. Chaouich et Garzouzi, tendant à obtenir un supplément de prix pour l'impression des procès-verbaux en langue arabe.

Elle invite, cependant, les services à remettre, à l'avenir, à l'imprimerie arabe tous les documents donnés en impression à l'imprimerie française.

Erection d'un monument à la mémoire de Nubar Pacha.

Sur la demande, en date du 31 janvier 1902, du Comité institué pour l'érection d'un monument à la mémoire de Nubar Pacha, la Délégation prie MM. Schiess Bey et Escoffier, de choisir dans les nouveaux parcs de la rue d'Allemagne, l'emplacement où ce monument pourra être érigé.

Okelle Sananieh.

La Délégation prend connaissance d'une note du service du Tanzim portant le détail en terrains et droits de superficie des parties restantes de l'okelle Sananieh, après les emprises nécessaires pour l'élargissement de la voie publique.

Conformément à une décision précédente, le Comité, chargé par la Délégation de l'étude des meilleurs moyens pour l'utilisation des parties de cette okelle appartenant à la Municipalité, s'était abouché avec le représentant de l'Administration des Wakfs, chargé par celle-ci de traiter l'acquisition de ces parties.

Après des négociations auxquelles ont pris également part M. Rothaker et le Comité d'évaluation des Wakfs, on a été d'accord pour estimer à 2.000 L.E. le prix des parties en terrains et en droits de superficie appartenant à la ville, après déduction de ce qui revient aux Wakfs comme droits de hekr et comme valeur d'une parcelle de 67 m² emprise pour la voie publique.

M. Rothaker, présent à la séance, ainsi que Abani Bey donnent d'amples explications sur les données qui les ont amenés à établir le chiffre ci-dessus.

En évaluant à 7, 4, et 1 L.E. le prix du mètre carré de terrain libre, de terrain grevé de hekr et de droit de superficie, pour des superficies respectives de 16, 375, et 774 m² cédés par la ville on arrive au chiffre de 2.382 L.E.

Il y a lieu de défalquer de cette somme le montant qui devra revenir aux Wakfs, réparti comme suit:

1° L.E. 490, hekr pour terrains englobés dans la rue; 2° L.E. 206, pour rachat du hekr sur le droit de superficie; et 3° L.E. 335, prix des 67 mètres de terrain emprisis pour la voie publique qui n'a pas encore été réglé à l'Administration des Wakfs, soit au total une somme de 1.031 L.E. qui, déduite de 2.352 L.E. montant de l'évaluation, ferait 1.351 L.E.

Les Wakfs consentent cependant à payer à la ville un chiffre forfaitaire de 2.000 L.E. que le Comité trouve raisonnable, en raison surtout de la conformation des parties de l'okelle appartenant à la ville, qui ne permet pas de les utiliser ni de les vendre à de meilleures conditions.

La Délégation adopte et décide de demander à l'Administration générale des Wakfs la ratification de cet accord, qui sera soumis à la Commission.

A cette occasion, et sur une observation de M. Rothaker, le Contentieux est chargé de revoir les titres de M. Aghion pour vérifier l'étendue de ses droits sur le terrain de la porte d'entrée de la dite okelle, dont les Wakfs ont réclamé le prix.

Observations de Abani Bey au sujet des taxes irrécouvrables

Conformément à la décision de la Délégation du 29 Janvier 1903, le chargeant d'examiner la question des taxes irrécouvrables ainsi que de rechercher les raisons pour lesquelles le service de perception n'a pas pu percevoir ces droits, Abani Bey présente le rapport suivant avec le résultat de ses recherches.

Taxe de 2 %

Les demandes de dégrèvement de cette taxe se basent sur des motifs divers :

1° Différences existantes entre l'évaluation faite par le Comité d'estimation et celle du Conseil de révision et produisant une diminution de droits de L.E. 204, 595 mill.

Abani Bey fait observer à ce sujet qu'il ne s'agit pas en fait d'un dégrèvement mais d'une simple régularisation de comptes ; car les décisions du Conseil de révision étant exécutoires et l'évaluation des locaux occupés par leurs propriétaires étant subordonnée à cette révision, il n'y a pas lieu de considérer la différence entre la première et la deuxième évaluation comme une taxe irrécouvrable mais comme une régularisation de taxe en conformité de l'estimation définitive faite par le Conseil de révision.

Abani Bey constate cependant à cette occasion une certaine irrégularité dans le mode suivi actuellement pour l'exécution des décisions du Conseil de révision.

Actuellement ces décisions sont rendues exécutoires par un ordre de l'Administration, tandis que, avant le transfert du service de propriété bâtie à la Municipalité, la régularisation des comptes des contribuables ne se faisait qu'à la suite d'une autorisation du Ministre des Finances ou de son délégué. Maintenant que la Municipalité remplace le Ministère dans le contrôle de ces impôts, il y aurait lieu, au moins, de soumettre les décisions du Conseil de révision à la Délégation, qui est l'autorité administrative, pour qu'elle en autorise l'exécution et pour qu'aucune réduction d'impôts ne soit faite qu'après qu'elle aura pris connaissance de ces décisions. Quoique les décisions du Conseil de révision soient définitives et à l'abri de tout recours, le contrôle de la Délégation s'exercera utilement non seulement sur les opérations du dit Conseil, au point de vue de leur conformité à la loi, mais aussi sur les formalités administratives qui précèdent ordinairement ces décisions. Ce contrôle a très souvent donné les meilleurs résultats lorsqu'il était fait par le Ministère.

Abani Bey propose, en conséquence que toute régularisation des comptes des contribuables ne puisse être faite qu'après autorisation de la Délégation.

2° Dégrèvement résultant de l'examen après le recensement des contrats de location ou des quittances de loyer. La somme à dégrever de ce chef s'élève à L.E. 61 330 mill. Elle provient de ce que l'évaluation primitive, basée sur le recensement, dépasse les loyers effectifs, c'est-à-dire, que lors de la réclamation des taxes, et par le fait que le locataire présente son contrat de location ou la quittance du propriétaire, une différence est constatée entre les indications de ceux-ci et le recensement primitif.

Abani Bey fait observer à ce sujet que le mode de dégrèvement adopté ne présente aucune garantie, le percepteur ayant la faculté, lorsqu'il constate que le montant du loyer est inférieur à la première évaluation, de modifier la taxe de sa propre autorité et de percevoir d'après les contrats sans recourir au préalable à l'autorisation de l'Administration.

Les seules formalités auxquelles on ait recours dans ce cas, consistent en un visa du chef du service approuvant la modification du percepteur et autorisant le dégrèvement, droit pourtant qui n'appartient ni au percepteur ni à son chef, mais qui appartient exclusivement à la Délégation. Telle est la manière de procéder, adoptée

actuellement et pour laquelle nous croyons inutile d'insister sur le peu de garantie qu'elle présente, tant que le droit d'évaluation et de dégrèvement reste entre les mains de petits employés, rétribués entre trois et quatre livres par mois.

Abani Bey propose à cet égard que les réclamations verbales ou écrites au sujet des évaluations soient soumises au chef de l'Administration qui donnera les instructions nécessaires, et en cas de bien fondé, la Délégation seule autorisera le dégrèvement.

3° Dégrèvement de taxes pour raison d'indigence : L.E. 26,740 mill.

Cette somme provient de ce qu'en procédant aux poursuites contre le contribuable, le délégué du service, ne trouvant rien à saisir, dresse un procès-verbal de carence et après l'avoir fait signer par des témoins, le renvoie au service.

L'observation que l'on peut faire sur ce mode de dégrèvement et qui s'applique aussi aux autres modes, consiste en ce que le délai entre la contrainte et la saisie est parfois tellement long qu'il permet au contribuable de se dérober du paiement soit en changeant de domicile, soit en transportant ses meubles ailleurs. Le service de perception doit s'efforcer de procéder à la saisie, immédiatement après l'expiration du délai de 8 jours prévu par le règlement.

4° Dégrèvement de taxes dues sur les établissements exonérés de l'impôt sur la propriété bâtie, tels que les écoles, les immeubles occupés par les officiers de l'Armée d'occupation, etc. L.E. 23,125 mill.

Rien à observer, si ce n'est qu'en vertu de la décision de la Délégation, les propriétaires habitant des immeubles à eux, dont le loyer ne dépasse pas L.E. 5, doivent être tenus de la taxe.

5° Dégrèvement de taxes provenant de recensement répété L.E. 29,365 mill. Provient de la négligence dans le recensement.

6° Dégrèvement de taxes pour six mois s'élevant à L.E. 31,015 mill. Cette catégorie est laissée à l'appréciation du chef du bureau et quelquefois à celle du percepteur. Elle provient de ce que quelques locataires prétendent devoir abandonner leurs maisons avant l'expiration du premier semestre de l'année.

Il y a lieu de faire remarquer à ce sujet que l'art. 3 du règlement de la taxe du 2 % exige la perception de cette taxe en entier lorsque la location a lieu avant le 1^{er} Juillet, sans tenir compte si le locataire doit passer ou non une année entière dans l'appartement qu'il occupe.

7° Dégrèvement de taxes déjà réglées sur d'autres locaux : L.E. 54,695 mill.

Voici comment le fait peut arriver : Un locataire qui a acquitté la taxe de 2 % déménage au commencement de l'année dans une autre immeuble ; le Service lui réclamant les droits, il présente la première quittance et il est ainsi exempté, même si le loyer de l'immeuble qu'il occupait précédemment et pour lequel il a acquitté la taxe, est de beaucoup inférieur à celui qu'il occupe en dernier lieu.

Il est à remarquer que si le recensement se faisait dans le commencement de l'année, on pourrait facilement retrouver le premier locataire et lui réclamer la taxe perdue. Il est vrai que ce dernier aura déménagé dans un autre immeuble où il aura à régler les taxes, mais il est aussi admissible que le montant des droits dus sur le

nouveau local soit moindre que ceux dus sur l'immeuble qu'il a abandonné. En un mot, il est nécessaire de hâter le recensement annuel pour faciliter la perception.

Taxes sur les voitures et bestiaux.

Le montant de la somme à dégrever s'élève à L.E. 116 et ce pour les années précédentes depuis 1897.

Après vérification, Abani Bey a constaté que la difficulté de perception de ces sommes est due soit au décès du contribuable, soit à l'impossibilité de le retrouver.

Cependant Abani Bey observe que le service ne procède pas soigneusement aux recherches nécessaires à cet effet. Il a remarqué, par exemple, qu'il a été recensé au nom de Morgan Saleh, une voiture dans un des quartiers de la ville. La propriété de cette voiture ayant passé à un habitant d'un autre quartier, le service, au lieu de procéder à la rectification du nom immédiatement, ou au moins à la fin de l'année, lors de la vérification des sommes non réglées, a laissé la voiture enregistrée au nom du dit Morgan, de 1897 à fin novembre 1902, date à laquelle il a fini par s'apercevoir que la voiture avait été achetée par un tiers.

Autre exemple : le sieur Joseph Romanelli est redevable d'un droit sur son mulet qu'il prétend avoir réglé en 1897 au poste d'octroi. Aucune vérification n'a été faite jusqu'à ce jour, et le dit Romanelli n'est pas un inconnu, puisqu'il est un des entrepreneurs de la Municipalité.

Abani Bey fait remarquer aussi qu'un certain Mohamed Off s'était, en 1897, refusé à régler les taxes sur ses bêtes s'élevant à L.E. 10. Étant décédé peu après, l'affaire en est restée là jusqu'à présent, et les droits sont perdus par suite de la négligence dans la perception. Le service ne devait-il pas dans ce cas réclamer les droits soit au curateur, soit aux héritiers ?

Tels sont les résultats auxquels ont abouti les recherches de Abani Bey.

En résumé, la Délégation ne saurait qu'autoriser le dégrevement des sommes sus-énoncées tant pour la taxe du 2 % que pour celles des voitures et bêtes de somme, une partie étant irrécouvrable et l'autre à régulariser.

Les observations qu'Abani Bey a émises n'ont pour but que de suivre, à l'avenir, une méthode plus régulière et garantissant mieux les intérêts de l'Administration. Il estime, que les irrégularités constatées dans la marche du service sont, en général, dues à ce que les fonctionnaires dont relève le contrôle financier, ne s'acquittent pas convenablement de ce devoir.

La Délégation ajourne à une prochaine séance sa décision au sujet de ces diverses questions.

Ventilation de la salle des séances.

La Délégation adopte en principe une proposition relative à l'installation dans la salle des séances de la Commission d'appareils tendant à renouveler l'air et à dégager les fumées, sauf, pour l'exécution, à voir s'il ne serait pas convenable d'opérer cette ventilation au moyen d'appareils mus à l'électricité.

Modification du tracé de la grande route de l'Ibrahimieh.

Relativement à une proposition des services techniques tendant à modifier le tracé de la grande route de l'Ibrahimieh, en cours d'empierrement, la Délégation, après examen du plan, considère qu'il suffirait de remblayer la partie basse et de maintenir suivant son niveau actuel la partie haute de cette route.

Un nouveau devis devra être présenté à cet effet.

Allocation d'une indemnité à Ahmed Nametalla.

Sur la réclamation de Ahmed Nametalla, entrepreneur des travaux de rehaussement des rues des abords du pont Zulficar, la Délégation, vu le rapport de l'Ingénieur en chef, en date du 8 courant, décide d'allouer à cet entrepreneur une indemnité de L.E. 20 pour le dédommager des difficultés qu'il a rencontrées dans l'exécution de son travail par suite de l'obligation dans laquelle il se trouvait de ne pas interrompre la circulation très active de ces voies de communication.

Enquête judiciaire au sujet d'un vol de harnais.

La Délégation renvoie à l'examen de la Commission d'enquête un rapport du Parquet Indigène, communiqué par Mohamed Bey Saïd, au sujet d'un vol de harnais appartenant aux services, dans lequel seraient impliqués des agents de la Municipalité.

Cette Commission aura également à instruire des faits de négligence qui auraient été commis à ce sujet par certains fonctionnaires.

Résiliation du contrat du petit jardin Nouzha.

La Délégation accepte l'évaluation de 31 L.E. faite par les services, d'accord avec l'ancien locataire du petit jardin Nouzha, pour les récoltes sur pied existant dans ce jardin, et dont il y aura lieu de l'indemniser.

L'Administration est chargée de vendre ces récoltes en bloc au mieux des intérêts de la Municipalité.

Quant à la machine locomobile, que l'ancien locataire a installée dans ce jardin et qu'il propose de céder à la ville, la Délégation, avant de prendre une décision, demande à l'Ingénieur en chef de l'examiner et de voir s'il conviendrait de la garder et à quel prix.

Transport des roues nécessaires au service du nettoyage.

Le Président informe que suivant l'entente intervenue entre l'Anglo-American Line Cy et la Municipalité, les roues achetées du Ministère de la Guerre, seront transportées par les soins de cette Compagnie, à raison de P.T. 14 la paire.

Surélévation des prix des denrées en ville.

Par lettre du 5 courant, Padoa Bey attire l'attention sur ce que malgré la suppression de l'octroi, le prix des denrées qui étaient soumises à cette taxe, est en constante surélévation. Il propose de faire étudier par les services les causes de cette situation, sauf à en référer au Comité du contentieux.

La Délégation charge l'inspecteur du service de la taxe d'abatage de faire une étude à ce sujet et de lui présenter son rapport.

Question de l'amende due par Madame Borsa.

Vu la lettre en date du 24 janvier 1903 de Madame Borsa se plaignant de l'amende qui lui a été infligée pour retard apporté à la livraison de tuyaux, qui lui avaient été adjugés, la Délégation, considérant que le service n'a souffert aucun préjudice du fait de ce retard, dû à des circonstances fortuites, et qui du reste ne s'est prolongé que durant peu de jours, décide, après nouvel examen, de revenir sur sa précédente délibération et de proposer à la Commission la remise à Madame Borsa de l'amende de 40 L.E. qu'elle avait encourue.

Expropriation Zobeir Pacha.

La Délégation renvoie au Conseil du Tanzim l'étude des alignements à donner aux rues traversant les terrains, mis en vente par Zobeir Pacha, du côté des rues Ibrahim et Abdel Moneim.

Le Conseil d'évaluation aura, avant l'expropriation des parcelles à entreprendre à cet effet dans la voie publique, à en arrêter l'estimation pour le règlement des indemnités nécessaires.

Comité d'examen.

La Délégation désigne MM. Escoffier et Mohamed Bey Saïd pour faire partie du Comité d'examen pour l'admission au nouveau poste d'interprète.

Recettes municipales.

La Délégation prend connaissance de l'état comparatif ci-annexé des recettes municipales, s'élevant du 1 au 31 janvier 1903 à 7560 L.E.

La séance est levée à 8 heures p.m.

Le présent procès verbal a été adopté le 24 février 1903.

Le Secrétaire,
I. SEDKY.

Le Président,
W. P. G. GRAHAM.

A N N E X E

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 10 FÉVRIER 1903.

TABLEAU COMPARATIF

des Recettes de la Municipalité d'Alexandrie du 1^{er} au 31 Janvier 1902-1903.

	RECETTES DE 1902	RECETTES DE 1903	DIMINUTION EN 1903	EXCÉDENT EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	1.395	1 454	—	59
Produits de la taxe sur les véhicules et animaux...	267	395	—	128
Redevance des Tramways: Taxe.....	504	—	504	—
Redevance des Tramways pour l'Entret en des routes.....	250	—	250	—
Produit de 1 % sur la valeur locative de la propriété bâtie.....	141	34	107	—
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.....	—	285	—	285
Produit de la taxe de 2 % sur les loyers.....	310	150	160	—
Droits d'exploitation des carrières.....	—	403	—	403
Recettes de l'Octroi.....	2.725	—	2.725	—
» » l'Abattoir.....	1.559	2.213	—	654
» du Tanzim.....	144	355	—	211
» diverses**.....	64	108	—	44
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	—	88	—	88
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance.....	81	75	6	—
Moitié du Produit de la vente des Biens Libres....	—	—	—	—
Subvention du Gouvernement pour les travaux d'Assainissement.....	—	—	—	—
Subvention de la Caisse de la Dette pour les travaux d'Assainissement.....	—	—	—	—
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	—	2.000	—	2.000
	7.440	7.560	3.752	3.872
A déduire**.....	754	2.000	754	2.000
	6.686	5.560	2.998	1.872
Encaissé en moins en 1903.....	—	1.126	—	1.126
	6.686	6.686	2.998	9.998

**** Développement des Recettes diverses.**

	1902	1903
	L. E.	L. E.
Recettes Sanitaires.....	—	21
Location des Jardins.....	—	—
Location de terrains à Bab-Sidra.....	—	—
Vente de dalles et de pierres.....	6	2
Vente d'immondices.....	33	55
Retenues pour uniformes.....	16	21
Autres produits du budget.....	9	9
Allocation du Commerce d'Exportation.....	—	—
	64	108

* N.B. — Pour obtenir une comparaison exacte, nous déduisons: 1^o des recettes de 1902 L. E. 754 redevance des Tramways qui ne nous a pas encore été payée cette année-ci.

2^o des recettes de 1903 l'allocation aux Services Sanitaires de L. E. 2000 qui en 1902 n'a été encaissée qu'en Février.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 17 Février 1903

SOMMAIRE : — Fourniture de tina ; — Fourniture du sable ; — Modification du système de réception du matériel de la voirie ; — Etat des frais de courses ; — Modification du tracé de la grande route de l'Ibrahimieh ; — Déversement à la mer des égouts actuels ; — Décisions de la Commission au sujet de l'ouverture des rues ; — Séances du Conseil de Discipline ; — Mise au concours des postes d'arpenteur et de dessinateur ; — Surélévation du prix des denrées ; — Taxe sur les carrières ; — Adjudications ; — Amende encourue par M. Moscatelli ; — Expropriation de la rue Farahda ; — Dépenses pour la prophylaxie des épidémies ; — Lettres ministérielles au sujet de la taxe d'abatage ; — Mesures de précaution contre l'incendie à Minet-el-Bassal ; — Décision judiciaire au sujet du règlement sur les trottoirs ; — Traitement de M. Cammeo ; — Lettre de la Société d'épuration bactérienne des eaux d'égout ; — Proposition de M. Oziol au sujet d'un filtre système Hémart ; — Filtre Desrumeaux ; — Dénomination des rues ; — Congé.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*,
I. SEDKY, *Secrétaire*.

MOHAMED BEY SAÏD, absent en congé, s'est fait excusé.

Les procès-verbaux des séances des 29 Janvier, 3 et 5 Février 1903 sont approuvés.

Errata : — Pour la date du procès-verbal n°7 lire : 29 Janvier 1903 au lieu de 27 Janvier 1903.

Fourniture de tina.

Le Président informe que les échantillons présentés pour la fourniture de la tina nécessaire aux parcs n'ont pas été trouvés de bonne qualité et qu'il a demandé d'autres échantillons de meilleure composition.

La Délégation recommande qu'aussitôt l'adjudication donnée, le service du nettoyage aura à visiter l'endroit d'extraction de la tina et prendre des mesures pour éviter tout mélange avec de mauvaises terres.

Fourniture du sable.

Communication est donnée d'une lettre du 10 courant de M. G. Romanelli acceptant de réduire à 3 P.T. 10, par char, prix de l'année dernière, la fourniture du sable nécessaire aux travaux de voirie.

La Délégation lui adjuge en conséquence cette fourniture.

Modification du système de réception du matériel de la voirie.

La Délégation prend connaissance du rapport du 17 février 1903 des services techniques, au sujet de la modification du système de réception du matériel de la voirie.

Tout en reconnaissant que le système du pesage pourrait être adopté pour la réception de la caillasse, il y aurait toutefois lieu de considérer que l'application de ce système nécessiterait des frais assez élevés, vu la diversité et l'éparpillement des divers endroits où s'effectue cette réception, qui le plus possible doit avoir lieu près des chantiers. Particulièrement pour ce qui concerne la caillasse d'Abou Zabel qui arrive soit par chemin de fer, soit par barque, il y aurait lieu d'installer des bascules dans les diverses gares ou points de débarquement où la caillasse peut être déchargée.

La Délégation considère que dans ces conditions une étude plus murie s'impose avant tout changement de système.

Etat des frais de courses.

La Délégation, tout en autorisant le règlement des frais de courses du personnel de la Municipalité, se réserve d'en examiner l'état au moment de l'établissement définitif du budget de l'année 1903.

Modification du tracé de la grande route de l'Ibrahimieh.

Se référant à sa décision du 10 février 1903, et vu le devis des services techniques, en date du 16 courant, la Délégation autorise une dépense de 27 L.E. pour les travaux de modification du tracé de la grande route de l'Ibrahimieh.

Déversement à la mer des égouts actuels.

En conformité de la décision de la séance de la Commission du 11 février 1903, relative à l'établissement de canalisations pour assurer l'écoulement des eaux au Port

Est pendant la durée des travaux de construction des quais, la Délégation, vu les plans et devis définitifs dressés par les services techniques à cet effet, décide, aussitôt après approbation du Ministère, de les communiquer à l'entreprise Almagià, pour qu'elle ait à s'y conformer, sauf à établir ultérieurement à qui de l'entreprise ou de la Municipalité devra incomber la dépense, évaluée sur la base de la série des prix à la somme de 2.120 L.E. environ.

Décisions de la Commission au sujet de l'ouverture de rues.

Abani Bey rappelle les décisions des 31 juillet 1901 de la Commission municipale relative à l'ouverture des rues Souk el-Samak el-Gadim, okellet Lemoun, etc. Il dit que deux considérations principales ont guidé la Commission dans sa décision, d'abord le souci de l'hygiène de ces quartiers qui manquent d'aération et ensuite l'intérêt qu'il y a, au point de vue commercial, de relier par des voies plus larges ce centre d'affaires au port. Sans demander que les expropriations nécessaires dans ce but soient faites immédiatement, Abani Bey voudrait que les services s'occupent dès à présent de préparer les devis et plans pour la mise en exécution méthodique du projet.

Il y aurait également lieu de presser l'ouverture de la route de la Corniche.

La Délégation invite les services techniques à lui présenter les plans et devis demandés.

Séances du Conseil de Discipline

La Délégation fixe à lundi prochain, la reprise des séances du Conseil de discipline.

Le Président informe qu'en raison de ses occupations, il a prié M. Ralli de le remplacer dans ces séances.

Mise au concours des postes d'arpenteur et de dessinateur

La Délégation fixe au 3 Mars prochain, le délai extrême où les demandes pour l'admission aux postes d'arpenteur et de dessinateur, pourront être présentées.

MM. Abani Bey et Stagni sont désignés pour faire partie du Comité d'examen.

Surélévation du prix des denrées

Communication est donnée de la note du service des nouvelles recettes, expliquant les causes de la hausse survenue dans les prix des denrées à la suite de la suppression de l'octroi.

La Délégation décide de communiquer cette note au Président du Comité du Contentieux, ainsi qu'il en avait fait la demande.

Taxe sur les carrières

Par lettre du 12 courant, les carriers du Mex se plaignent de l'application de la nouvelle taxe à la pierre et à la chaux, à destination de l'intérieur du pays.

Considérant que le droit établi porte sur l'exploitation des carrières et non sur l'introduction des matériaux en ville, la Délégation trouve qu'il n'y a pas lieu d'établir une distinction entre la pierre et la chaux introduite à Alexandrie et celle expédiée dans les provinces.

Elle rejette, en conséquence, la demande des carriers.

Adjudications

Fourniture du bersim. — La Délégation adjuge à M. Zaki Tehemar, au prix de 9 P.T. les 100 kilos, la fourniture du bersim nécessaire aux bêtes du service.

Les autres soumissionnaires étaient MM. Micaleff, Vintirozos, Mahran Hassan.

Matériel nécessaire au service du nettoyage. — La Délégation renvoie aux services pour rapport, les offres relatives à la fourniture des articles nécessaires au service du nettoyage.

Amende encourue par M. Moscatelli

Vu la note du service de la voirie, en date du 9 février, et considérant que malgré les prolongations de délai accordées à M. Moscatelli, celui-ci a été en retard de 35 jours dans l'achèvement des travaux de canalisation et macadamisage de la route d'Aboukir, la Délégation décide de maintenir l'amende de L.E. 28 qu'il a encourue de ce chef.

Expropriation de la rue Farahda

La Délégation, vu les notes des services du Tanzim et du Contentieux, au sujet des immeubles restant à exproprier de la rue Farahda, décide pour ce qui concerne les propriétaires qui ont donné des engagements et qui se refusent à les exécuter, de les poursuivre par voie de justice. Pour les autres qui n'acceptent pas l'estimation arrêtée, il y a lieu de leur appliquer le décret de Juin 1896, sur les expropriations forcées.

Dépenses pour la prophylaxie des épidémies

Communication est donnée d'une lettre du 10 Février, de la Direction générale des Services sanitaires fixant à L.E. 150 par mois, le crédit relatif à la prophylaxie des épidémies à Alexandrie.

Conformément à la recommandation de ce Département, la Délégation invite les Services à restreindre le plus possible les dépenses engagées sur ce crédit.

Lettres ministérielles au sujet de la taxe d'abatage.

Communication est donnée :

1° D'une lettre de S.E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 11 février, informant que les départements et services intéressés qu'il a consultés au sujet du système préconisé par la Municipalité pour la perception de la taxe d'abatage, ont été d'avis que ce système présentait des inconvénients et qu'il conviendrait de percevoir la taxe d'abatage à l'abattoir même, ainsi que cela se pratique au Caire.

Dans ces conditions il n'approuve pas le projet d'arrêté pris par la Commission dans sa séance du 14 janvier, au sujet de l'introduction irrégulière du bétail à Alexandrie.

2° D'une lettre de la même date du Département de l'Intérieur informant que pour les raisons indiquées dans sa première lettre au sujet de la taxe d'abatage, il n'y a pas lieu de donner suite à la demande de la Municipalité tendant à ne laisser débarquer qu'à la gare du Gabari le bétail à destination d'Alexandrie.

La Délégation décide de soumettre ces deux lettres à la Commission municipale dans sa prochaine séance.

Mesures de précaution contre l'incendie à Minet-el-Bassal.

Se référant à la décision du 11 février de la Commission, la Délégation charge les services techniques d'étudier d'accord avec M. Fenderl et le surintendant de la brigade des pompiers, un projet tendant à relier par des fils spéciaux les chounahs de Minet-el-Bassal à la station centrale des pompiers.

Décision judiciaire au sujet du règlement sur les trottoirs.

La Délégation prend connaissance d'une lettre, en date du 4 février, du Contentieux de l'Etat informant que le Tribunal indigène a debouté Khalil Bey Ibrahim de l'action qu'il avait intentée contre la Municipalité en remboursement des frais payés par lui pour la confection du trottoir de son immeuble.

Traitement de M. Cammeo.

Statuant sur une note du service financier, la Délégation décide de régler aux héritiers de M. Cammeo, ancien chef comptable décédé, ses appointements jusqu'au 10 février, date de sa mort.

Lettre de la Société d'épuration bactérienne des eaux d'égout.

Communication est donnée d'une lettre, datée du 8 février 1903 de Paris, par laquelle la Société d'épuration des eaux d'égout par le procédé du Septic Tank, confirme sa dépêche informant que M. Tissier est le représentant des Sociétés anglaise et française pour l'extension de ce procédé, et que c'est en cette qualité que M. Tissier a soumis un projet d'égout et d'épuration à la Municipalité d'Alexandrie.

Proposition de M. Oziol au sujet d'un filtre système Hémart.

Répondant à une proposition, en date du 13 février 1903, de M. P. Oziol, au sujet de l'adoption d'un filtre système Hémart, la Délégation décide de lui faire savoir que toute proposition relative au mode de filtrage à adopter pour la ville d'Alexandrie devra être conforme à l'avis inséré dans les journaux suivant sa décision du 20 janvier 1903.

Filtre Desrumeaux.

Répondant à une lettre du 16 février 1903 de M. Léon Lambert, représentant de la Société « l'épuration des eaux » par le système Desrumeaux, la Délégation décide de l'informer que le choix de l'emplacement pour l'installation du filtre d'essai de ce système, est laissé à son appréciation, sauf entente avec les services techniques et sanitaires de la Municipalité, et pour ce qui concerne la franchise en douane du filtre d'essai qu'il se propose d'importer, il a à s'adresser à l'administration intéressée.

Dénomination de rues.

Communication est donnée de l'état demandé par le Ministère, portant en français et en arabe les noms anciens et nouveaux des rues de la ville d'Alexandrie.

La Délégation demande aux services de s'enquérir au sujet du coût de l'impression de cet état.

Congé.

Vu le certificat de la Commission médicale en date du 22 février courant, la Délégation décide d'accorder un congé de 30 jours, pour cause de maladie, à M. Georges Husson, attaché au service technique de la voirie.

La séance est levée à 8 heures p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 3 Mars 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 24 Février 1903.

SOMMAIRE: Ruelles à paver en vieilles dalles. — Ventilation de la salle des séances. — Terrain de la Daïra Sanieh contenant des antiquités. — Etat d'avancement des travaux des quais. — Vente des matériaux des fortifications. — Augmentation de Mabrouk Eff. Salam. — Congrès d'hygiène et de démographie. — Installation d'un kiosque à transformateurs. — Ligne à haute tension projetée par la Compagnie de Ramleh. — Echange de terrains avec la Communauté Israélite. — Indemnité réclamée par M. Peel, à Fleming. — Promotion de M. Caralli au poste de chef de la comptabilité. — Gratifications au personnel des services sanitaires. — Organisation du service d'inspection de la taxe d'abatage. — Renouvellement du matériel du service du nettoyage. — Nomination d'un chef provisoire pour le service du nettoyage. — Dégrèvements de taxes. — Impression de l'état de dénomination des rues. — Adjudications: Fourniture de tina; Matériel du service de nettoyage; Dallage à l'Abattoir du Mex; Fourniture d'immondices aux cultivateurs; Fourniture de dalles. — Virements de crédits. — Evaluations des Conseils d'estimation. — Personnel: Licenciement; Congé.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

P. FENDERL,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*,

L. STAGNI,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

M. L. Stagni dit qu'il assiste à la séance, en remplacement de M. L. Escoffier, qui s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Le procès-verbal du 10 février 1903 est approuvé.

Ruelles à paver en vieilles dalles.

Se référant à sa décision du 29 janvier 1903, et vu la note du service de la voirie du 16 février contenant l'état des ruelles des quartiers bas de la ville à daller avec des vieilles dalles retirées des trottoirs, la Délégation charge le Président de

choisir d'accord avec Abani Bey celles de ces ruelles qui présentent le plus d'urgence, jusqu'à concurrence d'une superficie de 10.000 m.c. montant des vieilles dalles équarries de trottoirs, existant actuellement au dépôt.

Vu le peu d'épaisseur de ces dalles, leur emploi sera limité aux ruelles où il n'y a pas de trafic de voitures.

Ventilation de la salle des séances

Faisant suite à sa décision du 10 février 1903, la Délégation autorise une dépense de L.E. 11 pour l'achat et l'installation de deux ventilateurs électriques dans la salle des séances.

Terrain de la Daïra Sanieh contenant des antiquités.

Par lettre du 18 février, l'agence d'Alexandrie de la Daïra Sanieh fait savoir que le service des antiquités s'était opposé à la vente de deux parcelles de terrain appartenant à la Daïra à Kom-el-Chogafa, avant qu'une inspection n'ait établi si ces terrains renferment ou non des antiquités.

Un temps assez long s'étant passé sans que la Daïra reçoive de réponse à ce sujet, elle demande qu'il soit donné promptement suite à cette question.

La Délégation, vu le rapport présenté à cet égard par M. Botti, décide d'écrire à S.E. le Ministre de l'Intérieur pour le prier de faire les démarches nécessaires auprès de la Daïra Sanieh en vue de ne pas vendre ces parcelles aux particuliers, les fouilles ayant démontré qu'elles renferment des catacombes. S.E. voudra bien en même temps écrire à la Direction générale du Service des antiquités pour qu'elle s'entende avec la Daïra au sujet de l'acquisition de ces parcelles.

Etat d'avancement des travaux des quais.

La Délégation prend connaissance d'une note des services techniques au sujet de l'état d'avancement des travaux des quais à fin janvier 1903, note qu'elle décide de faire imprimer en annexe.

Vente des matériaux des fortifications.

Communication est donnée d'une lettre en date du 19 février de S.E. le Ministre de l'Intérieur informant que le Département des Finances ne peut adhérer au système préconisé par la Municipalité tendant à la vente des matériaux des fortifications par sections de 100 à 200 mètres.

La Délégation décide de répondre que dans ces conditions elle reprendra en temps voulu l'ancien système de vente de ces matériaux en compte à demi.

Augmentation de Mabrouk Eff. Salam.

Communication est donnée d'une lettre du 16 février 1903, de S.E. le Ministre des Finances informant que Mabrouk Eff. Salem, étant sur le point d'être admis à la retraite avec pension entière, il regrette de ne pouvoir faire entrer en ligne de compte pour la pension, l'augmentation de L.E. 2 que la Délégation lui a accordée à partir du commencement de cette année.

Congrès d'hygiène et de démographie.

Par lettre du 31 janvier 1903, le Comité d'organisation du XI^e Congrès international d'hygiène et de démographie qui se réunira à Bruxelles, du 2 au 8 septembre 1903, invite la Municipalité à se faire représenter à ce Congrès.

La Délégation décide d'adresser ses remerciements au Comité, avec ses excuses de ne pouvoir répondre à l'invitation.

Installation d'un kiosque à transformateurs.

La Délégation approuve le dessin du kiosque à transformateurs électriques, soumis par la Compagnie du Gaz, par lettre du 17 février 1903.

Modifiant sa décision du 29 janvier 1903, au sujet de l'emplacement de ce kiosque, elle décide de le reporter un peu plus loin dans la parcelle de terrain, qui sera réservée pour un square, en face du nouveau cimetière catholique.

Ligne à haute tension projetée par la Compagnie de Ramleh.

Par lettre du 29 janvier 1903, la Municipalité d'Alexandrie avait demandé l'avis du Ministère des Travaux Publics au sujet de l'établissement d'une ligne à haute tension projetée par la Compagnie de Ramleh entre son usine de Karmous et la sous station de Bulkeley.

En réponse, S.E. le Ministre de l'Intérieur transmet copie du rapport de M. Jacot, ingénieur électricien du Ministère, dont il recommande le contenu à toute l'attention de la Municipalité.

La Délégation décide de soumettre la question à la Commission, et au préalable, de distribuer aux membres le rapport.

Echange de terrains avec la Communauté Israélite.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 17 février 1903, du Ministère des Travaux Publics, informant qu'à la suite d'un échange de vues qu'il a eu avec le Ministère de l'Intérieur, il ne peut accepter l'échange de terrains que la Municipalité

demande à faire avec la Communauté Israélite, de la manière indiquée sur les plans N^{os} 394 et 594 remis à l'inspection du Tanzim du Nord.

Le Ministère demande de faire préparer 2 autres plans conformément au contenu de la lettre du Ministère de l'Intérieur et de les soumettre de nouveau à son approbation.

La Délégation décide de renvoyer cette question à l'examen du Conseil du Tanzim.

Indemnité réclamée par M. Peel, à Fleming.

Vu le rapport de l'ingénieur en chef, en date du 8 février 1903, la Délégation décide d'accorder à M. Peel une indemnité de L.E. 21 pour la reprise en sous-œuvre du mur de fondation de sa propriété, sise à Fleming, à la suite des travaux de mise en profil de la route longeant cette propriété.

M. Peel fera lui-même le travail et se charge en outre de la dépense concernant l'abaissement de sa porte d'entrée et la construction d'un escalier d'accès à l'intérieur de son jardin.

Promotion de M. Caralli au poste de chef de la comptabilité.

La Délégation décide de nommer, par voie de promotion, M. Caralli, contrôleur de la comptabilité, au poste de chef du service de la comptabilité, devenu vacant par suite de la mort de M. Cammeo.

Elle fixe les appointements de M. Caralli, en attendant la confection des cadres, à L.E. 25 par mois, à partir du 10 courant.

Une demande de M. Carl Kluppel sollicitant ce poste est rejetée.

Gratifications au personnel des services sanitaires.

Vu la décision de la Commission du 18 courant, renvoyant à une nouvelle étude de la Délégation l'état des gratifications proposées pour le personnel sanitaire, le Collège décide de ne pas comprendre dans ces propositions les D^{rs} Ahmed Aly, Moh. Rafaat, Zarka et M. Papadopoulo, ceux-ci ayant déjà reçu en Juillet 1902 une gratification pour les services rendus durant l'épidémie.

Organisation du service d'inspection de la taxe d'abatage.

La Délégation décide de soumettre à la Commission un rapport du Président au sujet de l'organisation d'un service d'inspection de la taxe d'abatage, en remplacement du service actuel, dont le système n'a pas été approuvé par le Ministère.

Renouvellement du matériel du service du nettoyage.

La Délégation approuve en principe, sauf établissement des devis et ratification de la Commission, une proposition du Président concernant l'ouverture d'un crédit de 2.000 L.E. environ pour le renouvellement du matériel en mauvais état du service du nettoyage et pour certains aménagements à faire dans les écuries de Chatby.

Nomination d'un chef provisoire pour le service du nettoyage.

Sur la proposition du Président, la Délégation décide d'engager, à titre provisoire, pour la réorganisation du service du nettoyage, et aux appointements de L.E. 30 par mois, M. Palmer, fonctionnaire de l'Administration des Gardes-Côtes.

Dégrèvements de taxes.

Après étude des observations faites par Abani Bey à la dernière séance, au sujet de la demande de décharge de taxes irrécouvrables, présentée par le service de perception, la Délégation, en autorisant cette décharge, adopte les conclusions du rapport de Abani Bey et invite les services à s'y conformer.

Impression de l'état de dénomination des rues.

Vu l'offre, en date du 23 Février 1903, de M. Mourès, la Délégation décide de confier à cet imprimeur, pour le prix de L.E. 20, l'impression de 500 exemplaires de l'état demandé par le Ministère, portant en arabe et en français les noms anciens et nouveaux des rues d'Alexandrie.

Adjudications.

Fourniture de tina. — Le Président informe qu'il a adjugé la fourniture de 500 m³ de tina, nécessaire aux parcs, à M. Saleh Aly, au prix de P.T. 23 le mètre cube.

Matériel du service du nettoyage. — La Délégation prend connaissance du rapport du service du nettoyage au sujet des offres présentées pour l'adjudication de la fourniture du matériel nécessaire à ce service.

Elle charge le Président de donner, après étude, la suite voulue à cette adjudication.

Dallage à l'Abattoir du Mex. — La Délégation adjuge à M. Pizzolante, au prix de 48 L. E. 500, les travaux de pose de dallage à l'intérieur de l'abattoir du Mex.

Fourniture d'immondices aux cultivateurs. — La Délégation adjuge à M. H. Seffer, plus fort offrant, au prix de 0,015 mil. le mètre cube, la fourniture des immondices déposées à Kom-el-Chagafa.

Quant aux offres présentées par MM. Moh. Abou Hamed-el Saïdi et Selim Chaaban pour la fourniture d'immondices de Gheb-el-Ghillé, la Délégation, considérant ces offres insuffisantes, décide de ne pas donner suite à l'adjudication.

Fourniture de dalles. — La Délégation adjuge à MM. Degiardè, plus bas offants, la fourniture de 8.000 m² de dalles, au prix de 0,353 mil. le mètre carré.

L'autre soumissionnaire était M. Pellerano.

Virements de crédits.

La Délégation décide de soumettre à l'approbation de la Commission l'état des virements de crédits, s'élevant à L.E. 14.899,952 mil., pour la régularisation des comptes de fin d'année 1902.

Evaluations des Conseils d'estimation.

La Délégation approuve, suivant l'état ci-après, les évaluations faites par le Conseil d'estimation dans sa séance du 21 Février courant.

Excédents de Tanzim.

Noms des Propriétaires	Localités	Superficies en pîcs carrés	Prix fixé par pic carré
J. Lagonico.....	{ Rue du Commerce	64, 85	P.T. 50
	{ Zogag el Mokaddem.....	97, 62	» 20
Saïd Bey el Ghériani.....	Souk el Kanto.....	68, 42	L.E. 2
Youssef Abdel Wahab	Awadah.....	78, 21	P.T. 25
Ahmed Mohamed Mustafa....	Haret el Farahda.....	9, 12	» 40
Victoria Poruto.....	Paolino.....	276, 88	» 25

Emprises.

J. Lagonico	{ Rue du Commerce et du Canal.	257, 55	» 50
	{ Zogag el Makaddem.....	22, 48	» 20
Youssef Abdel Wahab	Awadah.....	35, 54	» 25
Stetta bent Ibrahim.....	Sidi Kazaman.....	23, 04	» 50
J. Luzzato.....	Abou Dardar.....	125, 50	» 150
Ahmed Mohamed Mustafa....	Haret el Farahda	8, 12	» 25
Aly Mustehi	Saïallah	48, 00	» 50
Fatma bent Khalifa.....	Rue Ebn Battouta.....	15, 85	» 25
Fatma bent Hag Ragab el Nabli	Haret el Fouli.....	57, 38	» 40

Personnel.

Licenciement.—Vu la lettre de la Direction générale des services sanitaires du 23 Février 1903 transmettant un certificat délivré par la Commission médicale du Caire, la Délégation décide de licencier M. Choucry Yacoub Zeita, employé du service sanitaire, cet employé ayant été reconnu atteint de paralysie complète, le rendant inapte à continuer ses fonctions.

La Délégation accorde à cet employé une gratification équivalente à trois mois de traitement.

Congé. —Vu le certificat, en date du 19 Février 1903, de la Commission médicale de l'hôpital du Gouvernement, la Délégation accorde à M. Santini, employé du service technique de l'assainissement, un congé de maladie d'un demi-mois.

La séance est levée à 8 heures p.m.

Le présent procès verbal a été adopté le 3 Mars 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

A N N E X E

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 24 FÉVRIER 1903.

Notes et renseignements généraux sur l'état d'avancement des travaux de l'Entreprise Almagià à fin Janvier 1903.

1° *Baie d'Anfouchy*. — Le quai en enrochements et les terrassements sont à peu près terminés, ainsi que je l'ai indiqué dans mes précédentes notes. Il reste toujours à opérer l'achèvement de la câle sèche. La moitié de cette câle ayant été évacuée par les barques et maïones qui s'y trouvaient en réparation, l'entreprise va procéder à son achèvement et elle poursuivra l'achèvement de l'autre moitié dès qu'elle aura été rendue libre par l'enlèvement des embarcations qui s'y trouvent.

2° *Jetée de Kaïd Bey*. — Le travail prévu est exécuté.

3° *Port Est*. — *Quai en enrochements*. — Travail terminé sur toute sa longueur sauf une petite brèche réservée pour l'écoulement des eaux et l'achèvement de la petite câle sèche dont le régalage des enrochements et le remblayage ne sont pas complets. Sur 260.000 m³ de remblais que comporte cette partie du quai, il y en a environ 240.000 d'exécutés.

4° *Port Est*. — *Quai en maçonnerie*. — De son origine, près du Gouvernorat, point kilométrique 1216 m. 50, sur une longueur de 259 m. 50, soit jusqu'au point kilométrique 1475, le mur de quai est exécuté entièrement, moins le parapet, conformément au projet primitif. De ce dernier point kilométrique au point 1829, soit sur 354 m. cette partie du quai est également exécutée, sauf le parapet et une brèche d'environ 53 mètres réservée pour le passage du matériel flottant.

Du point kilométrique 1829 au point kilométrique 2000, soit sur 171 mètres de longueur, le profil C du contre projet n° 3 est exécuté, sauf les moellons posés et la pierraille qui ne sont arrasés qu'à la côte 1 m. environ au lieu de la côte + 2 m. 50 qui est prévue.

Du point kilométrique 2000 au point kilométrique 2958, soit sur 958 m., il n'y a rien eu d'exécuté.

Au point kilométrique 2958 se trouve l'origine Ouest de la partie exécutée en caissons. Cette partie comprend une longueur de 282 m. en sorte qu'elle se termine au point kilométrique 3240. Sur cette longueur il y a 260 m. complètement terminés conformément au profil B moins le parapet qui n'est fait que sur 10 m. environ. Les 22 m. restants de ce tronçon sont en cours d'exécution.

Du point kilométrique 3240 au point kilométrique 3947, 50, extrémité Est du quai à Silsileh, soit sur une longueur de 707 m. 50, les dragages, gros enrochements et pose de blocs artificiels sont exécutés sur toute cette longueur, ainsi que les blocs de couronnement. La risberne et le mur d'abri, moins le parapet, sont achevés sur 220 m.

à partir de la dite extrémité Est, sur les 487 m. 50 restants, la risberne est montée à 0 m. 20 ou 0 m. 30 près au-dessus de la côte prescrite, sur les $\frac{2}{3}$ environ de cette longueur et le mur d'abri sur la moitié seulement de la même longueur et sur la moitié de sa hauteur.

5° *Port Est. — Terrassements.* — De l'origine Ouest (Kaïd Bey) jusqu'au profil XV environ (près du Gouvernorat), il a été exécuté, ainsi je viens de l'indiquer, 240.000 m³ de remblais provenant des chambres d'emprunt, et dans les autres parties du Port Est, il a été remblayé 208.690 m³ avec des terres provenant des déblais aux abords de la voie ferrée de Ramleh et 215.930 m³ provenant des chambres d'emprunt, soit un total de remblais effectués dans le Port Est de 664.620 m³ sur 1.730.000 de prévus.

En résumé, de ce qui précède, il résulte :

1° Que les 1181 mètres de développement du quai en enrochement d'Anfouchy, avec les terrassements, ainsi que les 1216 m. 50 du quai en enrochements du Port Est sont à peu près terminés.

2° Sur les 2731 m. de développement du quai en maçonnerie, 731 m. environ, aux abords du Gouvernorat, 260 m. sur caissons près de la gare de Ramleh et 220 m. à l'extrémité Est, côté de Silsileh. soit 1211 m. qui sont terminés, sauf le parapet qui n'est fait que sur une dizaine de mètres. Pour les 1520 m. restants des 2731 m. ci-dessus, il y a 487 m. 50 sur lesquels il ne reste à faire que la surélévation de la risberne et du mur d'abri pour amener leur couronnement à la côte prescrite, 958 m. plus la brèche de 53 m. soit 1011 m. sur lesquels rien encore n'a été fait, et les 22 m. sur caissons non encore achevés.

3° Comme terrassements 67.000 m³ sur 71.000 prévus pour Anfouchy sont exécutés, et dans le Port Est, il y en a 664.620 de faits sur 1.730.000 de prévus.

4° Enfin, d'après la 21^{me} situation provisoire récapitulative, établie à fin Janvier dernier, le montant total des travaux réglés s'élève à la somme de L.E. 179.147 et 530 ^m/_m, sur laquelle il a été payé L.E. 161.232 et 777 ^m/_m après déduction du 10 % de garantie.

En outre, par suite des trois réceptions provisoires faites les 17 Juillet, 27 et 28 Octobre 1902 et 28 Janvier dernier, il a été restitué L.E. 13.990 et 488 ^m/_m représentant le 10 % de la retenue faite sur les travaux reçus provisoirement qui s'élèvent à L.E. 139.904. 882 ^m/_m.

Alexandrie, le 19 Février 1903.

Le Surveillant Général des Travaux,
(Signé) J. GALLOIS.

(Visé) DIETRICH BEY,
» ARCOUDARIS.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 3 Mars 1903.

SOMMAIRE : Hausse des prix des denrées ; — Taxe sur les marchands ambulants ; — Poursuites contre M. Maestracci ; — Demande de subvention ; — Frais d'émission des obligations de l'emprunt ; — Expropriation Wakf Ragheb Pacha ; — Consignation des terrains des nouvelles tanneries ; — Canalisation d'eau de la rue Abdel Moneim ; — Adjudications : Articles pour le service du nettoyage ; Fourniture d'articles de droguerie et désinfectants ; Terrassements des terrains des tanneries du Mex ; — Démolition de l'immeuble des Gardes-Côtes ; — Installation d'une nouvelle ligne par l'Eastern Telegraph ; — Démission de S. E. Mohsen Pacha ; — Filtres d'essai ; — Composition de la Commission d'enquête ; — Surveillance de la taxe d'abatage durant le Courban Baïram ; — Personnel ; — Recettes Municipales.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Les procès-verbaux des 17 et 24 février 1903 sont approuvés.

Hausse des prix des denrées

Communication est donnée d'une lettre en date du 22 février de M. Padoa Bey, Président du Comité du Contentieux, émettant l'avis, à la suite du rapport qu'il a reçu au sujet de la hausse des prix des denrées, qu'il appartient à l'Administration de rechercher s'il pourrait être, dans une mesure quelconque, porté remède à cet état de choses.

La Délégation renvoie cette question à l'étude de l'Administration.

Taxe sur les marchands ambulants

La Délégation charge les services de lui présenter un rapport au sujet des taxes qui peuvent être appliquées aux marchands ambulants qui vendent sur des étals ou des charrettes, ceux-ci pratiquant une sorte de concurrence déloyale à l'égard des autres vendeurs, qui ont des charges de location et des taxes auxquelles échappent les colporteurs.

Abani Bey est contraire au principe de l'imposition.

Poursuites contre M. Maestracci

Communication est donnée d'une lettre du 11 février de M. l'Avocat Palagi donnant son avis au sujet des différents chefs d'accusation à charge de M. Maestracci.

La Délégation décide de communiquer également à cet Avocat les documents concernant les déficits constatés dans les sommes afférentes aux fournitures d'immon-
dices faites à S.E. Nubar Pacha et à M. Zervudachi

Demande de subvention

Par lettre du 23 février 1903, S.E. le Gouverneur d'Alexandrie transmet une demande de la Société de bienfaisance musulmane «Makarrem el Ahlak el Islamieh» tendant à l'allocation d'une subvention en vue de la création d'un asile pour les orphelins et les enfants abandonnés.

La Délégation décide de répondre qu'elle ne saurait faire droit à cette demande tant que l'asile ne sera pas constitué, mais qu'une fois le projet de la Société mis en exécution, elle proposera à la Commission de lui accorder une subvention à l'instar des établissements similaires de la ville.

Frais d'émission des obligations de l'emprunt.

Par lettre du 25 février 1903 la Direction Générale de la Comptabilité de l'Etat informe que la National Bank lui a fait savoir qu'elle a passé au débit du compte de l'emprunt municipal la somme de 509 L.E. 004 mill., montant des frais relatifs à l'émission des obligations de l'emprunt, suivant bordereau détaillé communiqué par la dite Banque.

La Délégation en prend note.

Expropriation Wakf Ragheb Pacha

Vu la note du service du Tanzim, en date du 24 février 1903, la Délégation, se référant à sa décision du 28 octobre 1902 décide d'écrire au Cadi pour l'évaluation des parcelles dépendant du Wakf Ragheb Pacha, à côté du terrain de la Société de Pressage, cette évaluation étant requise avant la passation du contrat avec le Nazir du dit Wakf.

Consignation des terrains des nouvelles tanneries

Le Ministère des Finances ayant informé par lettre du 26 février 1903 que les terrains du Mex assignés aux tanneries sont à la disposition de la Municipalité, la Délégation charge les services de s'entendre avec le Gouvernement pour la consignation des dits terrains.

Canalisation d'eau de la rue Abdel Moneïm.

Vu la lettre en date du 27 février de la Compagnie des Eaux, la Délégation autorise cette Société à installer une canalisation de 12 pouces sous le trottoir de la rue Abdel Moneïm, depuis le Collège des Jésuites jusqu'à Minet-el-Bassal, en suivant le parcours indiqué dans le plan soumis par la dite Compagnie.

Il est entendu que cette autorisation est donnée aux risques et périls de la Compagnie, la Municipalité étant dégagée de toute responsabilité quant aux conséquences pouvant découler de la pose d'une canalisation à proximité des fondations des constructions.

Adjudications.

Articles pour le service du nettoyage. — Le Président informe qu'il a réparti l'adjudication de la fourniture des articles divers nécessaires au service du nettoyage de la manière suivante :

MM. J. Brillet fils & C ^o	L. E.	507. 022	Mill. environ
Zeky Tehemar	»	183. 895	» »
M ^{me} V ^e Léon Maurel	»	134. 797	» »
MM. Abdel Rahman Hekal	»	19. 150	» »
Abdel Meguid Koraïm	»	6. 420	» »
Philippe Anhoury	»	2. 343	» »
Habib Chamà & C ^{ie}	»	1. 400	» »
TOTAL	L. E.	855. 027	» »

Fourniture d'articles de droguerie et désinfectants. — La Délégation renvoie au rapport des services les offres pour fourniture d'articles de droguerie et désinfectants présentées par MM. Fisher, Gannagé, Del Mar, Galetti, A. Tarpinian, H. Barde, Gossot et Delechamps, et Delechamps aîné (Abouskela).

Terrassements des terrains des tanneries au Mex. — La Délégation décide de confier à M. Mustafa Telemat, pour L. E. 440, les travaux de terrassement des terrains réservés aux tanneries au Mex, à la condition que cet entrepreneur établisse qu'il a les moyens d'action nécessaires pour effectuer le transport des terres dans le délai requis.

Les autres soumissionnaires étaient MM. M. Khouri, Savaresi et C^{ie}, Saad Sabla, Erriquez et Moscatelli.

Quoique l'offre de ce dernier fut la plus basse (421 L.E.), la Délégation, en raison des retards qu'il a apportés dans le dernier travail à lui confié, celui de la route d'Aboukir, a cru devoir l'écarter de l'adjudication pour cette fois.

Démolition de l'immeuble des Gardes-Côtes. — La Délégation procède à l'ouverture des plis relatifs à la démolition de l'immeuble des Gardes côtes.

L'offre la plus élevée pour l'achat des matériaux provenant de cette démolition est celle de Saad Sabla pour L.E. 175.

Il est donné d'autre part communication d'une proposition de M. Almagia acceptant de faire lui-même cette démolition moyennant L.E. 150 qu'il paiera à la Municipalité.

La Délégation, vu le rapport, en date du 27 février 1903, présenté à ce sujet par l'Ingénieur en chef, et considérant que l'entrepreneur le plus offrant n'a pas donné dans les derniers travaux qui lui ont été adjugés, pleine satisfaction, et que d'autre part il est de l'intérêt de la ville que cette démolition soit opérée dans le plus bref délai, ce que l'entreprise Almagia est plus que tout autre en mesure de faire, décide de confier à cette entreprise le dit travail aux conditions de son offre.

Installation d'une nouvelle ligne par l'Eastern Telegraph.

M. Escoffier tient à renouveler la protestation qu'il a faite par lettre adressée à la Municipalité au sujet de l'installation d'une ligne aérienne, reliant la station centrale de l'Eastern Telegraph et la voie ferrée de Moharem Bey, en passant par le Boulevard de Ramleh et la rue Nabi Daniel. Il ajoute que les explications données par le service de la voirie ne l'ont pas satisfait, car il est inadmissible qu'une autorisation donnée par la Délégation en 1898 puisse servir de base à une installation de cette nature, opérée cinq ans après, surtout que dans l'intervalle, la Compagnie avait demandé de placer ses fils sous terre, ce qui impliquait qu'elle entendait renoncer au bénéfice de l'autorisation antérieure. Il y avait lieu pour les services, avant de permettre l'installation, d'en référer à nouveau à la Délégation.

Le Président fait remarquer que quoique il ait signé la lettre d'autorisation, les premières démarches avaient été faites et la suite avait été donnée avant son arrivée à la Municipalité; il a donné les instructions nécessaires aux services pour qu'à l'avenir ils agissent avec plus de circonspection.

La Délégation prend note et décide d'informer la Compagnie qu'elle se réserve au cas où des inconvénients venaient à être constatés, par suite de son installation aérienne, de lui demander de replacer ses lignes sous terre.

Démission de S.E. Mohsen Pacha.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 27 février 1903, par laquelle S.E. Hassan Pacha Mohsen informe qu'il a envoyé au Gouvernement sa démission de Conseiller municipal.

S.E. le Gouverneur transmet, d'autre part, la lettre de démission de S.E. Mohsen Pacha.

Ces lettres seront soumises à la Commission Municipale.

Filtres d'essai.

La Délégation prend connaissance des offres présentées par diverses maisons pour l'installation des filtres.

Certaines de ces offres comportant des demandes de délai pour l'installation des appareils d'essai des systèmes proposés, la Délégation pour les raisons indiquées dans sa délibération du 20 janvier 1903, décide, par 4 voix contre 3, de ne pas faire droit à ces demandes et de s'en tenir au délai fixé par la décision susdite au 28 février 1903.

Composition de la Commission d'enquête.

La Délégation décide de faire vélocigraphier et distribuer aux membres de la Commission, pour son examen à la prochaine séance de cette Assemblée, une lettre, en date du 2 mars, de S.E. le Ministre de l'Intérieur, concernant le concours que pourraient prêter les fonctionnaires du Gouvernement dans les opérations de la Commission d'enquête.

Surveillance de la taxe d'abatage durant le Courban Bairam.

Vu les règlements en vigueur permettant l'abatage à domicile pendant les quatre jours du Courban Bairam et les trois jours qui le précèdent, la Délégation, considérant que les bouchers pourraient profiter de cette dispense pour abattre clandestinement en dehors de l'abattoir municipal, décide d'établir à partir du 6 mars jusqu'à l'expiration de la fête un service de surveillance intérieure pour empêcher toutes fraudes de la part des bouchers.

Le cordon étant dégarni pendant les jours de fête, les agents chargés de la perception de la taxe d'abatage à l'entrée de la ville, seront, avec l'assistance de la police, chargés de cette surveillance.

Personnel.

La Délégation sur une demande du Président tendant à savoir si l'augmentation accordée à M. Lynn, intendant de la brigade des pompiers, doit courir à partir du 1^{er} janvier 1903, ou du 1^{er} décembre 1902, comme cela se pratiquait dans le passé pour toutes augmentations accordées au personnel, décide de compter à M. Lynn son augmentation à partir du 1^{er} janvier 1903, et adopte pour principe qu'à l'avenir les augmentations accordées avec le budget devront courir à partir du début de l'exercice.

Recettes Municipales.

La Délégation prend connaissance de l'état ci-annexé duquel il résulte que les recettes municipales se sont élevées du 1^{er} janvier au 28 février 1903, à L.E. 16.291.

La séance est levée à 8 heures p.m.

Le présent procès verbal a été adopté le 17 mars 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

A N N E X E

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 3 MARS 1903.

TABLEAU COMPARATIF

des Recettes Municipale du 1^{er} Janvier au 28 Février 1902-1903.

	RECETTES DE 1902	RECETTES DE 1903	DIMINUTION EN 1903	EXCÉDENT EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	2.882	3 009	—	127
Produits de la taxe sur les véhicules et animaux...	869	907	—	38
Redevance des Tramways: Taxe.	504	504	—	—
Redevance des Tramways pour l'Entret en des routes.....	250	250	—	—
Produit de 1 0/0 sur la valeur locative de la propriété bâtie.....	1 064	258	A) 806	—
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	3.120	2.139	981	—
Produit de la taxe de 2 0/0 sur les loyers.....	993	794	199	—
Droits d'exploitation des carrières.	—	963	—	963
Recettes de l'Octroi.....	5.703	—	5.703	—
» » l'Abattoir.....	2.759	4.161	—	1.402
» du Tanzim.....	399	682	—	283
» diverses*.....	903	297	606	—
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	22	181	—	159
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance.....	161	146	15	—
Moitié du Produit de la vente des Biens Libres....	—	—	—	—
Subvention du Gouvernement pour les travaux d'Assainissement.....	—	—	—	—
Subvention de la Caisse de la Dette pour les travaux d'Assainissement.....	—	—	—	—
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
	21.629	16.291	8.310	2.972
Encaissé en moins en 1903.	—	5.338	—	5.338
	21.629	21.629	8.310	8.310

* Développement des Recettes diverses.

	1902	1903
	L. E.	L. E.
Recettes Sanitaires.....	23	33
Location des Jardins.....	79	—
Location de terrains à Bab-Sidra.....	—	—
Vente de dalles et de pierres.....	8	2
Vente d'immondices.....	30	57
Retenues pour uniformes.....	39	38
Autres produits du budget.....	104	162
B — Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	903	297

A — Les encaissements pour l'année 1903 ont dû être retardés par suite du recensement des nouvelles constructions et des immeubles dont les 8 années sont révolues, qui n'a pris fin que vers le 25 février 1903 alors que le recensement général avait été complètement terminé en 1902 dans les premiers jours du mois de janvier.

B — L'allocation du Commerce d'Exportation pour l'année 1903 n'a pas encore été versée.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 17 Mars 1903.

SOMMAIRE: Dépêche de S. E. le Grand Maître des Cérémonies. — Surveillance de la taxe d'abatage. — Inspecteurs des services. — Renouvellement du matériel du service du nettoyage — Transformation du petit jardin Nouzha en pépinière. — Cession des carrières et des collines de Hadra. — Ruelle avoisinant l'ancien cimetière anglais. — Vente de l'okelle Sananieh. — Indemnité réclamée par M. Peel, à Fleming. — Etat général des lanternes de la ville. — Arbres et plantations — Adjudications: Articles de droguerie et désinfectants; Empierrement des rues Menasce et El Rassafa. — Congé

Présents :

MM. W, P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

SOLIMAN BEY ABANI,

L. STAGNI, *Membres*.

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures et demie p. m.

Le procès-verbal du 3 mars 1903 est approuvé.

Dépêche de S.E. le Grand Maître des Cérémonies.

Communication est donnée d'une dépêche, en date du 10 courant, de S.E. le Grand Maître des Cérémonies, transmettant les remerciements de S. A. le Khédive pour les félicitations qui Lui ont été adressées à l'occasion des fêtes du Courban Baïram.

Surveillance de la taxe d'abatage.

La Délégation prend connaissance d'une note, en date du 13 mars 1903, de M. Tagher exposant les résultats satisfaisants obtenus par la surveillance pratiquée à l'intérieur de la ville durant le Courban Baïram et les 3 jours qui le précèdent, en vue d'empêcher l'abatage clandestin par les bouchers, à une époque où le cordon était dégarni.

Plusieurs saisies ont été effectuées et les viandes propres à la consommation ont été confisquées et envoyées à l'hôpital.

Il est à noter également que les recettes réalisées par l'abattoir durant les fêtes ont été proportionnellement plus élevées cette année que l'année dernière, tout compte fait de la modification survenue dans l'assiette de ces droits.

Inspecteurs des services.

Se référant à la décision de la Commission approuvant la proposition de l'Administrateur tendant à la désignation de 3 inspecteurs pour les services, la Délégation, à la majorité, proposera à cette Assemblée de nommer à ces postes MM. E. Tagher, Goubran Salama et Palmer, ce dernier devant cumuler avec les fonctions d'inspecteur la charge de la réorganisation du service du nettoyage pour laquelle il a été spécialement engagé.

M. Goubran Salama ne serait nommé qu'à titre d'essai pour trois mois.

Mohamed Bey Saïd prie le Président de lui permettre de se retirer.

Renouvellement du matériel du service du nettoyage.

La Délégation décide de faire vélocigraphier et distribuer aux membres du Collège la note de l'Administrateur portant le détail des dépenses nécessaires au renouvellement du matériel du service du nettoyage et à la réparation des écuries, dépenses s'élevant à un total de 2.600 L.E.

Transformation du petit jardin Nouzha en pépinière.

La Délégation proposera à la Commission l'ouverture d'un crédit de L.E. 300 environ dont 200 L.E. pour l'achat et l'installation d'un moteur en vue de l'irrigation du petit jardin Nouzha et 100 L.E. pour les dépenses nécessitées pour la transformation de ce jardin en pépinière, suivant note du 16 mars du service des plantations.

L'examen fait de la machine appartenant à l'ancien locataire ayant démontré qu'elle ne pouvait servir avantageusement à l'usage du jardin, vu son état de vétusté,

le Président soumet plusieurs offres pour la fourniture de moteurs à pétrole et à alcool, dont le meilleur marché est celui de la maison Cook, pour un moteur à pétrole, du système Tangy.

La Délégation, avant de fixer son choix, décide d'attendre les renseignements que M. Benachi s'est offert de lui fournir sur les diverses marques présentées.

Cession des carrières et des collines de Hadra.

La Délégation ajourne à la prochaine séance l'examen des lettres ministérielles, en dates des 2 et 5 mars, réglant les conditions dans lesquelles sont effectuées la cession des collines de Hadra et l'attribution à la ville des droits sur les carrières.

Elle décide, en attendant, de faire vélocigraphier et distribuer les documents à tous les membres, avec le projet d'arrêté fixant les nouveaux droits à percevoir.

Ruelle avoisinant l'ancien cimetière anglais.

La Délégation prie MM. Abani Bey et Rothacker de reprendre l'étude de la question de la ruelle avoisinant l'ancien cimetière anglais, à Bab Sidra-el-Guani, et dont la Communauté anglaise revendique la propriété.

Vente de l'okelle Sananieh.

La Délégation prend connaissance d'une lettre en date du 3 mars de l'Administration générale des Walfs acceptant le prix de 2.000 L.E. convenu avec son représentant pour la vente à cette Administration des parties de l'okelle Sananieh acquises par la Municipalité.

Cette lettre sera soumise à la Commission pour la ratification de l'accord en question.

Indemnité réclamée par M. Peel, à Fleming.

Par lettre du 16 mars 1903, M. Peel informe qu'il accepterait à faire les réparations à la maison de Fleming pour le prix de 25 L.E. au lieu de 21, fixé en séance du 24 février dernier.

La Délégation adopte.

Etat général des lanternes de la ville.

Communication est donnée de l'état général des lanternes de la ville, demandé par Abani Bey, suivant décision du 11 décembre 1902.

La Délégation décide l'impression de cet état en annexe.

Arbres et plantations.

La Délégation attire l'attention des services sur les soins que nécessitent les arbres de la route de Ramleh et de celle bordant le Canal Mahmoudieh. Ces arbres devront être élagués.

Adjudications.

Articles de droguerie et désinfectants. — La Délégation répartit, conformément à la note présentée par les services, et aux prix les meilleurs marchés contenus dans leurs offres respectives, la fourniture des articles de droguerie et de désinfection entre MM. E. Abouskela, E. del Mar, F. Galetti, H. Barde, et Gossot et Deleschamps.

Quant aux articles tels que bougies et pétrole, pour lesquels aucune offre n'a été présentée et dont le prix varie, on les achètera au fur et à mesure des besoins.

Empierrement des rues Menasce et El Rassafa. — La Délégation adjuge à M. V. Erriquez, au prix de 579 L.E, les travaux d'empierrement des rues Menasce et El Rassafa.

Les autres soumissionnaires étaient MM. Valenti Leonardo, V. di Bari, D. Moscatelli, P. Lorusso, et Mustafa Telemat.

Congés

La Délégation accorde un congé de 3 mois et demi à M. A. Giuntoli, attaché au service de la voirie.

La séance est levée à 8 heures p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 24 mars 1903.

Le Secrétaire

I. SEDKY.

Le Président

W. P. G. GRAHAM.

A N N E X E

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE DU 17 MARS 1903.

État des lanternes en ville depuis l'établissement de la Municipalité

Existant en 1890.....	lanternes	N ^{bre}	1.434
En 1893.....	nouvelles	»	31
» 1894.....	»	»	1.137
» 1895.....	»	»	160
» 1896	»	»	62
» 1897.....	»	»	65
» 1898.....	»	»	145
» 1899.....	»	»	138
» 1900.....	»	»	153
» 1901.....	»	»	162
» 1902.....	»	»	153
» 1903.....	»	»	16
			<u>3.656</u>

Eclairage de Ramleh:

En 1901.....	lanternes	N ^{bre}	429
» 1902.....	»	»	137
» 1903.....	»	»	21
			<u>4.243</u>

En ville, lanternes à 3 becs nombre 20..... flammes 60

Total général à ce jour..... 4.303

Lanternes qui ont été transférées:

En 1894 et 1895.....	lanternes	N ^{bre}	123
» 1898.....	»	»	2
» 1899.....	»	»	2
» 1901.....	»	»	2
			<u>129</u>

Réseau de l'éclairage.

Un calcul exact de la longueur du réseau de l'éclairage n'existe pas à la Municipalité étant donné que nous n'avons jamais eu les moyens de procéder à la confection d'un plan général de l'éclairage de la ville et de Ramleh qui serait indispensable

Néanmoins je puis donner une statistique d'une approximation assez suffisante d'après mes carnets sur les installations et sur les travaux.

Ces indications se résument ainsi :

Au premier Octobre 1895 :

Nous avons en ville.....	canalisation mètres	82.026
» » 1896.... nouvelles	» »	1.860
» » 1897.... »	» »	1.950
» » 1898.... »	» »	4.350
» » 1899.... »	» »	4.140
» » 1900.... »	» »	4.590
» » 1901.... »	» »	4.860
		<u>103.776</u>

En 1902 en Ville.....	mètres	3.900
En 1901 et 1902 à Ramleh.....	»	15.180
A Ramleh 60 lanternes à 60 mètres.....	»	3.600
En 1903 à Ramleh 11 lanternes à 30 mètres.....	»	330
10 dernières à 60 mètres.....	»	<u>600</u>
Total général du réseau à ce jour.....		127.386

D'après contrat le réseau devrait être $4.243 \times 30 =$ mètres	<u>127.290</u>
Différence en plus mètres	<u><u>96</u></u>

Alexandrie, 13 Mars 1903.

Visé : DIETRICH.

Signé : A. PRINCIPE.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 24 Mars 1903.

SOMMAIRE : Traitement de l'Administrateur;— Renouvellement du matériel du service du nettoyage; — Postes d'interprète, d'arpenteur et dessinateur; — Cession des carrières et des collines de Hadra; — Lettre de la "Septic Tank Company";— Droits d'octroi dus par M. Hadgès; — Offre de la maison Vezin & C^{ie}; — Filtres; — Crédit pour la surveillance des travaux du Musée; — Demande de la police pour l'éclairage des rues des Caracols; — Installations en vue du chauffage de la pompe automobile; — Inspecteurs des services; — Lettre de M. Quellenec relative au contrat additionnel des quais; — Droits d'occupation pour les échafaudages volants; — Capture des chiens errants; — Gratifications au personnel hors cadre; — Demande de continuation de l'empierrement des rues du quartier grec; — Rapport annuel sur le service vétérinaire; — Adjudications.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 4 heures p. m.

Le procès-verbal du 17 mars 1903 est approuvé.

Traitement de l'Administrateur

Communication est donnée d'une lettre du 22 mars 1903 de S.E. le Ministre de l'Intérieur informant qu'il approuve le règlement à M. W. P. G. Graham du traitement porté au budget pour la fonction de Directeur Général, soit L.E. 125 par mois.

Cette lettre sera soumise à la Commission Municipale.

Renouvellement du matériel du service du nettoyage

La Délégation adopte, à la majorité, les propositions contenues dans la note ci-jointe de l'Administrateur au sujet du renouvellement du matériel du service du nettoyage ainsi que pour la réparation des écuries de Chatby.

La dépense, s'élevant à L.E. 2.600, sera demandée à la Commission dans sa prochaine séance.

Postes d'interprète, d'arpenteur et dessinateur

Vu les procès-verbaux des Comités d'examen pour l'admission aux postes d'interprète, arpenteur et dessinateur, la Délégation proposera à la Commission dans l'ordre ci-après les candidats à ces divers postes :

Poste d'interprète: MM. Wissa Wassif, Hamed Chaker, Elias Razouk (ces deux derniers ex-æquo).

Poste d'arpenteur: MM. Aldo Boldrini, Guillaume Dacorogna et Nicohosoff.

Poste de dessinateur: MM. Condo de Satriano, Joseph Lifonti, Neghib Sarkis.

Cession des carrières et des collines de Hadra

La Délégation décide de soumettre à la Commission les diverses lettres ministérielles concernant les conditions dans lesquelles les collines de Hadra et les carrières sont cédées à la Municipalité.

Elle proposera à l'approbation de l'Assemblée un projet d'arrêté portant majoration des droits de carrière suivant l'accord intervenu avec l'Etat lors des pourparlers relatifs à la suppression de l'octroi.

Lettre de la Septic Tank Coy.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 21 février 1903, d'Exeter, de la Septic Tank Coy. confirmant la dépêche par laquelle elle faisait savoir que M. Tissier était autorisé à agir pour compte de cette Société, associée à la Compagnie française.

La Septic Tank Coy. ajoute que M. Cameron se rend à Alexandrie pour aider M. Tissier dans l'élaboration du projet qu'elle se propose de soumettre à la Municipalité.

Le Président dit qu'il a effectivement reçu la visite de M. Cameron, et que M. Quellenec devant arriver incessamment, les propositions qu'aura à faire le représentant de la maison anglo-française lui seront soumises.

La Délégation en prend note.

Droits d'octroi dus par M. Hadgès

Vu la note du service de liquidation des octrois, la Délégation décide de percevoir de M. Hadgès les droits d'octroi sur les œufs introduits en ville jusqu'au 31 décembre 1902 en base des indications fournies par ses registres.

Les droits à réclamer de ce chef s'élèvent à L.E. 23, 465 mill.

Offre de la maison Vezin et C^{ie}

La Délégation prend connaissance d'une lettre, en date du 28 février 1903, par laquelle M. Camille Argoud du Caire, en sa qualité de représentant de la maison d'entreprise coloniale Ch. Vezin et C^{ie}, offre d'exécuter aux frais de cette Compagnie la construction de filtres et de halles centrales, moyennant le remboursement des dépenses par annuités.

La Délégation estime qu'il n'y a pas lieu de donner suite à cette demande, étant surtout donné que la question de la création de halles est pour le moment prématurée.

Filtres

La Délégation décide de soumettre à la Commission les documents suivants concernant les filtres :

1° Une lettre de MM. Trehaki et Chawki ainsi qu'une note de l'Inspecteur Sanitaire au sujet de la date à laquelle le filtre d'essai du système Chawki a été installé sur le Mahmoudieh.

2° Deux lettres des 9 et 17 mars de M. Léon Lambert demandant une prolongation de délai pour l'installation de l'appareil d'essai du filtre Desrumeaux ainsi que certains renseignements techniques au sujet des filtres.

3° Les rapports des Docteurs Bitter et Goltchlich sur les essais du filtre Jewell.

4° Le rapport de l'Administrateur sur les différentes propositions soumises, rapport concluant à l'adoption du filtre Jewell et au rejet de toute demande de nouveau délai pour l'installation des filtres d'essai.

Crédit pour la surveillance des travaux du Musée.

Vu la note du service technique, en date du 3 mars 1903, la Délégation autorise une dépense de 40 L. E. pour les frais de surveillance de la construction de la nouvelle aile du Musée.

M. Escoffier déclare être contraire à cette dépense car les services auraient dû avant la mise en adjudication la prévoir et la comprendre dans le devis.

Mohamed Bey Saïd partage cette appréciation, mais trouve que la dépense est nécessaire.

Demande de la police pour l'éclairage des rues des Caracols.

En réponse à une lettre en date du 12 janvier 1903 de M. le Colonel Hopkinson Bey, la Délégation décide de lui faire savoir qu'elle regrette de ne pouvoir faire droit à sa demande tendant au placement de lanternes à gaz supplémentaires à l'entrée des caracols, cette installation intéressant uniquement la police.

Installation en vue du chauffage de la pompe automobile.

Sur la demande du 17 février du Surintendant de la Brigade des Pompiers, et vu le devis présenté par les services techniques, la Délégation autorise une dépense de 55 L. E. environ pour l'installation et l'entretien d'un réservoir à pétrole dans la caserne des pompiers de Bab-el-Guédid, en vue du chauffage de la pompe automobile à la condition que la dépense sera prélevée sur les prévisions budgétaires du service des pompiers.

M. L. Escoffier et Benachi demandent la permission de se retirer.

Inspecteurs des services

La décision de la Commission Municipale relative à la nomination de 3 inspecteurs pour les services comportant l'observation de l'article 39 du règlement intérieur au sujet du recrutement du personnel, la Délégation, à la majorité des voix, revenant sur sa décision du 17 courant, décide d'exposer à la Commission la difficulté que présente l'application stricte de la règle du concours pour l'admission à des situations dans lesquelles ce qu'il y a surtout à envisager c'est le degré de confiance que peut inspirer le candidat à choisir.

Dans cet ordre d'idées, elle proposera d'ores et déjà la nomination à titre définitif de M. E. Tagher à l'un de ces postes, se réservant, au cas où la Commission partagerait sa manière de voir au sujet de l'interprétation qui doit être donnée au vote précité de l'Assemblée, de lui proposer ultérieurement deux candidats, pour les deux autres postes.

Lettre de M. Quellenec relative au contrat additionnel des quais.

Communication est donnée d'une dépêche, en date du 3 mars, par laquelle M. Quellenec informe qu'il sera à Alexandrie le 23 courant et qu'il approuve la convention additionnelle intervenue avec l'entreprise des quais sur la base de son projet.

Lecture est également donnée d'une lettre du 6 mars de cet ingénieur confirmant la dite dépêche et proposant quelques légères modifications de détail dans la rédaction de l'accord.

Vu l'arrivée prochaine de M. Quellennec, la Délégation considère qu'il y a lieu avant de passer l'acte définitif, d'attendre la présence de ce spécialiste.

Droits d'occupation pour les échafaudages volants.

L'Administration ayant demandé l'avis du Comité du Contentieux de l'Etat au sujet des droits dus par les échafaudages volants, le Ministère de l'Intérieur par lettre du 25 février transmet l'avis émis à ce sujet par le dit Contentieux ainsi que par le service des villes et bâtiments au Ministère des Travaux Publics.

Cet avis conclut à ce que le droit n'est pas dû tant qu'il n'y a pas occupation effective de la voie publique et tant que les mesures auront été prises pour que les matériaux ne tombent pas dans la rue.

La Délégation renvoie cet avis aux services techniques à l'effet de s'y conformer.

Capture des chiens errants.

Le Président dit qu'il a pu se rendre compte que le système actuellement adopté pour la capture des chiens errants n'a pas donné jusqu'ici des résultats satisfaisants.

En effet, les chiens amenés à la fourrière sont pour la plupart des petites bêtes inoffensives, les gros chiens plus susceptibles d'être atteints de rage, étant d'une capture difficile.

Il propose de mettre à l'étude l'adoption d'un procédé plus pratique.

La Délégation prie MM. Fenderl et Rothacker, d'accord avec le service vétérinaire de la ville, d'entreprendre cette étude.

Gratifications au personnel hors cadre.

Le Président dit qu'il est amené dans son travail de réorganisation à licencier par mesure d'économie certains agents hors cadre, dont le service n'est pas nécessaire.

Quatre des agents ainsi licenciés du service du nettoyage, ont demandé des gratifications à l'occasion de leur sortie du service.

Le Président demande quel est le principe que désirerait suivre à ce sujet la Délégation.

Le Collège décide que dans les cas de licenciement d'agent hors cadre par mesure d'économie, il soit accordé à chaque agent une gratification s'élevant au maximum au montant de son traitement pendant deux mois.

Demande de continuation de l'empierrement des rues du quartier grec

Vu le devis présenté par les services techniques relatif à la continuation de

l'empierrement des rues des Abassides et Pharaons ainsi que des ruelles transversales du quartier grec, travail demandé par MM. Bimsenstein et Verità, la Délégation, considérant la dépense assez considérable qu'il entraînerait, évaluée, main d'œuvre et valeur des matériaux comprise, à une somme de L.E. 613 environ, regrette de ne pouvoir, pour le moment, y donner suite.

Rapport annuel sur le service vétérinaire

Mention est faite de l'envoi à tous les membres du rapport imprimé de M. F. Piot sur les opérations du service vétérinaire pendant l'année 1902.

Adjudications

Route d'Aboukir. — La Délégation adjuge à M. di V. Bari, plus bas offrant, au prix de 119 L.E, les travaux de réparation en chakf de la route d'Aboukir, entre Bacos et Gabrial.

Les autres soumissionnaires étaient MM. V. Erriquez, Mondelli, Aly Saleh et Moscatelli.

Fourniture de brassards. — M. Margosches, seul soumissionnaire, présente plusieurs modèles pour la fourniture de 1.000 brassards.

La Délégation fixe son choix sur le modèle N° 3 mais elle demande qu'il soit de dimension plus grande, avec fond de couleur différente pour chaque service et les inscriptions (Municipalité et numéros) en français et en arabe.

M. Margosches aura à présenter un modèle en conséquence.

La séance est levée à 7 heures 45 p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 31 mars 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM

A N N E X E

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE DU 24 MARS 1903.

N O T E

sur les améliorations à introduire dans le nettoyage de la ville.

Afin d'améliorer le fonctionnement du nettoyage de la ville, il est absolument nécessaire, avant tout, d'être pourvu d'un matériel en quantité suffisante pour faire face aux exigences de la ville.

Le système à introduire serait de créer *graduellement* une organisation suffisante permettant d'instituer, comme suit, deux catégories de travail pour le service du jour :

Arrosage.

Toutes les artères principales et grandes voies en dalles, asphalte ou macadam, seraient arrosées avec de grands chars à 4 roues, d'une contenance de 2 mètres cubes.

Les autres rues et quartiers seraient desservis par des chars à 2 roues, du modèle actuel, et dont nous avons un nombre suffisant.

Balayage.

Pour les rues principales et les grands quartiers, le nettoyage aurait lieu au moyen des balayeuses mécaniques ; les cantoniers assureront, au moyen de grands chars à 4 roues, l'enlèvement des immondices.

Les autres quartiers seraient nettoyés par petites équipes, munies de brouettes et tombereaux à deux roues.

Ces améliorations entraînent nécessairement la confection de harnais, l'achat de bêtes, ainsi que l'aménagement d'écuries.

Pour faciliter et rendre plus efficace la surveillance, une bicyclette serait accordée à chaque surveillant de kism.

La dépense pour l'établissement des améliorations proposées, se répartirait donc comme suit :

20 grands chars d'arrosage à L.E. 25	L.E. 500
20 » » de balayage à L.E. 22	» 440
40 Tombereaux ordinaires à L.E. 8	» 320
6 Balayeuses mécaniques à L.E. 40	» 240
<hr/>	
à Reporter. . .	L.E. 1.500

	Report. . .	L.E. 1.500
100 harnais simples à L.E. 4.	»	400
50 » doubles à L.E. 7	»	350
8 Bicyclettes à L.E. 12	»	96
88 Mulets à L.E. 25	»	2.200
		<hr/> L.E. 4.546
Aménagement des écuries.	»	700
		<hr/> L.E. 5.246

Ce total est, il est vrai, élevé, mais il faut considérer qu'en regard de la dépense, nous posséderons un bon matériel et le nettoyage de la ville sera assuré d'une manière convenable.

Si la somme de L.E. 5.246 environ ne saurait être dépensée d'un coup, il y aurait grande nécessité d'introduire les améliorations proposées plus haut, graduellement, en faisant, dès aujourd'hui, le premier pas par l'installation d'un nouveau matériel dont les premières dépenses seraient les suivantes :

Nouveau matériel :

10 grands chars d'arrosage à L.E. 25.	L.E.	250
10 » » de balayage à L.E. 22.	»	220
20 Tombereaux ordinaires à L.E. 8.	»	160
3 Balayeuses mécaniques à L.E. 40.	»	120
50 Harnais simples à L.E. 4.	»	200
28 » doubles à L.E. 7.	»	196

Remonte :

46 Mulets à L.E. 25	L.E. 1.150
Moins prévision budgétaire à	» 500
	<hr/> » 650

Ecuries :

Aménagement.	»	700
----------------------	---	-----

Surveillance :

8 Bicyclettes à L.E. 12.	»	96
		<hr/> L.E. 2.592

Le crédit nécessaire à cet effet serait prélevé à raison de L.E. 900 sur les économies provenant de la suppression, à partir du 1^{er} Avril prochain, du service actuel de perception de la taxe d'abatage, et à raison de L.E. 1.700, montant du solde disponible du budget extraordinaire de l'année 1902.

24 Mars 1903.

L'Administrateur
W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 26 Mars 1903.

SOMMAIRE: Déplacement du passage à niveau de Bulkeley; — Asphalte des trottoirs et pose d'un urinoir dans la rue Bab-el-Karasta; — Demande d'achat de terrains à Kom-el-Chogafa par Hassan Bey Abdallah; — Rapport sur le service des pompiers de l'année 1902; — Aménagement d'un poste de pompiers à Minet-el-Bassal; — Pose d'enseignes pour les stationnements des voitures; — Remplacement du mécanisme du pont des Ecluses; — Réparation de la ruelle de l'Asile des vieillards; — Asphaltage du pont de Moharrem Bey; — Dallage de la partie de rue précédant le pont de Moharrem Bey; — Modification à apporter au mur du quai; — Rapport au sujet de la dernière réception des quais; — Crédit supplémentaire pour l'asphaltage de la rue de Ras-el-Tln; — Ecuries de Ramleh; — Réparation de l'asphalte; — Droit d'octroi dus par l'entreprise des quais; — Comité d'évaluation de la propriété bâtie à Ramleh; — Démission de M. Bauer; — Secours; — Congés.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

P. FENDERL,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD, *Membres*,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

MM. L. Escoffier et Soliman Bey Abani se sont fait excuser.

La séance est ouverte à 4 heures p.m.

Déplacement du passage à niveau de Bulkeley.

La Délégation décide d'inviter la Compagnie de Ramleh de déplacer le passage à niveau se trouvant à Bulkeley avant l'immeuble Celi pour le reporter après cet immeuble du côté de la gare sur la route N° 8 dite Karam, que la Municipalité vient de construire dernièrement et qui est d'un usage plus fréquent.

**Asphaltage des trottoirs et pose d'un urinoir
dans la rue Bab-el-Karasta.**

Communication est donnée de deux lettres des 13 et 17 février 1903 de l'Administration des Douanes relatives au mauvais état de la rue Bab-el-Karasta, ainsi que d'une note, en date du 2 mars courant, présentée par l'ingénieur en chef à ce sujet.

La Délégation juge plus convenable pour la commodité des piétons de conserver le trottoir longeant les bâtiments du Service Quarantenaire et de la Salt and Soda Coy. dont la Douane propose la suppression.

Cependant pour remédier aux inconvénients que présente ce trottoir dans son état actuel, elle en décide l'asphaltage, sauf à en réclamer le coût aux administrations intéressées.

D'autre part, et conformément à la demande de la Douane, la Délégation décide d'installer un urinoir à l'entrée de la rue de la marine, sur le trottoir large longeant l'ancienne chounah du sel.

Les services techniques sont invités à présenter le devis de ce travail.

**Demande d'achat de terrains à Kom-el-Chogafa
par Hassan Bey Abdallah.**

Par lettre du 26 février 1903, S.E. le Gouverneur transmet une requête de Hassan Bey Abdallah tendant à acheter trois parcelles de terrain entourant la Mosquée de Gamah-el-Miri à Kom-el-Chogafa, d'une superficie de 930 m. c. environ, pour les annexer à cette mosquée qu'il se propose de transformer en une mosquée école telle que l'université d'El-Azhar.

Le Conseil du Tanzim consulté ne trouve pas d'inconvénient à déclasser cette place, à la condition que les alignements soient régularisés tout autour à 12 m. de largeur.

Le requérant ayant fait remarquer que l'observation de ces prescriptions l'obligerait à édifier la mosquée dans de telles conditions que certaines des parties de la construction manqueraient d'air et de lumière, la Délégation décide de renvoyer la question à un nouvel examen du Conseil du Tanzim, en lui demandant s'il ne pourrait pas réduire à 8 m. de largeur les rues à garder autour de la mosquée au lieu de 12 m. exigés par lui.

Rapport sur le service des pompiers de l'année 1902.

La Délégation décide l'impression et la distribution à MM. les Conseillers du rapport de M. le Surintendant Hopkinson Bey sur le service de la brigade des pompiers pendant l'année 1902.

Aménagement d'un poste de pompiers à Minet-el-Bassal.

En vue de garantir avec plus d'efficacité les chounahs de Minet-el-Bassal contre les dangers d'incendie, la Délégation, sur la proposition du Surintendant de la brigade des pompiers, estime qu'il y aurait lieu de transférer le poste actuel de la brigade à Minet-el-Bassal dans un endroit plus central et plus approprié.

A cet effet, elle choisit l'ancien bâtiment précédemment utilisé comme markaz des céréales et situé au coude du quai du canal Mahmoudieh en face des chounahs d'Emin Bey. Ce poste serait exclusivement affecté au service de la pompe spécialement destinée à Minet-el-Bassal.

L'aménagement de ce bâtiment en vue de la nouvelle destination projetée devant entraîner, selon devis, une dépense de 200 L. E. environ, la Délégation, vu l'intérêt que présente la question pour le commerce, charge le Président de demander à l'Association du commerce d'exportation si elle accepterait de prendre à sa charge la dépense dont s'agit.

Pose d'enseignes pour les stationnements de voitures.

Vu la demande de M. le Colonel Hopkinson Bey en date du 21 mars courant, la Délégation autorise la police à poser quelques enseignes sur les reverbères pour indiquer les emplacements des stationnements de voitures.

La police aura toutefois avant tous travaux à se mettre d'accord avec les services de la Municipalité pour les détails de la dite installation dont l'exécution devra être également surveillée par eux.

Remplacement du mécanisme du pont des Ecluses.

Statuant sur une demande du Ministère des Travaux Publics et de l'Administration des Chemins de fer transmise par lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 15 mars courant, la Délégation désigne M. Ralli et M. Rothacker, en leurs qualités de représentants des Commerces d'importation et d'exportation, pour représenter la Municipalité au sein de la Commission, composée des délégués des Chemins de fer, des Travaux Publics et des Douanes et chargée d'examiner quelle est la période la plus favorable pour la mise en place d'un nouveau mécanisme destiné à remplacer le mécanisme actuel du pont des écluses.

Réparation de la ruelle de l'Asile des vieillards.

Sur la demande, en date du 5 mars 1903, de M. le Consul d'Allemagne, la Délégation charge les services techniques d'exécuter en régie quelques réparations sommaires et provisoires pour empêcher la stagnation des eaux dans la rue située à l'ouest de l'asile des vieillards.

Asphaltage du pont de Moharrem Bey.

Vu le devis présenté par les services techniques, la Délégation décide de provoquer des offres pour l'asphaltage en poudre comprimée de la chaussée du pont de Moharrem Bey avec béton en asphalte coulé.

Dallage de la partie de rue précédant le pont de Moharrem Bey.

La Délégation, vu le devis présenté par les services techniques, décide la mise en adjudication du dallage de la partie de rue comprise entre la porte et le pont de Moharrem bey.

Modifications à apporter au mur du quai.

La Délégation renvoie à M. Quellenec, pour avis, trois propositions de modifications au mur du quai présentées par l'ingénieur en chef, dont l'une comporte un chargement dans la ligne de séparation du mur de risberne avec le bloc de couronnement, l'autre concerne le placement de deux blocs artificiels superposés au lieu d'un bloc prévu, modification nécessitée par la grande profondeur de l'eau à cet endroit; la troisième est relative au remplacement du bloc artificiel prévu par un seul massif en béton de ciment coulé sur place et reposant directement sur le fond de la mer.

Ces travaux ne doivent comporter aucune augmentation de prix du forfait.

Rapport au sujet de la dernière réception des quais.

Par lettre du 25, février S. E. le Ministre de l'Intérieur transmet en même temps qu'une lettre du Département des Travaux Publics, un rapport de M. Pastour au sujet de la dernière réception des quais. M. Pastour fait remarquer que le garnissage en pierrailles posé en arrière du mur du quai n'a pas été conforme aux prescriptions techniques et aux indications du profil. En signalant, dit-il, cette observation aux ingénieurs de la Municipalité et à l'entreprise, il a déclaré qu'il n'acceptait de procéder à la réception que sur la promesse que ce travail serait revu et arrangé suivant le projet.

Le service technique, interpellé sur cette question, fait observer, tout d'abord, que la couche de pierailles dont il est parlé dans le rapport de M. Pastour a été réduite, après cassage, aux dimensions prescrites; ce n'est du reste qu'après vérification de M. Vuta, délégué du Ministère, que la situation mensuelle se rapportant à ce travail a été réglée à l'entreprise. M. Gallois Bey, surveillant général des quais, ajoute que c'est lui-même qui a attiré sur les lieux l'attention des deux délégués du Ministère sur le défaut de conformité du garnissage en question avec les indications du profil, il a de plus renouvelé aux représentants de l'entreprise les observations faites à ce sujet au cours de l'exécution du travail.

La Délégation en prend note et décide d'écrire au Ministère pour l'informer que le travail a été effectué conformément au projet.

Crédit supplémentaire pour l'asphaltage de la rue de Ras-el-Tin

La Délégation approuve une dépense supplémentaire de 67 L.E. 193 mill. pour le travail d'asphaltage effectué dans la rue de Ras-el-Tin, devant la Zaptieh.

Ce supplément de dépense provient de ce que dans le calcul primitif, il a été omis de tenir compte de la surface de l'entrée de la rue de la marine ainsi que de l'entrée de la ruelle ouest de la Zaptieh, comprises dans le travail d'asphaltage.

La Délégation tient à faire remarquer que ce n'est pas la première fois que M. Marichal, ingénieur de la voirie, commet de pareilles omissions; elle prie l'Administrateur de l'inviter à être plus attentif à l'avenir.

Ecuries de Ramleh

Le Président dit que d'après le vote de la Commission du 19 janvier 1903, il y a lieu d'arrêter les conditions définitives en base desquelles la Municipalité devra faire cession à la police d'une partie des terrains de l'écurie de Fleming pour ériger une petite écurie destinée à son service.

Mohamed Bey Saïd fait remarquer qu'il serait bon, à cette occasion, de voir s'il ne conviendrait pas, tant au point de vue de la position que de la commodité des habitants, de choisir pour l'écurie municipale de Ramleh un autre emplacement à Zahrieh. Le terrain y est très bon marché et la municipalité pourrait pourvoir aux frais de la construction par la vente de l'emplacement actuel.

La Délégation, avant de passer avec la police l'acte de cession, décide de mettre à l'étude la proposition de Mohamed Bey Saïd et charge les services de lui faire un rapport à ce sujet.

Réparation de l'asphalte

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une demande de M. Caprara tendant à lui payer en dehors du prix prévu pour le rétablissement de l'asphalte à la suite des travaux exécutés dans les rues sur l'ordre de la Municipalité, un supplément de 10 P.T. par mètre, pour l'opération préalable du coupage et de l'enlèvement de l'asphalte. L'offre relative aux travaux d'asphaltage prévoyant un prix unique pour toute réfection, il est tout naturel que l'enlèvement et le coupage de l'asphalte doivent être compris dans ce prix, d'autant plus que l'entrepreneur peut profiter de la couche enlevée.

Droits d'octroi dus par l'entreprise des quais

Vu l'avis émis par le Comité du Contentieux et en réponse à la lettre de l'entreprise Almagià du 13 février 1903, la Délégation décide d'informer cette entreprise qu'elle continuera à prélever sur les situations mensuelles le montant dû à la Municipalité pour droits d'octroi d'après les prescriptions du cahier des charges.

Se référant à sa manière de voir exprimée dans une précédente séance, la Délégation estime que, tant en droit qu'en équité, l'entreprise des quais continue, malgré la suppression de l'octroi, à être redevable d'un droit qui résulte d'une obligation créée par son contrat.

Comité d'évaluation de la propriété bâtie à Ramleh.

Vu la note du service de la propriété bâtie, en date du 17 mars 1903, la Délégation désigne M. Mustafa Bey Gamil, à titre de membre titulaire du Conseil d'évaluation de la localité de Ramleh, et Abdel Meghid Capoudan-el-Dib et Chehata Dessouki Sef, comme membres suppléants.

Cette désignation est faite en conformité du décret du 11 avril 1886, les membres élus de cette localité ne s'étant pas présentés ou ayant donné leur démission.

Démission de M. Bauer.

La Délégation accepte la démission présentée par M. E. Bauer, de son poste de dessinateur au service technique de l'assainissement.

M. Bauer ayant eu une situation au Conseil Quarantenaire, la Délégation considère qu'elle ne peut faire droit à sa demande pour l'obtention d'un congé de 3 mois, car il ne saurait être en même temps au service des deux administrations.

Secours.

La Délégation exprime ses regrets pour le décès de M. M. Saba, ancien archiviste de la Municipalité, et décide d'octroyer à la Demoiselle Adèle Saba un secours équivalent à 4 mois du traitement du défunt plus le mois en cours.

Un secours de 3 mois, plus le mois du décès, est également accordé à la veuve de Ahmed Mohamed Gouda, jardinier, décédé.

Congés.

La Délégation accorde, à partir du 18 avril, un congé de 3 mois et demi à M. le Dr Gotschlich, inspecteur sanitaire de la ville d'Alexandrie.

Vu le certificat de la Commission médicale, en date du 19 mars, elle accorde un congé de 50 jours pour cause de maladie à M. A. Adam, du service des Tanzim.

La séance est levée à 6 heures et trois quarts p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 31 mars 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 31 Mars 1903.

SOMMAIRE : Comptabilité du matériel et archives ; — Plan définitif des cimetières de la Porte Rosette ; — Avis de M. Quellenec au sujet des modifications du mur de quai ; — Cession de rues au quartier Attarine ; — Déplacement d'une borne fontaine payante ; — Communication des procès-verbaux de la Commission ; — Location du square de la gare de Moharrem Bey ; — Rapport d'expertise dans l'affaire Massaoud Sabla ; — Devis pour l'asphaltage de la ruelle de l'archevêché catholique ; — Adjudications ; — Macadamisage des rues Rassafa et Menasce.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

MANSOUR BEY YOUSSEF, *Membres*,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

MM. SAID BEY et ABANI BEY se font excuser.

La séance est ouverte à 4 heures p. m.

Les procès-verbaux des 24 et 26 Mars sont approuvés.

Comptabilité du matériel et archives.

Vu la note, en date du 24 février 1903, du Secrétaire Financier et sur la proposition du Président, la Délégation décide de nommer M. N. Werry, chef de bureau au service sanitaire, à titre de magasinier comptable chargé spécialement de la comptabilité générale et du contrôle des biens mobiliers, immobiliers, matériel ou autres appartenant à la Municipalité. M. Werry cumulera avec ces fonctions, celle de chef-archiviste laissée vacante à la suite du décès de M. M. Saba.

Plan définitif des cimetières de la Porte Rosette.

La Délégation charge le service du Tanzim de lui préparer un plan définitif de tous les cimetières existants en y comprenant les terrains vagues concédés aux différentes communautés. Ce plan servira, en premier lieu, à régler la délimitation entre les cimetières latin et grec par l'annexion si possible au cimetière grec de la parcelle de terrain appartenant aux héritiers Saba.

Le grand Rabbinate d'Alexandrie ayant, d'autre part, par lettre du 26 Mars insisté sur la nécessité d'aggrandir le cimetière de la communauté israélite, le service du Tanzim aura également à faire des propositions à cet égard.

Avis de M. Quellenec au sujet des modifications du mur de quai.

Se référant à sa décision du 20 courant et vu l'avis favorable émis par M. Quellenec, par note en date du 31 mars, la Délégation adopte les modifications au projet du mur de quai proposées par les services techniques.

Cession de rues au quartier Attarine.

Par lettre en date du 26 courant MM. G. B. Alderson déclarent céder à la ville tous les droits sans restriction qu'ils peuvent avoir sur plusieurs rues provenant du lotissement de leurs propriétés du quartier Attarine.

Après examen des plans joints à ces lettres, la Délégation émet en principe un avis favorable à l'acceptation de la cession sus-dite mais à la condition qu'elle serait consentie sans aucun engagement de la part de la ville.

Le Conseil du Tanzim, d'autre part, aura à vérifier cette cession au point de vue de la régularité des alignements.

Déplacement d'une borne fontaine payante.

Faisant droit à une demande du Patriarcat grec-orthodoxe, en date du 20 mars courant, au sujet du déplacement de la borne fontaine payante installée sur le trottoir de sa propriété, la Délégation accepte de prendre à sa charge les frais de ce déplacement.

Communication des procès-verbaux de la Commission.

Vu la lettre en date du 24 mars du Consulat d'Autriche-Hongrie, la Délégation invite le service à envoyer régulièrement au dit Consulat les procès-verbaux de la Commission Municipale et d'une manière générale à tous les Consulats qui en feraient la demande.

Location du square de la gare de Moharrem Bey.

Faisant droit à une demande de M. Andrea Lorenzo, en date du 28 Février 1903, la Délégation accepte de lui relouer pour une période de trois ans à partir du 1^{er} novembre 1903 et au prix de L.E. 40 par an, montant de son loyer actuel, la square sis en face de la gare de Moharrem Bey.

Cette nouvelle location est consentie à charge par le sieur Lorenzo d'effectuer au kiosque établi dans le dit square toutes les réparations que comporte son état de vétusté, réparations qui seront faites après entente avec le service.

Rapport d'expertise dans l'affaire Massaoud Sabla.

La Délégation renvoie à l'examen du Comité du Contentieux le rapport d'expertise déposé dans l'affaire Massaoud Sabla et concluant à ce que le dit entrepreneur a enfreint les prescriptions que lui imposait le cahier des charges dans l'exécution des canalisations pour les eaux pluviales à Ramleh

Devis pour l'asphaltage de la ruelle de l'archevêché catholique.

Vu le devis présenté par les services techniques, la Délégation décide de provoquer des offres pour l'asphaltage de la partie de la rue de l'archevêché s'étendant devant les églises.

Le travail comprendra également la réparation de l'égout se trouvant sur ce parcours.

Au cas où les propriétaires d'immeubles longeant le reste de la rue consentiraient à contribuer aux dépenses d'asphaltage en payant la différence existant entre le prix du dallage et celui de l'asphaltage, le travail d'asphaltage sera étendu sur toute la rue.

Adjudications.

Démolition d'un immeuble à Haret-el-Nakhla. — La Délégation procède par voie de kaïmet mazad à l'adjudication des travaux de démolition d'un immeuble exproprié à Haret-el-Nakhla :

A la suite d'une enchère à laquelle prennent part Saleh Aly, Moustafa Telemat, et Abdel Hady Mossallam, ce dernier ayant offert le plus haut prix, soit L.E. 24 et demie, est déclaré adjudicataire. Les matériaux de démolition seront sa propriété.

Fourniture de brassards. — Se référant à sa décision du 24 courant, la Délégation adjuge à M. Margosches la fourniture de 1.000 brassards suivant le modèle demandé au prix de P.T. 5 et demie le brassard.

Macadamisage des rues Rassafa et Menasce.

En réponse à une note du service de la voirie en date du 31 courant, la Délégation estime que plutôt que d'enlever les arbres se trouvant en dehors de l'alignement projeté des trottoirs dans les rues Rassafa et Menasce, il y aurait lieu de rétrécir la largeur de la chaussée afin de ne pas porter atteinte à ces arbres dont le déplacement serait impossible en raison de leur âge et leur dimension.

La séance est levée à 6 heures trente p.m.

Le présent procès-verbal a été approuvé le 7 Avril 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 7 Avril 1903.

SOMMAIRE. — Procès-verbaux du 24 et 26 Mars ; — Plan des cimetières de la Porte Rosette ; — Rapport sur les comptes de 1902 ; — Tracé pour l'atterrissement des câbles de l'Eastern Telegraph Cy. ; — Droits d'octroi dûs par l'entreprise des quais ; — Etat des recettes ; — Décision du conseil d'estimation ; — Entretien des travaux d'asphalte ; — Demande de subvention ; — Distribution aux pauvres de la viande saisie à l'abattoir ; — Avance à un employé ; — Canalisation pour les eaux pluviales au Mex.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

MOHAMED BEY SAÏD,

SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p. m.

Le procès-verbal de la séance du 31 Mars est approuvé avec l'adjonction à la page 3, dans la question « adjudication, fourniture de brassards » de la phrase : plus P.T. 1 pour la courroie.

Ce procès-verbal doit porter le N° 17 au lieu de N° 16 inscrit par erreur.

Procès-verbaux des 24 et 26 Mars.

Relativement au procès-verbal du 24 Mars à l'approbation duquel il n'a pas assisté, Mohamed Bey Saïd fait remarquer que la décision prise au sujet des gratifications des agents hors cadre, licenciés par mesure d'économie, comportait l'attribution à ces agents d'une indemnité de deux mois et non d'une indemnité

variable qui peut aller jusqu'à deux mois ainsi qu'il ressort des termes de la décision. Le Président explique que la rédaction a été modifiée dans ce sens à la séance suivante, afin de donner une certaine latitude à l'Administration dans la fixation de l'indemnité suivant le mérite de l'employé.

Après un échange de vues, il est décidé de fixer la gratification pour les agents hors cadre à deux mois de traitement, à moins qu'il ne soit reconnu que l'agent licencié ne mérite point de gratification, soit parce qu'il a été négligent ou qu'il ait commis une irrégularité quelconque.

Au sujet du procès-verbal du 26 Mars, M. Fenderl fait remarquer qu'il a été omis de mentionner dans la décision relative aux enseignes pour stationnement des voitures que les inscriptions de ces enseignes doivent être faites en français et en arabe.

Plan des cimetières de la Porte Rosette.

La Délégation adopte le plan définitif des cimetières de la Porte Rosette comportant l'agrandissement des cimetières latin, grec et israélite d'après les tracés soumis par le service technique. La parcelle dite « Saba », située à l'est du cimetière grec, sera incorporée au dit cimetière, et la bande précédemment attribuée à la Communauté grecque, près du cimetière grec-catholique, est dévolue au cimetière israélite pour son agrandissement.

Dans l'éventualité où la communauté latine se verrait obligée de niveler le terrain, la Délégation l'autorise d'ores et déjà à établir une voie ferrée Decauville qui traversera la route de Ramleh pour transporter les terres de l'autre côté de la route où l'entrepreneur de la Daïra du Prince Toussoum pourra les employer aux travaux de remblais exécutés par cette Daïra.

Rapport sur les comptes de 1902.

La Délégation décide de faire imprimer et distribuer à tous les membres le rapport de l'Administrateur sur la reddition des comptes de l'exercice 1902.

Tracé pour l'atterrissement des câbles de l'Eastern Telegraph Cy.

La Délégation prend connaissance d'une lettre en date du 2 Avril de l'Eastern Telegraph Cy, demandant l'autorisation de la Municipalité pour l'installation d'une ligne souterraine devant relier la station centrale du Télégraphe au nouveau point d'atterrissement des câbles fixé d'accord avec l'entreprise des quais.

Le Collège, vu la note présentée par le service technique, accepte le tracé proposé par la Compagnie, sauf quelques légères modifications tendant à éviter que l'installation des câbles ne gêne le travail futur des collecteurs.

Droits d'octroi dûs par l'entreprise des quais.

L'entreprise des quais ayant, par lettre du 2 Avril, proposé de soumettre à l'arbitrage la contestation qu'elle soulève au sujet des droits d'octroi dûs par elle, la Délégation décide de lui faire savoir que, pour le moment, elle ne peut faire droit à cette proposition préférant s'en tenir aux dispositions du contrat à cet égard.

Etat des recettes.

La Délégation prend connaissance de l'état ci-joint des recettes municipales s'élevant, du 1^{er} Janvier au 31 Mars 1903, à L.E. 33.073.

Décision du conseil d'estimation.

La Délégation décide de soumettre à la Commission, pour leur approbation, les évaluations faites par le conseil d'estimation dans sa séance du 3 Avril pour les parcelles suivantes destinées au redressement des voies publiques.

N O M S	LOCALITÉ	SUPERFICIE	EVALUATION PAR PIC CARRÉ
<i>Emprise</i>		<i>Pics</i>	
S.E. Zobeir Pacha.....	Saboura	242.84	P.T. 60
<i>Excédents</i>			
S.E. Zobeir Pacha.....	Saboura	52.44	» 60
El Sayed Issa.....	Rue Abdel Moneïm	21.60	» 60
Hassan El Barchoumi.....	» »	19.05	» 60

En outre de ces estimations, le Conseil a, sur la demande du Contentieux de l'Etat, évalué à L.E. 40, terrain compris, une baraque sise au Mex, au milieu d'une voie décrétée d'utilité publique, et au sujet de laquelle une instance est engagée avec Abdel Meghid Rochdan.

D'autre part et sur la demande du Mehkémé, le Conseil a évalué le terrain exproprié du wakf Ragab Pacha à P.T. 125 le pic, dans la parcelle sise rue Maroun, et P.T. 70 dans celle de la rue Ragab Pacha.

Entretien des travaux d'asphalte.

Faisant suite à une note du service de la voirie, en date du 3 avril, la Délégation décide de fixer à dix années, la période d'entretien des nouveaux travaux d'asphalte qui seront entrepris dans la rue de l'Archevêché.

Demande de subvention.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une demande du propriétaire de l'école privée « Al Nagah » à Bab Sidra, qui sollicite une subvention pouvant lui permettre d'améliorer la situation de son école.

Distribution aux pauvres de la viande saisie à l'abattoir.

La Délégation prie le Président d'étudier les mesures pouvant assurer d'une manière régulière l'envoi à la Société « Al Orwa el Woska » de la viande saisie à l'abattoir, cet envoi ayant été suspendu depuis deux mois par suite du mauvais état de la route du Mex.

Avance à un employé.

La Délégation accorde, à titre exceptionnel, une avance de L.E. 16 à M.J. Bertuccini, employé du service sanitaire.

Le remboursement de cette avance s'effectuera par une retenue mensuelle d'une livre sur le traitement du dit employé.

Canalisation pour les eaux pluviales au Mex.

Se référant à la décision prise par la Commission Municipale dans sa séance du 1^{er} courant, la Délégation charge l'Administration d'examiner s'il y a opportunité à établir dans la route du Mex, dont le dallage vient d'être décidé, des canalisations pour l'écoulement des eaux pluviales.

La séance est levée à 7 heures p. m.

Le présent procès-verbal a été approuvé le 14 Avril 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

A N N E X E

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 7 AVRIL 1903.

TABLEAU COMPARATIF

des Recettes Municipales du 1^{er} Janvier au 31 Mars 1902-1903.

	RECETTES DE 1902	RECETTES DE 1903	Encaissé en moins EN 1903	Encaissé en plus EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	3.928	4 294	—	366
Produit de la taxe sur les véhicules et animaux ...	1.836	1.670	A) 166	—
Redevance des Tramways: Taxe.	504	504	—	—
Redevance des Tramways pour l'Entret en des routes.....	250	250	—	—
Produit de 1 % sur la valeur locative de la propriété bâtie.....	1.713	1.226	B) 487	—
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	5.682	10.471	—	4.789
Produit de la taxe de 2 % sur les loyers.....	2 196	2.467	—	271
Droits d'exploitation des carrières.	—	1.538	—	1 538
Recettes de l'Octroi.....	10.238	—	10.238	—
» » l'Abattoir	3.699	6.171	—	2.472
» du Tanzim	627	1.012	—	385
» diverses*.....	1.042	418	C) 624	—
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	51	381	—	330
Participation des propriétaires pour l'asphaltage des rues	508	—	D) 508	—
Retenue sur les trailements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance	318	216	E) 102	—
Moitié du Produit de la vente des Biens Libres....	—	409	—	409
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
Location des Immeubles Libres de l'Etat.....	—	46	—	46
	34.592	33.073	12.125	10.606
Encaissé en moins en 1903.....	—	1.519	—	1.519
	34.592	34.592	12.125	12.125

* Développement des Recettes diverses.	1902	1903
Recettes Sanitaires.....	33	62
Location des Jardins.....	78	—
Location de terrains à Bab-Sidra	—	—
Vente de dalles et de pierres.....	22	2
Vente d'immondices.....	48	90
Retenues pour uniformes	83	56
Autres produits du budget	158	208
Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	1.042	418

- A — La diminution est la conséquence de la suppression des postes du service de surveillance de la taxe d'abalage et de carrières pendant les fêtes du Courban Bairam.
- B — En 1902 les encaissements de l'impôt sur la propriété bâtie se sont élevés à fin mars à L.E. 14.397 et en 1903 à L.E. 10.471. Proportionnellement la perception des droits d'édilité a été inférieure. — Les encaissements pour l'année 1903 ont dû être retardés, conformément aux déclarations, du service, par suite du recensement général, qui n'a pris fin que vers le 25 février 1903.
- C — L'allocation du commerce d'exportation figurant dans les recettes diverses, n'a pas encore été versée cette année-ci.
- D — Ce chef de recettes ne figure plus dans le budget de 1903.
- E — La diminution réelle est de L.E. 23 provenant du licenciement de plusieurs employés classés. La différence de L.E. 79 provient de ce que les appointements de mars 1902 ont été payés avant la fin du mois, à cause des fêtes du Courban Bairam.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 14 Avril 1903.

SOMMAIRE: Drainage de la Ville; — Honoraires de M. Quellenec; — Accord avec la Communauté Israélite; — Passage du câble électrique de la C^{ie} du gaz sous le Canal Mahmoudieh; — Emplacement réservé au Gouvernorat sur les quais; — Déclassement de la Place Gameh-el-Miri; — Prolongement de la ligne du Mex jusqu'à Dekhela; — Demande de MM. Ammad pour un raccordement avec l'égout du Mex; — Cimetière Copte Orthodoxe; — Dallage du prolongement de la rue du Petroleum Store;— Adjudications.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

SOLIMAN BEY ABANI,

STAGNI, *Membres*.

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Le procès-verbal du 7 Avril est adopté.

Drainage de la Ville.

M. Quellenec, présent à cette partie de la séance, communique son rapport au sujet des propositions de la Septic Tank Cy. et des conclusions de l'ingénieur sanitaire James, sur la question du drainage de la ville. Il expose également ses idées relativement aux nouveaux travaux qu'il propose de confier à l'entreprise des quais, à titre de compensation, pour la suppression du collecteur, au cas où la Commission renonçait, pour le moment à faire exécuter ce dernier travail, tel qu'il est actuellement prévu. Le rapport de M. Quellenec à ce sujet sera également distribué aux membres.

La Délégation remercie M. Quellenec et décide de soumettre ses deux rapports à la Commission.

Honoraires de M. Quellenec.

La Délégation fixe à L.E. 350 par an l'indemnité revenant à M. Quellenec comme ingénieur conseil de la ville.

Cette indemnité court à partir du 1^{er} Juillet 1902, date à laquelle M. Quellenec a été désigné à ces fonctions par décision de la Commission Municipale.

Quant aux honoraires de 800 Livres réclamées par l'ingénieur conseil pour l'établissement d'un nouveau projet de drainage, la Commission aura à y statuer au moment où elle s'occupera de la suite à donner à la question du collecteur.

Accord avec la Communauté Israélite.

La Délégation décide de faire distribuer aux membres, pour sa ratification à la prochaine séance de la Commission, le projet d'accord ci-joint à intervenir avec la Communauté israélite, relatif aux alignements des rues délimitant ses terrains à Chatby.

En base de cette entente élaborée d'accord entre le comité des Travaux Publics, le conseil du Tanzim et le représentant de la Communauté, celle-ci s'engage à acheter au prix de L E. 1 les ziadets tanzim provenant de la modification de l'alignement qui limitait du côté nord les terrains en question.

Passage du câble électrique de la C^{ie} du gaz sous le Canal Mahmoudieh

Communication est donnée d'une lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 6 Avril, informant que le Département des Travaux Publics approuve le projet présenté par la C^{ie} du gaz relativement au passage de ses câbles sous le Canal Mahmoudieh.

Pour faire suite aux mesures de précaution déjà demandées à la C^{ie}, le Ministère recommande de placer sous terre le câble à haute tension installé entre le Canal Mahmoudieh et les chounahs de la Société Générale de Pressage.

La Délégation décide d'écrire à la C^{ie} du Gaz pour l'adoption de ces mesures.

Emplacement réservé au Gouvernorat sur les quais

Par note en date du 10 courant, le service du Tanzim communique l'avis émis par le conseil du Tanzim, dans sa séance du 3 Avril, au sujet de la question de l'emplacement à réserver pour le Gouvernorat sur les nouveaux quais. Le conseil estime que cette question est liée à celle de l'expropriation de la maison Mazloum Pacha, sise auprès du local actuel du Gouvernorat, l'emprise de cette construction devant permettre de prolonger, en ligne droite jusqu'à la mer, la rue de Ras-el-Tin.

La Délégation, tout en émettant un avis favorable à cette expropriation, considère qu'il y a lieu d'en ajourner, pour le moment, l'exécution.

Abani Bey se déclare contraire à l'ajournement, vu l'urgence que présente le dégagement vers la mer de la rue Ras-el-Tin.

Déclassement de la Place Gameh-el-Miri

Se référant à sa délibération du 26 Mars 1903 et vu la décision du conseil du Tanzim acceptant de réduire à 8 mètres la largeur des rues limitant des côté Sud et Ouest la Mosquée Gameh-el-Miri que Hassan Bey Abdallah désire transformer en mosquée école, la Délégation, adoptant le nouvel alignement que le déclassement de la Place Gameh-el-Miri comporte, décide de soumettre la question au conseil d'estimation pour l'évaluation des parcelles à vendre de ce chef à Hassan Bey Abdallah.

Prolongement de la ligne du Mex jusqu'à Dekhela.

Par lettre du 2 Avril, l'Administration des Chemins de fer transmet un plan relatif au prolongement de la ligne du Mex jusqu'aux carrières de Dekhela et demande à la Municipalité, en vue de lui permettre le passage de cette ligne, de mettre à sa disposition une partie de son terrain au Mex pour le donner, à titre d'échange, à divers propriétaires de cette localité qui consentent, sous cette condition, à reculer la limite Nord de leurs propriétés.

La Délégation, après avis de l'Ingénieur en chef, accepte de céder à l'Administration des Chemins de fer la parcelle demandée, à la condition que cette Administration consente à abandonner à la ville une quantité équivalente et qu'elle réserve une route d'une largeur de trente mètres pour assurer la communication entre Dekhela et la ville.

En outre, ainsi qu'il a été déjà convenu avec le service technique, l'Administration des Chemins de fer aura à prendre à sa charge le déplacement, plus à l'Est au-delà de la route de trente mètres, de la voie ferrée d'accès aux carrières de la Municipalité.

Demande de MM. Ammad pour un raccordement avec l'égout du Mex.

La Délégation renvoie à l'étude des services sanitaire et technique une demande de MM. Ammad et C^{ie} pour le raccordement de la canalisation de leur savonnerie au Mex avec l'égout déversant au Port Ouest.

Cimetière Copte Orthodoxe.

La Délégation renvoie à l'étude des services technique et sanitaire une demande du Patriarcat Copte Orthodoxe, en date du 11 Avril 1903, tendant à l'élargissement de son cimetière de la Porte Rosette.

Dallage du prolongement de la rue du Petroleum Store.

Par lettre, en date du 25 Mars 1903, l'Administration des Douanes informe que la porte d'entrée N° 23 de la Douane, située à proximité du magasin de l'entrepôt général du pétrole, a dû être reculée vers le sud d'une distance de 30 mètres pour éviter les accidents qui auraient pu survenir du fait que cette porte ouvrait directement sur la ligne du chemin de fer traversant cette voie.

L'Administration des Douanes demande qu'en raison du nombre considérable de charrettes passant par cette porte, le pavage de la voie en question soit continué jusqu'à la nouvelle entrée.

La Délégation prie le Président de lui faire rapport au sujet de l'opportunité de ce travail.

Adjudications.

Asphaltage du pont de Moharrem Bey. — Les offres y relatives présentées par la Neuchâtel Asphalte Company et par la Compagnie Générale des Asphaltes de France sont renvoyées à l'étude des services techniques.

Fourniture de balais et couffins. — Les offres concernant cette fourniture sont envoyées à l'étude des services sanitaires.

Fourniture de 900m³ de chakf pour la route de Montazah. — Se référant à sa décision prise en séance officieuse tenue le 9 Avril 1903, tendant à la mise en état, d'urgence, de la route de Montazah, à partir de la gare de Gabriel jusqu'au palais de S. A. le Khédive, la Délégation, vu les offres présentées, adjuge la fourniture de 900 m³ de chakf nécessaire à cet effet, à V. Enriquez, plus bas offrant, au prix de P.T. 24 le mètre cube. Les autres soumissionnaires étaient Salch Aly et V. di Bari.

La séance est levée à 7 h. 30 p. m.

Le présent procès-verbal a été approuvé le 21 Avril 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

A N N E X E

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 14 AVRIL 1903.

Bases d'entente pour la délimitation et les alignements des terrains de la Communauté Israélite à Chatby.

Il est convenu que les terrains de la Communauté, sis à Chatby, sont limités comme suit :

Au Sud, par une route actuellement arrêtée à 20 mètres ; à l'Est, par une route actuellement arrêtée à 30 mètres ; à l'Ouest, par la route de Chatby, actuellement de 20 mètres ; quant à la limite Nord, elle sera constituée par un alignement nouveau que la Municipalité vient d'établir pour sa convenance et que la Communauté accepte. Cet alignement nouveau retrécit la route Nord, qui était de 30 mètres, pour la réduire à 20 mètres seulement, et donne un excédent de tanzim que la Communauté s'engage à acheter à P.T. 100 le mètre carré, payable à raison du quart immédiatement et les 3 autres quarts en 3 annuités égales sans intérêt. De cet excédent, il sera réduit 136 m² 73 environ, superficie du triangle du cimetière, que la Communauté cède à la ville, ainsi que 1.236 m², 62 bonifiés à la Communauté et qui sont la moitié de l'économie résultant du retrécissement de la route Nord. Le tout suivant plan signé par les parties et annexé au présent pour en former partie intégrante.

N.B. — L'excédent à vendre à la Communauté Israélite est de m² 7.030, 48
Dont il y a lieu de déduire suivant décision du Conseil du
Tanzim et du Comité des Travaux publics du 3 Avril 1903, acceptée
par la Communauté :

Moitié de la superficie prise sur 10,00 de la			
façade	m ²	1.236, 62	
Superficie du pan coupé du cimetière.....	»	136, 73	
Superficie de pans coupés aux angles, suivant			
règlement du tanzim.....	»	24, 00	» 1.397, 35
Total à vendre.....	m ²	5.633, 13	

A raison de L.E. 1 le mètre carré suivant estimation acceptée.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 21 Avril 1903.

SOMMAIRE : — Pavage de la rue Haroun El-Rachid. — Indemnité demandée par M. Peel. — Assignation Sciplini. — Elargissement du Pont-route de Gabbari. — Réception des travaux des quais. — Remise d'impôt. -- Attribution de la qualité d'officiers de police judiciaire aux inspecteurs de service. — Décision judiciaire concernant une saillie rue Selim Capoudan. — Mesures de sécurité pour les câbles électriques. — Rapport de l'Administrateur sur les comptes de 1902. — Secours. — Jugement dans l'affaire Caprara. — Démolition de l'okelle Sananieh. — Adjudication : Asphaltage du pont de Moharem Bey ; Fourniture de balais et couffins ; Fourniture de 1,500 tubes en zinc pour serghis d'ouvriers ; Mise en viabilité de la rue Emin Pacha Fikry. — Caracol de la Porte Rosette. — Droits de carrière. — Travaux des routes. — Ordre du jour de la Commission.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

MANSOUR BEY YOUSSEF.

SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 4 heures p.m.

Le procès-verbal du 14 Avril est approuvé.

Pavage de la rue Haroun El-Rachid.

Vu la lettre de l'Administration des Douanes, en date du 16 courant, insistant sur l'urgence que présente l'ouverture et le pavage de la rue Haroun El-Rachid, la Délégation décide de faire les démarches voulues auprès du Cadi pour l'accomplissement des formalités requises en vue de l'expropriation des parties de cette rue qui dépendent du Wakf Ratib Pacha.

Indemnité demandée par M. Peel.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une nouvelle demande de M. Peel, tendant à l'allocation d'une indemnité supplémentaire de L.E. 15 pour travaux supplémentaires exécutés à sa maison de Fleming, à la suite du changement de niveau de la rue.

Assignation Sciplini.

La Délégation prend note d'un exploit, en date du 15 Avril 1903, par lequel M. Sciplini, ancien agent hors cadre du service du nettoyage, assigne la Municipalité en paiement d'une somme de L.E. 500, à titre de réparation, pour la décision de renvoi, prétendument illégale, qui a été prise à son encontre, à la suite de son acquittement par le conseil de discipline.

Elargissement du pont-route de Gabbari.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 18 Avril 1902, par laquelle M. le Président de la Commission du commerce d'Exportation informe que l'Assemblée Générale des membres de cette commission a ratifié la proposition tendant à l'allocation d'une somme de 1.000 L.E. à titre de contribution pour l'élargissement du pont de Gabbari.

Cette participation étant toutefois subordonnée au versement par la Société des Tramways de la contribution qui lui incombe, la Délégation décide d'écrire à la dite Société pour lui demander d'envoyer d'urgence son adhésion.

Réception des travaux des quais.

La Délégation prend connaissance d'une lettre de S.E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 19 Avril, transmettant une lettre du Département des Travaux Publics au sujet de la réception de certaines parties du quai.

Se référant à sa lettre du 30 Mars dernier, dont la Délégation a eu à s'occuper dans sa séance du 26 du même mois, le Département des Travaux Publics fait savoir que malgré les explications données par la Municipalité, il ne saurait assumer une responsabilité quelconque dans le cas présent, cas dans lequel l'entreprise des quais s'est écartée des indications données par M. Quellenec.

La Délégation fait remarquer que sur les observations des services, le travail a été refait en conformité du projet.

Remise d'impôt.

La Délégation, vu les plaintes présentées par les propriétaires des ezbehs de Mandara, Siouf et Amarwa au sujet de l'établissement de l'impôt sur leurs immeubles

et considérant que le montant total dû par ces ezbehs, d'après la dernière évaluation, ne dépasse pas L.E. 32, somme qui serait absorbée par les frais de recouvrement, décide de faire remise pour cette année de l'impôt établi et d'en donner décharge au service.

Attribution de la qualité d'officiers de police judiciaire aux inspecteurs de service.

Par note, en date du 14 Avril courant, l'Administrateur demande que les démarches nécessaires soient faites auprès du Gouvernement pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux inspecteurs des services en vue de la constatation des contraventions ressortissant de l'Administration Municipale.

La tâche de ces inspecteurs, pour être efficace, ne doit pas, en effet, se limiter à signaler les déficiences et les irrégularités constatées mais encore à y porter remède en prenant des mesures directes et en verbalisant contre tous contrevenants aux règlements en vigueur.

Particulièrement en matière de tanzim et en matière sanitaire, l'attribution de ce droit aura l'effet le plus salutaire.

La Délégation adopte et décide de proposer à la Commission de faire auprès du Gouvernement les démarches voulues à cet effet.

M. Escoffier déclare être contraire à cette proposition.

Décision judiciaire concernant une saillie rue Selim Capoudan.

Par lettre, en date du 14 Avril 1903, le nommé Mohamed-el-Halawani sollicite la non-exécution d'une décision judiciaire, rendue par la Cour d'A pel indigène, le condamnant à la démolition de la façade d'une maison rue Selim Capoudan, façade comportant des saillies exécutées contrairement au règlement

Après étude du dossier, la Délégation prie l'Administrateur d'examiner la question sur place et de lui faire son rapport à une prochaine séance.

Mesures de sécurité pour les câbles électriques.

La Délégation prend note d'une lettre de la Compagnie du Gaz, en date du 18 courant, informant qu'elle a déjà pris les mesures pour la traversée du Canal Mahmoudieh par ses câbles et qu'elle procédera à bref délai à leur mise en service définitive.

Relativement à la demande du Ministère des Travaux Publics tendant à la pose sous terre du câble à haute tension placé, dans les routes situées entre le Canal Mahmoudieh et les chounahs de la Société de Pressage, la Compagnie informe qu'elle a écrit à son siège social à Paris pour qu'il soit donné sans retard suite à cette demande.

Rapport de l'Administrateur sur les comptes de 1902.

La Délégation approuve le rapport de l'Administrateur sur la reddition des comptes de l'exercice 1902 et décide de soumettre ce rapport à la Commission.

Secours.

Vu la note du service de la voirie, en date du 14 Avril 1903, la Délégation accorde à la dame Agata Scuderi, veuve de Beniamino Giolli, ancien surveillant de la voirie, décédé, un secours équivalent à trois mois du traitement du défunt, plus le mois en cours.

Jugement dans l'affaire Caprara.

Communication est donnée du dispositif du jugement rendu le 21 Avril 1903, par le Tribunal Civil Mixte, dans le procès intenté par M. Caprara contre la Municipalité en remboursement du cautionnement déposé pour les travaux d'asphaltage de la rue Abou Dardar et en résiliation du contrat relatif à ce travail.

Le Tribunal déboute la raison demanderesse de son action comme mal fondée et la condamne à tous les dépens y compris ceux de référé et d'expertise.

Démolition de l'okelle Sananieh.

Vu la note du service, en date du 23 Mars, au sujet de la réclamation de M. Giannone, entrepreneur des travaux de démolition de l'okelle Sananieh, et considérant que par suite d'un accord ultérieur avec l'Administration des Wakfs, cet entrepreneur a dû laisser sans la démolir la porte principale de l'okelle, la Délégation lui attribue de ce chef une indemnité de L.E. 9, Mill. 200, montant des matériaux qu'il aurait pu retirer de cette démolition.

Adjudications.

Asphaltage du pont de Moharrem Bey. — Vu la note du service technique, la Délégation adjuge à la Neuchâtel Asphalt Cy., plus bas offrente, au prix de L.E. 498, les travaux d'asphaltage du pont-route de Moharem Bey.

La seconde offre était présentée par la Société des Asphaltes de France.

Fourniture de balais et couffins. — Vu la note du service du nettoyage, la Délégation adjuge la fourniture de balais à M. Stamatopoulo au prix de P.T. 31 le cantar et celle de couffins à Abdel-Rahman Hekal au prix de 30 Mill. le grand modèle et 21 Mill. le petit modèle.

Fourniture de 1,500 tubes en zinc pour serghis d'ouvriers. — Vu l'offre élevée de 9 Mill. par tube, présentée pour cette fourniture, la Délégation décide de la faire exécuter en régie, au prix de 5 mill. le tube.

Mise en viabilité de la rue Emin Pacha Fikry. — La Délégation adjuge à Saleh Aly, plus bas offrant, au prix de 23 L.E. les travaux de mise en viabilité de la rue Emin Pacha Fikry, située près de l'Asile des vieillards.

Caracol de la Porte Rosette.

Par lettre du 16 courant, M. l'Inspecteur des bâtiments de l'Ouest demande à savoir la date approximative à laquelle la Municipalité procédera à la confection de jardins sur l'emplacement du caracol de la Porte Rosette pour lui permettre de juger de l'importance des travaux de réparation qu'il devra y exécuter.

La Délégation décide de lui faire savoir qu'elle ne saurait encore préciser quand elle aura besoin du dit emplacement et qu'elle attend une réponse du Gouvernement qui lui permettra de lui donner de plus amples renseignements à cet égard.

Droits de carrière.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 15 Avril 1903, de Son Excellence le Ministre de l'Intérieur, informant qu'en vue de laisser le temps nécessaire aux services pour l'examen de l'arrêté pris par la Commission Municipale relatif à la fixation des droits de carrière, il demande de tenir en suspens l'exécution de la délibération susdite de l'Assemblée.

Se référant à une correspondance échangée en Mars 1900 au sujet de cette question, S. E. le Ministre demande également si la chaux éteinte et le sable, classés auparavant parmi les matériaux provenant des carrières, ne doivent pas être assujettis à la nouvelle imposition.

La Délégation charge le service financier de lui présenter un rapport à ce sujet.

Travaux des routes.

Sur une demande de M. Escoffier, la Délégation invite le Service de la Voirie à veiller à ce que les vieilles dalles et les morceaux de pierre provenant des réparations des routes pavées soient enlevés immédiatement après que ces travaux sont exécutés. Leur séjour dans les rues est en effet de nature à causer une entrave inutile à la circulation.

Le Collège attire également l'attention de ce service sur le mauvais état d'entretien des trottoirs de la route de Ramleh et l'invite à procéder d'urgence aux travaux nécessaires pour la commodité des promeneurs.

Ordre du jour de la Commission.

La Délégation arrête l'ordre du jour de la séance de la Commission, qui se réunira le 29 Avril 1903.

La séance est levée à 7 heures p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 28 Avril 1903.

Le Secrétaire,
Signé: I. SEDKY.

Le Président,
W. P. G. GRAHAM.

AGATION MUNICIPALE

Séance du 28 Avril 1903.

: Terrains de la Daïra Sanieh à Kom-el-Chogafa ; — Impôt dû par la Compagnie des Eaux ; — Dallage du prolongement de la rue du Petroleum Store ; — Installation d'une ligne à haute tension par la Compagnie de Ramleh ; — Voie Decauville installée par la Daïra Toussoun Pacha ; — Droit de carrières ; — Travaux des quais, Cales sèches ; — Officiers de police judiciaire ; — Cession des fortifications à la Ville ; — Redevance pour l'asphalte due par le Patriarcat Cophte Catholique ; — Demande de M. Ammad pour un raccordement avec l'égout du Mex ; — Demande du Patriarcat Cophte Orthodoxe pour l'élargissement de son cimetière ; — Décision judiciaire concernant une saillie, rue Selim Capoudan ; — Canalisation pour les eaux pluviales du Mex ; — Demande d'acquisition de terrains par la Société El Orwa El Woska ; — Emplacement à réserver pour le Gouvernorat sur les quais.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
SOLIMAN BEY ARANI, *Membres*,
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p. m.

Le procès-verbal de la séance du 21 avril 1903 est approuvé.

Terrains de la Daïra Sanieh à Kom-el-Chogafa.

Par lettre du 11 avril 1903, S. E. le Ministre de l'Intérieur fait savoir qu'ayant soumis à l'Administration de la Daïra Sanieh, la demande de la Municipalité tendant à différer la mise en vente de ses terrains à Kom-el-Chogafa pour permettre au service des antiquités d'examiner s'il peut en faire l'acquisition, cette Administration a favorablement accueilli la demande susdite.

S. E. le Ministre ajoute cependant que le service des a adressé par l'entremise des Travaux Publics, lui a fait savoir nécessaires pour l'achat des terrains dont il s'agit. Il a tout qu'il soit permis au Musée d'Alexandrie d'y faire des fouilles antiques qu'ils peuvent renfermer.

Vu la note du service du Musée, en date du 22 avril courant, de répondre au Ministère que les fouilles ont été déjà faites et que surtout c'est l'achat du terrain en vue de la conservation de la catacombe. Comme pour cela les fonds manquent absolument, le Collège dé peut assumer la dépense que le dit achat nécessite. Il serait obligé à S. E. d'en aviser le service des antiques pour la suite qu'il croira devoir en question.

Impôt dû par la Compagnie des Eaux.

La Délégation prend connaissance du dispositif du jugement rendu par le Tribunal Civil mixte d'Alexandrie, en date du 15 avril 1903, dans l'affaire Compagnie des Eaux contre Municipalité et Gouvernement. Le Tribunal, écartant toutes fins et conclusions plus amples ou contraires, déclare illégale et abusive l'imposition des réservoirs d'eau de Kom-el-Dick et de Ramleh ainsi que des filtres ou citernes pour l'année 1902.

Il y a lieu de noter que l'action intentée par la Compagnie des Eaux tendait à faire déclarer illégale toute la procédure d'évaluation et de révision de la propriété bâtie concernant la totalité de ses immeubles. Sur ce point le Tribunal ne lui a pas donné raison.

Au point de vue de l'imposition des réservoirs et filtres, le Comité du Contentieux examinera s'il n'y a pas lieu de faire appel du jugement.

Dallage du prolongement de la rue du Petroleum Store.

Se référant à sa délibération du 14 courant, et sur le rapport verbal de l'administrateur, la Délégation décide de mettre en adjudication le pavage du prolongement de la rue du Petroleum Store jusqu'à la nouvelle entrée faite par la Douane.

Installation d'une ligne à haute tension par la Compagnie de Ramleh.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 25 avril, de S. E. le Ministre de l'Intérieur transmettant les observations du Département des Travaux Publics au sujet de l'autorisation demandée par la Compagnie de Ramleh d'installer un fil électrique pour la transmission de la force motrice de l'usine de Karmous à la station de Bulkeley.

Le dit Département informe qu'il n'a pas d'objection à la décision prise par la Commission municipale subordonnant l'autorisation à la condition expresse que le fil

électrique soit posé sous terre dès son entrée dans le périmètre de la Ville. Il fait observer cependant que cette réserve ne peut concerner les propriétés privées situées dans ce périmètre.

Quant aux détails de l'exécution, le Ministre ajoute qu'il sera nécessaire de fixer les conditions dans lesquelles le câble souterrain devra être posé en tenant compte des occupations déjà consenties sur ou sous la voie publique et en observant les règlements du Tamzim. Un plan indiquant l'emplacement exact du câble devra être soumis par la Compagnie et approuvé par la Municipalité avant que les travaux ne soient commencés.

La Délégation en prend note et décide de demander à la Compagnie de lui faire avoir le plan du tracé projeté et des conditions dans lesquelles le câble sera installé.

Voie Decauville installée par la Daïra Toussoun Pacha.

Vu la note de l'ingénieur en chef, en date du 27 Avril 1903, et se référant à sa décision du 7 Janvier dernier, la Délégation autorise M. Sigala, entrepreneur des travaux de terrassement de la Daïra Toussoun, à conserver, pendant trois mois à partir du 15 Avril, la voie de garage installée dans la rue du Mouffetich.

Cette autorisation est toutefois subordonnée à la mise en état préalable et d'urgence, de la partie de la route en question traversée par les rails.

Droits de carrières.

Se référant à sa décision du 21 Avril 1903 et vu la note du service financier, la Délégation décide de faire savoir au Ministère qu'il y a lieu de comprendre, dans l'arrêté relatif aux carrières, la chaux éteinte et le sable. Le premier de ces articles doit acquitter un droit équivalant à la moitié de la taxe perçue sur la chaux vive. Quant au sable il doit être taxé d'un droit de 12 mil. $\frac{1}{2}$ par tombereau de $\frac{1}{2}$ m³, droit représentant l'ensemble des perceptions effectuées sur cet article avant la suppression de l'octroi.

Le Collège prie S.E. le Ministre de vouloir bien modifier en conséquence la rédaction de l'arrêté.

Travaux des quais, Cales sèches.

Par lettre du 23 courant, l'entreprise des quais fait savoir que se conformant aux instructions de la Municipalité, elle prend des dispositions pour l'achèvement des cales sèches, mais elle croit devoir, en même temps, appeler l'attention de la Municipalité sur ce que le type actuel, qui comporte la suppression du bétonnage et du dallage, ne lui paraît pas suffisant.

La Délégation décide de demander à cet égard l'avis de M. Quellenec.

Officiers de police judiciaire.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 25 Avril, de la Direction Générale des Services Sanitaires, informant qu'étant en train de faire les démarches nécessaires pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire à certains de ses agents, entre autres l'inspecteur en chef et l'inspecteur du service du balayage, elle demande si la Municipalité ne voudrait pas par la même occasion faire comprendre dans ces propositions les inspecteurs du service de balayage d'Alexandrie.

La Délégation, en soumettant cette lettre à la Commission Municipale, expliquera qu'il suffit, ainsi qu'elle l'a proposé, de donner la qualité d'officier de police judiciaire aux inspecteurs des services, chargés de la surveillance en général, qui comprend également le balayage.

Du reste l'inspecteur sanitaire, de qui relève le service du nettoyage, a déjà la qualité d'officier de police judiciaire.

Cession des fortifications à la Ville.

Par lettre en date du 11 Avril, S. E. le Ministre de l'Intérieur transmet une lettre du Département des Finances informant, en réponse à une précédente demande de la Municipalité au sujet de la vente des matériaux des fortifications, qu'aucun système de vente n'ayant été établi jusqu'à présent d'une manière définitive, il n'y a pas lieu de reprendre le système précédent, adopté seulement à titre d'essai.

La Délégation décide d'écrire à S. E. le Ministre de l'Intérieur pour rappeler à son souvenir les accords déjà intervenus avec le Gouvernement au sujet de cette question. En vertu de ces accords, le Ministère des Finances consentait à ce que les terrains des fortifications fussent convertis en jardins et en voies publiques autour de la Ville. A cet effet, le Ministère déclarait n'avoir pas d'objection à faire à ce que la moitié du produit de la vente des pierres, évalué alors par les Travaux Publics à L.E. 47.000 environ, soit affectée aux frais de l'établissement de ces jardins. Mais pour se rendre compte du résultat à attendre, le Ministère conseillait de vendre à titre d'essai une petite partie seulement des matériaux.

Cet accord indique que le principe de la transformation des fortifications avait été convenu et adopté, mais que le système de vente des matériaux restait encore à établir. C'est la signification qui se dégage de la correspondance ministérielle et que la Délégation tient à faire ressortir.

Aussi, comptant reprendre aussitôt que ses ressources le permettront, le projet de création de parcs autour de la ville, projet déjà mis à exécution dans la partie des fortifications cédées par l'Etat, sur le parcours de la rue d'Allemagne, la Délégation prie S.E. le Ministre de l'Intérieur de provoquer auprès de S.E. le Ministre des Finances la consignation intégrale de tous les terrains des fortifications constituant l'enceinte de la ville. Le projet de transformation de ces terrains intéresse au plus haut point la population, surtout la partie la moins aisée qui manque absolument de lieu d'agré-

ment et de promenade à sa portée. Pour ce qui est de la vente des matériaux, elle sera réglée aussitôt qu'un système avantageux aura été trouvé.

Redevance pour l'asphalte due par le Patriarcat Cophte Catholique.

Le Patriarcat Cophte Catholique étant débiteur d'une somme de 13 L.E. 233 mill. pour travaux d'asphalte exécutés sur le trottoir de l'Eglise de ce Patriarcat, la Délégation, vu les retards apportés dans le remboursement de cette redevance, décide de la retenir sur l'allocation de L.E. 20 octroyée à la Société de Bienfaisance Cophte Catholique, dont la gestion est liée à celle du Patriarcat.

Demande de M. Ammad pour un raccordement avec l'égout du Mex.

Faisant suite à sa délibération du 14 Avril 1903, et vu le rapport du service sanitaire, la Délégation décide d'informer M. le Controleur Général des Ports et Phares qu'elle ne croit pas devoir faire droit à la demande de MM. Ammad et C^{ie} pour le raccordement de leur canalisation avec l'égout du Port Ouest, les eaux des chaudières de leur savonnerie pouvant être évacuées de la même manière que les autres eaux vannes.

Demande du Patriarcat Cophte Orthodoxe pour l'élargissement de son cimetière.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à la demande du Patriarcat Cophte Orthodoxe pour l'élargissement de son cimetière, celui-ci ayant suffisamment d'espace pour les inhumations futures, le quart seulement en étant occupé jusqu'ici.

Décision judiciaire concernant une saillie, rue Selim Capoudan.

Conformément au mandat qui lui avait été confié à la dernière séance, l'Administrateur dit qu'il a étudié sur place, la question de la saillie exécutée rue Selim Capoudan contrairement au règlement.

Il a constaté que le rétablissement de la façade de l'immeuble de Mohamed-el-Halawani coûterait à celui-ci L.E. 80 environ, en dehors de la dépréciation causée par l'irrégularité des pièces de la maison. D'autre part le maintien de la saillie, qui n'est que de 25 cent., ne préjudicie en rien ni à l'esthétique ni aux besoins d'aération, la rue étant suffisamment large.

Dans ces conditions l'Administrateur considère que la meilleure solution de la question serait de demander au Parquet de statuer sur le point de savoir si l'autorité judiciaire peut sanctionner la non-exécution du jugement. Dans l'affirmative, le contrevenant paierait à la ville une amende de L.E. 50.

La Délégation, à la majorité, partage cette manière de voir et décide, à titre exceptionnel, de s'entendre avec le parquet aux fins ci-dessus.

Canalisation pour les eaux pluviales au Mex.

Sur rapport verbal de l'Administrateur, la Délégation décide la pose d'une canalisation pour l'écoulement des eaux pluviales au Mex, à partir des échèches jusqu'au Wardian.

Le reste de la route depuis ce point n'étant pas bordée de construction, la Délégation estime qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, d'y exécuter des canalisations, l'écoulement des eaux pouvant se faire naturellement des deux côtés de la route.

En conséquence, le service est invité à procéder dès à présent aux travaux de canalisation et de dallage de la route du Mex, en y affectant pour cette année un crédit qui ne devra pas dépasser L.E. 7.000, en conformité de la décision de la Commission du 4 Avril 1903.

Demande d'acquisition de terrains par la Société El-Orwa El-Woska.

Communication est donnée d'une lettre du Gouvernorat, en date du 26 avril 1903, demandant l'avis de la Municipalité au sujet de 4 parcelles de terrain, sises derrière la gare de Moharem Bey, et dont la Société El-Orwa El-Woska, demande l'acquisition pour y ériger la nouvelle école des Arts et Métiers.

La Délégation, considérant que ces parcelles sont traversées par des routes projetées dont il y aurait lieu de modifier l'alignement par suite de cette acquisition, renvoie la question à l'étude du Conseil du Tanzim.

L'emplacement à réserver pour le Gouvernorat sur les quais.

Par lettre du 27 avril 1903, le Gouvernorat rappelle sa précédente demande au sujet des parcelles de terrain à réserver sur les quais pour la construction du nouveau Gouvernorat. Ayant appris que la Municipalité considère que la solution à donner à cette question est liée à celle de l'expropriation de la maison Mazloum Pacha, il fait remarquer qu'aucun rapport n'existe entre les deux questions et prie la Municipalité de hâter la suite que comporte sa demande.

Après un échange d'idées la Délégation considère que l'expropriation de la maison Mazloum Pacha est nécessaire pour prolonger en ligne droite jusqu'à la mer, la rue de Ras-el-Tin et pour obtenir ainsi un dégagement plus régulier vers le quai ; l'exécution de ce projet sera de nature à modifier l'alignement des rues projetées dans les terrains des quais, situées derrière le Gouvernorat, et par là même, changer la configuration des parcelles demandées par cette Administration.

Dans cet ordre d'idées, la Délégation renvoie la question à une nouvelle étude du Conseil du Tanzim, qui voudra bien lui communiquer le plan des nouveaux alignements ainsi que de l'emplacement à réserver pour le Gouvernorat.

La séance est levée à 7 heures et demie p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 5 Mai 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 5 Mai 1903.

SOMMAIRE : Ancien poste d'Octroi de Hagar Nawatieh ; — Modification des seuils de l'immeuble Apostolidis, rue Aboukir ; — Emplacement réservé au Gouvernorat sur les quais ; — Décisions du Conseil d'Évaluation ; — Modification de la ligne des Tramways, à Bab-el-Karasta ; — Ecoulement des eaux des quartiers Aboul Abbas et Sayala ; — Transfert des monuments dans les nouvelles salles du Musée ; — Secours ; — Démission de Ahmed Effendi Sabet ; — Recettes municipales.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF.
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 4 heures p.m.

Le procès-verbal du 28 Avril est approuvé.

Ancien poste d'Octroi de Hagar Nawatieh.

Par lettre du 29 Avril 1903, S.E. le Ministre de l'Intérieur fait part d'une demande du Conseil Quarantenaire tendant à ce qu'il soit autorisé à occuper le local de Hagar Nawatieh, anciennement affecté au service de l'octroi, pour y installer un poste de surveillance des animaux arrivant par cette voie.

La Délégation décide de répondre au Ministère qu'elle n'a pas d'objection à ce que le dit local soit mis provisoirement à la disposition du Conseil Quarantenaire, à la condition qu'il soit restitué à la Municipalité, dès qu'elle en aura besoin.

Modification des seuils de l'immeuble Apostolidis, rue d'Aboukir.

Vu le devis des services et la note de l'ingénieur en chef, en date du 30 Avril 1903, la Délégation s'arrêtant à la proposition acceptée par le Dr Apostolidis, décide, en vue d'assurer l'accès de son immeuble, à la suite du changement de niveau de la rue d'Aboukir, d'établir sur toute la longueur de la propriété une plate-forme avec escaliers aux deux extrémités. Le coût du travail s'élève à 14 L.E. 150 ^m/_m.

Emplacement réservé au Gouvernorat sur les quais.

Faisant suite à sa décision du 28 Avril 1903, la Délégation adopte le plan communiqué par le Conseil du Tanzim comportant le prolongement, en ligne droite, de la rue de Ras-el-Tin vers la mer, par l'expropriation de l'immeuble Mazloun et d'une partie du local actuel du Gouvernorat. Ce nouvel alignement permettra de réserver un terrain de 3.330 mètres carrés de superficie pour le nouveau palais du Gouvernorat, indépendamment des parcelles, qui seront affectées à l'usage de squares.

Elle charge le Président de porter cette décision à la connaissance de S.E. le Gouverneur.

Décisions du Conseil d'Évaluation.

La Délégation prend connaissance de l'état suivant des évaluations faites par le Conseil d'estimation.

Excédents.

NOMS DES ACHETEURS	LOCALITÉS	SUPERFICIES	EVALUATION PAR PIC CARRÉ
		pics carré	P.T.
Hassan Mohamed Saad.	Kom-el-Dik	30 85	40
M. Sawaya	Naga et Abdel Moneïm.	126 93	80
Youssef Aly	Abdel Moneïm	12 80	60
Mohamed Abdel Salam.	Soug-el-Heil	2 97	150
Hassan Bey Abdalla . . .	Kom-el-Chogafa	2 465 81	25

Emprises.

NOMS DES VENDEURS	LOCALITÉS	SUPERFICIES	EVALUATION PAR PIC CARRÉ
		pics carrés	P.T.
Hassan Mohamed Saad.	Kom-el-Dik.....	19 92	40
Stella Geniserli.....	Zulficar.....	29 22	20
E. Alfonsi.....	Moharrem Bey.....	623 81	25
Philippe Anhoury.....	Siouf.....	136 17	20
M. Sawaya.....	Nagha.....	34 61	40

Pour les emprises et les excédents du wakf Ragab Pacha, sis entre la Société de Pressage et la rue Ibrahim, l'estimation tant pour la parcelle donnant sur la rue Ibrahim que pour celle donnant sur la ruelle de 6 mètres, a été arrêté à P.T. 125. Cette estimation est toutefois subordonnée à l'adhésion du Cadi.

La Délégation émet un avis favorable aux estimations ci-dessus et décide de demander à la Commission la ratification des emprises ainsi que la vente à Hassan Bey Abdalla de l'excédent qu'il demande, à moitié prix, en raison du but humanitaire auquel cet excédent est destiné.

Modification de la ligne des Tramways, à Bab-el-Karasta.

Communication est donnée d'une lettre de la Société des Tramways, en date du 5 Mai 1903, transmettant un plan qui lui est adressé par l'Administration des Douanes, relatif à la suppression d'une partie de la ligne de tramways se prolongeant jusqu'à la porte N° 14 (Bab-el-Karasta.)

La Société ajoute qu'elle n'a aucune objection à ce que la dite section soit supprimée, et remplacée par une boucle allant de la rue Ramsès pour se relier à la ligne de Ras-el-Tin, tout en réduisant à une seule ligne la voie entre le tournant de la rue de la Marine et la rue Ramsès.

La Délégation émet un avis favorable et décide de soumettre cette modification à l'approbation de la Commission.

Ecoulement des eaux des quartiers Aboul Abbas et Sayala.

Par note, en date du 5 Mai 1903, l'Ingénieur en chef propose certains travaux pour l'écoulement des eaux des mosquées Aboussiri, Aboul Abbas, Nars-el-Din et des maisons donnant sur la mer au delà du Gouvernorat, les conduites desservant ces édifices étant obstruées par les remblais des quais et les canalisations provisoires en

bois effectuées par l'entreprise Almagià pour une partie de cette localité, étant absolument insuffisantes.

Ces travaux consistent à déverser une partie des eaux dans l'égout de Ras-el-Tin et l'autre directement à la mer à travers le quai en enrochements, au moyen de conduites en grès pour assurer cet écoulement d'une manière satisfaisante.

Le coût approximatif de ce travail est de L.E. 675 environ.

La Délégation, s'agissant de travaux d'écoulement, nécessités par la confection des quais, décide de soumettre la question à la Commission Municipale.

Transfert des monuments dans les nouvelles salles du Musée.

La Délégation renvoie à l'examen de l'Administrateur une demande de crédit de L.E. 112 présentée par le service du Musée pour faire face aux dépenses de transfert de certains monuments dans les nouvelles salles en construction du Musée, transfert requis avant l'élévation des murs de ces salles.

Secours.

Vu la note des services du tanzim et de la voirie, la Délégation décide d'accorder à la famille de Mustafa Agha Soliman, ancien agent hors cadre de ces deux services, décédé, un secours équivalent à 3 mois de traitement du défunt plus le mois du décès.

Elle renvoie à une prochaine séance l'examen de la demande de subside de la Dame Zenab Om Mohamed, veuve de Aly Faragalla, chaîneur du Tanzim, décédé, afin de voir si le fils du défunt ne pourrait pas le remplacer.

Démission de Ahmed Effendi Sabet.

La Délégation prend note d'une lettre de Ahmed Effendi Sabet, employé classé du service de la propriété bâtie, demandant à être relevé de ses fonctions, vu l'état de santé de sa famille, qui nécessite son déplacement d'Alexandrie.

La Délégation, en considération des raisons invoquées, accepte la démission de Ahmed Effendi Sabet, et vu les longs services de cet employé, lui alloue une gratification équivalente à deux mois de traitement.

Recettes municipales.

La Délégation prend connaissance de l'état ci-annexé des recettes municipales s'élevant du 1^{er} Janvier à fin Avril 1903, à L.E. 53.582.

La séance est levée à 6 heures et demie p.m

Le présent procès-verbal a été adopté le 12 Mai 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

A N N E X E

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 5 MAI 1903.

TABLEAU COMPARATIF

des Recettes Municipales du 1^{er} Janvier au 30 Avril 1902-1903.

	RECETTES DE 1902	RECETTES DE 1903	Encaissé en moins EN 1903	Encaissé en plus EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	5.207	5.582	—	375
Produit de la taxe sur les véhicules et animaux ...	2.654	2.100	A) 554	—
Redevance des Tramways: Taxe.	1.007	1 012	—	5
Redevance des Tramways pour l'Entret en des roules.....	500	500	—	—
Produit de 1 0/0 sur la valeur locative de la pro- priété bâtie.....	2 027	1.927	B) 100	—
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	5.682	16.370	—	10.688
Produit de la taxe de 2 0/0 sur les loyers.....	4.145	4.729	—	584
Droits d'exploitation des carrières.	—	2.380	—	2 380
Recettes de l'Octroi.....	15.480	—	15.480	—
» » l'Abattoir.....	5.004	8.521	—	3.517
» du Tanzim.....	1.002	1.420	—	418
» diverses*.....	1.117	776	C) 341	—
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	185	520	—	335
Participation des propriétaires pour l'asphaltage des rues.....	508	—	D) 508	—
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance.....	320	285	E) 35	—
Moitié du produit de la vente des Biens Libres....	—	409	—	409
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
Location des Immeubles Libres de l'Etat.....	—	51	—	51
Allocation de la Caisse de la Dette pour l'Assainis- sement Général.....	2.500	2.500	—	—
Allocation du Gouvernement pour l'Assainissement Général.....	2.500	2.500	—	—
Encaissé en moins en 1903.....	51.838	53.582	17.018	18.762
	1.744	—	1.744	—
	53.582	53.582	18.762	18.762

* Développement des Recettes diverses.	1902	1903
Recettes Sanitaires.....	57	82
Location des Jardins.....	79	—
Location de terrains à Bab-Sidra.....	—	—
Vente de dalles et de pierres.....	23	2
Vente d'immondices.....	48	130
Retenues pour uniformes.....	84	72
Autres produits du budget.....	206	490
Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	1.117	776

A — La diminution est la conséquence de la suppression totale des postes d'Octrois, qui percevaient une grande partie des recettes de la taxe sur les véhicules et animaux, conformément aux déclarations du service.

B — En 1902 les encaissements de l'impôt sur la propriété bâtie se sont élevés à fin Avril à L.E. 17,009 et en 1903 à L.E. 16,370. Proportionnellement la perception des droits d'édilité a été inférieure. — Les encaissements pour l'année 1903 ont dû être retardés, conformément aux déclarations du service, par suite du recensement général, qui n'a pris fin que vers le 25 février 1903.

C — L'allocation du commerce d'exportation figurant dans les recettes diverses, n'a pas encore été versée cette année-ci.

D — Ce chef de recettes ne figure plus dans le budget de 1903.

E — La diminution provient du licenciement de plusieurs employés classés.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 7 Mai 1903.

Présents :

MM. W. P. C. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
L. ESCOFFIER,
E. BENACHI,
P. FENDERL,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*,
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 10 heures a.m.

Transfert des tanneries.

Le Président soumet un plan de lotissement de la première parcelle de terrains au Mex réservés à l'usage de tanneries, terrains qui avaient été nivelés suivant décision de la Commission, en date du 18 Février 1903.

Dans cette parcelle mesurant 16.000 m² des lots ont été attribués tant aux propriétaires de tanneries, qu'aux locataires principaux du Gouvernement ou sous locataires qui ont des établissements à Chatby dans la zone où l'entreprise des quais extrait actuellement ses remblais.

Les quantités accordées au prix de faveur de 2 P.T. le mètre carré, ont été calculées sur la base des superficies effectivement occupées par les dits tanneurs à Chatby.

Elles seront vendues aux intéressées à la condition de servir exclusivement à l'usage de tanneries ou industries suivantes : boyauderies, calcination des os, fabrication du charbon animal, dépôts de chiffon et os, dépôts de cuirs verts et peaux fraîches, équarrissage et triperies, les tanneurs devant prendre l'engagement de déguerpir de Chatby dans un délai ne dépassant pas deux mois.

La répartition des lots entre les tanneurs occupant actuellement l'emplacement longeant le canal Farka aura lieu ultérieurement, le transfert de ceux-ci au Mex ne présentant pas la même urgence.

Toutefois les formalités voulues ainsi que les pourparlers se poursuivent en vue d'une solution prochaine.

Un terrain d'environ 40.000 m² leur est réservé au Mex à l'Est de l'Abattoir. La Délégation adopte et arrête la répartition de la première parcelle.

La séance est levée à 11 heures a.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 12 Mai 1963.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 12 Mai 1903.

SOMMAIRE: Transport des monuments dans les salles du Musée; — Démolition d'une partie des écuries de la porte Rosette; — Réclamation Kalaksi; — Demande d'enlèvement d'arbres; — Démission de M. Allouche; — Secours; — Adjudications.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*,
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 4 heures et $\frac{1}{2}$ p. m.

Les procès-verbaux des 5 et 7 Mai 1903 sont approuvés.

Transport des monuments dans les salles du Musée.

Le Président fait rapport au sujet de la demande du service du Musée tendant à l'allocation d'un crédit pour le transfert des monuments dans les nouvelles salles du Musée en construction. Il dit qu'en dehors de la somme de 112 L.E. nécessaire pour ce travail, une dépense de 134 L.E. est demandée pour les frais d'ameublement des nouvelles salles et pour l'installation des petites pièces d'antiquités.

Le seul crédit dont dispose le Musée pour achat et transport d'antiquités n'étant que celui de 200 L.E., inscrit au budget, la Délégation, à la majorité, proposera à la Commission de majorer ce crédit de 100 L.E. pour permettre au Musée de faire face aux dépenses ci-dessus mentionnées, en lui laissant une marge de 54 L.E. pour les

autres dépenses de même nature que le service du Musée pourrait avoir à faire d'ici à la fin de l'année.

Démolition d'une partie des écuries de la porte Rosette.

En réponse à la lettre de la Municipalité lui demandant de démolir la construction qui se trouve du côté Nord du Tramway au coude de la rue d'Allemagne, construction qui menace ruine et qui resserre le passage en cet endroit, le Gouvernorat, par lettre en date du 7 courant, informe qu'il n'a pas d'objection à ce que ces vieilles constructions qui forment l'entrée des écuries de la Police soient démolies, à condition que la Municipalité fasse construire une muraille destinée à masquer les latrines situées en arrière de ces constructions.

La Délégation en prend note et charge les services de lui présenter le devis et les plans de ce travail.

Réclamation Kalaksi.

Se référant à sa décision du 3 Février 1903, et vu la note du service du contentieux, la Délégation décide de ne pas faire droit à une demande des hoirs Kalaksi pour une indemnité d'expropriation d'un terrain englobé dans la voie publique sur le canal Mahmoudieh, près de l'usine du Tramway, ce terrain ayant été acquis au domaine public depuis plus de quinze ans.

Demande d'enlèvement d'arbres.

Statuant sur une note du service de la voirie au sujet d'une demande d'enlèvement de dix arbres situés sur le trottoir d'une route à Bulkeley, en vue de l'asphaltage de ce trottoir, la Délégation estime qu'elle ne saurait faire droit à cette demande, vu que s'agissant d'une banlieue, il est de tout intérêt d'avoir des rues ombragées.

Elle invite cependant les services à faire élaguer ces arbres, s'ils présentent une gêne pour les habitations voisines.

Démission de M. Allouche.

Vu la lettre du 7 Mai 1903, par laquelle M. J. Allouche, employé du service du nettoyage, demande un congé de deux mois, à l'expiration duquel il désire être relevé de ses fonctions, la Délégation, après les explications données par le Président, décide de faire droit à la demande de M. Allouche et lui accorde, outre le congé, une gratification équivalente à trois mois de son traitement, dont elle autorise d'ores et déjà le règlement.

Secours.

La Délégation accorde un secours de trois mois plus le mois du décès, à la dame Hosna Bent Hamad Soliman, veuve d'Etman Abd-el-Rahmin, ancien chef d'équipe de la voirie, décédé.

Adjudications.

Dallage de la rue du Pétroleum Store. — La Délégation adjuge à M. Pizzolante, plus bas offrant, au prix de L. E. 19 et $\frac{1}{2}$, les travaux de dallage du prolongement de la rue du Pétroleum Store, demandés par l'Administration de la Douane.

Les autres soumissionnaires étaient MM. V. Erriquez, Montelli et Di Bari.

Dallage de la rue de Moharrem Bey. — La Délégation adjuge à M. F. Erriquez, plus bas offrant, au prix de 121 L.E., les travaux de dallage et de pose d'une canalisation dans la rue Moharrem Bey, depuis la Porte jusqu'au pont-route du chemin de fer.

Les autres soumissionnaires étaient MM. Pizzolante, Vescia, Di Bari, Moscatelli et Vitullo.

La séance est levée à six heures et demie p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 19 Mai 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 19 Mai 1903.

SOMMAIRE: Demande d'installation d'un canal par la Daïra Boghos Pacha Nubar; — Chalet de nécessité avec urinoirs à Bab-el-Karasta; — Création de nouvelles stations de voitures; — Renouvellement du contrat de location du Rond-Point; — Demande de gratification pour travail supplémentaire; — Distribution de viande passées à l'autoclave; — Remise d'impôts; — Démolition d'une partie des écuries de la Porte Rosette; — Plainte des carriers au sujet de la taxe due sur les matériaux des Prisons; — Secours; — Congé.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI.

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL, *Membres*,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

MM. MANSOUR BEY YOUSSEF et SOLIMAN BEY ABANY se sont fait excuser.

La séance est ouverte à 4 heures p. m.

Le procès-verbal du 12 Mai 1903 est approuvé.

Demande d'installation d'un canal par la Daïra Boghos Pacha Nubar.

Faisant droit à une demande, en date du 12 mai, présentée par la Daïra de S. E. Boghos Pacha Nubar, la Délégation l'autorise à relier par un canal souterrain à établir sous la voie publique, le puits de la pompe des Champs Elysées à celui de la sakieh du jardin de la dite Daïra. Celle-ci devra toutefois procéder d'urgence à l'enlèvement de la construction et de la machine existant actuellement sur la voie publique et payer les droits d'occupation de la conduite souterraine à raison de P.T. 1 par mètre linéaire, outre les droits d'instruction.

Chalet de nécessité avec urinoirs à Bab-el-Karasta.

Par lettre en date du 16 mai 1903, le Conseil Quarantenaire fait savoir qu'il ne pourrait remettre à la disposition de la Municipalité, qu'à titre tout à fait provisoire, le terrain précédemment choisi par la Délégation pour la construction d'un chalet de nécessité avec urinoirs dans la rue de Bab-el-Karasta, ce terrain étant destiné à l'agrandissement éventuel de l'établissement quarantenaire du Port vieux.

La Délégation, considérant que dans ces conditions la dépense serait faite en pure perte, charge l'Administrateur de chercher un autre emplacement pour l'installation de l'urinoir en question.

Création de nouvelles stations de voitures.

Vu la demande du 11 mai 1903 du Gouvernorat tendant à établir d'autres stations de voitures, la Délégation émet un avis favorable à la création de deux nouvelles stations de 4 voitures chaque, la première dans la rue Averoff, la deuxième dans la continuation de la rue de l'ancienne Bourse, mais cette dernière devant l'immeuble Sursock seulement, tout stationnement devant être interdit dans la partie de rue longeant le Télégraphe anglais, qui dans cet endroit est beaucoup plus étroite que sur le reste de son parcours jusqu'à la mer.

La Délégation n'a pas non plus d'objection à ce que le nombre de voitures stationnant dans la rue Sésostris, au-dessus de la rue Chérif, soit porté à 10, mais elle s'oppose à ce qu'un stationnement quelconque soit établi au Sud de cette rue en raison de la grande circulation de cette artère et de la proximité de la ligne des tramways qui s'y trouve.

Renouvellement de contrat de location au Rond-Point.

Vu la note du service du nettoyage, en date du 9 courant, la Délégation décide de renouveler pour 3 années, à partir du 1^{er} juin 1903, le contrat de location du Sieur Georges Carounga, pour la parcelle qu'il avait prise à bail au Rond-Point, dans le terrain de la pépinière, et sur laquelle il a érigé un café.

Ce bail est consenti moyennant une redevance de 10 P.T. par mètre carré et par an, soit pour toute la parcelle, 770 P.T. Le locataire aura également à acquitter toutes taxes immobilières sur la construction ainsi que tous droits d'occupation de la voie publique sur les parcelles occupées en dehors du terrain loué.

Demande de gratification pour travail supplémentaire.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une demande de M. Blanc, employé de la voirie, tendant à l'allocation d'une gratification pour le travail de mise au net du rapport Quellenec qu'il a exécuté en dehors des heures de bureau.

Distribution de la viande passée à l'autoclave.

Vu la lettre en date du 16 mai, du Président de la Société *El Orwa-el-Woska* informant que le service de l'abattoir continue à ne pas envoyer à cette Société les viandes saisies et passées à l'autoclave et considérant qu'il ressort de la note du Directeur de l'Abattoir qu'il lui est impossible avec les moyens actuels de cet établissement d'envoyer cette viande jusqu'en ville, la Délégation décide de faire savoir au Président de la Société de bienfaisance qu'il y aurait lieu pour la Société d'envoyer elle-même chercher la viande à l'abattoir; avis lui sera donné toutes les fois qu'une saisie de viande sera pratiquée.

Remise d'impôts.

Faisant suite à sa décision du 21 Avril 1903 et statuant sur une demande du service de la perception, la Délégation décide de comprendre dans la remise d'impôts consentie pour les localités d'Amarwa, Siouf et Mandara, les taxes dues depuis 1901, date à laquelle ces localités ont été rattachées au périmètre de la ville.

Démolition d'une partie des écuries de la Porte Rosette

Par lettre du 14 mai courant, le Gouvernorat informe que les bâtiments dont la Municipalité demande la démolition pour l'élargissement de la rue d'Allemagne dépendent du service des bâtiments de l'Etat, et que c'est à ce service qu'il faut envoyer les plans et devis pour la mise à exécution du travail de démolition et de reconstruction des parois au nouvel alignement.

La Délégation donne des instructions en conséquence aux services.

Plainte des carriers au sujet de la taxe due sur les matériaux des Prisons.

Par une requête en date du 11 mai 1903, plusieurs carriers du Mex se plaignent de ce que les services leur imposent d'acquitter le droit des carrières sur les pierres destinées à l'Administration des Prisons, alors que dans la croyance que ces pierres n'étaient pas assujetties au droit, vu qu'elles sont employées par une administration publique, ils les ont vendues à un prix très bas, excluant la possibilité pour eux d'acquitter un droit quelconque.

La Délégation, avant de se prononcer, charge l'administration de vérifier dans quelles conditions le service des prisons a donné l'entreprise de la fourniture des pierres nécessaires à la prison de Hadra.

Secours

La Délégation accorde un secours équivalent à 3 mois de salaire plus le mois du décès, à la Dame Zenab Om Mohamed, veuve de Aly Faragalla, chaîneur du service du Tanzim, décédé.

Cette allocation est attribuée à la dite dame, pour subvenir, en sa qualité de tutrice, aux besoins des enfants mineurs du défunt.

Statuant sur une demande de secours présentée par la veuve Irène Stavropoulo, mère de Manoli Stavropoulo, ancien surveillant du service du lavage des égouts, décédé, la Délégation décide d'accorder à cette dame un subside égal à trois mois des appointements du défunt plus le mois du décès.

Au cas cependant où l'administration jugerait opportun de nommer à la place du défunt, son frère Stiliano Stavropoulo, qui demande cette place, le subside accordé sera réduit à un mois seulement.

Congé

La Délégation accorde un congé de deux mois et demi, à partir du 1^{er} juillet, à M. Ismaïl Sedky, secrétaire administratif. M^e A. Willner fera l'intérim pendant son absence.

Un congé de 45 jours est également accordé à M. Ibrahim Eff. Rifaat, inspecteur au service du Tanzim.

La séance est levée à 6 heures et demi p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 26 Mai 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 26 Mai 1903.

SOMMAIRE: Question des parcs autour de la ville ; — Installation de nouvelles lanternes ; — Demande de canalisations au quartier grec ; — Compte de l'emprunt municipal ; — Occupation de la voie publique ; — Allocations ; — Terrains de la communauté israélite à Chatby ; — Demande d'installation de constructions en bogdadli ; — Demande de terrain au Mex pour tanneries ; — Cession de rues ; — Prix de l'eau vendue aux bornes fontaines ; — Travaux supplémentaires au Musée ; — Ecuries de Ramleh ; — Expropriation de la rue Haret-el-Farahda ; — Lotissement de terrains à Moharrem Bey ; — Réclamation Borsa, Pellerano et Papasi ; — Frais de déplacement ; — Ecoulement des eaux des quartiers Aboul Abbas et Sayala ; — Exécution de travaux en remplacement du collecteur général ; — Adjudication ; — Désinfection des puisards des égouts de la ville ; — Installation par M. Vrulako d'un kiosque sur la place pour la musique ; — Horaire d'été ; — Secours ; — Congé.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF.
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 4 heures p. m.

Le procès-verbal du 19 Mai 1903 est approuvé.

Question des parcs autour de la ville.

Le Président fait part des démarches qu'il a faites auprès du Gouvernement pour la solution de la question des fortifications et leur transformation en parcs autour de la ville. Le Ministère l'a, dit-il, assuré qu'il n'entendait aucunement faire cession des terrains des fortifications à des particuliers ou à des Sociétés ainsi que le faisait accroire la rumeur publique, et que pour ce qui concerne la cession à la ville, il attendait le résultat de nouveaux essais de vente de pierre qu'il recommande à la Municipalité de pratiquer.

La Délégation décide d'attendre la lettre officielle que le Gouvernement doit écrire à ce sujet à la Municipalité.

Installation de nouvelles lanternes.

Vu la note du service de la voirie, en date du 20 courant, et attendu que d'après l'accord intervenu avec la Compagnie du Gaz, il y a lieu d'installer cinq nouvelles lanternes à trois becs en ville, en compensation de l'espacement de 60 mètres donné aux lanternes de Ramleh, en dérogation du contrat, la Délégation adopte les trois emplacements suivants proposés par le service pour les dites grandes lanternes : 1° une près du pont de Moharrem-Bey ; 2° une à la bifurcation des rues Sidi Metwalli et Masguid el Attarine, en face de la mosquée ; 3° une à la bifurcation des rues Eglise Copte et Mahmoud Pacha el Falaki, dans la rue de la gare de Ramleh.

MM. Mansour Bey Youssef et Abany Bey sont chargés de choisir deux emplacements pour les deux autres lanternes et d'en référer à la Délégation à sa prochaine séance.

Demande de canalisations au quartier grec.

La Délégation, vu la demande de MM. Fenerli, Stobbe et de M^{me} Hélène Aghion, en date du 24 Avril, accepte, après avoir pris connaissance de la note des services, de contribuer pour moitié aux frais d'installation d'une canalisation dans la rue latérale à la rue des Abbassides, au quartier grec, devant desservir les immeubles des requérants et recueillir les eaux pluviales. Ce travail sera mis en adjudication.

Compte de l'emprunt municipal.

La Délégation prend note d'une lettre du 20 Mai, de la Direction générale de la comptabilité de l'Etat, transmettant le relevé du compte de l'emprunt municipal arrêté au 30 Avril 1903, avec un solde créditeur de L.E. 262.430, 784 millièmes.

Il y a lieu de noter que dans ces chiffres ne sont pas compris les intérêts afférent à ces sommes depuis le 1^{er} Janvier 1903.

Occupation de la voie publique.

Vu la demande, en date du 22 courant, de M. Aug. Dockhorn, la Délégation l'autorise, à titre exceptionnel et moyennant le paiement de la redevance réglementaire, à installer deux rangées de tables devant son établissement de la rue Champollion. Cette autorisation, renouvelable d'année en année, est en outre révocable à tout moment.

Allocations.

Par lettre, en date du 22 Mai courant, la Société de bienfaisance arménienne demande, vu l'état critique de son budget, que son allocation annuelle soit portée de 50 à 100 Livres.

La Délégation émet l'avis qu'aucun changement ne soit apporté cette année au chapitre des allocations votées l'année dernière.

Au sujet de la demande du Sailing Club, tendant à ce qu'une allocation de 50 Livres lui soit accordée, la Délégation, d'après le principe sus-énoncé, demandera à la Commission d'attribuer à cette institution un prix de 20 Livres en numéraire, équivalant à la valeur de la coupe qui lui avait été offerte l'année dernière.

Terrains de la communauté israélite à Chatby.

La Délégation prend note d'une lettre de S.E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 20 courant, informant qu'il approuve l'entente intervenue entre la Municipalité et la communauté israélite, pour la délimitation et les alignements des terrains de cette communauté à Chatby.

Le Ministère des Travaux publics ayant cependant fait quelques observations au sujet d'une erreur qu'il a constatée dans la longueur de la limite ouest des dits terrains, S.E. le Ministre demande qu'il en soit tenu compte.

La Délégation invite les services à rectifier l'erreur signalée.

Demande d'installation de constructions en bogdadli

La Délégation renvoie aux services technique et sanitaire pour rapport une demande du sieur Kamel Derar, transmise par le Gouvernorat, tendant à ce qu'il soit autorisé à établir une construction bogdadli sur un terrain loué à l'Etat, à Haret el Farahda.

Demande de terrain au Mex pour tanneries

Le Président communique une lettre de MM. C. et L. Giorgiaffendi industriels à Alexandrie, réclamant un terrain au Mex pour y établir un dépôt de peaux, et demande à quel traitement devront être soumis ceux qui comme ces requérants n'occupent pas actuellement une tannerie à Chatby ou n'y ont pas des intérêts directs.

La Délégation estime que les terrains affectés à l'usage de tannerie au Mex devront être accordés par préférence aux industriels du Chatby et à ceux qui ont des intérêts directs dans les établissements, sis en cette localité, et ce en compensation de l'obligation dans laquelle ils se trouvent de se transférer à bref délai dans le nouvel emplacement qui leur a été assigné.

Pour les industriels qui ne se trouvent pas dans les mêmes conditions, leur demande ne pourrait être prise en considération que si après la répartition des terrains du Mex entre les divers occupants de Chatby, il restait des parcelles libres dont la Municipalité put disposer. Ces parcelles seront mises dans ce cas en vente mais, bien entendu, à des conditions autres que celles présentement accordées. Une adjudication sera ouverte à cet effet à laquelle il appartiendra à tous requérants de concourir.

Cession de rues

Par lettre en date du 15 courant MM. Cordahi et Adès informent qu'ayant acquis à Moharrem Bey un terrain de 11.600 pics carrés, ils se proposent de céder à la ville deux rues de 6 et 8 mètres de largeur, traversant le dit terrain, suivant le plan qu'ils

communiquent. Ils demandent en même temps à acheter au prix de P.T. 24 un ziadet de Tanzim bornant au Nord le terrain en question.

La Délégation renvoie ces propositions au conseil d'estimation et au conseil du du tanzim, avec avis favorable. Il est bien entendu, cependant que la Municipalité n'aura à assurer aucun engagement pour la construction, l'entretien ou l'éclairage de ces rues.

Prix de l'eau vendue aux bornes fontaines

La Délégation prend connaissance d'une lettre de la Compagnie des Eaux, en date du 22 mai courant, informant que les recettes brutes de cette Société ayant dépassé 60.000 L.E., elle a décidé, à partir du 1^{er} juin prochain, de réduire le prix de l'eau vendue aux bornes fontaines de 6 paras (1 $\frac{1}{2}$ millième) la guirbeh, à 4 paras (1 mill) la guirbeh, selon les prévisions de l'article premier de la convention de 1894.

La Délégation décide de communiquer cette décision à S. E. le Gouverneur, en le priant de vouloir bien donner des instructions aux cheiks-el-Hara et aux chefs de corporations des sakkas, afin que ceux-ci n'abusent pas de la bonne foi du public et ne vendent pas l'eau à un prix plus élevé.

Travaux supplémentaires au Musée

La Délégation, sur la demande du service du Musée, et vu la note des services techniques, approuve, à la majorité, une dépense de 5 L.E. pour remplacer par des grilles en fer les panneaux supérieurs en bois des portes du Musée communiquant avec le passage couvert, élevé à l'intérieur de la cour de cet établissement.

Ecures de Ramleh

La Délégation prend connaissance d'une note de l'ingénieur en chef, en date du 25 courant, par laquelle il informe que, en conformité de la décision du 26 mars 1903, il a visité la localité de Zahrieh et y a trouvé un terrain appartenant à l'Etat qui conviendrait pour l'installation d'une nouvelle écurie pour Ramleh. Il ajoute cependant que la vente du terrain sur lequel est construit le local actuel, ne compensera point les frais d'installation de ce local qui a coûté 1072 L.E.; la dépense en plus que la Municipalité supporterait du chef de ce transfert serait de près de 800 L.E.

La Délégation estime dans ces conditions, et vu que l'emplacement actuel est plus central que celui projeté, qui obligerait les bêtes à faire inutilement de longs parcours, qu'il y a lieu de maintenir l'écurie de Ramleh là où elle se trouve présentement.

Se référant à ce sujet à une lettre du 19 mai de M. Erlich, inspecteur des bâtiments de l'Etat, la Délégation décide de lui faire savoir que, s'en tenant à la décision de la Commission Municipale, elle ne peut que céder à la police la jouissance gratuite du terrain nécessaire à l'érection d'une petite écurie pour la police dans le terrain de l'écurie de Fleming à la condition que si, pour des raisons d'hygiène ou autres, la Municipalité avait besoin du terrain, la police devrait le restituer sans compensation. Il ne peut être dans ces conditions question de vente de la parcelle dont s'agit.

Expropriation de la rue Haret-el-Farahda.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 13 mai, du Gouvernorat informant que les formalités nécessaires pour l'expropriation, en voie amiable, des quelques immeubles restant à entreprendre pour le percement de la rue Haret-el-Farahda ont été remplies en présence de M. Tagher, délégué par la Municipalité.

Le Président demande si la Délégation désire, en conformité de sa décision du 26 mars 1901, se rendre en corps au Gouvernorat pour un nouvel examen ou bien si, en raison du peu d'importance des sommes à payer pour ces expropriations, elle consentirait à ratifier les accords intervenus.

La Délégation, après examen, approuve le règlement de ces expropriations, mais elle demande qu'à l'avenir elle soit convoquée au Gouvernorat, au vœu de la décision précitée du 26 mars 1901.

Lotissement de terrains à Moharrem Bey.

Par note du 26 courant, le service du Tanzim communique les observations du Conseil du Tanzim au sujet du lotissement des terrains des biens libres faits par le Gouvernorat.

Ce Conseil dit qu'il a été d'usage que son avis fut requis toutes les fois que le Gouvernorat procédait au lotissement des biens libres; l'examen du Conseil du Tanzim permettait de s'assurer si toutes les conditions d'aération et de régularité d'alignement étaient remplies.

Contrairement à cet usage, le Gouvernorat sans recourir à l'avis du Conseil a procédé au lotissement de vastes terrains à Moharrem Bey, lotissement qui a été reconnu défectueux, car il ne se concilie point avec les intérêts d'aération et d'espace que comporte un quartier tel que celui de Moharrem Bey, où les habitations sont habituellement entourées de jardin. Le Conseil serait disposé de préparer un autre plan de lotissement plus conforme aux exigences de la localité.

La Délégation, approuvant cette manière de voir, décide d'attirer l'attention du Gouvernement sur les considérations qui précèdent et le prie de donner les instructions au Gouvernorat pour qu'il ait à agir d'accord avec la Municipalité pour ce qui concerne le lotissement des biens libres: comme une vente des terrains de Moharrem Bey doit avoir lieu le 13 juin prochain, la Délégation prie le Ministère de la faire suspendre, en attendant que le Conseil du Tanzim ait établi les nouveaux alignements qu'il propose.

Réclamations Borsa, Pellerano et Papasi.

Le Président dit que Mohamed Bey Saïd, étant empêché, il a cru devoir, vu les instances des MM. Pellerano, Papasi et de Madame Borsa, examiner les réclamations présentées par ces fournisseurs au sujet de prétendues différences dans les quantités de caillasse qu'ils ont livrées.

Indépendamment de ce que ces fournisseurs n'ont pas établi la preuve de ce que leurs livraisons ont été supérieures à celles prévues dans leur contrat, ils sont mal venus à prétendre, après coup, à une différence quelconque après la livraison contradictoire de la caillasse, qui a lieu au dépôt de la voirie, en conformité du cahier des charges.

Pour ce qui est de M. Pellerano, il y a lieu d'ajouter que ce fournisseur inclut dans sa réclamation un cautionnement qu'il prétend ne pas lui avoir été restitué, tandis qu'il résulte clairement de la réquisition signée par lui que ce versement a été effectué.

Le Président conclut au rejet de ces trois réclamations.

La Délégation adopte.

Frais de déplacement.

La Délégation autorise, en conformité du code financier, le paiement à M. Graham d'une somme de L.E. 20, montant des frais de transport avec sa famille, lors de son transfert à la Municipalité.

M. Escoffier estime que ces frais devraient être supportés par le Gouvernement, M. Graham étant fonctionnaire de l'Etat.

Ecoulement des eaux des quartiers Aboul Abbas et Sayala.

Par lettre, en date du 16 Mai 1903, sub N° 1532 B, S.E. le Ministre de l'Intérieur informe qu'il approuve le prélèvement sur le produit de l'emprunt d'une somme de L.E. 675, votée par la Commission, pour l'établissement des canalisations destinées à assurer l'écoulement des eaux des quartiers Aboul Abbas et Sayala.

La Délégation décide de mettre ces travaux en adjudication, à l'exception toutefois de la partie traversant les remblais des quais, qui devra être confiée, sur la base de la série des prix, à l'entreprise Almagià.

Exécution de travaux en remplacement du collecteur général.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 23 Mai 1903, n° 1533 B, de S.E. le Ministre de l'Intérieur, informant qu'il approuve la décision prise par la Commission Municipale dans ses séances des 13 et 14 Mai 1903, relative à l'exécution de certains travaux complémentaires par l'entreprise Almagià, en remplacement du collecteur compris dans le forfait de cette entreprise.

Adjudication.

Canalisation de la route du Mex. — La Délégation adjuge à M. Moscatelli, plus bas offrant, au prix de 459 L.E. les travaux de canalisation d'une partie de la route du Mex, depuis la route des nouveaux docks jusqu'au village El-Wardian.

Les autres soumissionnaires étaient MM. F. Erriquez, Telemat, Stefanelli Luigi et la Neuchatel Asphalt Company.

Désinfection des puisards des égouts de la ville.

Sur la demande du bureau de la voirie et vu sa note, en date du 26 mai 1903, la Délégation proposera à la Commission l'ouverture d'un crédit de 200 L.E. pour la formation d'une équipe, composée d'un chef et de deux manœuvres, et l'achat d'acide phénique, en vue de la désinfection des puisards des égouts de la ville.

Installation par M. Vrulako d'un kiosque sur la place pour la musique.

La Délégation décide d'accepter, à titre provisoire, la proposition de M. Panayotti Vrulako, cafetier riverain de la place, tendant à la location d'une partie du terre-plein de la place Mehemet-Aly, en dehors du jardin, pour y installer un kiosque en vue d'y faire jouer la musique, à la condition expresse que l'emplacement et le modèle du kiosque recevront l'approbation préalable des services techniques.

Horaire d'été.

La Délégation arrête de la manière suivante l'horaire d'été des bureaux de la Municipalité à partir du 1^{er} Juin jusqu'an 30 Septembre 1903.

Tous les jours de 8 h. a.m. à 2 h. p.m. à l'exception du dimanche. (Pour les Ramlistes, de 8 h. à 1 h. $\frac{1}{2}$ p.m.)

Le Vendredi, les Musulmans se retireront à 11 h. $\frac{1}{2}$.

Il est établi, en outre, pour chaque jour de travail et pour chaque service, un service de garde de 4 h. p.m. à 6 h. p.m.

Les employés de service l'après-midi se retireront à 1 h. p.m.

La caisse est ouverte au public de 9 heures à midi et l'après-midi, comme d'habitude, les jours de paie des ouvriers.

Secours

Interprétant sa décision, relative à la gratification allouée à la veuve de Ibrahim Eff. Ambar, ancien employé de l'octroi, décédé, la Délégation décide qu'il y a lieu de comprendre dans cette allocation les enfants mineurs nés d'une première femme du dit employé.

Congé

Vu le certificat de la Commission médicale, en date du 25 mai 1903, la Délégation accorde un congé de maladie de un mois, à Ahmed Eff. Affara, du service de la perception.

La séance est levée à 7 heures et demie p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 2 Juin 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 2 Juin 1903.

SOMMAIRE : Prolongement du boulevard de Ramleh jusqu'à Chatby ; — Installation d'une ligne à haute tension par la Compagnie de Ramleh ; — Capture des chiens errants ; — Chalet de nécessité avec urinoirs à Bab el Karasta ; — Installation de nouvelles lanternes ; — Taxe due sur les matériaux des Prisons ; — Expropriation hoirs Magri à Haret el Farahda ; — Affaires judiciaires ; — Congés ; — Adjudication de la fourniture des regards ; — Règlement sur les Théâtres ; — Vidangeuse pneumatique de Levallois Perret ; — Recettes Municipales.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF.
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p. m.

Le procès-verbal du 26 Mai 1903 est approuvé.

Prolongement du boulevard de Ramleh jusqu'à Chatby.

La Délégation, prend connaissance d'un projet d'entente élaboré par le Conseil du tanzim tendant au prolongement du boulevard de Ramleh jusqu'au pont de Chatby, et le raccordement de la ligne de Ramleh à celle des tramways de la ville, sous les conditions indiquées dans les deux lettres de la Municipalité et de la Ramleh Railway Cy. annexées au présent.

La Délégation, tout en émettant un avis favorable à cette entente, estime qu'il y a lieu avant d'en demander la ratification à la Commission, de provoquer l'avis du Comité du Contentieux sur les points suivants : 1° l'arrangement étant intervenu avec la Compagnie de Ramleh seulement, il semble que la Société des Tramways intéressée

au raccordement, devrait intervenir dans l'entente, car si les deux Sociétés ont actuellement la même direction, elle n'en ont pas moins une personnalité distincte ; 2° le raccordement comportant la circulation des véhicules de la Compagnie de Ramleh sur le réseau de la ville, l'autorisation à accorder devrait avoir pour limite, le délai d'exploitation de la concession de la Société des tramways, avec les réserves indiquées dans l'art. 21 du contrat des tramways de l'année 1895, tant au point de vue du délai de rachat que de la faculté de supprimer, à tout moment, tout ou partie du réseau, sans que cependant la Municipalité puisse être tenue d'aucune indemnité.

La Compagnie de Ramleh aurait également, pour l'usage du réseau de la ville, à se conformer à toutes autres conditions prévues par les contrats de 1895 et 1898, passés avec la Société des tramways, ainsi qu'aux prescriptions auxquelles cette Société est ou sera soumise.

Installation d'une ligne à haute tension par la Compagnie de Ramleh.

Par lettre en date du 27 mai 1903, S.E. le Ministre de l'Intérieur communique un cahier de charges préparé par le Ministère des Travaux Publics pour l'installation de la ligne à haute tension demandée par la Compagnie de Ramleh, en vue de la transmission de la force motrice, depuis l'usine de Karmous jusqu'à Bulkeley.

Le Ministère demande que la Municipalité se conforme aux dispositions du dit cahier des charges, et aussitôt l'approbation des plans y relatifs, de les retourner au Département des Travaux Publics.

M. Escoffier fait remarquer que du moment qu'il y a un service technique et un contentieux à la Municipalité, le cahier des charges aurait dû être élaboré par ces derniers.

Le Président répond que la Commission ayant demandé l'avis du Ministère des Travaux Publics sur le projet, on ne peut que savoir gré au Ministère d'avoir donné cet avis sous une forme complète. Du reste il s'agit là de questions d'électricité pour lesquelles la Municipalité n'a pas de spécialistes dans ses services.

La Délégation, après étude des clauses du dit cahier des charges, est d'avis de le renvoyer à l'examen du Comité du Contentieux, avant de le soumettre à la Commission.

Elle estime qu'il y a lieu d'ajouter au paragraphe 1^{er} de l'article 10 une clause imposant à la Société de se mettre d'accord avec les services techniques sur les étendues des tranchées pratiquées dans les rues, afin d'éviter que la circulation ne soit gênée par des travaux entrepris sur des sections trop longues et restant trop longtemps ouvertes.

Capture des chiens errants.

La Délégation prend connaissance d'un rapport, en date du 25 Mai 1903, présenté par MM. Rothacker et Fenderl, au sujet de la capture des chiens errants. Pour l'intérieur de la ville, cette capture serait faite au moyen de filets et l'asphyxie par l'oxyde de carbone ; pour la banlieue, on adopterait l'empoisonnement au moyen de boulettes contenant des capsules de gélatine renfermant du cyanure de potassium.

La Délégation émet un avis favorable à ce projet, qui sera soumis à la Commission Municipale, pour son adoption, à titre d'essai.

M. Rothacker était présent au moment de la discussion des précédentes questions.

Chalet de nécessité avec urinoirs à Bab el Karasta.

Le Président dit, qu'en conformité de la décision de la Délégation, il a recherché un autre emplacement pour l'installation d'un chalet de nécessité avec urinoirs dans les environs de la Douane, mais qu'il n'en a point trouvé de plus convenable que celui précédemment choisi. Des renseignements qu'il a pu avoir, cet emplacement appartiendrait aux biens libres, ce qui, même avec les réserves du service quarantenaire, justifierait de la part de la Municipalité son occupation définitive à un usage public.

La Délégation décide, en conséquence, la construction d'un chalet de nécessité audit emplacement.

Installation de nouvelles lanternes.

Sur le rapport verbal de MM. Mansour Bey Youssef et Soliman Bey Abani et comme suite à sa décision du 26 Mai 1903, la Délégation décide d'installer deux lanternes à 3 becs aux places de l'Arsenal (Tersahana) et Sidi Kazaman.

Taxe due sur les matériaux des prisons.

Se référant à sa décision du 19 Mai 1903, et vu que le contrat de l'entrepreneur des Prisons ne contient aucune clause l'exonérant du paiement des taxes dues pour les pierres employées pour la construction de la prison de Hadra, et vu d'autre part que les carriers ont consenti à cet entrepreneur un prix excluant la possibilité pour eux de régler eux-mêmes la taxe, que du reste il est tout naturel que le règlement de la taxe soit fait par l'entrepreneur lui-même, à défaut des sous-traitants, la Délégation décide de réclamer ce paiement au dit entrepreneur.

Expropriation hoirs Magri à Haret el Farahda.

La Délégation autorise une dépense de 13 L.E. 320 millièmes pour frais de procédure et autres nécessités pour l'homologation devant le Consulat de France d'un acte d'expropriation d'un immeuble à Haret el Farahda, appartenant en partie à des mineurs ressortissant de cette autorité.

Affaires judiciaires.

La Délégation prend connaissance de trois notes du Contentieux de l'Etat transmettant les dispositifs des jugements rendus par le Tribunal Mixte dans les affaires suivantes :

1° Giovanni Sciplini, déboutement,

2° Hoirs Faraone, déboutement,

3° G. Kakavas, condamnation de la Municipalité conjointement et solidairement avec MM. Nicolaü et Calliadi, entrepreneurs des échèches, à des dommages-intérêts.

Cette dernière affaire est en instance d'appel.

Congés.

Statuant sur deux demandes de congé présentées par MM. Dietrich Bey, ingénieur en chef de la Municipalité, et P. Arcoudaris, sous-directeur des services techniques, la Délégation accorde à M. Arcoudaris un congé expirant le 15 Août 1903, date à partir de laquelle commencera le congé de 3 mois et $\frac{1}{2}$ demandé par M. Dietrich Bey.

Adjudication de la fourniture des regards.

La Délégation procède à l'ouverture des plis présentés par MM. Dégiardé, Pellegrano, Furst et Fiorentino, pour la fourniture de 180 regards en pierre.

Considérant que l'offre la plus basse de L.E. 1. 250 mil. le regard, présentée pour cette fourniture, est beaucoup trop élevée comparativement au prix payé l'année passée, qui n'était que de 95 P.T. le regard, la Délégation décide de ne pas donner suite à cette adjudication.

A ce sujet, M. Escoffier fait remarquer que les avis pour cette adjudication ont été lancés sans que la Délégation en prenne connaissance.

Le Président répond que parmi ces regards 100 sont demandés par les services pour les travaux d'entretien des routes et 80 pour la canalisation de la route du Mex. Comme cette dernière fourniture est déjà comprise dans le crédit voté pour les travaux de la route du Mex, il a cru devoir en faire la commande et en même temps provoquer des offres pour les regards nécessités par les travaux d'entretien précités.

M. Escoffier objecte que tout au moins pour ce qui concerne les 100 regards, non compris dans le devis de la route du Mex, la Délégation aurait dû être saisie pour en décider la commande.

M. L. Escoffier se retire.

Règlement sur les théâtres.

Le Président dit que le Ministère avait annulé la décision de la Commission Municipale du 2 juillet 1902, portant règlement sur les théâtres et ce pour pouvoir disposer de tout le temps nécessaire à un examen complet de cette question.

L'étude que le Ministère (division de la surété) a faite a abouti à l'introduction de quelques modifications, notamment celle de l'institution d'une commission des

théâtres chargée d'inspecter ces établissements et de veiller à l'observation rigoureuse des prescriptions du règlement.

Le projet ainsi modifié a été communiqué au Président par le Commandant de la police, à l'examen duquel il avait été soumis au point de vue des questions de sécurité.

La Délégation renvoie ce nouveau projet à l'étude du Comité du Contentieux qui avait été chargé par la Commission de l'élaboration du premier règlement.

Vidangeuse pneumatique de Levallois Perret.

Communication est donnée d'une proposition, en date du 28 Mai 1903, de M. J. Schutz tendant à l'adoption de la vidangeuse pneumatique de la Compagnie de salubrité de Levallois Perret.

Cette proposition est renvoyée aux services techniques et sanitaires, pour son examen, en temps utile, lors de l'étude des questions de drainage.

Recettes Municipales.

La Délégation prend connaissance de l'état ci-annexé des recettes municipales s'élevant du 1^{er} Janvier au 31 Mai 1903 à L.E. 68.563.

La séance est levée à 7 h. $\frac{1}{2}$ p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 9 Juin 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

1^{RE} ANNEXE

AU PROCÈS VERBAL DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE DU 2 JUIN 1903.

**Echange de correspondance avec la Compagnie de Ramleh
pour le prolongement
du boulevard de Ramleh et le raccordement avec la Société des Tramways.**

N° 525

22 Avril 1903.

MONSIEUR LE DIRECTEUR
*de l'Alexandria and Ramleh Railway Cy. Ltd.,
En Ville.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que Monsieur Rothacker, conseiller municipal et membre du Conseil du Tanzim, a fait part à ce Conseil d'un projet d'arrangement qui a, dit-il, rencontré l'approbation de votre Conseil d'Administration, projet en base duquel votre Compagnie céderait à la Ville, en outre des cessions déjà consenties suivant les précédents accords, une bande de terrain de 1.750 m. c. prise sur les terrains de la gare actuelle, ainsi que toute la superficie occupée par la ligne du chemin de fer à partir des terrains de la gare jusqu'au pont de Chatby, pour être englobée dans une rue de trente mètres à créer sur ce parcours.

La Municipalité s'engagerait, en base du dit arrangement, à déblayer ce terrain en pente douce, commençant au niveau de la rue de la Gare de Ramleh.

De son côté, la Compagnie s'engagerait à enlever les rails simples existant actuellement, pour les remplacer, sur la nouvelle rue, par des rails à gorge (type tramway), et ce, en vue de raccorder la ligne de Ramleh soit à la ligne de tramway du boulevard de Ramleh, soit, plus tard, à celle du quai lorsque la première aura été supprimée conformément aux conventions en vigueur.

Aucune redevance ne sera payée par la Compagnie pour le tronçon faisant l'objet de cet accord.

Devant soumettre le projet ci-dessus à la Commission Municipale dans sa plus prochaine séance, je vous serais très obligé de vouloir bien, au plus vite, me confirmer les bases d'entente exposées plus haut.

Ci-joint, je vous transmets un plan indiquant, en jaune, les parcelles à céder, plan que je vous prie de me retourner avec votre approbation.

Veuillez agréer, etc., etc.

L'Administrateur,

(Signé) W. P. G. GRAHAM.

Alexandrie, le 30 Mai 1903.

MONSIEUR W. P. GRAHAM,

*Administrateur de la Municipalité
d'Alexandrie.*

MONSIEUR L'ADMINISTRATEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 22 Avril dernier, concernant le projet d'arrangement proposé par Monsieur Rothacker, conseiller municipal et membre du Conseil du Tanzim, projet d'après lequel notre Compagnie céderait gratuitement à la Ville, en outre des cessions déjà consenties, une bande de terrain de 1.750 mètres carrés environ, prise sur les terrains de notre gare actuelle ainsi que toute la superficie occupée par la ligne de chemins de fer, à partir des terrains de la gare jusqu'au pont de Chatby, d'une superficie de 6.000 mètres carrés environ, pour être englobée dans une rue de trente mètres à créer sur ce parcours.

Bien que ces nouvelles cessions de terrains ajoutées aux 5.358 mètres carrés déjà cédés représentent un total de 13.000 mètres carrés de cessions gratuites, notre Compagnie consent aux dites cessions pour l'usage sus-indiqué aux conditions établies par votre lettre sus-mentionnée, savoir :

1° Que la Municipalité s'engagerait à déblayer ces terrains en pente douce, commençant au niveau de la voie du pont de Chatby pour finir au niveau de la rue de la Gare de Ramleh. Il est bien entendu que les travaux de déblaiement doivent être faits de manière à ne pas entraver la circulation des trains.

2° Que la Compagnie s'engagerait à enlever les rails simples existant actuellement pour les remplacer, sur la susdite nouvelle rue à créer par des rails à gorge, pour raccorder la ligne de tramways du Boulevard de Ramleh, soit plus tard à celle du quai lorsque la première aura été supprimée conformément aux conventions en vigueur.

3° Que nulle redevance ne sera payée par la Compagnie pour le tronçon faisant l'objet de cet accord.

Ci-joint, je vous retourne le plan approuvé par nous.

Veillez agréer, Monsieur l'Administrateur, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Directeur Général,

(Signé) NELSON GRABURN, M.I.E.E.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 2 JUIN 1903.

TABLEAU COMPARATIF

des Recettes Municipales du 1^{er} Janvier au 31 Mai 1902-1903.

	RECETTES DE 1902	RECETTES DE 1903	Encaissé en moins EN 1903	Encaissé en plu EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	6.214	6.666	—	452
Produit de la taxe sur les véhicules et animaux ...	3.314	2.573	A) 741	—
Redevance des Tramways: Taxe.....	1.007	1 012	—	5
Redevance des Tramways pour l'Entret-en des routes.....	500	500	—	—
Produit de 1 % sur la valeur locative de la propriété bâtie.....	2 463	2.673	—	210
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	6.115	22.646	—	16.531
Produit de la taxe de 2 % sur les loyers.....	6.526	6.937	—	411
Droits d'exploitation des carrières.	—	3.318	—	3 348
Recettes de l'Octroi.....	21.166	—	21.166	—
» » l'Abattoir.....	6.264	11.015	—	4.751
» du Tanzim.....	1.550	1.821	—	271
» diverses*.....	1.663	1.023	B) 640	—
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	342	535	—	193
Participation des propriétaires pour l'asphaltage des rues.....	509	—	C) 509	—
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance.....	410	354	D) 56	—
Moitié du produit de la vente des Biens Libres....	—	409	—	409
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
Location des Immeubles Libres de l'Etat.....	—	51	—	51
Allocation de la Caisse de la Dette pour l'Assainissement Général.....	2 500	2.500	—	—
Allocation du Gouvernement pour l'Assainissement Général.....	2 500	2.500	—	—
Encaissé plus en 1903	65.043	68.563	23.112	26.632
	3.520	—	3.520	—
	68.563	68.563	26.632	26.632

* Développement des Recettes diverses.	1902	1903
Recettes Sanitaires.....	72	119
Location des Jardins.....	324	20
Location de terrains à Bab-Sidra.....	—	—
Vente de dalles et de pierres.....	28	2
Vente d'immondices.....	62	266
Retenues pour uniformes.....	108	88
Autres produits du budget.....	449	528
Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	1.663	1 023

- A — La diminution conformément aux déclarations du Service est la conséquence de la suppression totale des postes d'Octrois, qui percevaient une grande partie des recettes de la taxe sur les véhicules et animaux.
- B — L'allocation du commerce d'exportation figurant dans les recettes diverses, n'a pas encore été versée cette année-ci.
- C — Ce chef de recettes ne figure plus dans le budget de 1903.
- D — La diminution provient du licenciement de plusieurs employés classés.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 9 Juin 1903.

SOMMAIRE : Transformation des fortifications en parcs; — Nivellement du terrain de l'École Angla se; — Constructions « bogdadli » à la rue Haret el Farahda; — Adjudication de la fourniture du fourrage; — Construction d'une route au Mex; — Installation d'une borne fontaine sakka; — Classement de rues au Gabbari; — Construction d'une canalisation à Chatby; — Comptes de l'exercice 1902; — Occupation à la place Mehemet Aly pour la musique; — Autorisations d'ester en justice; — Transport de blocs antiques au Caire; — Supplément de chakf pour la route de Montazah; — Rapport des administrateurs de la Compagnie des Eaux; — Personnel du service de l'Octroi; — Demande de gratification des employés acquittés de l'Octroi; — Appel des agents condamnés de l'Octroi; — Démission de M. Husson, employé à la Voirie; — Evaluations du Conseil d'estimation.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

P. FENDERL,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

SOLIMAN BEY ABANI *Membres*,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

L. ESCOFFIER s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Le procès-verbal du 2 Juin est approuvé.

Transformation des fortifications en parcs.

Communication est donnée d'une lettre de S.E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 3 Juin 1903, informant que le Ministère des Finances, auquel il avait communiqué copie de la lettre de la Municipalité au sujet des fortifications lui fait savoir que la destination des anciennes fortifications de la ville reste toujours maintenue telle qu'elle

a été décidée, mais que la consignation ne pourra en être effectuée à la Municipalité d'une manière définitive que lorsque ses ressources lui permettront de procéder à la mise en exécution du projet de création de jardins autour de la ville. Quant à la question de la vente des matériaux, le Ministère ajoute qu'il attend, pour la régler, les propositions de la Municipalité, aussitôt qu'un système avantageux aura été trouvé.

La Délégation en prend note et charge le service technique de faire de nouvelles propositions au sujet de la vente des dits matériaux.

Nivellement du terrain de l'École anglaise.

M. Rothacker assiste à la discussion de cette question.

La Délégation prend connaissance d'une lettre en date du 4 Juin 1903 du Président du Comité de l'école anglaise à Chatby, indiquant les conditions (dont ci-joint traduction en annexe) dans lesquelles cette institution consentirait à permettre à la Municipalité de déblayer son terrain pour les besoins des travaux des quais.

M. Rothacker, chargé par le Comité du Contentieux des pourparlers relatifs à cette question, expose les origines des réclamations de l'école anglaise et la nécessité pour la ville ou de baisser moyennant indemnité le niveau du terrain de cette école ou d'étayer avec des murs de soutènement les dits terrains avec toutes les charges qui en découlent.

La première solution est la plus pratique et la plus avantageuse car, indépendamment du point de vue esthétique, il y a lieu de noter que si, d'après l'arrangement à intervenir, la Municipalité doit payer à l'école anglaise 1,000 Lst. et lui céder 1,600 mètres que suivant son contrat elle a le droit d'acheter à 10 P.T. le mètre, d'autre part, la Municipalité bénéficie, à raison de 400 livres environ, de la différence des prix des déblais à payer à l'entreprise des quais et adjoint à sa propriété, acquise des gardes côtes, un terrain de 600 mètres carrés provenant de la suppression de la rue formant la limite ouest du terrain de l'école. En outre, par le fait de cet accord, les talus du terrain se trouveront confinés dans les limites de la propriété de l'école anglaise, de telle sorte que la ville n'en aura plus la charge ultérieure.

M. Rothacker ajoute enfin que la mise à la charge de la Municipalité des frais de déplacement de l'égout de l'hôpital traversant le terrain n'est que juste, cet égout devant être mis à nu par suite des travaux de déblais à entreprendre.

La Délégation, après un échange d'idées, émet un avis favorable à cet arrangement qui sera soumis à la ratification de la Commission.

Abani Bey est contraire.

Constructions « bogdadli » à la rue Haret el Farahda.

Se référant à sa délibération en date du 26 mai 1903 et vu l'avis émis par l'ingénieur en chef, la Délégation décide d'écrire au Gouvernorat qu'elle ne saurait

faire droit à la demande du sieur Kamel Derar tendant à l'établissement de constructions « bogdadli » sur la rue El Farahda, de pareilles installations étant non seulement contraires à l'esthétique et à l'hygiène, mais pouvant encore créer des dangers d'incendie.

Adjudication de la fourniture de fourrage.

La Délégation décide de mettre en adjudication pour une année les fourrages nécessaires aux bêtes des services.

Construction d'une route au Mex.

Sur rapport verbal du Président et en considération du mauvais état de la route reliant du côté de la mer la porte de Bab-el-Arab au passage à niveau du chemin de fer du Mex, la Délégation décide de faire exécuter en régie les travaux de mise en viabilité de la route en question comprenant, selon les plan et devis soumis, les travaux de terrassement nécessaires et la construction d'un mur de soutènement sur une partie du parcours.

Installation d'une borne fontaine sakka.

Par lettre du 28 mai 1903, la Compagnie des Eaux demande l'installation d'une borne fontaine sakka à Bab Sidra, près de la rue de la mosquée Soltan.

La Délégation, après avis de l'ingénieur en chef, décide de faire savoir à cette Compagnie qu'elle approuve le choix de l'emplacement proposé, mais à la condition que l'écoulement des eaux soit assuré au moyen d'un puisard que la Compagnie aura à établir en vue de protéger les fondations des maisons avoisinantes. Le consentement des propriétaires riverains devra en outre être préalablement obtenu par la Compagnie qui supporte exclusivement toutes les conséquences de cette installation.

Classement de rues au Gabbari.

Faisant suite à une demande de la Délégation, le service du Tanzim soumet un plan indiquant les trois routes, réservées dans l'acte de vente du Gabbari, pour servir à l'usage du public.

Le Collège renvoie ce plan à l'examen du Conseil du tanzim en vue des formalités nécessaires pour faire déclarer ces routes d'utilité publique.

En attendant, et étant donné l'urgence et l'importance que présente, au point de vue du commerce, le dallage du tronçon de route de Gebel-el-Zeitoun, reliant la gare de Gabbari au port, la Délégation décide de mettre dès à présent ce travail en adjudication.

Construction d'une canalisation à Chatby.

La Délégation prend connaissance du plan et du devis présentés par les services techniques pour la construction d'un collecteur destiné à l'écoulement provisoire des

eaux du quartier de Chatby interceptées actuellement par les travaux du quai. Ce collecteur débouchera de l'autre côté de Silsileh et aura une longueur de 383 mètres dont 283 en béton de chaux hydraulique et 100 en béton de ciment.

La dépense serait de L.E. 1.037 que la Délégation soumettra à l'approbation de la Commission.

Comptes de l'exercice 1902.

Communication est donnée d'une lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur en date du 7 juin 1903, informant que le Ministère des Finances, après vérification des comptes de la Municipalité pour l'exercice 1902, a reconnu ces comptes exacts.

S. E. le Ministre approuve en conséquence les dits comptes et demande de lui en faire parvenir des copies en langue arabe et européenne pour leur insertion au *Journal officiel*.

La Délégation décide de soumettre cette lettre à la Commission Municipale.

Occupation à la place Mehemet Aly pour la musique.

Par lettre du 28 mai et en réponse à la notification qui lui a été faite de la décision de la Délégation du 26 Mai 1903, M. Vrulako, propriétaire du « Café d'Alexandrie » fait savoir qu'il n'entend pas installer un kiosque à musique sur le terre-plein de la place Mehemet Aly mais seulement un plancher provisoire de 20 centimètres de hauteur démontable à tout moment. Il prie de lui donner l'autorisation nécessaire pour cette installation.

La Délégation approuve.

Autorisations d'ester en justice.

Sur la demande de M. le Président du Comité du contentieux, formulée par lettre du 5 courant, la Délégation donne les instructions nécessaires au service à l'effet: 1° de communiquer au Président de ce Comité dans la huitaine de leur réception et accompagnées d'une note sommaire toutes citations en justice; 2° de lui communiquer également copies des décisions judiciaires dès qu'elles sont retirées.

Transport de blocs antiques au Caire.

Faisant suite à la demande de M. le Président du Comité de conservation des monuments de l'art arabe, la Délégation autorise ce Comité à transporter au Caire quelques blocs de pierre numulitique éparpillés non loin de la Tour dite des romains et que ce Comité désire employer à la restauration de certains monuments arabes.

Supplément de chakf pour la route de Montazah.

Vu la note du bureau de la voirie, en date 1^{er} courant, la Délégation approuve le règlement à M. Erriquez, entrepreneur de la fourniture de chakf pour la route de Montazah, d'une somme de L.E. 24, prix de 100 mètres de chakf employés en plus du devis primitif.

Rapport des administrateurs de la Compagnie des Eaux.

Le Président donne communication du rapport des administrateurs de la Compagnie des Eaux contenant les comptes et le bilan de l'exercice qui se termine au 31 mars 1903.

Personnel du service de l'Octroi.

Statuant sur une demande de certains employés classés de l'octroi tendant à l'obtention d'une indemnité de licenciement plus élevée, la Délégation, vu le rapport de l'Administration sur les états de service de chacun de ces agents, décide de transmettre leur requête au Ministère des Finances et d'attirer l'attention de ce Département sur la situation d'infériorité créée aux dits agents par rapport aux employés classés dépendant du Gouvernement, la part revenant aux premiers dans la caisse de prévoyance municipale, nouvellement créée, étant absolument insuffisante. Il y aurait lieu, tout au moins, d'assimiler les agents de cette catégorie aux employés hors-cadre et de les faire bénéficier, à ce titre, d'une indemnité équivalant à $\frac{1}{2}$ mois de traitement pour chaque année de service.

Demande de gratification des employés acquittés de l'Octroi.

La Délégation décide de transmettre au Ministère, pour la suite qu'elle comporte, une pétition des agents de l'Octroi acquittés par le Conseil disciplinaire, tendant à l'obtention d'une gratification à l'instar des autres agents de ce service. Copie de la décision disciplinaire sera, en même temps, communiquée au Ministère.

Appel des agents condamnés de l'Octroi.

La Délégation prend connaissance des recours en appel formés par les agents poursuivis de l'Octroi contre les décisions disciplinaires qui les concernent. Ces recours seront soumis à la Commission à sa prochaine séance.

Démission de M. Husson, employé à la Voirie.

Vu la lettre en date du 2 Juin courant par laquelle M. Husson, employé du bureau de la Voirie, expose les raisons de famille qui l'obligent à présenter sa démission du

du service de la Municipalité, la Délégation décide, sur la demande de cet agent, de lui accorder un congé de trois mois, à l'expiration duquel il sera considéré comme démissionnaire.

Evaluations du Conseil d'estimation.

La Délégation prend connaissance de l'état suivant des évaluations faites par le Conseil d'estimation :

Excédents :

		PICS CARRÉS	}	PRIX PAR PIC	
Andronichi Gaetanos	Kom-el-Dick	108 77 . . .	P.T.	60	façade Nord.
			»	40	» Est.
Sekina bent Goned	Souk-el-Heit	5 22 . . .	P.T.	150	—
Cardahi et Ades	Moharrem Bey	981 — . . .	»	25	—

Emprises :

Khadra bent Mohamed	Sidi Wanas	5 52 . . .	P.T.	25	—
Elecha bent Mohamed	Kom-el-Dick	8 09 . . .	»	25	—
Chaaban Aly	Ras-el-Tin	22 40 . . .	»	150	—
Soliman Moussa Atieh	Kom-el-Chougafa	60 21 . . .	»	40	—
Hanem bent Hassan	Zawiet-el-Kalii	10 — . . .	»	80	—

Il est pris également communication de la suite donnée par le Conseil à diverses réclamations :

1° Pour Lagonicos, l'évaluation fixée dans la séance du 21 Février est maintenue.

2° Pour Stella Genisserlis, le prix de l'emprise de son terrain annexé à la voie publique est porté de P.T. 20 à P.T. 30.

3° Pour Saïd Bey Ghériani, le prix de l'excédent précédemment évalué à P.T. 200 le pic carré est réduit à P.T. 160.

4° Pour Alfonsi, l'emprise évaluée à P.T. 25 est portée à P.T. 35.

La Délégation émet un avis favorable aux estimations ci-dessus et décide de demander à la Commission sur cette base le règlement des emprises.

La séance est levée à 7 heures 30 p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 16 Juin 1903.

Le Secrétaire :

I. SEDKY.

Le Président :

W. P. G. GRAHAM.

ANNEXE

AU PROCÈS VERBAL DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE DU 9 JUIN 1903.

Lettre du Comité de l'Ecole Anglaise
contenant les conditions relatives au nivellement de son terrain à Chatby.

Monsieur P. GRAHAM

Administrateur de la Municipalité.

EN VILLE.

Vous n'ignorez pas que la question du nivellement par les soins de la Municipalité du terrain du Collège Victoria a été l'objet depuis quelque temps, d'une discussion entre le Comité du collège et M. Rothacker, délégué de la Municipalité, pour arrêter les conditions de ce travail.

Dans une séance du Comité exécutif, tenue il y a un mois environ, les conditions suivantes furent proposées comme base d'une entente à intervenir entre le Collège et la Municipalité et ces conditions ont obtenu l'approbation du Comité général, à condition que la Municipalité soit d'accord.

Ces conditions sont les suivantes :

1° L'emplacement du Collège sera légèrement modifié ainsi qu'il est indiqué dans le plan ci-joint, dressé par M. Rothacker. Sur ce plan, l'emplacement tel qu'il a été consigné à l'origine par le Gouvernement au Collège, conformément aux mesurages et limites de notre titre de propriété, est marqué à l'encre noire et l'emplacement tel qu'il est proposé est marqué à l'encre bleue et pointillé en lignes rouges là où il n'est pas conforme à l'emplacement original. Nous comprenons que le résultat de cette modification sera de donner au Collège environ 1660 m. c. de terrain en plus.

2° L'emplacement du Collège sera nivelé uniformément au niveau du plancher du sous-sol du Collège. Ce niveau est d'environ 8 m. 50 c. au-dessus du niveau de la mer d'après les ingénieurs de la Municipalité. Ce nivellement sera fait aux frais de la Municipalité et le Collège étant en ce moment en classe, les travaux ne seront entrepris que lorsque les vacances commenceront, c'est-à-dire, vers la fin Juillet, et devront être complètement terminés en 2 mois.

3° La Municipalité fera à ses frais un talus partout où il sera reconnu nécessaire, vu que le terrain du Collège est à un niveau plus élevé que les routes ou terrains environnants. Ce talus sera fait sur le terrain du Collège (nouvelle disposition) et sera à un angle de 45°, c'est-à-dire que le bas du talus sera le même que le haut. Le bas du talus atteindra les limites du Collège. Ce travail devra également être terminé dans le délai prévu à l'art. 2.

4° Tout travail que nécessitera le déplacement ou l'enlèvement de la canalisation de l'hôpital sera fait aux frais de la Municipalité.

5° Le Collège renonce à tous droits qu'il pourrait avoir, pour la construction d'une route sur l'espace prévu à l'ouest de son terrain.

6° Outre les travaux ci-dessus mentionnés à faire à ses frais, la Municipalité payera au Collège la somme de Lst. 1.000 pour le dédommager de toutes réclamations qu'il a contre la Municipalité.

Avant d'accepter ces propositions, le Comité du Collège désirerait connaître les niveaux futurs des terrains et routes entourant le Collège et je suis actuellement informé par M. Rothacker que ces niveaux seront approximativement les suivants : au N.W. environ 6,^m 36^c au-dessus de la mer, au N.E. 6,^m 70^c, au S.E. 8^m 50^c, au S.W. 7^m 50^c. Il est entendu que si ces niveaux sont sensiblement modifiés, le Comité du Collège serait obligé d'examiner à nouveau les conditions proposées.

Je vous serais très obligé de saisir la première occasion pour soumettre cette question à la Commission Municipale. A cause des travaux de construction auxquels le Collège procède en ce moment, il est important que cette question soit réglée définitivement et comme les négociations sont entamées depuis longtemps, j'espère que vous serez à même de me donner une réponse sous bref délai.

Signé: E. B. GOULD.

Président du Comité du Collège Victoria.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 16 Juin 1903.

SOMMAIRE : Travaux des Quais; — Budget de 1903; — Question des repères; — Kiosque de l'Octroi de la gare du Caire; — Démolition de bâtiments pour l'élargissement de la rue d'Allemagne; — Extraction du sable sur le rivage de la mer; — Musique militaire à la place Méhémet-Aly; — Garage de la rue du Pont des Ecluses; — Occupation de la voie au bazar Ratib Pacha; — Transfert des tanneries au Mex; — Installation de kiosques pour boissons hygiéniques; — Affaires judiciaires; — Adjudications.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

SOLIMAN BEY ABANI *Membres*,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p. m.

Le procès-verbal du 9 Juin est approuvé.

Travaux des Quais.

Communication est donnée d'une lettre en date du 12 courant de l'Entreprise des quais informant qu'elle ne peut accepter qu'après un accord spécial la décision de la Commission relative aux travaux à faire en remplacement du collecteur, cette décision comportant une modification dans le forfait. L'Entreprise ajoute qu'elle est prête à exécuter les travaux qui lui sont prescrits mais en réservant toute décision concernant la question du collecteur.

La Délégation décide de soumettre cette lettre à la Commission à sa prochaine séance. A ce sujet, le Président émet l'idée qu'un Comité soit désigné par l'assemblée plénière pour l'étude de la situation créée par la distraction du collecteur du forfait de l'Entreprise des quais et pour faire les propositions commandées par les circonstances.

La Délégation partage cette manière de voir.

M. Zouro, invité à assister à cette réunion pour la question de l'égout provisoire de Chatby, suivant décision de la Commission du 10 Juin, se fait excuser pour empêchement.

Budget de 1903.

Le Président dépose son projet de budget pour 1903 ainsi qu'une note explicative.

Ces documents seront distribués aux membres pour leur examen à la prochaine séance.

Question des repères.

Communication est donnée d'une lettre en date du 10 Juin 1903 de M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics remettant un rapport de M. le directeur général des arpentages concluant, à la suite des études entreprises par la Commission spéciale, à ce que les relevés des niveaux du service des irrigations et ceux de la Municipalité sont pratiquement d'accord ; le zéro du maréographe et des diagrammes, placé exactement sur l'enregistreur automatique, s'accorde étroitement, c'est-à-dire à un centimètre près, avec le zéro des niveaux de l'irrigation, tels qu'ils ont été relevés du repère de l'écluse du port sur le Canal Mahmoudieh.

La Commission spéciale ajoute que ces résultats sont indépendants de la question d'avoir un maréographe à installer dans une situation plus favorable pour pouvoir enregistrer sur une échelle plus étendue. Ce maréographe devrait fonctionner pendant cinq ans.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat conclut cependant que pour toutes les questions relatives aux niveaux des rues de la ville etc., il peut être fait usage du repère du Canal Mahmoudieh.

La Délégation en prend note et décide de soumettre ces documents à la Commission.

Kiosque de l'octroi de la gare du Caire.

Faisant suite à une demande en date du 9 courant du Gouvernorat, la Délégation consent à céder, à titre provisoire, à cette administration pour l'usage de la police, le kiosque en bois précédemment affecté au service du pesage au markaz d'octroi de la gare du Caire.

Il devra être entendu que la police aura à restituer le dit kiosque sur simple réquisition de la Municipalité.

Démolition de bâtiments pour l'élargissement de la rue d'Allemagne.

Faisant suite à sa décision du 12 Mai 1903 et vu l'avis de M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Travaux publics communiqué par lettre officielle du 14 courant, la Délégation décide de faire exécuter, en régie, les travaux de démolition et de reconstruction aux casernes de la police montée, nécessités par l'élargissement de la rue d'Allemagne.

Le devis de ces travaux s'élève à L.E. 55.

Extraction du sable sur le rivage de la mer.

Le Président informe que de nouvelles plaintes lui sont parvenues au sujet de l'extraction du sable sur le bord de la mer. Se référant à la promesse que l'Administration des Gardes-Côtes avait donné de prêter son concours pour empêcher tout enlèvement de cet article, il a écrit de nouveau à cette Administration pour lui rappeler sa promesse et pour lui demander de tenir la main à ce que cette interdiction soit la plus efficace possible. Mais comme l'Administration des Gardes-Côtes avait objecté, tout en assurant la Municipalité de son concours, qu'elle rencontrerait peut-être des difficultés, en l'absence de règlement régissant la matière, le Président propose de demander à la Commission de prendre un arrêté interdisant l'enlèvement du sable sur le rivage de la mer comme sur le domaine municipal et de l'Etat sans une autorisation spéciale.

La Délégation adopte et proposera à la Commission de renvoyer la question à l'examen du Comité du Contentieux. Les services indiqueront dans quels emplacements l'extraction du sable pourra être permise.

Musique militaire à la place Méhémet-Aly.

Faisant droit à la requête des propriétaires des cafés impérial et central, en date du 3 courant, la Délégation charge l'Administration de demander au Ministère de la Guerre de permettre à la musique de la garnison d'Alexandrie de donner des concerts sur la place Méhémet-Aly, 4 fois par semaine, pendant la saison d'été.

Les redevances voulues à cet effet seront réglées par les cafetiers intéressés.

Garage de la rue du Pont des Ecluses.

Communication est donnée d'une lettre en date du 11 courant de la Société des Tramways informant qu'elle compte procéder incessamment à l'établissement d'un garage dans la rue du pont des Ecluses en face de la rue Souk el Gomaa, conformément à l'autorisation qui lui avait été donnée par lettre de la Municipalité du 17 avril 1902.

La Délégation en prend note.

Occupation de la voie au bazar Ratib Pacha.

La Délégation prie M. Escoffier d'examiner sur place les réclamations de certains commerçants du marché Ratib Pacha qui se plaignent de ce que le service leur refuse l'occupation de la voie devant leurs boutiques.

Transfert des tanneries au Mex.

Le Président dit que le système suivi pour la répartition entre les tanneurs des terrains du Mex, consiste à octroyer à chacun de ces industriels, pour le prix de faveur convenu, un terrain presqu'égal à celui qu'il occupe à Chatby.

Certains tanneurs ayant demandé une surface plus grande, il a cru devoir, dans la limite que permet l'étendue de la zone affectée aux tanneries, vendre les suppléments demandés jusqu'à concurrence de 991 mètres à P.T. 10 le mètre carré.

La Délégation, revenant sur sa décision du 7 Mai, ratifie les ventes faites, et décide sur la proposition du Président, de demander au conseil d'estimation d'évaluer les terrains restants en vue de toutes autres demandes qui seraient faites dans les conditions précitées.

Installation de kiosques pour boissons hygiéniques.

Se référant à la demande de renseignements faite par la Municipalité, au sujet de l'autorisation accordée à Madame Mary Smith pour l'installation de kiosques destinés à débiter des boissons hygiéniques dans différents quartiers du Caire, le Ministère des Travaux Publics fait savoir par lettre du 31 mai 1903 que ces kiosques n'étant pas encore installés, il ne peut juger de leur utilité ou de leur bon fonctionnement.

La Délégation estime que dans ces conditions elle ne peut statuer utilement sur la demande de Madame Mary Smith tant qu'elle n'aura pas connu les résultats obtenus au Caire par l'installation de ces kiosques.

Affaires judiciaires.

La Délégation prend connaissance de deux actes d'assignation signifiés à la requête :

1° Des hoirs Omar el Bourdini, en date du 13 courant, pour dégâts causés par un puisard contigu à leur maison, rue du Commerce.

2° De la dame Veuve C. Borsa réclamant L.E. 144 pour différence dans le mesurage de la caillasse fournie par elle.

Ces deux actes sont renvoyés à l'examen du Comité du Contentieux.

Adjudications.

La Délégation adjuge à Leonardo Valente pour L.E. 231 les travaux de canalisation de la rue Abou Siri. L'autre soumissionnaire était M. V. Erriquez.

Les offres pour la fourniture de 1,500 m. l. de tuyaux en grès sont renvoyées à l'examen du service pour rapport.

La séance est levée à 7 h. 30 p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 23 Juin 1903.

Le Secrétaire,
I. SEDKY.

Le Président,
W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 23 Juin 1903.

SOMMAIRE : Départ en congé de l'Administrateur ; — Matériaux destinés aux administrations de l'Etat ; — Compte de l'emprunt ; — Prolongement de la ligne du Mex jusqu'à Dekeila ; — Occupation de la voie publique par les entrepreneurs de la Municipalité ; — Demande d'installation de baraquements par MM. Riso et Dalmedico ; — Achat d'un terrain par la Communauté hellénique pour la construction d'une école des arts et métiers ; — Approbation ministérielle des votes émis par la Commission le 10 Juin 1903 ; — Vidangeuse pneumatique de Levallois Perret ; — Occupation de la voie publique au bazar Ratib Pacha ; — Réparation en asphalte des stations de voitures ; — Fourniture de chakf ; — Dallage de la rue Ghebel Zeitoun ; — Adjudication du dallage d'une partie de la route du Mex ; — Modification des seuils de l'immeuble Apostolidis, rue d'Aboukir ; — Renouvellement du contrat de location au Rond Point ; — Convention des filtres ; — Congé ; — Secours ; — Ordre du jour de la Commission ; — Budget de l'année 1903 ; — Installation d'une voie Decauville par la Neuchatel Asphalt Company.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

E. BENACHI,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD, *Membres*,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

SOLIMAN BEY ABANI s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 5 heures p. m.

Le procès-verbal du 16 Juin est approuvé.

Départ en congé de l'Administrateur.

Le Président informe qu'à l'occasion de son départ en congé prochain, il visitera différentes villes d'Europe et se consacrera à l'étude de leur organisation municipale.

Cette étude constituera un élément nouveau au projet de réorganisation de cette administration, qu'il compte présenter dès son retour. Convaincu de l'utilité des recherches auxquelles il se livrera au cours de son voyage, le Président dit que cependant il prendra à sa charge les frais qu'elles lui occasionneront.

Matériaux destinés aux administrations de l'Etat.

La Délégation, vu la note des services, décide d'exempter la Daïra Kassa des droits qui lui sont réclamés sur des matériaux fournis par MM. Mansour Roubi et Mohamed Naghi, à la condition toutefois qu'il soit bien constaté que les livraisons étaient bien effectuées à la Daïra.

A ce sujet et d'une manière générale pour les fournitures des matériaux destinées aux administrations de l'Etat, exemptes de droits de carrières, la Délégation, se référant au vœu exprimé à cet égard par Commission, décide d'inviter par une circulaire, les dites administrations à prévenir, par écrit, la Municipalité de toute commande, en lui indiquant le nom du fournisseur et la quantité de pierres à livrer et ce afin de faciliter le contrôle municipal et d'éviter tout abus que le laissez-passer en franchise pourrait faire naître de la part du fournisseur.

Comptes de l'emprunt.

Communication est donnée, à titre d'information, d'une lettre, en date du 9 Juin 1903 de la Direction générale de la comptabilité de l'Etat transmettant un état de la National Bank portant le relevé du compte de l'emprunt municipal, arrêté au 31 Mai 1903 avec un solde créditeur de 249.409 L.E. 458 mill.

Prolongement de la ligne du Mex jusqu'à Dekeila.

Vu la lettre de l'Administration des Chemins de fer de l'Etat, en date du 14 courant, et se référant à sa décision du 14 Avril 1903, la Délégation décide de renvoyer au Conseil du Tanzim, avec avis favorable, le projet d'entente, par voie d'échange de terrains, intervenu avec cette administration en vue du prolongement de la ligne du Mex jusqu'aux carrières de Dekeila. Il est convenu toutefois que la route à réserver par les Chemins de fer de l'Etat communiquant cette localité avec la ville, primitivement projetée à 30 mètres, est, sur la demande de cette administration, réduite à 22 mètres, largeur qui semble suffisante pour en assurer la libre circulation.

Occupation de la voie publique par les entrepreneurs de la Municipalité.

Préoccupée des abus que commettent les entrepreneurs de la Municipalité dans l'occupation de la voie publique, la Délégation, sur la proposition du service du Tanzim, décide qu'ils devront, à l'avenir, de même que les entrepreneurs effectuant des travaux

pour compte du Gouvernement, se munir d'une roksa régulière, délivrée gratuitement, et définissant les emplacements qu'ils seront autorisés à occuper.

Les services sont invités à tenir la main à ce que les limites prescrites par la roksa ne soient pas dépassées, sous peine pour l'entrepreneur du paiement des droits pour le surplus occupé par lui.

Demande d'installation de baraquements par MM. Riso et Dalmedico.

La Délégation, vu l'encombrement qui pourrait en résulter et sur l'avis défavorable de l'inspection du 3^{me} cercle d'irrigation, décide de rejeter une demande de MM. Riso et Dalmedico, communiquée par lettre de la dite inspection, en date du 15 courant, et tendant à l'installation de baraquements de 45 mètres de longueur sur 3 m. 50 cm. de largeur, sur la rive sud du canal Mahmoudieh, en face de l'usine de Karmous.

Achat d'un terrain par la Communauté hellénique pour la construction d'une école des arts et métiers.

Par lettre en date du 20 courant, S. E. le Gouverneur informe que, sur la demande du Président de la Communauté hellénique, le Ministère des Finances a autorisé la vente à cette Communauté d'une parcelle de terrain, sise au Sud du chemin de fer, à proximité du pont de Chatby, pour la construction d'une école des arts et métiers.

S. E. le Gouverneur ayant soumis, avec sa lettre, un plan d'alignement du terrain dont s'agit, la Délégation décide de renvoyer ce plan au Conseil du Tanzim, avec avis favorable.

Approbation ministérielle des votes émis par la Commission le 10 Juin 1903.

Communication est donnée de deux lettres de S. E. Ministre de l'Intérieur :

La 1^{re}, en date du 21 Juin 1903, N° 1788 B, informant que le Département des Travaux publics n'ayant pas d'objection à faire au sujet du vote de la Commission relatif à l'adoption du cahier des charges modifié pour l'installation d'une ligne à haute tension devant relier l'usine des Tramways de Karmous à la station de Bulkeley en vue de la transmission de la force motrice au réseau du chemin de fer de Ramleh, il approuve la décision qui a été prise à cet égard.

La 2^{me}, en date du 21 Juin 1903, N° 1789 B, informant que de l'avis conforme du Département des Travaux publics, il approuve le vote émis par la Commission au sujet du prolongement du boulevard de Ramleh jusqu'au pont de Chatby et au raccordement de la ligne de Ramleh à celle des Tramways.

Vidangeuse pneumatique de Levallois Perret.

L'Administration ayant, sur la proposition de la Délégation, demandé, par dépêche, l'avis de M. Quellenec, après visite sur place, au sujet de l'offre faite par la C^{ie} de

Levallois Perret pour l'assainissement de la ville au moyen de tubes pneumatiques, M. l'Ingénieur Conseil annonce par dépêche, en date du 19 courant, qu'il enverra son avis par le prochain courrier.

Occupation de la voie publique au bazar Ratib Pacha.

Sur rapport verbal favorable de M. Escoffier, la Délégation, revenant sur sa décision du 1^{er} Juillet 1902, autorise MM. Chakeman et Frangini à occuper la rue du bazar Ratib Pacha, devant leurs magasins, jusqu'à 70 centimètres des deux côtés de la voie. Il en sera de même pour toute autre demande d'occupation de cette rue. Toutefois, l'occupation contre le mur de l'église des R.P. Lazaristes continuera à être rigoureusement interdite.

Réparation en asphalte des stations de voitures.

Sur la demande du service de la voirie et vu le devis, la Délégation décide de provoquer des offres pour la mise en adjudication des travaux de réparation en asphalte coulé des trois stations de voitures de la Bourse Khédiviale, du café d'Europe et du square Ibrahim, avec garantie d'entretien pour 5 ans.

Fourniture de chakf.

Vu la note du service de la Voirie, la Délégation décide de mettre en adjudication la fourniture de 300 à 400 mètres cubes de chakf pour servir à la réparation des routes empierrées de Ramleh.

Dallage de la rue Ghebel Zeitoun.

La Délégation, vu le devis, en date du 16 courant, dressé par les services techniques, décide de mettre en adjudication les travaux de dallage de la rue Ghebel Zeitoun, située au jardin du Gabbari, y compris la petite place devant la gare.

Adjudication du dallage d'une partie de la route du Mex.

La Délégation adjuge à M. Andrea Vescia, plus bas offrant, au prix de 999 L.E., les travaux de pose de dallage de la route du Mex depuis la route des nouveaux docks jusqu'au village de Wardian.

Les autres soumissionnaires étaient MM. Palanca, Moscatelli. V. Erriquez, Falanga et E. Vitullo, Stefanelli Luigi, Marino Andrea.

Modification des seuils de l'immeuble Apostolidis, rue d'Aboukir

Sur la demande du D^r Apostolidis, et de l'avis conforme du service des arbres et plantations, la Délégation autorise l'enlèvement de 4 arbres en mauvais état plantés sur

le trottoir de sa propriété, rue d'Aboukir; ces arbres devront être remplacés par d'autres d'une essence différente.

Vu d'autre part la note de l'Ingénieur en chef du 4 courant, et se référant à sa décision du 5 mai 1903, la Délégation consent à laisser à la charge du Dr Apostolidis l'exécution des travaux de rehaussement du trottoir situé devant sa propriété, moyennant l'indemnité de 14 L.E. 150 mill. votée dans la séance précitée et qui lui sera payée à cet effet.

Elle autorise le l'intéressé à surélever à ses propres frais le trottoir de l'immeuble contigu au premier et y placer en bordure de la voie une balustrade, suivant dessin, qu'il devra soumettre au préalable à l'approbation des services techniques, l'ensemble du travail devant être exécuté sous leur surveillance.

Renouvellement du contrat de location au Rond Point

Se référant à sa délibération du 19 mai 1903, la Délégation, considérant que le Sieur Georges Caroungo, cafetier, paie annuellement à la Municipalité une somme de 17 L.E. environ pour droits d'occupation pour des chaises et tables installées au Rond Point, consent à réduire de 10 P.T. à 5 P.T. le m. c. par an la redevance qu'il aura à payer en outre pour la parcelle louée par lui dans le terrain de la pépinière municipale au Rond Point.

Convention des filtres.

Après un échange d'idées au sujet du projet de convention à passer avec la Compagnie des Eaux pour l'installation des filtres Jewell, les membres de la Délégation réservent leur appréciation pour la séance de la Commission, à laquelle cette convention sera soumise.

Congés.

La Délégation accorde un congé de 3 mois et demi, à partir du 3 juillet, à M. le Colonel Hopkinson Bey, chef surintendant de la brigade des pompiers. M. Lynu le remplacera pendant son absence.

Un congé d'un mois et demi est également accordé à M. Tewfick Abdou, employé au service du Tanzim.

Secours.

La Délégation accorde un secours équivalant à 3 mois de son traitement plus le mois du décès à la veuve de Mohamed eff. Chehata, ancien employé au service de la perception, décédé, sous réserve de la production d'une attestation régulière de famille délivrée par le cheik el Hara.

Ordre du jour de la Commission.

La Délégation arrête l'ordre du jour de la Commission, dont la réunion est fixée à mercredi, 1^{er} juillet prochain.

Budget de l'année 1903.

La Délégation se réunira Dimanche prochain, 28 courant, à 10 heures du matin, en séance spéciale, pour la discussion de la question du budget de l'année 1903

M. Escoffier se retire.

Installation d'une voie Decauville par la Neuchatel Asphalt Company.

Par lettre, en date du 18 avril 1903, la Neuchatel Asphalt Company demande à installer une voie Decauville de 60 centim. entre la porte de sa nouvelle usine de Karmous et la rive du Mahmoudieh pour faciliter le transport des marchandises arrivant par le canal.

La Délégation l'y autorise à la condition expresse que la Neuchatel Asphalt Coy., dalle la partie de route occupée, en entretienne le dallage, installe des rails enfoncés dans la voie pour ne pas gêner la circulation, paie les droits d'occupation, et qu'enfin elle enlève les rails, à la première réquisition de la Municipalité, sans que la Compagnie puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

La séance est ouverte à 7 heures et demie p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 7 Juillet 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DELÉGATION MUNICIPALE

Séance du 28 Juin 1903.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
L. ESCOFFIER,
MANSOUR BEY YOUSSEF.
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
A. WILLNER, *Secrétaire*.

MM. Benachi et Fenderl se sont fait excuser.

La séance est ouverte à 10 heures a.m.

Budget pour l'année 1903.

Le Président soumet son projet de budget pour l'exercice 1903, ainsi que le rapport explicatif qui l'accompagne, documents préalablement distribués aux membres.

Il dit que le fonctionnement de la Municipalité s'est poursuivi jusqu'ici sur les données du budget de 1902, mais qu'il a cru répondre au désir de la Commission en établissant celui de 1903. Le premier semestre étant écoulé, il n'a pu apporter ses idées personnelles que pour la période à courir depuis le 1^{er} Juillet.

La Délégation, tout en rendant hommage au soin qu'a apporté le Président à remplir cette tâche, estime que l'établissement d'un budget, en ce moment, serait quelque peu tardif et ce d'autant plus que le temps nécessaire à son étude tant par ce Collège que par le Comité des Finances, sa discussion par la Commission et les formalités relatives à son approbation par le Ministère, en reporteraient l'application à un mois de date, soit à la fin de juillet ; quelques mois après, avant la mi-novembre, la Commission aurait, en conformité de la loi, à arrêter le prochain budget de 1904.

La Délégation considère aussi que l'œuvre de réorganisation confiée à l'Administrateur n'étant pas encore achevée, et elle ne saurait l'être dans un espace de temps

relativement si restreint, son projet de budget de 1903 ne pourrait être considéré que comme purement provisoire et partiel en attendant qu'il ait pu réunir tous les éléments voulus pour l'accomplissement de la tâche qu'il a assumée ;

Qu'un vote de budget acquis en plein travail de réorganisation entraverait la liberté d'action de l'Administration aussi bien que celle de la Délégation et de la Commission ;

Vu encore, que la complication qui naîtrait de la cohésion d'un double budget sur un même exercice, serait de nature à créer certaines difficultés comptables, surmontables sans doute, mais qui ne répondraient pas à un résultat pratique suffisamment appréciable ;

Considérant, d'autre part, qu'il est vrai que certaines modifications au budget ont eu lieu au cours de l'exercice 1902 ; que d'autres plus importantes ont été nécessitées en 1903 par la poursuite du travail de réorganisation et l'augmentation de certaines dépenses ;

Mais attendu qu'il est possible, en raison des circonstances exceptionnelles où l'on se trouve, d'y faire face, ainsi qu'il a été déjà fait au début de l'exercice pour l'organisation d'un service d'inspection, d'abatage et autres, par des virements de crédit ou des propositions à faire à la Commission ;

Que dans cet ordre d'idées peuvent être comprises, après examen, les suggestions nouvelles contenues dans le rapport de l'Administrateur ;

Que son travail aura toujours été utile en ce qu'il pourra constituer un appoint très appréciable à l'étude du budget prochain, auquel il pourra servir de base.

Pour ces raisons, la Délégation, à la majorité de 4 voix contre 2 (celles du Président et de Mansour Bey) est d'avis de s'en tenir à la décision prise par la Commission dans sa séance du 29 octobre dernier, établissant pour 1903 le même budget que celui de 1902, et ce sous réserve des modifications apportées au cours du dit exercice, et de celles décidées au début de 1903 ou qui pourraient être introduites dans le restant de l'année courante.

Le Président dit que ce vote entraînera une série de virements successifs d'une notable importance et pourra occasionner une certaine confusion dans le service qui manquera, pour se guider, d'une règle de conduite bien définie au point de vue financier.

M. Ralli, en votant avec la majorité, attire l'attention de la Délégation sur ce qu'il prévoit l'obligation de régulariser divers crédits dont les prévisions ont été déjà dépassées comme celui des routes, dont la dépense a été déjà engagée, celui du fourrage par suite du surenchérissement de la marchandise, celui de l'extension de l'éclairage et différents autres chapitres du budget.

La séance est levée à midi et demi.

Le présent procès-verbal a été adopté le 29 juin 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DELÉGATION MUNICIPALE

Séance du 29 Juin 1903.

SOMMAIRE : Décision ministérielle au sujet du vote de la Commission sur l'Emprunt — Lettres ministérielles sur divers votes de la Commission ; — Affaire Kakavas, Calliadi et Nicolaï ; — Demande d'une allocation par la Société "Makarem el Aklak el Aslamieh" ; — Allocation demandée par la "Ligue contre la tuberculose" ; — Personnel du service de l'Octroi ; — Catacombes de Kom-el-Chogafa ; — Typhus bovin ; — Avis de M. Quellennec sur l'offre de la Compagnie Levallois-Perret ; — Adjudication de la fourniture de tuyaux ; — Fourniture de regards en pierre ; — Réparation des rues pour compte des Compagnies des Eaux et du Gaz ; — Remboursement de droits sur la chaux à Abdel Rahim Ghénaoui ; — Rupture d'un égout à la suite de la pose d'une conduite de gaz.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF.
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Le procès-verbal du 28 juin est adopté.

L'approbation de celui du 23 juin est réservée.

Au sujet de ce dernier procès-verbal M. Escoffier croit devoir, cependant, faire observer que la décision relative à l'installation d'une voie Decauville par la Newchatel Asphalt Cy., a été prise et discutée en dehors de sa présence, cette question ne figurant pas dans l'ordre du jour distribué aux membres. Il ajoute que s'il avait été présent, il aurait voté contre.

Décision ministérielle au sujet du vote de la Commission sur l'Emprunt.

La Délégation prend connaissance d'une lettre, en date du 24 juin 1903, N° 1829 B, de S.E. le Ministre de l'Intérieur au sujet de la décision prise par la Commission tendant à augmenter la faculté d'emprunt de la ville jusqu'à un million de livres, en vue des travaux de drainage et d'assainissement.

S.E. le Ministre dit que le Département des Finances, consulté à cet égard, a été d'avis qu'il y aurait lieu de s'assurer d'abord comment, dans l'état actuel des finances de la ville, la Municipalité se propose de faire face à la charge résultant de cette augmentation. Pour y arriver, il suggère un des deux moyens suivants : le premier serait de réaliser dans le budget des dépenses une économie suffisante pour couvrir l'annuité de l'emprunt ; le deuxième consisterait à trouver des ressources nouvelles par la création de taxes spéciales ou l'augmentation des taxes actuelles.

S.E. le Ministre estime par suite qu'il est nécessaire que cette éventualité soit envisagée avant d'aborder la question au fond.

La Délégation décide de soumettre cette lettre à la Commission Municipale.

Lettres ministérielles sur divers votes de la Commission.

Communication est donnée des diverses lettres suivantes adressées à la Municipalité par S.E. le Ministre de l'Intérieur :

La première, en date du 24 juin 1903, N° 1828 B, approuvant, de l'avis conforme du Département des Travaux Publics, la convention additionnelle passée avec l'entreprise Almagià et votée par la Commission dans sa séance du 1^{er} avril 1903.

La deuxième, en date du 27 juin 1903, N° 1881 B, approuvant, de l'avis conforme du Département des Travaux Publics, le vote émis par la Commission dans sa séance du 10 juin 1903, relatif au projet d'entente établi avec l'Ecole anglaise pour le nivellement de son terrain situé près de la gare de Ramleh.

La troisième, en date du 28 juin 1903, N° 1931 B, informant que le Ministère des Travaux Publics a délégué M. Webb, inspecteur général des Irrigations de la Haute-Egypte, pour le représenter au sein du Comité chargé d'étudier la situation créée par la distraction projetée du collecteur de l'entreprise des quais et de faire des propositions à cet égard.

Affaire Kakavas, Calliadi et Nicolaü.

La Délégation prend connaissance du dispositif de l'arrêt rendu le 24 juin 1903 par la Cour d'Appel Mixte dans l'affaire Kakavas, Calliadi et Nicolaü, dispositif communiqué par le Contentieux de l'Etat par note du 24 courant.

Cet arrêt, réformant le jugement de 1^{re} instance, met hors de cause la Municipalité et condamne les sieurs Calliadi et Nicolaü à payer à Kakavas une indemnité de 600 L.E. au lieu de celle de 1,200 L.E. primitivement fixée par les premiers juges.

Demande d'une allocation par la Société "Makarem el Aklak el Aslamieh".

Par lettre, en date du 25 courant, la Société de bienfaisance "Makarem el Aklak el Aslamieh" prie la Municipalité de lui accorder une subvention à l'instar des autres Sociétés de bienfaisance; outre les écoles qu'elle dirige, cette Société est en train de créer une asile pour les orphelins.

La Délégation soumettra cette demande à la Commission, avec avis favorable.

Allocation demandée par la "Ligue contre la tuberculose".

La Délégation soumettra à la Commission Municipale, avec avis favorable, une demande, en date du 25 juin 1903, présentée par le Président de la "Ligue égyptienne contre la tuberculose", tendant à l'allocation d'une subvention à cette institution.

Personnel du service de l'Octroi.

En réponse à la lettre de la Municipalité lui transmettant la requête des employés classés des octrois licenciés par suite de suppression d'emploi, tendant à être traités comme des agents hors cadre pour le règlement de leur gratification, la Direction générale de la Comptabilité de l'Etat informe que le Comité des Finances a décidé que la gratification leur revenant s'élève à un mois de traitement.

C'est sur cette base que les employés des octrois du Caire ont été réglés et il ne peut être rien fait de plus pour ceux des octrois d'Alexandrie.

La Délégation charge les services de remettre le dossier de cette question à Mohamed bey Saïd, en le priant de vouloir bien présenter un rapport à ce sujet pour une prochaine réunion.

Catacombes de Kom-el-Chogafa.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 27 courant, de M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux Publics, communiquant un rapport de M. Ehrlich, dans lequel il fait ressortir la nécessité de recouvrir d'une couche d'asphalte les rochers qui enveloppent les catacombes de Kom-el-Chogafa, pour assurer la conservation des monuments qui y sont renfermés.

Ces travaux ayant été évalués à L.E. 250, M. le Sous-Secrétaire d'Etat prie la Municipalité de mettre cette somme à la disposition du Ministère des Travaux Publics pour lui permettre d'exécuter le travail avant la saison des pluies.

La Délégation, se référant aux délibérations de la Commission Municipale des 13 novembre 1901 et 12 février 1902, estime qu'ainsi qu'il avait été entendu, le Gouvernement devait supporter tous les frais relatifs à ces fouilles.

Elle prie M. Ralli de vouloir bien en référer au Comité du Musée et de lui présenter un rapport sur la question.

Typhus bovin.

La Délégation prend connaissance d'une note, en date du 28 juin, de M. Piot, vétérinaire en chef de la Municipalité, sur le typhus bovin qui a éclaté parmi les animaux aux alentours d'Alexandrie et des mesures prises pour enrayer la maladie.

Avis de M. Quellenec sur l'offre de la Compagnie Levallois-Perret.

Lecture est donnée d'une lettre, en date du 20 juin 1903, de M. Quellenec, contenant son avis au sujet des propositions faites par la Compagnie de Levallois-Perret pour l'assainissement de la ville au moyen de tubes pneumatiques.

Cet avis sera vélocigraphié et distribué à tous les membres.

Adjudication de la fourniture de tuyaux.

La Délégation prend connaissance du rapport, en date du 29 juin, présenté par les services techniques au sujet des offres faites pour la fourniture de 1.500 mètres linéaires de tuyaux en grès.

Considérant l'urgence qu'il y a à avoir ce matériel nécessaire aux travaux entrepris, la Délégation adopte les conclusions du rapport des services et adjuge cette fourniture à M. Degiardé, au prix de P.T. 15 le mètre linéaire. La livraison de ces tuyaux sera effectuée de la manière suivante : 500 m. l. fin juillet, 700 m. l. fin août et 250 m. l. fin septembre 1903.

A ce sujet et vu la diversité des échantillons déposés par les fournisseurs, la Délégation invite les services à refuser à l'avenir tout échantillon dont les dimensions ne seraient pas conformes au type prescrit et voulu pour les opérations d'essai de résistance.

L'administration est, d'autre part, chargée de voir les besoins des services, relativement à la fourniture de tuyaux et ce en vue d'en effectuer la commande d'ores et déjà, par la voie de la mise en adjudication.

M. Escoffier tient à cette occasion à faire constater que le service technique qui avait obtenu, il y a longtemps, un crédit de 300 L.E. pour la construction d'un laboratoire d'essai, n'en a pas encore terminé l'installation. Il dit qu'il est urgent d'y donner suite car la Municipalité ne peut exiger des différents fournisseurs que les essais soient faits chez des concurrents qui possèdent ces installations.

La Délégation, partageant cette manière de voir, invite les services à terminer sans délai l'établissement du laboratoire d'essai municipal.

Fourniture de regards en pierre.

Vu la note du service de la voirie, en date du 29 courant, la Délégation autorise la mise en adjudication de 200 regards en pierre, dont 80 pour la route du Mex et 120 pour le service ordinaire de l'entretien du dallage.

Réparation des rues pour compte des Compagnies des Eaux et du Gaz.

Sur la proposition du Président et en conformité d'une note présentée par le bureau de la voirie, en date du 23 courant, la Délégation, dans l'intérêt de la bonne exécution du travail et d'un meilleur entretien des rues et routes, décide qu'à l'avenir, et en base de l'article 14 de la convention de mai-juin 1893 avec la Compagnie du Gaz et de l'article 4 du contrat de juin 1894 avec la Compagnie des Eaux, la réfection ou la réparation des voies macadamisées ou empierrées, occasionnée par les travaux entrepris par les dites Compagnies, sera effectuée directement par la Municipalité.

Le montant lui en sera remboursé sur simple facture au prix coûtant.

En cas de nécessité, la réparation sommaire pourra être faite immédiatement par les Compagnies intéressées; la réparation définitive devra toujours être effectuée par la Municipalité.

Il y aura lieu d'en informer les dites Compagnies et de les prévenir qu'elles aient à aviser la Municipalité de tout travail qu'elles auront à entreprendre sur la voie.

Remboursement de droits sur la chaux à Abdel Rahim Ghénaoui.

Vu la réclamation présentée, en date du 24 courant par Abdel Rahim Ghénaoui, et considérant qu'en vertu de contrat passé avec la Municipalité, il était exempt de droits sur la chaux fournie à cette Administration, qu'en vue du contrôle cependant il en payait le prix sauf remboursement ultérieur, que Abdel Rahim Ghénaoui a égaré les quittances mais qu'on ne saurait lui en faire un grief pour lui refuser un règlement qui lui est dû, la Délégation autorise le remboursement au précité d'une somme de L.E. 1,360 ^m/_m montant des droits qui lui ont été retenus de ce chef par le service de la perception.

Rupture d'un égout à la suite de la pose d'une conduite de gaz.

La Délégation, vu le dossier relatif à la coupure d'un égout par la Compagnie du Gaz, à la bifurcation des rues Tewfik et Lombart, à l'occasion de la pose de sa canalisation de gaz, prend note que cette Compagnie est prête à y effectuer tous les travaux nécessaires, qui lui seront prescrits par les services techniques, pour remédier aux dommages causés et assurer le libre écoulement des eaux.

La séance est levée à 6 heures et demie p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 7 Juillet 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DELÉGATION MUNICIPALE

Séance du 7 Juillet 1903.

SOMMAIRE : — Lotissement des terrains des biens libres à Alexandrie ; — Requête des employés acquittés de l'Octroi ; — Demande d'indemnité de M. G. Sciplini ; — Adjudications ; — Commande de tuyaux ; — Construction d'une salle d'attente, d'une chambre de toilette et cabinet ; — Empierrement de la route des cimetières ; — Egout de l'hôpital du Gouvernement et de l'école anglaise ; — Egout de Chatby ; — Vente d'un ziadet de Tanzim rue d'Allemagne ; — Catacombes de Kom-el-Chougafa ; — Achat d'un terrain par la Société " El Orwa el Woska " ; — Niveau demandé par l'Administration des Gardes-Côtes ; — Demande de crédit supplémentaire pour la construction des écuries ; — Recettes Municipales.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
E. BENACHI,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

M. L. ESCOFFIER s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Les procès-verbaux des séances des 23 et 29 juin 1903 sont adoptés.

Lotissement des terrains des biens libres à Alexandrie.

Par lettre, en date du 4 juillet, N° 176, S.E. le Ministre des Finances fait savoir, que conformément au désir exprimé par la Municipalité, il a décidé qu'à l'avenir le Gouver-

norat communiquera avec cette administration à l'effet d'avoir son adhésion à tout lotissement ou tracé qui seraient faits dans les terrains de l'Etat à Alexandrie.

Des instructions ont été données dans ce sens au Gouvernorat, qui a été, en même temps, invité à se mettre en rapport avec la Municipalité pour la révision du lotissement et du tracé déjà effectués dans les terrains du quartier de Moharrem-Bey.

Quant à la vente qui devait avoir lieu le 13 juin dernier, ordre a été donné au Gouvernorat d'y sursavoir en attendant le nouveau lotissement.

La Délégation décide d'en référer au Conseil du Tanzim.

Requête des employés acquittés de l'Octroi.

En réponse à la communication qui lui a été faite de la requête des anciens employés de l'octroi acquittés par le Conseil de Discipline, tendant à obtenir une gratification, la Direction Générale de la Comptabilité de l'Etat informe, par lettre du 1^{er} courant, que le Ministère des Finances ne peut prendre cette requête en considération, attendu que, à l'égard des agents des octrois du Caire, soit déférés au Parquet sous l'inculpation de fraude et acquittés ou ayant bénéficié d'une ordonnance de non lieu, soit même cités comme témoins, ce Ministère a décidé qu'il n'y avait pas lieu de leur donner des gratifications en dehors de l'indemnité réglementaire à laquelle ils peuvent avoir droit.

La Délégation en prend note.

Demande d'indemnité de M. G. Sciplini.

La Délégation rejette une demande communiquée par le Contentieux de l'Etat, par lettre du 1^{er} juillet 1903, par laquelle M. l'avocat Giuliotti sollicite pour son client, M. G. Sciplini, une indemnité de licenciement, moyennant quoi ce dernier renoncerait à toute autre réclamation et à tout appel du jugement du 30 mai 1903.

Adjudications.

Fourniture de fourrages. — La Délégation adjuge à M. Abdel Hadi Chtéoui, seul offrant, la fourniture de la paille de litière, au prix de 150 P.T. la tonne, consenti par celui-ci après réduction.

La seule soumission présentée par Ibrahim Eff. Metualli pour la fourniture de l'orge, fève et paille (tebn) n'ayant pas été considérée comme favorable, la Délégation décide de ne pas y donner suite et de provoquer des offres pour une nouvelle adjudication de cette fourniture, par voie de kaimed mazad.

Fourniture de chakf. — Il est procédé par voie d'enchères à l'adjudication de la fourniture de 400 mètres cubes de chakf.

M. Stefano Cernitz, plus bas offrant, est déclaré adjudicataire de cette fourniture, au prix de P.T. 16 1/2 le mètre cube.

Les autres concurrents étaient MM. Giuseppe Romanelli et Saleh Aly.

Commande de tuyaux.

Les services ayant demandé à pouvoir acheter d'urgence 1.200 m.l. de tuyaux en grès de 30 c.m. de diamètre pour pouvoir faire face à l'exécution simultanée des travaux de canalisation des rues Aboussiri, Mex, de l'hôpital du Gouvernement et Victoria Collège, la Délégation charge l'Ingénieur en Chef de rechercher si on peut trouver ces tuyaux sur place et, au besoin, s'il n'y aurait pas lieu d'utiliser des tuyaux en ciment.

Une note devra être présentée à ce sujet à la Délégation.

Construction d'une salle d'attente, d'une chambre de toilette et cabinet.

La Délégation vu le devis, décide, à la majorité, de proposer à la Commission l'ouverture d'un crédit de 150 L.E. pour la construction d'une salle d'attente, d'une chambre de toilette et cabinet, annexes au bureau de l'Administrateur.

Empierrement de la route des cimetières.

La Délégation décide de mettre en adjudication les travaux d'empierrement de la route longeant les cimetières européens.

Les services techniques sont chargés de présenter un devis pour l'empierrement de la rue conduisant au cimetière indigène de la Colonne Pompée.

Egout de l'hôpital du Gouvernement et de l'école anglaise.

La Délégation prend connaissance d'une note, en date du 7 courant, ainsi que des devis présentés par l'Ingénieur en chef pour la construction de l'égout de l'hôpital du Gouvernement, avec embranchement desservant l'Ecole anglaise, en remplacement de celui traversant actuellement les terrains de cette Institution et qui va être mis à nu par le fait du nivellement des dits terrains.

Cet égout se raccordera avec le collecteur de Chatby et les travaux en sont évalués à 510 L.E. environ.

Se référant à l'entente intervenue avec le Victoria College mettant ces frais à la charge de la Municipalité, la Délégation adopte le tracé proposé par l'Ingénieur en chef et décide la mise en adjudication des travaux.

Cette décision est prise à la majorité, Abany Bey étant contraire.

Egout de Chatby.

Le Président informe qu'en conformité du vote de la Commission émis en séance du 10 Juin 1903 et en se référant à la précédente décision de la Délégation du 9 du dit mois réglant l'exécution de la construction de l'égout provisoire de Chatby, il a donné les ordres à M. Almagià pour la confection du dit égout, avec déversoir débouchant de

l'autre côté de Silsileh, au prix forfaitaire de 1.000 L.E. en réservant la question de savoir à qui de l'Entreprise ou de la Municipalité devra finalement incomber la dépense.

La Délégation en prend note.

Mohamed Bey Saïd demande au Président et à l'Ingénieur en Chef si la mise en exécution de ce travail n'est pas contraire à la dernière décision de la Commission Municipale votant le collecteur général. Il lui est répondu que la confection de l'égout de Chatby est un travail provisoire, qui, vu l'urgence que présente, au point de vue sanitaire, la question de l'évacuation des eaux de Chatby et de l'égout de la rue de la Porte Rosette, ne saurait souffrir de retard, alors que la mise en exécution du collecteur général exigera un laps de temps assez considérable.

Vente d'un ziadet de Tanzim rue d'Allemagne.

Par lettre en date du 21 Avril 1903, M. Rolo, en demandant une roksa pour une construction qu'il se propose d'ériger le long de la route longeant l'hôpital du Gouvernement, en prolongation de la rue du Musée, signale qu'en conformité du plan d'alignement cette route, prévue à une largeur de 10 mètres, devrait être reportée de 5 mètres à l'Est de son terrain et le mur de l'hôpital reculé d'autant, afin d'en concorder l'axe avec celui de la rue du Musée.

M. Rolo offre d'acheter la bande de terrain en bordure de sa propriété, qui résulterait de la régularisation de la rue, au même prix dernièrement payé par lui à M. Alderson pour le restant de la parcelle, et s'engage de reconstruire à ses frais le mur de l'hôpital sur l'alignement décrété.

La Délégation, vu le dossier relatif à cette question, et se référant aux décisions prises à cet égard par le Conseil du Tanzim et le Comité d'évaluation, autorise la vente à M. Rolo du ziadet de tanzim en question, soit p.c. 572, 53 au prix de P.T. 102, 5 le p.c., à la condition qu'il reconstruira à ses frais, le mur de l'hôpital du Gouvernement à son alignement.

Catacombes de Kom-el-Chougafa.

Le Vice-Président fait rapport au sujet de la demande de crédit de L.E. 250 faite par le Ministère des Travaux Publics pour recouvrir d'une couche d'asphalte les rochers de la nécropole de Kom-el-Chougafa.

Il dit que les sommes accordées par le Ministère des Finances pour les recherches et les travaux de consolidation de la catacombe s'élèvent à L.E. 1525, et qu'il est indispensable d'exécuter le nouveau travail demandé avant les pluies, afin de préserver contre l'infiltration des eaux ce monument, unique dans son espèce.

La Délégation, considérant que le Gouvernement a déjà pris sur lui de faire l'avance des sommes nécessaires aux réparations des catacombes de Kom-el-Chougafa et que le nouveau travail requis n'est que le complément de l'œuvre entreprise, charge le Président d'en référer au Ministère des Finances pour qu'il veuille bien continuer à supporter les nouvelles dépenses nécessaires à cet effet.

Achat d'un terrain par la Société "El Orwa el Woska".

Par lettre, en date du 7 courant, S.E. le Gouverneur informe que la Société de Bienfaisance "El Orwa el Woska" désire acheter un terrain près du pont de Chatby, à côté de celui demandé par la communauté hellénique, pour la construction de son école des Arts et Métiers.

S.E. le Gouverneur ayant soumis avec une lettre un plan d'alignement du terrain dont s'agit, la Délégation décide de renvoyer ce plan au Conseil du Tanzim, avec avis favorable.

Niveau demandé par l'Administration des Gardes-Côtes.

La Délégation prend connaissance d'une lettre, en date du 6 juillet 1903, de l'Administration des Gardes-Côtes demandant à la Municipalité de lui donner le niveau des terrains sur les quais qui lui ont été cédés à Silsileh, en vue de la construction dont elle a confié l'érection à l'entreprise Almagià et que celle-ci doit terminer dans un délai déterminé sous peine de dommages-intérêts.

Le Président signale l'impossibilité pour les services de donner ce niveau tant que la Commission ne se sera pas prononcée sur le rehaussement du quai, et l'urgence qu'il y a, d'autre part, vu la demande des Gardes-Côtes, à prendre une décision sur la question.

La Délégation décide de soumettre cette lettre à la prochaine séance de la Commission.

Demande de crédit supplémentaire pour la construction des écuries.

L'ingénieur en chef ayant demandé, par note du 6 courant, un crédit supplémentaire de L.E. 150 pour la réfection, en linoléum, de la toiture des nouvelles écuries de Chatby, la Délégation estime qu'il serait préférable de revêtir cette toiture de tuiles.

Elle demande, en conséquence, à l'ingénieur en chef, avant de prendre une décision, un devis comparé pour la réparation de cette toiture soit en linoléum, soit en tuiles.

Recettes municipales.

La Délégation prend connaissance d'un état, ci-annexé, des recettes municipales s'élevant, du 1^{er} janvier au 30 juin 1903, à L.E. 84.826.

La séance est levée à 8 heures et demie p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 13 juillet 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

ANNEXE

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 7 JUILLET 1903.

TABLEAU COMPARATIF

des Recettes Municipales du 1^{er} Janvier au 30 Juin 1902-1903.

	RECETTES DE 1902	RECETTES DE 1903	Encaissé en moins EN 1903	Encaissé en plus EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	7.165	7.655	—	490
Produit de la taxe sur les véhicules et animaux ...	4.032	3.305	A) 727	—
Redevance des Tramways: Taxe.	1.007	1 012	—	5
Redevance des Tramways pour l'Entret en des routés.....	500	500	—	—
Produit de 1 % sur la valeur locative de la pro- priété bâtie.....	3 020	3.387	—	367
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	7.849	28.601	—	20.752
Produit de la taxe de 2 % sur les loyers.....	8 149	8.651	—	502
Droits d'exploitation des carrières.	—	4.351	—	4 351
Recettes de l'Octroi.....	27.203	—	27.203	—
» » l'Abattoir.....	7.913	13.342	—	5.429
» du Tanzim.....	2.000	2.396	—	396
» diverses*.....	1 858	1.567	B) 291	—
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	436	1.021	—	585
Participation des propriétaires pour l'asphaltage des rues.....	509	—	C) 509	—
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance.....	489	424	D) 65	—
Moitié du produit de la vente des Biens Libres....	—	943	—	943
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
Location des Immeubles Libres de l'Etat.....	—	671	—	671
Allocation de la Caisse de la Dette pour l'Assainis- sement Général.....	2.500	2.500	—	—
Allocation du Gouvernement pour l'Assainissement Général.....	2.500	2.500	—	—
	79.130	84.826	28.795	34.491
Encaissé en plus en 1903	5.696	—	5.696	—
	84.826	84.826	34.491	34.491

* Développement des Recettes diverses.	1902	1903
Recettes Sanitaires.....	90	145
Location des Jardins.....	324	244
Location de terrains à Bab-Sidra.....	—	—
Vente de dalles et de pierres.....	31	143
Vente d'immondices.....	81	363
Retenues pour uniformes.....	130	103
Autres produits du budget.....	582	569
Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	1.858	1 567

A — La diminution conformément aux déclarations du Service de la Perception est la conséquence de la suppression totale des postes d'Octrois, qui percevaient une grande partie des recettes de la taxe sur les véhicules et animaux.

B — L'allocation du commerce d'exportation figurant dans les recettes diverses, de l'exercice 1902 n'a pas encore été versée cette année-ci.

C — Ce chef de recettes ne figure plus dans le budget de 1903.

D — La diminution provient du licenciement de plusieurs employés classés.

DELÉGATION MUNICIPALE

Séance du 13 Juillet 1903.

SOMMAIRE : Terrains à réserver sur les quais pour la construction du Gouvernorat ; — Officiers de police judiciaire ; — Règlement disciplinaire ; — Décision ministérielle au sujet de la convention des filtres ; — Arrêté relatif aux carrières d'Alexandrie ; — Décision ministérielle au sujet du vote de la Commission relatif au collecteur général ; — Projet d'échange avec S. A. le Prince Toussoun, nazir du Wakf Aboussiri ; — Egout provisoire de Chatby ; — Rachat militaire ; — Demande d'avance ; — Secours ; — Congés.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF.
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

La séance est ouverte à 5 h. 30 p.m.

Le procès-verbal de la séance du 7 juillet 1903 est adopté.

Terrains à réserver sur les quais pour la construction du Gouvernorat.

Par lettre, en date du 6 juillet 1903, S.E. le Gouverneur fait savoir qu'ayant écrit au Ministère de l'Intérieur au sujet de la parcelle de terrain de 3.330 mètres carrés que la Municipalité consent à céder sur les quais pour la construction du nouveau Gouvernorat et de ses annexes, ce Ministère l'informe par lettre dont il transmet copie, que le Département des Travaux Publics estime que cette parcelle est insuffisante et qu'il en

faudrait une d'une superficie trois fois plus grande pour les divers bâtiments projetés, savoir :

1° Un palais pour le Gouvernorat et ses annexes.	mètres carrés	3500
2° Une bâtisse pour les bureaux des Ministères comprenant quatre pièces pour chaque Ministère	„	1.500
3° Une maison pour l'habitation du Gouverneur	„	1.000
4° Un bâtiment pour d'autres Administrations comprenant les bureaux du Contentieux de l'Etat, des services du Tanzim, des Irrigations et des bâtiments de l'Etat . .	„	4.000
		<hr/>
	mètres carrés	10.000

S.E. le Gouverneur ayant demandé de relever au plus tôt le terrain requis, la Délégation, avant de se prononcer, charge le Président de s'aboucher avec lui pour savoir quel est l'emplacement qu'il préférerait et en faire rapport à la Délégation.

Il est bien entendu que, dans tous les cas, aucun terrain ne sera cédé sans une compensation équivalente de la part du Gouvernement.

Officiers de police judiciaire.

En réponse à la demande de la Municipalité, tendant à faire revêtir de la qualité d'officiers de police judiciaire les trois inspecteurs des services, le Ministère de l'Intérieur informe, par lettre du 7 courant, qu'il serait bon d'énumérer dans un seul décret les fonctionnaires de la Municipalité déjà investis de cette qualité et tous ceux auxquels la Municipalité désire voir attribuer la même qualité.

S.E. le Ministre de l'Intérieur prie donc, sur ces données, de préparer et de lui communiquer un projet de décret comprenant tous les fonctionnaires ou employés que la Municipalité croirait nécessaires, pour le bien du service, de revêtir de la qualité d'officier de police judiciaire.

Le Président communique à ce sujet une liste de propositions de M. l'Administrateur.

La Délégation, examinant une à une ces propositions, est d'avis de conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux agents suivants :

Les trois inspecteurs des services(décidé par la Commission du 29 avril 1903) ;

A leur sujet, Mohamed Bey Saïd attire l'attention de la Délégation sur l'inopportunité de leur conférer la qualité d'officier de police judiciaire, les postes d'inspecteurs des services n'étant que provisoires.

L'inspecteur du Tanzim (majorité) ;

L'inspecteur de l'occupation de la voie publique (majorité) ;

L'inspecteur-contrôleur des machines (déjà investi de cette qualité) ;

L'inspecteur sanitaire (déjà investi de cette qualité) ;

Tous les médecins de quartier (déjà investis de cette qualité) ;

Le vétérinaire en chef-directeur de l'Abattoir (majorité 3 contre 3 avec voix prépondérante du Président).

L'Inspecteur des boucheries (déjà investi de cette qualité).

A la liste de l'Administrateur, la Délégation propose d'ajouter :

Le directeur des services techniques ;

Le sous-directeur des services techniques ;

Tous les ingénieurs du Tanzim (majorité).

Par contre, à la majorité, elle estime qu'il y a lieu de retrancher de la liste proposée par l'Administrateur : l'aide-vétérinaire, le chef du service du nettoyage et le sous-chef du service de nettoyage.

La lettre précitée du Ministère ainsi que l'état arrêté par la Délégation seront soumis à la Commission.

Règlement disciplinaire.

Comme suite à son télégramme du 29 juin dernier, S.E. le Ministre de l'Intérieur informe, par lettre du 11 juillet 1903, N° 2,029 B, que la rédaction définitive de l'art. 6, du règlement disciplinaire, devrait être la suivante :

“ Les anciens employés du Gouvernement transférés à la Municipalité et qui ont conservé leurs droits à la pension, continueront à être régis, en ce qui concerne la pension, selon l'arrangement intervenu lors de leur transfert à la Municipalité. ”

S.E. le Ministre prie le Président, au cas où la Commission Municipale accepterait cette rédaction, de revêtir l'arrêté de sa signature et de lui en adresser copies en français et en arabe afin d'en permettre la publication dans les journaux officiels.

La Délégation soumettra cette lettre à la Commission Municipale.

Décision ministérielle au sujet de la convention des filtres.

Communication est donnée d'une lettre, en date du 11 juillet 1903, N° 2,027 B, de S.E. le Ministre de l'Intérieur informant qu'il va hâter autant que possible la sanction de la convention relative aux filtres, mais que vu l'importance de la question et l'examen dont elle doit faire l'objet, il prie la Municipalité de tenir en suspens l'exécution du vote du 1^{er} juillet jusqu'au résultat de l'examen susdit.

Cette lettre sera soumise à la Commission Municipale.

Arrêté relatif aux carrières d'Alexandrie.

En réponse à une lettre de la Municipalité du 9 juin dernier, S.E. le Ministre de l'Intérieur informe, par lettre du 11 juillet 1903, N° 2,026 B, que s'étant adressé au Département des Travaux Publics pour lui exposer que la Municipalité proposait que l'arrêté relatif aux carrières d'Alexandrie fut mis en vigueur, ce Département lui a répondu par une lettre du 28 juin dernier, accompagnée d'une note, dont il transmet copie.

D'après cette note, plusieurs modifications devraient être introduites dans cet arrêté ; or cet arrêté avait été approuvé par la Cour d'Appel Mixte et il est impossible aux Travaux Publics de le modifier à moins d'obtenir au préalable une nouvelle approbation de cette Cour ; d'un autre côté cet arrêté ne peut être pris par la Municipalité, car il contient toutes les conditions d'exploitation des carrières qui doivent rester la propriété de l'Etat.

En cet état de choses, S.E. le Ministre de l'Intérieur pense qu'il serait bon d'attendre la rentrée de la Cour d'Appel Mixte afin de pouvoir lui soumettre le nouvel arrêté modifié. La Délégation décide de soumettre cette lettre à la Commission Municipale.

**Décision ministérielle au sujet du vote de la Commission
relatif au collecteur général.**

Communication est donnée d'une lettre, en date du 12 juillet 1903, n° 2030, de S. E. le Ministre de l'Intérieur, au sujet de la décision prise par la Commission Municipale dans sa séance du 4 juillet 1903 relativement au collecteur général.

Par cette lettre, S. E. le Ministre dit que le Gouvernement n'intervient qu'avec la plus grande réserve dans l'exécution des décisions de la Commission, qui est particulièrement responsable de la gestion des affaires municipales.

Si, en la circonstance, la Commission se croit justifiée à dépenser pour ce travail les fonds qui lui ont été confiés, le Gouvernement n'entend pas exercer à cette occasion son droit de veto.

Son Excellence ajoute qu'elle ne peut pourtant s'abstenir d'exprimer l'espoir que la Commission Municipale, prenant en considération les opinions émises par MM. Quellenec, James et autres ingénieurs, étudiera soigneusement toutes les difficultés de l'entreprise avant de mettre sa décision à exécution.

A ce sujet, le Président donne également communication d'une lettre de M. Quellenec, transmise par M. Malaval, par lettre du 13 juillet 1903, relativement aux inconvénients qui pourraient résulter de la construction d'un collecteur débouchant à Silsiley et donnant quelques conseils au sujet du prix des ouvrages à donner à l'entreprise en remplacement du collecteur.

La Délégation décide de vélocigraphier et de distribuer à tous les membres de la Commission la lettre ministérielle précitée ainsi que celle de M. Quellenec, avant la prochaine séance de cette Assemblée.

M. Escoffier se retire.

Projet d'échange avec S. A. le Prince Toussoun, nazir du Wakf Aboussiri.

Communication est donnée d'une note du service du Tanzin au sujet d'un projet d'échange négocié avec S. A. le Prince Toussoun, nazir du Wakf Aboussiri, pour la régularisation des alignements du terrain dit "Echèches de Ras-el-Tin", relevant du dit Wakf.

D'après cette note S. A. le Prince Toussoun consentirait à céder gratuitement à la ville m² 4697,5, représentant la superficie de deux rues à ouvrir dans ce terrain, à la condition pour la Municipalité de placer des bordures de trottoirs des deux côtés des dites rues.

D'autre part, le dit Wakf céderait à la ville m² 3390, représentant l'emplacement occupé par les nouvelles fouilles d'Anfouchy, et m² 1932,35 en vue de l'élargissement de la rue de Ras-el-Tin, conformément à l'alignement décrété, soit en tout 5322 m² 35,

contre une quantité équivalente de terrain en excédent de Tanzim dans la rue Lewa, excédent qui, abstraction faite des rues et d'une partie de terrain sur lequel le Gouvernement a autorisé l'érection de quelques constructions, s'élève à m² 7444,10. Au sujet de cet excédent un différend existe entre la Municipalité et le Gouvernorat, la première le considérant comme excédent, et par suite, comme propriété de la ville, et le deuxième le considérant comme bien libre de l'Etat, mais le service du Tanzim estime que, vu les droits de la ville sur cet excédent, le différend pourra être facilement aplani.

Le Conseil du Tanzim, appelé à examiner la question, a émis un avis favorable au tracé des routes, mais désire avoir, au sujet de l'échange projeté, l'appréciation de la Délégation.

La Délégation, avant de se prononcer, demande : 1° à savoir s'il est absolument nécessaire de conserver l'emplacement où se trouvent les catacombes et si ces dernières présentent réellement un intérêt archéologique ; 2° qu'on se mette au préalable d'accord avec le Gouvernement au sujet de la propriété du ziadet de Tanzim ; 3° qu'il soit établi une estimation approximative des terrains à échanger et qu'un devis soit dressé pour l'établissement de la bordure en question et la réparation des deux routes projetées.

Les services intéressés sont invités à présenter une note sur ces différentes questions.

Egout provisoire de Chatby.

Par lettre en date du 10 Juillet 1903, l'entreprise Almagià informe qu'elle accepte, sous les réserves formulées, d'effectuer le travail de déviation du canal Farkha à Chatby, au prix forfaitaire de 1000 L.E.

Remboursement de dalles brisées par MM. Haselden et Cie.

Communication est donnée d'une note des services techniques au sujet des dégâts occasionnés aux routes par MM. Haselden et Cie., par suite du transport de deux chaudières, de la Douane à l'Usine du rond-point de la Compagnie des Eaux, dans la journée du 12 Mai 1903.

Le montant de ces dégâts est évalué, en dalles brisées, en regards cassés et en travail de réfection, à L.E. 53,575 ^m/_m, dont il y a lieu de déduire L.E. 15,600 ^m/_m représentant la valeur des dalles retirées, soit un total de L.E. 37,975 ^m/_m dont MM. Haselden et Cie., sont redevables à la ville.

A la suite des pourparlers, ces derniers ayant finalement déclaré qu'ils étaient disposés à indemniser la Municipalité moyennant une somme forfaitaire de L.E. 30, la Délégation accepte.

A ce sujet et pour éviter le retour de pareils dommages, la Délégation attire l'attention des services techniques sur la nécessité d'exiger des personnes transportant des charges lourdes d'employer des roues ayant l'écartement et la largeur voulus à cet effet.

Un rapport devra lui être présenté à ce sujet.

Rachat militaire.

La Délégation accorde à M. Farag Abdel Wahab, chaouiche du service sanitaire, une avance de L.E. 20 pour son rachat militaire.

Il aura à rembourser cette somme moyennant une retenue de L.E. 1 par mois sur son salaire.

Demande d'avance.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une demande de M. Haggi Andrea, employé aux services sanitaires, tendant à obtenir une avance de L.E. 16, à titre de prêt, sur son traitement.

Secours

La Délégation charge Mohamed Bey Saïd d'examiner une question soulevée par le Gouvernorat au sujet de la répartition du secours alloué à la famille d'Ibrahim Ambar, décédé.

Congés.

La Délégation, vu le certificat, en date du 7 courant, délivré par la Commission médicale, accorde à Osman Eff. Rifky, un congé de maladie de 40 jours ;

Vu la note des services, un congé de 3 mois est accordé à M. Angarano, qu'il prendra au retour de M. de Lagarenne.

La séance est levée à 8 heures p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 21 Juillet 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 21 Juillet 1903.

SOMMAIRE : — Réclamation de MM. Ball Brothers au sujet de la consignation de la caillasse d'Abou Zabel ; — Affaires judiciaires ; — Modification de la ligne de Bab-el-Karasta ; — Catacombes de Kom-el-Chougafa ; — Réfection du pont-route du Gabbari ; — Règlement disciplinaire ; — Adjudications ; — Construction d'un urinoir à Bab-el-Karasta ; — Projet de nouvelle gare maritime ; — Commande de tuyaux ; — Proposition de M. Celi au sujet des résidus de caillasse ; — Crédit supplémentaire pour la réparation de la toiture des écuries ; — Expropriation Mohamed Koraïm ; — Comptes de l'emprunt ; — Ruelles privées de la ville ; — Droits sur la pierre fournie aux Prisons ; — Congés ; — Démission de M. Touchard ; — Secours.

Présents :

MM. AMB. A. RALLI, *Président*,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

L. STAGNI, *Membres*,

A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

SOLIMAN BEY ABANI s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 4 heures p. m.

Le procès-verbal du 13 Juillet est approuvé.

Réclamation de MM. Ball Brothers au sujet de la consignation de la caillasse d'Abou Zabel.

Par diverses lettres adressées à la Municipalité, MM. Ball Brothers, représentants de MM. Coressy, Allan & C^e, réclament une somme de L.E. 30 500 mill. pour frais supplémentaires de transport qu'ils ont été obligés de faire en vue de la consignation de la caillasse d'Abou Zabel, par suite de l'encombrement de la gare de Hadra, premier lieu de déchargement, occasionné par les importants envois successifs de cette fourniture.

La Délégation, vu la note, en date du 21 juillet 1903, présentée par le service de la voirie à ce sujet, charge le Président de régler cette question avec les intéressés au mieux des intérêts de la ville.

Le Président croit devoir informer la Délégation qu'il déléguera ultérieurement quelqu'un de l'administration aux carrières d'Abou Zabel pour les vérifications à faire, en vue du remboursement à la Municipalité du 5 % sur la recette brute provenant de la vente des pierres que les concessionnaires ont pu effectuer aux tiers, en vertu de l'article 15 du contrat passé avec eux.

Affaires judiciaires.

Procès Mahmoud Souellem. — Communication est donnée d'une lettre, en date du 17 courant, du greffier en chef du Tribunal Indigène, informant que la Municipalité a été condamnée dans l'affaire Souellem, relative à l'emprise d'un terrain à Bab Sidra-el-Barrani, à une somme de 100 L.E. et aux frais pour un montant de 17 L.E. dont il réclame le paiement.

La Délégation est d'avis de proposer à la Commission d'acquiescer à ce jugement.

Relativement aux frais de procès, la Délégation, sur l'observation de M. Escoffier, se réserve de reprendre la question du débet judiciaire en faveur de la Municipalité, celle-ci devant y avoir droit par le fait du transfert à la ville de divers services qui en bénéficiaient alors qu'ils dépendaient du Gouvernement.

Procès Bayoumi Hassan Chalabi. — Il est pris note d'une lettre du Contentieux de l'Etat du 17 courant, informant que dans l'affaire Hassan Bayoumi Chalabi, poursuivi en paiement de la taxe du 2 % sur les loyers, le Tribunal Indigène a condamné la Municipalité à P.T. 50 à titre de dommages intérêts et aux frais.

Procès Mohamed el Gohari. — Par requête, Mohamed el Gohari, ancien agent hors cadre, sellier au service de cette administration, a présenté une demande à la Commission d'assistance judiciaire tendant à être autorisé à actionner la Municipalité en paiement d'une somme de P.T. 7650 à titre d'indemnité pour renvoi intempestif après de nombreuses années de service.

La Délégation consultée sur la suite à donner, estime qu'il y a lieu d'attendre à ce sujet les explications de l'Administrateur.

Projet de transaction Celi. — Les services proposent, en vue d'une transaction dans l'affaire Celi, d'effectuer une dépense évaluée à 30 L.E. pour continuer les remblais de la route dite Karam, à Bulkeley, jusqu'au mur de la propriété de ce dernier et former un talus intérieur pour le soutènement de ce mur.

La Délégation n'est pas d'avis de transiger dans cette affaire; M. Celi a construit dans un bas-fond et il est tout naturel qu'il supporte toutes les conséquences résultant pour lui de ce fait.

Elle estime, donc, qu'il y a lieu, en l'espèce, de laisser le procès suivre son cours.

Modification de la ligne de Bab-el-Karasta.

Par lettre en date du 16 juillet 1903, S. E. le Ministre de l'Intérieur informe que le Département des Travaux Publics n'a pas d'objection à faire au sujet de la suppression d'une partie de la ligne des Tramways aboutissant à la porte n° 14 de la Douane, à Bab-el-Karasta et son remplacement par une boucle passant dans la rue Ramsès pour se relier à la rue de Ras-el-Tin réduisant ainsi à une seule ligne la voie entre le tournant de la rue de la Marine et la rue Ramsès.

En conséquence, S. E. le Ministre approuve la décision prise par la Commission Municipale à cet égard dans sa séance du 17 juin dernier.

Catacombes de Kom-el-Chogafa.

En réponse à une lettre de la Municipalité du 15 juillet 1903, M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances informe que ce Ministère met à la disposition de la Municipalité la somme de 250 L.E. nécessaire pour recouvrir d'une couche d'asphalte les rochers qui enveloppent les catacombes de Kom-el-Chogafa, afin d'empêcher l'infiltration des eaux de pluie qui pourraient nuire à la conservation de ce monument.

Réfection du pont-route du Gabbari.

Par lettre en date du 17 juillet 1903, le Conseil d'administration des Chemins de fer de l'Etat informe que la réponse de la Municipalité ne lui étant pas encore parvenue, il a employé à d'autres travaux les sommes destinées à la réfection du pont-route du Gabbari. Le projet est en conséquence abandonné pour le moment, sauf à être repris plus tard avec certaines modifications.

La Délégation fait remarquer qu'on ne saurait lui reprocher ce retard, car elle ne pouvait donner de réponse avant que les pourparlers engagés tant avec l'Association du Commerce d'exportation qu'avec la Société des Tramways pour la contribution de la dépense aient abouti.

Le Commerce d'Exportation avait accepté sa participation et la réponse de la Société des Tramways devait arriver incessamment.

Quoiqu'il en soit, la Délégation compte que, vu l'insuffisance de largeur de cette artère et les nécessités du Commerce, dont l'Administration des Chemins de fer est la première à profiter, la question de la réfection de ce pont sera reprise au plus tôt.

Règlement disciplinaire.

Communication est donnée du *Journal Officiel* du 18 Juillet 1903, N° 81, publiant l'arrêté portant règlement disciplinaire pour le personnel de la Municipalité, du 15 juillet 1903.

Adjudications.

Dallage de la rue Gebel Zeitoun. — La Délégation adjuge à M. V. Erriquez, plus bas offrant, au prix de 89 L.E., les travaux de dallage de la rue Gebel Zeitoun, au

Gabbari. Il y aura lieu toutefois de porter la largeur de la chaussée de cette rue de 8 mètres à 10 mètres si possible, sans toucher aux arbres.

Le prix de l'adjudication sera pour ce supplément de travail majoré proportionnellement à l'offre.

Les autres soumissionnaires étaient MM. F. Pizzolante, Marino Andrea, Montelli, Saad Moutaweh et G. Valacca.

Fourniture de regards. — Les offres pour la fourniture de regards en pierre ayant paru élevées, la Délégation, vu l'urgence qu'il y a à les commander, décide de donner suite à l'adjudication, mais de réduire au strict nécessaire la fourniture. Il ne sera ordonné que 120 regards au lieu de 200 prévus au cahier de charges.

Dans ces conditions MM. Dégiardè Frères sont déclarés adjudicataires pour 120 regards au prix de 125 P.T. l'un.

L'autre soumissionnaire était M. Pellerano.

Fourniture de fourrages. — La Délégation procède par voie d'enchères à l'adjudication de la fourniture de fourrages.

Prennent part à l'adjudication MM. Ibrahim Metualli, Hassan Deghen, Mohamed Darwich el Bordini et André Livathinopoulos.

M. André Livathinopoulos offre, comme dernier prix, pour les fèves P.T. 98 l'ardeb, et pour la paille P.T. 22,75 les 100 kilos ; M. Mohamed Darwiche el Bordini, pour l'orge P.T. 49,75 les 100 kilos.

Il est donné, d'autre part, lecture d'une note de M. Piot au sujet des avantages qu'il y aurait au point de vue de la qualité comme du prix, à se servir de ces fournitures auprès de certaines administrations publiques.

La Délégation renvoie ces offres ainsi que la note de M. Piot aux services pour rapport.

A cette occasion, la Délégation s'étant trouvée dans l'impossibilité d'avoir certains renseignements, décide qu'à l'avenir les services intéressés devront se tenir à la disposition de la Délégation, à la Municipalité même, au moment de la discussion des questions portées à l'ordre du jour les concernant respectivement.

Construction d'un urinoir à Bab-el-Karasta.

Communication est donnée des plan et devis relatifs à la construction d'un chalet de nécessité avec urinoirs, à Bab el Karasta, près de la Douane, sur le modèle de ceux établis au Caire. Le coût en est de L.E. 320.

Vu la cherté de la dépense, la Délégation est d'avis de renoncer à ce projet, qui lui semble, du reste, quelque peu luxueux pour l'emplacement auquel il est destiné. En l'état, un simple urinoir, sans chalet de nécessité, suffirait.

Elle demande, en conséquence, aux services de lui présenter des devis et plans pour la construction d'un urinoir de modèle ordinaire au dit emplacement. Cet urinoir devra être ouvert et pourvu d'eau.

Projet de nouvelle gare maritime.

Par lettre, en date du 20 Juin 1903, l'Administration du Port communique un héliographe du plan de la nouvelle gare maritime projetée, indiquant la position du nouveau mur d'enceinte à exécuter entre la dite gare et le nouveau dépôt de la " Bonded Warehouse Company."

D'après ce projet, la Douane ferait une emprise de $53 \times 20 = 1060 \text{ m}^2$ sur la voie publique, du côté de la rue Bab el Karasta, la porte devant être avancée de 53 mètres vers la rue.

La Délégation renvoie ce projet au conseil du Tanzim, avec avis favorable.

Commande de tuyaux.

Se référant à sa décision du 7 Juillet 1903, la Délégation accepte les propositions de l'Ingénieur en chef faites par note, en date du 13 courant, pour l'achat, sur place, de 1100 mètres de tuyaux nécessaires, d'urgence, à divers travaux de canalisation en cours.

La commande est répartie de la manière suivante :

100 m.l. de tuyaux en grès de 0,25 cm. de diam. à M. Syrigo, à P.T. 24 le m.l., existant en dépôt.

1000 m.l. de tuyaux en ciment de 0,30 cm. de diam., dont 439 à M. Dégiardé frères, à P.T. 30 et, si possible à P.T. 29 le m.l., existant en dépôt, et 561 ml. à partager entre MM. Gentili et Dégiardé, le premier à P.T. 29 le m.l., le deuxième à P.T. 30 et, si possible, à P.T. 29 le m.l., ces maisons pouvant fournir de 200 à 300 m.l. par mois.

Quant aux 100 m.l. supplémentaires de tuyaux en grès de 0,20 cm. de diam. demandés par les services, il y aura lieu de les comprendre dans les premières livraisons de la précédente fourniture de tuyaux adjugée à MM. Dégiardé.

Proposition de M. Celi au sujet des résidus de caillasse.

La Délégation, vu la note du service de la voirie, en date du 29 juin 1903, rejette, comme peu pratique, une proposition de M. Celi, tendant à la cession gratuite, transport à sa charge, des terres provenant du criblage de résidu de la caillasse résultant des réparations des routes, et à la cession, contre paiement, des éclats de dalles provenant du repiquage ou de l'équarrissage des pierres.

Crédit supplémentaire pour la réparation de la toiture des écuries.

Se référant à décision du 7 courant, et vu les devis présentés par note du 13 juillet par l'Ingénieur en chef, la Délégation proposera à la Commission l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 224 L.E. pour la réparation en tuiles de la toiture des écuries de Chatby. La réfection en linoleum, bien que de 74 L.E. moins chère, est écartée, comme n'offrant pas assez de résistance.

Mohamed Bey Saïd vote contre la dépense.

Expropriation Mohamed Koraïm.

Sur le refus de Mohamed Koraïm d'accepter le prix de L.E. 52, 500 mill. fixé par la Délégation, le 22 avril 1902, pour l'expropriation de sa quote-part de 18 kirats dans une partie de maison à entreprendre dans la rue Haret el Farahda, S.E. le Gouverneur a conformément au décret du 16 février 1896 transmis les pièces au Président du Tribunal indigène qui a nommé un expert pour procéder à l'évaluation de cette quote-part.

L'expert a évalué le prix de l'emprise à L.E. 57, 658 mill., soit une différence en plus de L.E. 5, 158 mill.

La Délégation, vu le peu d'importance de ce surplus, est d'avis d'accepter l'évaluation de l'expert et de déposer le montant à la caisse du Tribunal conformément à l'art. 17 décret précité.

Elle demandera à la Commission la régularisation de cette dépense.

Comptes de l'emprunt.

Communication est donnée d'une lettre de la Direction Générale de la Comptabilité de l'Etat en date du 12 courant, transmettant le relevé du compte de l'emprunt municipal, arrêté au 30 juin 1903, avec un solde créditeur de L.E. 226.862, 439 mill.

Ruelles privées de la ville.

La Délégation ajourne, jusqu'à nouvel ordre, l'examen d'une note du service du tanzim, en date du 5 mai 1903, au sujet de la fermeture ou de la cession des ruelles privées de la ville.

Droits sur la pierre fournie aux Prisons.

MM. Mac Clure et Dorling, entrepreneurs de la construction des nouvelles prisons, ayant fait savoir par lettre du 9 juillet 1903, qu'ils n'étaient pas redevables des droits sur la pierre destinée à ces constructions, qui leur sont réclamés, mais bien leurs fournisseurs, la Délégation charge Mohamed Bey Saïd de lui faire rapport sur la question.

Les services intéressés sont invités à lui remettre le dossier de cette affaire.

Congés.

La Délégation accorde un congé de 3 mois à Osman eff., chef du service du Tanzim, un congé de 3 mois à M. Malaval, ingénieur provisoire des travaux des quais, et un congé de 2 mois et demi à M. Nahmias, du service de la voirie.

Au sujet des demandes de congé, la Délégation insiste pour que les services intéressés indiquent dans les demandes elles-mêmes le nombre d'années de service, les congés déjà accordés, et le congé auquel l'employé a droit. Les dates de départ et d'expiration du congé devront y être également mentionnées.

Démission de M. Touchard.

La Délégation prend acte de la démission donnée par M. Touchard, ancien employé hors cadre du service de la comptabilité, et, à la majorité, regrette de ne pouvoir faire droit à sa demande tendant à l'allocation d'une indemnité.

Secours.

La Délégation accorde, à titre exceptionnel, un secours de 2 mois de salaire plus le mois du décès, à la dame Baraka bent Saad, veuve de Khalil Awad, conducteur de tombereau du service de la voirie, décédé.

Sur rapport verbal de Mohamed Bey Saïd, la Délégation, revues ses délibérations des 9 octobre et 26 mai 1903, décide de partager en 9 parties égales l'allocation accordée à la famille de Ibrahim Ambar, décédé, et de répartir ces parts entre : 1° sa veuve, 2° ses cinq filles mineures, dont trois de la dite veuve et deux de l'ancienne femme divorcée, 3° trois de ses enfants majeurs méritants, dont deux garçons Emin et Meshid et une fille Hanem.

La séance est levée à 8 heures p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 28 Juillet 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DELÉGATION MUNICIPALE

Séance du 28 Juillet 1903.

SOMMAIRE : Demande d'un terrain sur les quais par l'Inspection du 3^{me} Cercle d'Irrigation ; — Décision ministérielle au sujet de la convention des filtres ; — Appels des employés condamnés par le Conseil de discipline ; — Requête des employés de l'octroi licenciés ; — Droits dus sur les matériaux fournis aux Prisons ; — Vente de pierres par l'entreprise Almagià ; — Règlement des dalles de la cale sèche ; — Quittance de la taxe du 2 % et de l'impôt sur la propriété bâtie.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,
E. BENACHI,
L. ESCOFFIER,
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI,
L. STAGNI, *Membres*.
A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

La séance est ouverte à 4 h. 30 p.m.

Le procès-verbal du 21 juillet est approuvé.

Demande d'un terrain sur les quais par l'Inspection du 3^{me} Cercle d'Irrigation.

Par lettre du 21 juillet 1903, l'Inspection du 3^{me} Cercle d'Irrigation demande la cession d'un terrain sur les quais pour la construction d'une bâtisse devant servir à ses bureaux.

Un plan est annexé à cette demande, dans lequel est indiqué à l'Est de la tour des Romains, la parcelle sollicitée s'étendant sur une longueur de 30 mètres et une profondeur de 46 mètres environ.

L'Inspection du 3^{me} Cercle espère que la Municipalité lui cédera gratuitement le terrain, ou s'il le faut absolument, le lui vendra au prix le plus favorable.

La Délégation, considérant qu'elle est déjà saisie par le Gouvernorat d'une demande de 10,000 m.c. de terrain comprenant une parcelle pour les besoins du service des

Irrigations, est d'avis d'ajourner l'examen de la requête de ce service jusqu'au moment de l'étude de celle du Gouvernorat.

M. Stagni fait remarquer que les diverses demandes présentées à ce sujet sont prématurées et qu'on ne pourrait utilement les examiner que lorsque les travaux du quai seront entièrement terminés.

M. Benachi demande, d'autre part, que tous le terrains acquis sur la mer soient catalogués et évalués pour permettre à la Délégation de prendre une décision sur ces demandes.

La Délégation adopte.

Décision ministérielle au sujet de la convention des filtres.

Comme suite à sa lettre du 11 juillet courant, S. E. le Ministre de l'Intérieur informe par lettre du 21 juillet 1903, n° 2099 B, qu'il approuve la décision prise par la Commission Municipale dans sa séance du 1^{er} juillet courant relative à la convention des filtres à passer avec la Compagnie des Eaux d'Alexandrie.

Appels des employés condamnés par le Conseil de discipline.

Par lettre en date du 21 juillet 1903, S. E. le Ministre de l'Intérieur dit que l'arrêté concernant le règlement disciplinaire des employés de la Municipalité ayant paru aux journaux officiels et étant devenu exécutoire, il retourne les dossiers qui lui avaient été communiqués par lettre du 7 juillet 1903 relatifs aux agents de l'octroi condamnés par le Conseil de discipline.

S. E. le Ministre demande que, aussitôt que le Conseil spécial de la Municipalité se sera prononcé sur le fond de l'appel des employés renvoyés ayant été au service du Gouvernement, de lui communiquer à nouveau ces dossiers ainsi que la décision du Conseil spécial de la Municipalité afin que, à son tour, le Conseil spécial du Ministère de l'Intérieur puisse se prononcer au point de vue de la pension.

S. E. le Ministre remet également, avec sa lettre, les actes d'appel qui lui avaient été adressés par ces employés.

D'autre part, par lettre des 23 et 24 juin 1903, S. E. le Gouverneur communique les appels interjetés par MM. Maïstracci, El Said Moussa, Ghirghis Tadrus, Aly Abou-Zeïd et Antoun Awad contre la décision prise à leur encontre par le Conseil de discipline.

La Délégation proposera à la Commission la nomination de deux membres suppléants pour compléter, en conformité de l'art. 3 du règlement disciplinaire du 15 juillet 1903, la composition du Conseil spécial de la Municipalité.

Requête des employés de l'octroi licenciés.

Se référant à la décision de la Délégation du 29 juin 1903, Mohamed Bey Saïd fait rapport au sujet de la demande de gratification présentée par les employés licenciés de l'octroi par suite de suppression d'emploi.

Il dit que le Gouvernement a adopté pour son personnel la règle suivante : les employés classés ont eu, outre la pension ou la gratification, un secours d'un mois ; les

employés hors cadre ou provisoires ont eu un demi-mois de traitement par année de service, avec un minimum d'un mois et un maximum de dix mois.

Pour les employés de la Municipalité, il y a lieu de remarquer que quelques-uns avaient été engagés par la Municipalité même et que les autres avaient été transférés du Gouvernement mais qu'ils avaient liquidé leur droit à la pension; rentrant par suite dans la catégorie des autres employés de la Municipalité, ils participaient à la caisse de prévoyance.

Lors de la suppression de l'octroi, les employés précités ont tous touché de la Municipalité les sommes leur revenant de la caisse de prévoyance et reçu du Gouvernement un mois de gratification.

La caisse de prévoyance ne fonctionne que depuis peu de temps et les sommes qui peuvent être attribuées de ce chef, sont insignifiantes, à tel point que la Municipalité en tient toujours compte dans les gratifications qu'elle alloue en cas de décès ou de démission. De la sorte les dits employés, malgré leurs nombreuses années de service, se trouvent être traités moins favorablement que les employés des deux catégories précitées, savoir ceux qui ont droit à la pension et les agents hors cadre ou provisoires. Mohamed Bey Saïd estime, en conséquence, qu'il serait équitable de traiter ces employés tout au moins comme les agents hors cadre, en leur allouant un demi-mois de gratification pour chaque année de service, avec un maximum de six mois.

La Délégation partage cette manière de voir et décide de solliciter du Gouvernement le même traitement de faveur pour les agents de la Municipalité en question.

Droits dus sur les matériaux fournis aux Prisons.

Se référant à sa décision du 21 juillet 1903, et sur rapport verbal de Mohamed Bey Saïd, la Délégation décide qu'il y a lieu de réclamer directement des fournisseurs les droits dus par eux sur les pierres et matériaux fournis à MM. Mac Clure et Dorling, entrepreneurs de la construction des Prisons.

A ce sujet Mohamed Bey Saïd ajoute qu'il y a lieu de poursuivre également le recouvrement des droits dus sur la pierre par les fournisseurs de la construction des prisons, droits qui ont été établis par la Commission d'enquête et qui s'élèvent à 360 L.E. environ.

M. Stagni exprime sa surprise de ce que depuis que la Commission d'enquête a relevé les irrégularités commises à cet égard, ces droits pas plus que les subséquents n'aient été encore perçus.

Vente de pierres par l'entreprise Almagià.

Mohamed Bey Saïd dit qu'à l'occasion des recherches faites par la Commission d'enquête, une instruction avait été ouverte au sujet de la vente des pierres, provenant des carrières municipales du Mex, effectuée par l'entreprise Almagià à des particuliers. Il ajoute que comme l'instruction a été arrêtée, il y aurait lieu d'extraire du dossier de l'enquête, les pièces concernant cette question pour en saisir la Délégation.

La Délégation demande qu'on lui soumette le dossier de cette affaire.

Règlement des dalles de la cale sèche.

En réponse à une lettre de l'entreprise Almagià, en date du 21 courant, N° 151, et vu la note du 13 juillet présentée par l'Ingénieur en chef à ce sujet, la Délégation charge les services de prendre consignment de la pierre destinée au dallage des cales sèches, en conformité de la convention du 4 mai 1903. Cette pierre ayant été payée en partie sur le budget des travaux des quais, la Délégation demandera à la prochaine séance de la Commission Municipale d'en régler le montant total par un virement de crédit au débit de la voirie, vu que ces pierres devront servir au pavage de la ville.

D'après la dernière situation, la quantité de ces pierres s'élèverait à 10.650 m. c.

En ce qui concerne la demande contenue dans la même lettre précitée de l'entreprise Almagià au sujet de la retenue du 10 % qui leur est faite dans les situations mensuelles sur le montant des matériaux approvisionnés, la Délégation estime qu'elle ne peut s'en tenir à cet égard qu'aux termes formels de l'art. 30 du cahier des charges de l'Entreprise.

Quittance de la taxe du 2 % et de l'impôt sur la propriété bâtie.

Le Président communique une lettre, du 27 courant, de M. Ott, informant qu'il interpellera à la prochaine séance de la Commission au sujet du service de perception du 2 % sur le loyer et de la propriété bâtie.

Cette interpellation amène la Délégation à examiner la question des quittances délivrées par les percepteurs aux contribuables.

Après un échange de vues, la Délégation considère que le système suivi à ce sujet par les services jusqu'à ce jour est défectueux, qu'il peut faciliter les abus et qu'il importe d'y porter d'urgence remède.

Le Secrétaire financier entendu dit qu'il avait déjà proposé une réforme à ce sujet par rapport du mois d'Octobre 1901, qu'il communique en séance.

Modifiant, en conséquence, le système actuel, la Délégation décide qu'à partir du 1^{er} août 1903, les quittances de l'impôt sur la propriété bâtie et de la taxe du 2 % sur les loyers délivrées aux contribuables par les percepteurs seront nominatives, rédigées et signées à la Municipalité même.

En délivrant la quittance, le percepteur y apposera également sa signature pour constater la date de l'encaissement.

Le Secrétaire financier est chargé de régler les détails d'application de ce système, l'Administration étant autorisée à engager, s'il est nécessaire, des agents provisoires pour le fonctionnement de ce nouveau service.

Cette modification sera apportée, sans délai, à la connaissance du public par la voie des journaux.

M. Escoffier dit que par ordre de service du 29 décembre 1902, le Vice-Président avait pris des dispositions dans ce sens, et qu'il est à regretter que cet ordre de service n'ait pas été mis en vigueur.

La séance est levée à 8 heures p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 4 août 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 2 Août 1903.

SOMMAIRE : Communications diverses ; — Quai et Collecteur.

Présents:

MM. AMB. A. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI,
L. STAGNI, *Membres*,
A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

M. O. ROTHACKER assistait également à la réunion.

La séance est ouverte à 10 heures et demie a.m.

Communications diverses.

Lecture est donnée d'une lettre, en date du 28 Juillet, de Monseigneur l'Archevêque Gaudenzio Bonfigli remerciant la Commission Municipale pour les témoignages manifestés à l'occasion du décès de S.S. le Pape Léon XIII.

Communication est donnée d'une lettre de S.E. le Gouverneur, en date du 29 Juillet 1903, remettant un appel de M. Ernesto Salom contre la décision prise par le Conseil disciplinaire.

Le Président informe, d'autre part, qu'à la date du 29 Juillet 1903, il a signé avec l'Administrateur-directeur de la Compagnie des Eaux, le contrat relatif à l'installation des filtres Jewell.

Quai et Collecteur.

La Délégation prend connaissance :

1° D'une lettre ci-annexée, en date du 23 Juillet 1903, n° 152, de l'entreprise Almagià au sujet des conditions dans lesquelles cette entreprise exécuterait les travaux de nivellement des terrains aux abords de la Gare de Ramleh et de l'école Anglaise.

2° D'une lettre ci-annexée du 22 Juillet 1903, de M. Preston, Secrétaire du " Victoria College " relative aux délais dans lesquels les travaux de nivellement du terrain de la dite école devront être entrepris.

3° D'une proposition relative au rehaussement du quai.

Après un échange d'idées, la Délégation, vu la connexité qui existe entre ces trois questions et celle du collecteur général, décide de les renvoyer pour une étude d'ensemble à l'examen du Comité spécial, institué par la Commission, et qui doit se réunir lundi 3 Août 1903.

La séance est levée à midi et demie.

Le présent procès-verbal a été adopté le 4 Août 1903.

Le Secrétaire p.i.

A. WILLNER,

Le Président,

AMB. A. RALLI.

1^{ERE} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE DU 2 AOUT 1903.

ENTREPRISE ALMAGIÀ

Monsieur le VICE-PRÉSIDENT,

de la Commission Municipale.

ALEXANDRIE.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre n° 926 du 21 courant qui me communique le plan pour le nivellement des terrains aux abords de la Gare de Ramleh et de l'école Anglaise.

Faute des profils en travers référés à l'état actuel des déblais entre les profils XLIII et LIV et aux cotes des terrepleins du quai, je ne peux pas apprécier exactement le travail à exécuter et sa valeur ; le plan que vous me communiquez semble indiquer un travail tout à fait différent de celui fixé par les profils originaux et une augmentation des remblais au delà de ce que comporte l'exécution du forfait, éléments dont il est indispensable de tenir compte.

Je dois vous faire observer aussi que, à cause du retard apporté dans la livraison des terrains dont il s'agit, je n'ai pas pu et je ne pourrai pas décharger ces terres, comme on avait prévu, dans les endroits plus rapprochés des déblais, et je dois considérer les remblais formés par les terres provenant des terrains en question, aussi bien que les terres qu'on n'a pas été en mesure de me livrer entre les profils XLII et LIV jusqu'au concours de la quantité prévue au projet, de la même catégorie des remblais provenant des chambres d'emprunt, et cela sans tenir compte des plus grandes charges et de la plus-value du travail exécuté d'après vos nouvelles prescriptions.

Je pourrai vous communiquer cette plus-value lorsque la Municipalité m'aura fourni les éléments nécessaires pour apprécier, à sa juste valeur, le travail que je m'appête à exécuter dans l'attente de vos ultérieures dispositions, et du devis estimatif qui doit accompagner le projet.

Permettez-moi aussi de vous faire remarquer que l'état actuel d'avancement des travaux m'empêche de m'engager à compléter les déblaiements d'après le plan que vous me communiquez, car il se pourrait que les remblais fussent achevés, avant qu'on ait complété les déblaiements ; dans ce cas, si la Municipalité le croyait opportun, on pourra, pour le restant, me désigner un lieu de décharge, à des conditions à convenir.

Vous reconnaîtrez vous-même, j'en suis certain, que en dehors de notre précédente correspondance. ces observations étaient nécessaires de la part de mon Entreprise.

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint un des deux plans que vous m'avez envoyé, en me déclarant prêt à les signer dès qu'on les aura complétés par les autres éléments nécessaires à l'exécution et au paiement du travail.

Veuillez, etc., etc.

Alexandrie, le 23 Juillet 1903.

per l'Impresa E. ALMAGIÀ.
(Signé) CAMIZ.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION MUNICIPALE DU 2 AOUT 1903.

TRADUCTION

Monsieur le VICE-PRÉSIDENT.

Me référant à l'arrangement conclu récemment entre la Municipalité et le Victoria College et rapporté dans la lettre adressée à Monsieur l'Administrateur de la Municipalité par le Président de notre Comité datée du 4 Juin 1903 et en réponse à celle du 6 Juillet 1903, j'ai l'honneur de vous informer que le Collège commence les vacances le Vendredi 24 courant et que les travaux de nivellement peuvent être entrepris dès le lendemain.

Comme le délai de deux mois durant lequel la Municipalité doit effectuer le travail est déjà restreint, j'espère que vous prendrez les dispositions nécessaires avec l'entrepreneur municipal pour commencer immédiatement les travaux afin qu'il n'y ait aucun délai.

M. Meramedjian (architecte) agira pour compte du Comité du Collège pour donner son avis et pour s'entendre avec les ingénieurs municipaux quant aux niveaux et limites du nouveau site (légerement modifié comme d'accord) et pour lequel je lui donnerai les instructions voulues.

Je verrai M^e Schiarabati Bey à ce sujet, mais je pense qu'il n'y aura aucune nécessité pour un contrat additionnel, les lettres échangées définissant nettement la situation et l'arrangement intervenu.

Veillez, etc., etc.

Alexandrie, le 22 Juillet 1903.

(Signé) A. S. PRESTON.

DELÉGATION MUNICIPALE

Séance du 4 Août 1903.

SOMMAIRE : Cales sèches d'Anfouchy et de Kaït-Bey ; — Projet d'échange avec S. A. le Prince Toussoun, nazir du wakf Aboussiri ; — Vente d'un ziadet de Tanzim, rue d'Allemagne ; — Terrains à réserver sur les quais pour la construction du Gouvernorat ; — Demande de terrain pour la construction du Grand Rabbinate ; — Décision judiciaire concernant une saillie, rue Sélim Capoudan ; — Installation d'une voie Decauville par M. Sigala ; — Extraction du sable le long de la mer ; — Réparation du matériel du service de la morve ; — Enlèvement d'abres dans les rues Menasce et El-Rassafa ; — Adjudication de l'égout de l'hôpital du Gouvernement ; — Affaires judiciaires ; — Expropriation Ratib Pacha ; — Congés ; — Ordre du jour de la Commission ; — Recettes Municipales.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

SOLIMAN BEY ABANI,

L. STAGNI, *Membres*.

A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

La séance est ouverte à 4 h. 30 p.m.

Les procès-verbaux des 28 juillet et 2 août 1903 sont adoptés.

Cales sèches d'Anfouchy et de Kaït Bey.

Communication est donnée d'une note des services techniques sur la nécessité de revêtir par un perré en mosaïque de pierres du Mex, en remplacement du dallage enlevé, la surface des cales sèches d'Anfouchy et de Kaït Bey, afin éviter que le sol en soit bouleversé par les vagues de la mer pendant le mauvais temps.

D'après les devis estimatifs, en date du 28 juillet 1903, dressés par M. Malaval, la dépense relative à ces travaux s'élèverait à L.E. 2.133, 500 mill. pour la cale sèche d'Anfouchy et L.E. 302, 500 mill. pour celle de Kaït Bey.

La Délégation, avant de se prononcer, décide de se rendre sur les lieux, vendredi prochain, pour examiner de visu la question.

Projet d'échange avec S.A. le Prince Toussoun, nazir du wakf Aboussiri.

La Délégation ajourne l'examen de la question du projet d'échange de terrains avec S.A. le Prince Toussoun, nazir du wakf Aboussiri, jusqu'à ce qu'elle ait obtenu les renseignements complets demandés par elle dans sa décision du 13 juillet 1903.

Vente d'un ziadet de Tanzim, rue d'Allemagne.

Par lettre en date du 13 juillet, S.E. Pinching Pacha dit qu'il a été informé par le Dr Schiess Bey de la décision prise par la Délégation, le 7 juillet 1903, relative à l'élargissement de la ruelle longeant l'hôpital du Gouvernement par une emprise d'une parcelle du terrain de cet établissement, et de la vente consentie à M. Rolo d'un ziadet de tanzim dans cette ruelle, à la condition de démolir le mur de l'hôpital et de le reconstruire à ses frais à une certaine distance.

S.E. Pinching Pacha ajoute qu'il est surpris qu'une décision de cette nature ait pu être prise sans qu'il ait été consulté et il demande de n'autoriser le commencement d'aucun travail se rattachant à ce projet avant son retour en Egypte, car il lui est impossible d'approfondir cette affaire avant son départ qui a lieu le 24 courant.

Il a écrit également à ce sujet à M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics.

Après un échange d'idées, la Délégation charge Mohamed Bey Saïd d'examiner cette question et de lui faire rapport pour une prochaine séance.

Terrains à réserver sur les quais pour la construction du Gouvernorat.

Le Président fait rapport au sujet de la demande de terrains sur les quais présentée par S.E. le Gouverneur, pour la construction du nouveau palais du Gouvernorat et annexes, dont il est question au procès-verbal du 13 juillet 1903.

Il dit que si l'on devait donner au Gouvernorat 10,000 mètres carrés de terrain dans l'ancien emplacement près du Gouvernorat actuel, il faudrait supprimer plusieurs rues projetées au dit endroit, les lots de cette partie des quais étant peu étendus.

Or, le maintien de ces rues est indispensable pour l'aération du quartier.

Un autre emplacement s'adapterait mieux à cette construction, c'est celui qui se trouve à l'extrémité de la rue Champollion ; là sont tracés, à l'ouest, deux lots séparés par une rue, l'un de 5,590 m. c. et l'autre de 6,466 m. c., et dont l'ensemble dépasserait de quelque peu, en superficie, la quantité de terrain demandée par le Gouvernorat.

Cependant, il a été informé que l'un de ces deux lots, celui de 6,466 m. c. aurait été cédé au Gouvernement pour la construction du Tribunal indigène. Il importerait de savoir si le Gouvernement qui vient de renouveler pour 10 années le contrat de location actuel de l'immeuble Zogheb, aurait l'intention de renoncer à la construction du Tribunal indigène, ce qui lui permettrait d'en disposer pour le nouveau palais du Gouvernorat.

M. Escoffier fait observer qu'en mars 1901, des pourparlers ont été entamés avec le Gouvernement français pour la construction d'un hôtel consulaire à l'une des extrémités des rues longeant le terrain du Consulat de France, en échange de ce terrain, qui servirait de voie d'accès aux quais.

Il serait utile, à ce sujet, de savoir s'il pourrait y avoir un rapport quelconque entre ces deux affaires.

Après un échange d'idées, la Délégation invite les services à remettre les dossiers de ces questions à Mohamed Bey Saïd, pour qu'il veuille bien se charger de leur étude.

Demande de terrain pour la construction du Grand Rabbinate.

Par lettre en date du 9 Juillet 1903, la Communauté israélite sollicite la cession d'une parcelle de terrain sur les quais du côté de Chader-el-Battich, d'une superficie de 3 à 4.000 m.c. en vue de la construction d'une école de garçons et filles avec le siège du Rabbinate d'Alexandrie.

S'agissant d'une institution gratuite de charité et de bienfaisance, la Communauté espère que cette parcelle lui sera cédée à un prix réduit.

La Délégation, se référant à ce sujet à sa décision du 28 Juillet 1903, estime qu'elle ne pourra procéder à l'examen de cette demande, que lorsque les terrains acquis sur les quais auront été catalogués et estimés.

Pour estimer et cataloguer ces biens, la Délégation proposera à l'Assemblée plénière d'adjoindre exceptionnellement les membres de ce Collège au Conseil d'évaluation, institué par la Commission.

Décision judiciaire concernant une saillie, rue Selim Capoudan.

Par lettre, en date du 6 Juillet 1903, M. le Procureur Général près les Tribunaux indigènes fait ressortir l'irrégularité qu'il y a eu à surseoir, par décision du 28 Avril 1903, au jugement prononcé dans l'affaire Mohamed-el-Halawani et indique la règle à suivre en pareil cas.

La Délégation décide de répondre qu'elle se rend à la manière de voir de M. le Procureur Général et qu'elle est prête à observer à l'avenir ses prescriptions dans les poursuites occasionnées par des contraventions.

A titre exceptionnel, pour le passé, en considération des raisons qui ont motivé la décision précitée et du fait de la conciliation acquise subséquemment à Mohamed-el-Halawani, la Délégation espère que M. le Procureur Général voudra bien, par voie gracieuse, classer l'affaire.

Cette décision est prise à la majorité. Mohamed Bey Saïd s'abstient.

Installation d'une voie Decauville par M. Sigala.

La Daïra Toussoun ayant demandé par lettre du 27 Juillet à conserver l'installation de la voie Decauville dans les rues Mouffetich et N° 3 jusqu'à fin Août 1903, la Délégation ne pourrait autoriser M. Sigala à conserver cette installation, qui aurait dû être enlevée le 15 Juillet 1903, après invitation régulière de la Municipalité, que moyennant paiement des droits d'occupation de la voie publique. Ces droits s'élèvent à environ 100 L.E. pour la durée d'un mois.

Toutefois, à titre de faveur, la Délégation consent exceptionnellement à réduire ce chiffre à L.E. 50 pour une occupation dont le délai extrême est fixé au 31 Août 1903, l'installation devant être complètement enlevée le 1^{er} Septembre et les lieux remis en état.

A ce sujet M. Escoffier attire l'attention de la Délégation sur les pierres placées par M. Sigala le long de la voie et sur l'urgence qu'il y a à les enlever.

La Délégation charge le Président de donner à cet effet les instructions voulues aux services.

Extraction du sable le long de la mer.

Le Président informe que le Conseil du Tanzim dans une de ses dernières séances, a arrêté l'alignement de la route de la corniche projetée le long de la mer en continuation du Port Est.

En attendant que le Ministère des Travaux Publics sanctionne cet alignement, le Président s'est mis d'accord avec S.E. le Gouverneur pour faire interdire par la police l'enlèvement du sable sur cette route depuis Chatby jusqu'à Stanley bay afin d'empêcher qu'elle ne soit dégradée par les excavations qui y sont pratiquées.

Les seuls endroits où les carriers pourront enlever le sable sont les suivants : entre Sidi Bichr et le palais de S.A. la Khédivah ; à gauche de la route de Montazah après l'usine Diamanti ; les collines de Hadra,

Réparation du matériel du service de la morve.

Communication est donnée d'une note du service du nettoyage, en date du 22 juillet 1903, demandant un crédit de L.E. 55, 355 millièmes pour le service de la morve, se décomposant ainsi : L.E. 29, 355 m. pour la réparation des chars et L.E. 26 pour l'achat de 4 harnais et l'installation de 2 lanternes.

La Délégation proposera à la Commission l'ouverture du crédit nécessaire à cet effet.

Enlèvement d'arbres dans les rues Menasce et El-Rassafa.

La Délégation charge M. Escoffier d'examiner une proposition des services techniques tendant à l'enlèvement de cinq arbres dans la rue Menasce et trois dans la rue Rassafa, enlèvement nécessité par suite de la pose des bordures et de la confection des trottoirs des dites rues.

Adjudication de l'égout de l'hôpital du Gouvernement.

La Délégation renvoie aux services pour rapport les offres présentées par MM. Valente Leonardo, V. Erriquez, Marino Andrea et Em. Demetriou pour la construction d'une canalisation devant assurer l'écoulement des eaux de l'hôpital du Gouvernement.

Affaires judiciaires.

Affaire Massaoud Sabla. — Par lettre en date du 28 juillet, le Contentieux de l'Etat informe que par jugement rendu le 27 juillet 1903, le Tribunal indigène a annulé le contrat intervenu entre Massaoud Sabla et la Municipalité et obligé cette dernière à recevoir les travaux faits par l'entrepreneur moyennant le paiement de L.E. 53, 531 m., les frais restant à la charge de deux parties par moitié.

Affaire Karam Moh. El-Wehedi. — Par exploit en date du 13 juillet, Karam Moh. El-Wehedi assigne la Municipalité en restitution d'une somme de 50 P.T. représentant le surplus d'impôt d'un semestre payé par lui à la suite d'une nouvelle évaluation de sa propriété par le conseil de révision en 1903.

Affaire Gaddini. — Par exploit du 23 juillet, Gaddini assigne la Municipalité en paiement d'une somme de 25 L.E. environ, prix d'effets saisis lors du dernier choléra et qui ne lui auraient pas été restitués.

Ces trois affaires sont renvoyées à l'examen de Mohamed Bey Saïd.

Expropriation Ratib Pacha.

Par lettre en date du 29 juillet, S.E. le Ca li informe que les experts nommés par le Mehkémeh ayant évalué à P.T. 90 le pic de terrain à entreprendre du Wakf Ratib Pacha pour les rues Marine et Sagha, il accepte cette évaluation.

Cette estimation dépasse de P.T. 10 l'évaluation de la Municipalité.

En outre la superficie à exproprier ayant subi des modifications, la contenance se trouve réduite à pics 272, 99 au lieu de pics 298, 13.

Le prix à payer en base de l'expertise est donc de L.E. 245, 691 m. au lieu de L.E. 238, 504 m. autorisé par la Commission dans sa séance du 20 Novembre 1901, soit une différence en plus de L.E. 7, 187 millièmes.

La Délégation autorise le règlement et la passation des actes, sauf à faire régulariser ultérieurement la légère différence en question par la Commission.

Congés.

M. Arcoudaris, sous-directeur des services techniques, demande une prolongation de congé de 15 jours.

A cause de l'importance des questions que l'on est en train de traiter avec l'entreprise Almagià relativement aux travaux des quais et du collecteur général, le Président dit que, sur sa demande, M. Dietrich Bey, ingénieur en chef, a bien voulu ajourner le congé de 3 1/2 mois, qui lui avait été accordé, à l'année prochaine.

La Délégation en prend note et autorise la prolongation de congé demandée par M. Arcoudaris.

La Délégation accorde une prolongation de congé de 15 jours à M. de Lagarenne, un congé de 1 1/2 mois à M. Moh. Eff. Taalat, un congé de 2 mois à M. Kamal Ayad, un congé de 3 1/2 mois à M. A. S. Coen.

Ordre du jour de la Commission.

La Délégation fixe l'ordre du jour de la prochaine séance de la Commission qui se réunira le 13 Août 1903.

Recettes Municipales.

La Délégation prend connaissance du tableau ci-annexé des recettes municipales s'élevant du 1^{er} Janvier au 31 Juillet 1903 à L.E. 99.202.

La séance est levée à 8 heures p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 11 Août 1903.

Le Secrétaire p.i.
A. WILLNER,

Le Président,
AMB. A. RALLI.

A N N E X E

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU AOUT 1903.

TABLEAU COMPARATIF

des Recettes Municipales du 1^{er} Janvier au 31 Juillet 1902-1903.

	RECETTES DE 1902	RECETTES DE 1903	Encaissé en moins EN 1903	Encaissé en plus EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	7.947	8.448	—	501
Produit de la taxe sur les véhicules et animaux ...	4.627	4.069	A) 558	—
Redevance des Tramways: taxe	1.511	1 519	—	8
Redevance des Tramways pour l'entretien des routes.....	750	750	—	—
Produit de 1 % sur la valeur locative de la propriété bâtie.....	3 483	3.928	—	445
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	8.822	33.088	—	24.266
Produit de la taxe de 2 % sur les loyers.....	9.507	10.120	—	613
Droits d'exploitation des carrières.	—	5.407	—	5 407
Recettes de l'Octroi.....	32.223	—	32.223	—
» » l'Abattoir	9.356	15.826	—	6.470
» du Tanzim	2.431	3.850	—	1.419
» diverses*.....	2.173	1.742	B) 431	—
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	838	1.353	—	515
Participation des propriétaires pour l'asphaltage des rues.....	508	—	C) 508	—
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance	569	489	D) 80	—
Moitié du produit de la vente des Biens Libres....	—	943	—	943
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
Location des Immeubles Libres de l'Etat.....	—	670	—	670
Allocation de la Caisse de la Dette pour l'Assainissement Général.....	2.500	2.500	—	—
Allocation du Gouvernement pour l'Assainissement Général.....	2.500	2.500	—	—
	91.745	99.202	33.800	41.257
Encaissé en plus en 1903	7.457	—	7.457	—
	99.202	99.202	41.257	41.257

* Développement des Recettes diverses.

	1902	1903
Recettes Sanitaires.....	106	176
Location des Jardins.....	324	245
Location de terrains à Bab-Sidra	—	—
Vente de dalles et de pierres.....	39	154
Vente d'immondices.....	100	379
Retenues pour uniformes	152	119
Autres produits du budget	832	669
Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	2.173	1.742

A — La diminution conformément aux déclarations du Service de la Perception est la conséquence de la suppression totale des postes d'Octrois, qui percevaient une grande partie des recettes de la taxe sur les véhicules et animaux.

B — L'allocation du commerce d'exportation figurant dans les recettes diverses, de l'exercice 1902 n'a pas encore été versée cette année-ci.

C — Ce chef de recettes ne figure plus dans le budget de 1903.

D — La diminution provient du licenciement de plusieurs employés classés.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 9 Août 1903.

SOMMAIRE: Régularisation budgétaire pour l'exercice 1903; — Cales sèches d'Anfouchy et de Kaït Bey; — Enlèvement d'arbres dans les rues Menasce et Rassafa; — Fourniture de fourrages; — Affaire Calliadi et Nicolaou; — Réfection du pont route du Gabbari; — Demande de secours; — Distribution des sommes revenant à Choucry Y. Zeïta; — Enquête relative à une affaire du dépôt de la voirie; — Congés.

Présents:

MM. A. AMB. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI,
L. STAGNI, *Membres*,
A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

La séance est ouverte à 10 heures et demie a.m.

Régularisation budgétaire pour l'exercice 1903.

La Délégation est appelée à se prononcer sur un état de régularisation de comptes pour l'exercice 1903, dressé par le service financier, en conformité de la décision de la Commission du 4 Avril 1903.

L'état dont s'agit avait été préalablement distribué aux membres.

A cette occasion il est donné communication de la lettre suivante, en date du 5 Août 1903, adressée à la Municipalité par M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur :

“ Le Ministère des Finances désirant avoir des renseignements précis sur la
“ situation financière de la Municipalité d'Alexandrie, j'ai l'honneur de vous prier de
“ vouloir bien me faire parvenir, le plus tôt possible, les comptes de la Municipalité

“ jusqu’à fin Juillet dernier, en indiquant les recettes et les dépenses réellement effectuées comparées aux prévisions des recettes et dépenses du budget de 1902 qui est également en vigueur pour l’exercice en cours, avec indication également des soldes des comptes d’ordre ”.

Le Président dit que conformément à cette demande il a communiqué au Ministère les documents et renseignements demandés.

Après un échange d’idées, la Délégation charge Mohamed Bey Saïd d’étudier l’état de régularisation en question et de lui faire rapport.

M. Escoffier dit que l’Administration s’est trop hâtée en répondant au Gouvernement avant que la lettre ministérielle ait été communiquée à la Délégation, ce qui aurait permis à celle-ci de prendre plus utilement sa présente décision.

Le Président ne partage pas cette opinion.

Cales sèches d’Anfouchy et de Kaït Bey.

La Délégation, vu sa délibération du 4 Août 1903 et après examen sur place, émet un avis favorable à la proposition des services techniques tendant au revêtement des cales sèches d’Anfouchy et de Kaït Bey par un perré en mosaïque de pierres du Mex.

Elle soumettra cette proposition à une des prochaines séances de la Commission Municipale.

Enlèvement d’arbres dans les rues Menasce et Rassafa.

De l’avis favorable de M. Escoffier, la Délégation autorise, sur les huit arbres demandés, l’enlèvement de cinq arbres dans la rue Menasce et Rassafa, ces arbres se trouvant, par suite des travaux récemment entrepris, à l’axe des rues transversales débouchant sur les dites rues et entravant ainsi la libre circulation des véhicules.

Les services lui ayant demandé l’enlèvement d’un autre arbre au Rond-Point, M. Escoffier a été d’avis qu’il était préférable d’élargir quelque peu le trottoir à l’endroit où se trouve cet arbre, dans un intérêt d’esthétique.

Fourniture de fourrages.

La Délégation renvoie aux services le rapport dressé par eux au sujet du résultat de l’adjudication de la fourniture du fourrage, pour indication des prix comparatifs de cette fourniture pendant les trois dernières années.

Affaire Calliadi et Nicolaou.

Par lettre, en date du 21 Juillet 1903, MM. Calliadi et Nicolaou demandent qu’on leur règle une somme de 311 L.E. environ leur revenant pour travaux supplémentaires exécutés aux maisons ouvrières du Mex.

La Délégation prie Mohamed bey Saïd de vouloir bien lui faire rapport sur cette question, dont il avait été chargé en son temps.

Réfection du pont route du Gabbari.

En réponse à la lettre de la Municipalité du 24 Juillet, l'Administration des Chemins de fer de l'Etat fait savoir, par lettre du 29 Juillet, qu'elle est également d'avis qu'étant donné l'insuffisance de largeur du pont route de Gabbari, il y a lieu dans l'intérêt commun, de procéder à sa réfection le plus tôt possible. Les Chemins de fer espèrent que lorsque la Municipalité sera à même de contribuer pour sa quote-part dans le coût de ce travail, ils n'auront pas, de leur côté, à le retarder de beaucoup pour obtenir à leur tour, les fonds nécessaires pour la part des dépenses leur incombant. Il faudra toutefois compter sur un délai d'un an à dix-huit mois avant de commencer les travaux.

La Délégation ayant déjà obtenu l'adhésion du Commerce d'Exportation, décide de rappeler à la Société des Tramways sa contribution, afin de mettre la Municipalité à même de répondre à l'Administration des Chemins de fer.

Demande de secours.

Relativement aux demandes de secours, la Délégation exige que ces demandes soient accompagnées d'un état de services de l'agent décédé et de la situation de la famille requérante.

Faute de quoi, la Délégation se refusera à examiner toute demande de cette nature.

Elle ajourne, en conséquence, pour renseignements complémentaires les demandes de la famille de Ahmed Idris Khalil et de celle de Hassan Chaker.

Distribution des sommes revenant à Choucry Y. Zeïta.

Sur rapport verbal de Mohamed bey Saïd, la Délégation estime que les sommes revenant à Chaouky Yacoub Zeïta, ancien employé aux services sanitaires, décédé après son licenciement de la Municipalité, soit comme traitement, soit comme gratification, soit comme caisse de prévoyance, devront revenir à ses ayants-droit, et décide d'en envoyer le montant au Gouvernorat du Caire, lieu de résidence de la famille du défunt pour qu'il en fasse la distribution à qui de droit.

Enquête relative à une affaire du dépôt de la voirie.

La Délégation, sur la demande de Mohamed bey Saïd, charge le Président de communiquer en séance les documents ainsi que le résultat d'une enquête, qui avait été ouverte au sujet d'une armoire fabriquée par le menuisier de la Municipalité, avec les bois de l'Administration et dont s'est approprié un employé du dépôt du service de la voirie.

Congés.

La Délégation, vu le certificat délivré par la Commission Médicale, en date du 6 Août 1903, accorde un congé de maladie de 40 jours à Abdallah eff. El Awa, du service de la perception.

Cet agent étant provisoire, il n'aura droit qu'à 30 jours de traitement, les 10 autres jours restants doivent lui être comptés sans paie.

Un congé de 30 jours est accordé à Hassan eff. Aly, employé au bureau sanitaire de Ramleh.

Vu la note de l'Ingénieur en chef, la Délégation accorde un congé de 3 mois et demie à M. Santini, dessinateur au service technique de l'assainissement, à la condition que le service n'en souffre pas.

La séance est levée à midi.

Le présent procès-verbal a été adopté le 11 Août 1903.

Le Secrétaire p.i.

A. WILLNER,

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DELÉGATION MUNICIPALE

Séance du 11 Août 1903.

SOMMAIRE : Appels disciplinaires ; — Offre de bordure par MM. Burbulia Frères ; — Frais de mission de M. Quellennec ; — Arbres et plantations ; — Déviation provisoire de la ligne de Ramleh à Chatby ; — Adjudication de la route des cimetières européens ; — Adjudication de l'égout de l'hôpital du Gouvernement ; — Travaux divers de voirie ; — Retenue du 10 % sur les matériaux approvisionnés ; — Occupation de la voie publique par les entrepreneurs de la Municipalité ; — Demande de dégrèvement par la Société des portefaix ; — Prix de passage du Chemin de fer de Ramleh ; — Ruelles à paver en vieilles dalles ; — Réclamation du Victoria College ; — Congés ; — Secours.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

SOLIMAN BEY ABANI,

L. STAGNI, *Membres*.

A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Les procès-verbaux des 4 et 9 août 1903 sont adoptés.

Le Président exprime toutes ses condoléances à MM. Ahmed Bey Yehia et L. Escoffier, pour le deuil de famille qui vient de les frapper.

La Délégation entière se joint au Président dans l'expression de ces sentiments.

Appels disciplinaires.

La Délégation renvoie au Conseil spécial d'appel une lettre, en date du 8 août, du Directeur du Secrétariat du Ministère de l'Intérieur remettant une requête de divers employés condamnés de l'octroi sollicitant qu'il soit statué le plus tôt possible sur l'appel formé par eux.

Offre de bordures par MM. Burbulia Frères.

La Délégation rejette une offre, en date du 1^{er} août, de MM. Burbulia Frères pour la fourniture de 800 m. l. de bordure de trottoir au prix de la dernière adjudication, soit L.E. 0,148 mill. le mètre linéaire.

Il appartiendra à MM. Burbulia Frères de renouveler leur offre, lors de la mise en adjudication de cette fourniture, en y prenant part.

Frais de mission de M. Quellenec.

Communication est donnée d'une note, du 29 juillet 1903, de M. Quellenec relative aux frais de voyage occasionnés par son séjour en Egypte entre le 18 mars et le 21 avril 1903.

La Délégation fait remarquer que dans le projet d'accord soumis par M. Quellenec à cette époque il déclarait qu'au cas où le forfait annuel, qui lui serait alloué à titre d'honoraires, comme ingénieur-conseil, remonterait au 1^{er} juillet 1902, la rémunération de son voyage d'alors serait comprise dans le forfait de l'année courante.

Or, la Commission, sur la proposition de la Délégation, a décidé de porter l'allocation (annuelle et temporaire) de 300 L.E. demandée à 350 L.E. et de la faire courir à partir du 1^{er} juillet 1902.

Il ne peut y avoir dans ces conditions qu'un mal entendu.

La Délégation décide d'en faire part à M. Quellenec et de lui faire remettre en même temps le montant de ses honoraires pour la période s'écoulant entre le 1^{er} juillet 1902 et le 30 juin 1903.

Arbres et Plantations.

La Délégation prend connaissance d'une note du 5 août 1903 du service du nettoyage proposant certaines dépenses pour le service des arbres et plantations.

Ces dépenses se réfèrent à la pépinière du jardin Nouzha, à celle de la Porte Rosette, à l'achat de matériel et à la fourniture des grilles des squares.

La Délégation, avant de se prononcer, charge MM. Mohamed Bey Saïd, Soliman Bey Abani et Stagni d'examiner qu'elles sont parmi ces propositions celles présentant un caractère d'urgence et de lui faire rapport à ce sujet.

Déviation provisoire de la ligne de Ramleh, à Chatby.

Par lettre, en date du 4 août 1903, la Compagnie des Chemins de fer de Ramleh demande à être autorisée, par suite des travaux de nivellement qui vont être entrepris dans la route projetée de 30 m., à dévier provisoirement leur voie, de Chatby vers la Porte Rosette, en passant par la route des cimetières européens pour se joindre à la ligne des tramways.

Cette déviation aurait double voie et leur permettrait, lorsque la traction électrique sera appliquée, de faire provisoirement le service avec la ville, en attendant que la route

de 30 mètres soit en état de recevoir la pose des rails devant raccorder la ligne de Ramleh à celle des tramwys au boulevard de Ramleh.

La Délégation décide de l'y autoriser, moyennant pour la Compagnie de se soumettre à toutes les règles voulues relativement à la viabilité et à la circulation de la rue. L'exploitation de cette ligne par traction électrique, ne devra commencer qu'à la date où la Municipalité entreprendra le déblaiement de l'ancienne voie et devra cesser aussitôt que ce travail sera terminé, la Compagnie devant remettre la route en état lors de l'enlèvement de l'installation provisoire en question.

Il est bien entendu que cette déviation ne pourra fonctionner avant que l'élargissement du tournant de la rue d'Allemagne ait été exécuté.

Adjudication de la route des cimetières européens.

Par suite du projet de déviation provisoire de la ligne du chemin de fer de Ramleh, à Chatby, la Délégation décide de ne pas donner suite, pour le moment, à l'adjudication du travail de macadamisage de la route des cimetières européens.

Ce travail sera, en temps voulu, remis en adjudication.

Les offres présentées, en conséquence, pour le dit macadamisage ne sont pas ouvertes; elles seront retournées aux intéressés.

Adjudication de l'égout de l'hôpital du Gouvernement.

La Délégation ajourne jusqu'à nouvel ordre l'examen du rapport des services techniques au sujet des offres présentées pour la construction de l'égout de l'hôpital du Gouvernement.

Travaux divers de voirie.

Communication est donnée de diverses propositions pour travaux de voirie :

La 1^{re} consistant dans la confection d'une rue à San Stefano, devant la propriété Sabet Pacha, travail évalué, suivant devis du 5 Août, à 44 L.E. environ.

La 2^{me} relative à la pose de bordure et au règlement du niveau de la chaussée de la rue Mariette Pacha, en vue de l'asphaltage des trottoirs de cette rue, suivant note du 7 Juillet 1903 du service de la voirie.

La 3^{me} se référant à une pétition du 31 Juillet 1903 de divers habitants demandant le macadamisage de la route Est de l'Ibrahimieh.

La 4^{me} tendant à la réfection des trottoirs de la rue Bab-el-Melouk depuis la rue Karmous à la rue Gameh-el-Miri, dont il est question au procès-verbal de la Délégation du 7 Octobre 1902.

La 5^{me} relative à une demande de l'Administration des Prisons pour l'établissement d'une bordure et le réglage des trottoirs entre le passage à niveau des Chemins de fer de l'Etat et l'entrée principale des prisons.

La 6^{me} du service de la voirie et du service du nettoyage, suivant notes des 1^{er} Juillet et 4 Août 1903, consistant dans le déplacement et le dallage des emplacements

où sont installées les bouches d'arrosage de la route de Ramleh, travail évalué respectivement à L.E. 145 et L.E. 90 environ.

La Délégation considérant que les dépenses engagées par ces services dépassent de beaucoup les crédits budgétaires qui leur sont affectés, décide d'ajourner l'examen de ces diverses propositions jusqu'à l'année prochaine.

Retenue du 10 % sur les matériaux approvisionnés.

Consultée par le services techniques sur la portée de sa décision du 28 Juillet 1903 relativement à la retenue du 10 % sur les matériaux approvisionnés de l'entreprise Almagià, la Délégation ne peut que confirmer la décision prise par elle à ce sujet en maintenant cette retenue.

Occupation de la voie publique par les entrepreneurs de la Municipalité.

Sur la demande du service de la voirie du 31 Juillet, la Délégation, interprétant sa décision du 23 Juin 1903, décide que les entrepreneurs de la Municipalité doivent se prémunir de roksas d'occupation de la voie publique pour tous les travaux indistinctement qui leur sont confiés.

Dans les cas exceptionnels où cette délivrance présenterait quelque difficulté, les services auront à en référer au Président de la Délégation, qui la tranchera en délivrant la roksa voulue.

Affaires judiciaires.

De l'avis conforme de Mohamed Bey Saïd, la Délégation conclut :

1° à la mise hors de cause de la Municipalité dans l'affaire Gaddini, le Gouvernement assumant la direction et les dépenses des services sanitaires en temps d'épidémie,

2° au dégrèvement pendant 8 années du surplus de l'imposition sur la propriété bâtie réclamée à Mohamed El-Wehedi, vu l'erreur manifeste commise par le Conseil de révision dans cette affaire.

Ces questions seront renvoyées au Comité du Contentieux pour être soumises à la Commission.

D'autre part, sur rapport de Mohamed Bey Saïd en date du 11 Août 1903, la Délégation, vu la demande de MM. Caliadi et Nicolaou, et se référant à sa délibération du 6 Août 1901, décide de leur allouer, sous réserve de l'approbation de la Commission, 1° une somme de 201 L.E. pour travaux effectués en plus du forfait dans les échèches du Mex ; 2° une somme de 113 L.E., à titre exceptionnel, pour le surplus des travaux effectués dans les fondations. Il est bien entendu que cette décision n'est valable que sur renonciation définitive de MM. Caliadi et Nicolaou de l'action intentée par eux contre la Municipalité.

Il devra être déduit des dites sommes les frais faits par la ville dans l'instance Kakavas, et le solde éventuellement déposé au tribunal, en raison des cessions et saisies pratiquées contre les intéressés.

Demande de dégrèvement par la Société des portefaix.

Par lettre du 30 Avril 1903, la Société de bienfaisance des portefaix de la Douane demande à être dégravée des impôts établis sur les constructions affectées à cette Société.

La Délégation, vu les notes des services à ce sujet, considérant que la dite Société tire profit de ses locaux en les louant, qu'une exemption dans ces conditions constituerait un précédent préjudiciable, décide à la majorité de 2 voix contre 2, avec la voix prépondérante du Président, de répondre qu'elle regrette de ne pouvoir faire droit à la demande dont s'agit.

Mansour Bey Youssef s'abstient.

Prix de passage du Chemin de fer de Ramleh.

Une pétition du 28 Juillet, signée par plusieurs habitants de Ramleh, au sujet de la modification du prix de passage à la suite du changement de traction du chemin de fer de Ramleh, est renvoyée à l'examen du Comité du Contentieux, déjà saisi d'une pétition identique par décision de la Commission.

Ruelles à paver en vieilles dalles.

La Délégation rappelle sa décision du 24 février, chargeant le Président et Soliman Bey Abani de choisir entre les ruelles des quartiers bas de la ville, celles qu'il y aurait lieu de paver avec de vieilles dalles retirées des trottoirs.

Réclamation du Victoria College.

La Délégation renvoie au Comité spécial du quai, déjà saisi de la question, une lettre de rappel du Victoria College transmettant copie de sa précédente lettre relative aux délais accordés pour le nivellement de son terrain.

Congés.

La Délégation accorde un congé d'un mois à M. Aly Hassan, employé au bureau central.

Une prolongation de congé d'un mois est accordée, sur sa demande, à M. I. Sedky, secrétaire administratif.

Secours.

La Délégation accorde à la famille de Ahmed Idris Halil, ancien gaffir au service du nettoyage, décédé, un secours de 6 L.E. outre le mois du décès.

Elle accorde également à la famille de Hassan Eff. Chaker, ancien employé à la perception, décédé, un secours de 3 mois de traitement plus le mois du décès.

M. Mohamed Bey Saïd est prié de vouloir bien présider à la distribution de ces secours entre les membres des familles intéressées.

La séance est levée à 8 heures $\frac{3}{4}$.

Le présent procès-verbal a été adopté le 22 Août 1903.

Le Secrétaire p.i.

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 22 Août 1903.

SOMMAIRE : Comptes de l'emprunt ; — Cimetière indigène de la Colonne Pompée ; — Ecuries Menasce, rue Zancarol ; — Squares des rues Haggari et Sidi Kazaman ; — Matériaux approvisionnés de l'entreprise Almagià ; — Réception de la jetée de Kaït-Bey ; — Poursuites en recouvrement de droits sur les carrières ; — Demande d'augmentations et de gratifications ; — Congés ; — Avance ; — Nomination et revocation d'employés.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

L. STAGNI, *Membres*.

A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

MM. E. BENACHI et SOLIMAN BEY ABANI se sont fait excuser.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Le procès-verbal de la séance du 11 août 1903 est approuvé.

Comptes de l'emprunt.

Communication est donnée d'une lettre du 11 août 1903 de la Direction Générale de la Comptabilité de l'Etat transmettant le relevé de la National Bank du compte de l'emprunt municipal, arrêté au 31 juillet 1903, avec un solde créditeur de L.E. 207.981 250 mill.

Cimetière indigène de la Colonne Pompée.

En réponse à une lettre de la Municipalité l'invitant à réparer certains murs menaçant ruine du Cimetière de la Colonne Pompée, le Comité des Cimetières indigènes, par lettre du 11 courant, demande à la Municipalité de vouloir bien prendre à sa charge ces réparations, le Comité ne disposant d'aucune somme pour y procéder.

Ce travail exigerait une dépense de 17 L.E. 400 mill.

La Délégation émet un avis favorable à cette dépense et proposera à la Commission l'ouverture du crédit nécessaire à cet effet.

Il est bien entendu que ce crédit sera accordé à titre exceptionnel.

M. Stagni fait ses réserves à ce sujet, et dit que cette allocation ne devra être considérée que comme faite à titre de donation, mais qu'elle ne pourra en aucun cas servir de précédent, la Municipalité n'étant pas tenue de l'entretien des cimetières.

La Délégation partage cette manière de voir.

Ecuries Menasce, rue Zancarol.

La Délégation charge Mohamed Bey Saïd d'examiner une réclamation présentée par M. le Baron Jacques de Menasce relative à la confection de certains travaux de rehaussement du pavage de ses écuries de la rue Zancarol.

Squares des rues Haggari et Sidi Kazaman.

Communication est donnée d'une note en date du 12 août 1903 du service du nettoyage tendant ;

1° à planter 9 arbres environ, au moment de la saison des plantations, dans un emplacement libre de la rue Haggari, emplacement ayant 54 mètres de longueur sur 4 de largeur ;

2° à la transformation de la place de Sidi Kazaman en square, transformation nécessitant une dépense de 29 L.E. dont 15 L.E. pour grille de clôture, 6 L.E. pour main-d'œuvre et 8 L.E. pour achat de tina, transport etc.

La Délégation autorise les plantations d'arbres ; quant aux autres dépenses d'embellissement proposées dans la note précitée, elle en réserve l'examen à l'année prochaine.

Matériaux approvisionnés de l'entreprise Almagià.

L'entreprise Almagià ayant demandé, à nouveau, par lettre du 15 août 1903, que la retenue du 10 % sur le paiement des matériaux approvisionnés ne soit pas opérée, la Délégation prie M. Ralli de vouloir bien comme Vice-Président, communiquer à ce sujet avec M. Quellenec.

Réception de la jetée de Kaït Bey.

Par lettre en date du 15 août 1903, l'entreprise Almagià demande qu'il soit procédé, en vertu de l'art. 37 du cahier des charges, à la réception définitive des travaux exécutés pour la réfection de la jetée de Kait Bey, dont réception provisoire a été effectuée le 16 juillet 1902.

La Délégation considère que l'art. 37 ne saurait s'appliquer en l'espèce.

Se basant sur l'art. 2 du cahier des charges stipulant expressément que la consolidation de la jetée de Kaït Bey est comprise dans les travaux dont l'entretien incombe pendant cinq ans à l'entreprise Almagià, la Délégation regrette de ne pouvoir donner suite à la demande précitée

Poursuites en recouvrement de droits sur les carrières.

Le service de la perception ayant demandé par note du 21 août 1903 des instructions au sujet des fournisseurs des pierres des Prisons se refusant de payer les droits dûs par eux, la Délégation décide de poursuivre le recouvrement de ces droits par la voie de la saisie et vente administratives.

Demande d'augmentations et de gratifications.

Communication est donnée d'une note en date du 27 juillet 1903 du chef du service de la propriété bâtie proposant une augmentation pour M. de Botton, qui a été chargé en dehors de son travail du service de la perception, de celui de M. Allouche, ancien traducteur du service de la propriété bâtie.

D'autre part, il est également donné communication d'une requête de M. Kamel Ayad, du 15 août 1903, du bureau central, demandant une gratification pour le travail supplémentaire dont il a été chargé comme secrétaire du Conseil de révision de la propriété bâtie.

La Délégation se réserve d'examiner ces demandes à l'occasion du budget prochain.

Congés.

La Délégation rejette une nouvelle demande de prolongation de congé jusqu'au 25 Septembre 1903 demandée par M. Arcoudaris, sous-directeur des services techniques.

Elle rejette également, vu les nécessités du service, une demande de congé de 45 jours demandée par M. Matta Morcos.

Quant à la demande de congé de M. Goubran Salama, elle l'autorise, à la condition de faire courir ce congé à partir du premier novembre 1903.

La Délégation accorde à Mohamed eff. Zouhdy, opérateur du service technique de l'assainissement, un congé d'un mois, pour cause de maladie.

Avance.

M. Mohamed eff. Zouhdy ayant demandé une avance de 10 L.E. à rembourser par une retenue mensuelle de 2 L.E. sur son traitement, pour lui permettre de faire face à ses frais de maladie, la Délégation autorise cette avance, à titre exceptionnel.

Nomination et révocation d'employés.

A propos de nouvelles nominations et révocations faites à l'insu de la Délégation, celle-ci à l'unanimité, à l'exception du Vice-Président, décide qu'en application de l'art. 5, alinéa n, de l'arrêté ministériel du 18 Mars 1900, aucune nomination ou révocation ne sera faite sans en donner, au préalable, connaissance à la Délégation.

Les seules initiatives que pourra prendre le Président sont précisées par le règlement disciplinaire dernièrement adopté par la Commission.

La Délégation considère toutefois qu'elle doit laisser une certaine latitude au Président pour la nomination et la révocation d'une certaine catégorie d'agents, tels que farraches, balayeurs, chaîneurs, cochers, charretiers, égoutiers, gaffirs, ainsi que les agents payés à la journée.

Mansour Bey Youssef dit à ce sujet qu'il se réserve de soulever à une prochaine séance la question relative aux nominations et révocations faites contrairement aux dispositions de la loi.

Le Président croit devoir faire toutes ses réserves quant au caractère d'illégalité donnée à ces nominations et révocations, celles-ci ayant été strictement faites en conformité de la loi, c'est-à-dire en base de l'art. 22 du décret organique et de l'art. 39 du règlement intérieur, régissant le mode de nomination des agents hors cadre.

Il ajoute que pour pouvoir prendre la décision précitée, il faudrait d'abord modifier la loi.

La séance est levée à 8 h. p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 25 août 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 25 Août 1903.

SOMMAIRE: — Asphalage des stations de voitures; — Nivellement de l'Ecole Anglaise; — Adjudication de l'égout de l'hôpital du Gouvernement; — Asphalage des trottoirs de la rue des Sœurs; — Echèches de Kom-el-Nadoura; — Réparation du dallage des rues du quartier de Minet-el-Bassal; — Horaire des tramways; — Avance; — Congés.

Présents:

MM. A. AMB. RALLI, *Président*,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

L. STAGNI, *Membres*,

A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

SOLIMAN BEY ABANI, s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Le procès-verbal de la séance du 22 Août est adopté.

Asphalage des stations de voitures.

La Délégation prend connaissance des offres présentées par MM. Cugini Praga, Panayottou et Toledano, Diamanti, Spagnoli, Degiardé et la Neuchatel Asphalt Coy. pour l'adjudication des travaux de l'asphalte, en asphalte coulé, des emplacements des stations de voitures.

Il est donné à ce sujet communication d'une lettre du 18 août 1903 de la Compagnie Générale des asphaltes de France attirant l'attention de la Municipalité sur l'usure rapide des travaux exécutés en asphalte coulé et les avantages que présente à cet égard l'asphalte comprimé.

La Délégation considérant, d'une part, le peu de résistance de l'asphalte coulé, d'autre part, la cherté de prix auquel ce travail reviendrait en base des offres présentées,

décide de ne pas donner suite à l'adjudication et invite les services techniques à lui présenter un devis pour une réparation sommaire des stations de voitures.

Elle se réserve l'année prochaine d'y effectuer un travail définitif en asphalte en poudre comprimée.

Au sujet des offres présentées, la Délégation ayant constaté que la Neuchatel Asphalt Cy. n'a pas déposé de cautionnement, décide qu'elle écartera tout offrant qui ne se sera pas conformé strictement à cet égard aux stipulations du cahier des charges.

Nivellement de l'Ecole Anglaise.

La Délégation arrête, dans les termes suivants, la lettre à adresser par la Municipalité à l'entreprise Almagià pour le nivellement des terrains de l'Ecole Anglaise.

“ Monsieur l'Ingénieur,

“ Faisant suite à notre lettre du 21 Juillet dernier, n° 926, et en réponse à la vôtre
“ du 23 même mois, nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint les plans complétés
“ par les profils en travers que vous demandiez, relatifs au déblaiement des terrains
“ situés au Nord de la Gare de Ramleh, en vous priant de m'en retourner un double
“ signé par vous.

“ Veuillez procéder immédiatement aux travaux dont s'agit, en commençant par
“ le terrain de l'Ecole Anglaise, de manière à avoir complètement terminé le déblaiement
“ de cette dernière partie au plus tard au 14 Octobre prochain, date extrême fixée à
“ la Municipalité, ainsi qu'il est à votre connaissance.

“ Quant aux conditions, restrictions et observations contenues dans votre lettre
“ précitée nous sommes persuadés que vous ne les maintiendrez pas, attendu que nous
“ les considérons comme non fondées ”.

Adjudication de l'égout de l'hôpital du Gouvernement.

La Délégation, en vue d'éviter les conflits qui pourraient naître entre entrepreneurs travaillant au même endroit, est d'avis de confier à l'entreprise Almagià l'exécution de l'égout de l'hôpital indigène et de l'Ecole Anglaise, canalisations dont le déplacement est nécessité par le nivellement des terrains de la dite Ecole.

Elle décide en conséquence d'attribuer ce travail à M. Almagià au prix forfaitaire de 291 L.E., fourniture de tuyaux, dalles de couverture et regards à charge de la Municipalité.

Ce chiffre représente le prix moyen offert par les soumissionnaires pour les canalisations dont s'agit.

Les services techniques sont chargés de transporter les matériaux de l'ancienne conduite au dépôt de la voirie, une fois que la nouvelle aura été établie.

Asphaltage des trottoirs de la rue des Sœurs.

La Délégation invite les services à procéder d'urgence à l'asphaltage des trottoirs de la rue des Sœurs depuis la place Mehemet-Aly jusqu'à la rue Abdel Moneïm.

A ce sujet, ils auront à fournir pour la prochaine séance une note indiquant la quantité de mètres carrés de trottoir restant à donner à asphalter à M. Capozzi, représentant de la maison Cugini Praga, et la date d'expiration de son contrat.

Echèches de Kom-el-Nadoura.

Communication est donnée d'un rapport du 24 courant de M. le D^r Granville, portant une annotation de l'Inspecteur Sanitaire au sujet de la nécessité qu'il y aurait de démolir certaines échèches de Kom-el-Nadoura, appartenant au Wakf Ratib Pacha, vu le danger d'infection qu'elles présentent pour tout ce quartier.

La Délégation charge le Président de transmettre ce rapport à S. E. le Ministre de l'Intérieur pour qu'il veuille bien faire prendre d'urgence les mesures que comporte la situation, mesures dont les dépenses concernent la Direction générale des Services Sanitaires, qui assume la haute direction du service sanitaire d'Alexandrie en temps d'épidémie.

Réparation du dallage des rues du quartier de Minet-el-Bassal.

Se référant à une note de l'Ingénieur en chef en date du 14 courant, la Délégation proposera à la Commission l'ouverture d'un crédit de 300 L.E. pour la réparation du dallage, en mauvais état, des rues du quartier de Minet-el-Bassal, avant la saison cotonnière.

A ce sujet, et en raison de l'extension considérable du pavage de la ville, les services devront prévoir dans le budget prochain deux équipes de plus, de façon à porter à 14 le nombre des équipes chargées de la réfection des rues.

Horaire des tramways.

Par lettre du 13 août 1903, la Société des tramways demande à être autorisée à maintenir la circulation des tramways entre la place Mehemet Aly et le Mex jusqu'à 2 h. du matin les samedis et dimanches soirs à l'occasion des fêtes de nuit données au Mex les jours sus-indiqués.

La Délégation décide de faire droit à cette demande pour la saison. Il est bien entendu que cette autorisation est essentiellement provisoire et révocable. D'autre part, elle n'est accordée qu'à la condition pour la Société des Tramways de ne pas se servir de la trompe dans n'importe qu'elle rue, à partir de 10 heures du soir.

La Délégation saisit cette occasion pour inviter la Société à donner des instructions rigoureuses à ses wattmen de ralentir l'allure vertigineuse avec laquelle ils font circuler les voitures, sous peine de se voir retirer l'autorisation, indépendamment de la pénalité prévue au contrat de concession.

Avance.

La Délégation, vu les raisons invoquées par M. F. Romano, employé au service de la voirie, lui accorde, à titre exceptionnel, une avance de L. E. 6, à la condition d'en effectuer le remboursement par une retenue mensuelle de L.E. 1 sur son traitement.

Congés.

La Délégation décide de n'accorder à M. Baindeky, du service du contentieux, et à M. Saied eff. Choucry, des services sanitaires, qu'un mois de congé, sur les deux mois demandés par eux.

Une séance aura lieu lundi prochain pour la continuation de l'ordre du jour.

La séance est levée à 8 h. p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 31 août 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 31 Août 1903.

SOMMAIRE: — Décès de M. Ott. — Horaire des tramways. — Observations diverses au sujet des tramways. — Raccordement demandé par la Compagnie des Chemins de fer de Ramleh. — Fourniture de fourrages. — Evaluations du Conseil d'estimation. — Caillasse d'Abou Zabel. — Affaires judiciaires. — Elargissement de la rue de l'hôpital du Gouvernement. — Ecuries Menasce, rue Zancarol. — Mise en profils des rues. — Vente de deux winchs. — Réclamation des RR. PP. Lazaristes. — Protestation au sujet des occupations de la voie publique. — Echange de terrains avec le Wakf Aboussiri. — Réparation au palais municipal. — Nivellement d'une rue au Camp de César. — Canalisation de l'immeuble de la dame Moustafa Bey Noury, rue Anastasi. — Demande d'installation d'une borne fontaine à Mafrouza. — Personnel licencié de l'octroi. — Réclamation de M. Serafini au sujet de la taxe du 2 0/0. — Cantonniers. — Avance. — Ordre du jour de la Commission.

Présents:

MM. A. AMB. RALLI, *Président*,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
L. ESCOFFIER,
MOHAMED BEY SAÏD,
L. STAGNI, *Membres*,
A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*
SOLIMAN BEY ABANI, s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Le procès-verbal de la séance du 25 Août est approuvé.

Décès de M. Ott.

Le Président se fait l'interprète des sentiments de tous ses collègues en exprimant la peine que leur a causée la mort aussi inattendue que prématurée du regretté Frédéric Ott. Membre de la Commission Municipale depuis de nombreuses années, et ayant jusque dans ces derniers temps siégé au sein même de cette Délégation, ses collègues ont pu apprécier les qualités qui le distinguaient et le dévouement infatigable qu'il apportait dans la gestion des affaires de la ville.

Les membres de la Délégation se joignent unanimement au Président dans l'expression de ces sentiments.

Horaire des tramways.

A la suite de plaintes formulées au sujet de la circulation des tramways à une heure avancée de la nuit, la Délégation, revenant sur sa décision du 25 courant, regrette de ne pouvoir faire droit à la demande de la Société des Tramways tendant à être autorisée à faire circuler ses voitures entre la place Méhéméd-Aly et le Mex, les samedi et dimanche, jusqu'à 2 heures du matin.

Tout trafic devra cesser dans les rues, en conformité du cahier des charges, dès une heure du matin.

A cette occasion, les services techniques sont invités à présenter un rapport au sujet de l'horaire des tramways, qui, selon l'art. 5 du contrat de concession de 1898, doit être révisé tous les deux ans.

Observations diverses au sujet des tramways.

La Délégation décide d'attirer à nouveau l'attention de la Société des Tramways sur la nécessité de modérer l'allure rapide des voitures, de les maintenir dans un meilleur état de propreté, de ne faire fonctionner ses balayeuses mécaniques qu'à l'aube, vu la poussière qu'elles soulèvent dans leur trajet.

Elle l'invite enfin à munir, conformément à ses obligations, toutes les voitures du timbre, quelques-unes d'entre elles en étant encore dépourvues et les wattmen abusant de la trompe, la plupart du temps, sans nécessité aucune.

Un délai expirant à fin septembre 1903 leur est accordé à cet effet.

La Délégation compte que la Société se conformera strictement à ces prescriptions, faute de quoi elle se verra obligée de faire application des pénalités prévues au contrat.

Raccordement demandé par la Compagnie des Chemins de fer de Ramleh.

Par suite de raccordement de la ligne de Ramleh avec celle des tramways et, en vue du service des trains de Ramleh, l'Alexandria and Ramleh Railway Cy. demande, par lettre du 28 août 1903, de relier à la place des Consuls, par une contre courbe, la ligne de Moharrem Bey avec celle du Boulevard de Ramleh.

La Délégation fait remarquer que cette demande aurait été plus utilement faite par la Société des Tramways que par l'Alexandria Ramleh Railway Cy., qui n'avait pas qualité pour l'adresser, sa concession s'arrêtant à la gare de Ramleh.

Elle se réserve, en conséquence, d'examiner la dite demande au cas où elle en serait directement saisie par la Société des Tramways.

Fourniture des fourrages.

La Délégation prend connaissance des renseignements complémentaires demandés par elle dans sa séance du 25 août 1903, au sujet des offres présentées pour la fourniture des fourrages.

Considérant que les offres en question sont trop élevées, elle décide de ne pas y donner suite.

Une nouvelle adjudication aura lieu à cet effet ultérieurement.

L'Administration est autorisée, en attendant, d'acheter les fourrages nécessaires aux services au fur et à mesure des besoins et aux meilleures conditions.

Evaluations du Conseil d'estimation.

Communication est donnée des évaluations suivantes arrêtées par le Conseil d'évaluation, dans sa séance du 29 juillet 1903.

NOMS	LOCALITÉS	SUPERFICIES PICS CARRÉS	ÉVALUATION PAR P. C.
	Excédents		P. T.
Wakf Ratib Pacha.....	Bab-el-Akdar.....	494.09	100
Moh· Amin Rifaat....	Nabi Daniel	2.88	200
Abdel Wahab Ahmad.....	Rue Rosette.....	91.20	15
Wakf Sidi Jacoub.....	Kom-el-Dick.....	46.48	150
	Emprises		
Hafez Moursi	Rue-el-Sayala	4.97	30
El Saïed Abdel Fattah.....	»	16.71	30
Abdel Meghid El Kayar.....	Mawazini	38.33	50
Reya bont Ahmed Bedewi...	Haret-el-Farahda.....	7.54	25

Rejetant une réclamation de M. Alfonsi, le dit Conseil a maintenu le prix fixé dans une précédente séance pour une emprise à Moharrem Bey.

La Délégation décide de soumettre ces emprises à l'approbation de la Commission.

En ce qui concerne les excédents, elle est d'avis qu'il y aurait également lieu de les soumettre à l'avenir à la sanction de la dite assemblée.

Les services techniques auront à lui remettre, à ce sujet, une note indiquant la marche suivie jusqu'à ce jour pour la vente des excédents.

Caillasse d'Abou Zabel.

Vu l'art. 8 du contrat de concession des carrières d'Abou Zabel, la Délégation décide d'écrire aux concessionnaires de limiter à 8,000 m. c. la fourniture de caillasse pour la seconde année 1903-1904.

A ce sujet, les services sont invités à fournir en séance un état de la quantité de caillasse d'Abou Zabel livrée à la Municipalité, de celle utilisée dans la confection des routes, du stock restant disponible et les emplacements où ce stock est déposé.

Affaires judiciaires.

Communication est donnée de quatre assignations lancées par les sieurs Mohamed Ibrahim el Zankalaoui, Selim Farag, Osman Helmi et El Sayed Saïd à la suite des saisies pratiquées contre eux pour droits dûs sur la pierre et la chaux fournies à l'Administration des Prisons.

La Délégation serait heureuse d'avoir à ce sujet l'avis du Comité du Contentieux.

Sur rapport verbal de Mohamed bey Saïd, et à la suite des significations faites des jugements rendus dans les affaires Massaoud Sabla, Abdel Meghid Rachdan et Mahmoud Souellem, la Délégation, vu les dossiers, estime qu'il n'y a pas lieu de faire appel contre ces jugements, et décide de régler le montant des condamnations, soit L.E. 53,531 mill., plus les frais par moitié, dans l'affaire Massaoud Sabla, L.E. 14 environ dans l'affaire Abdel Meghid Rachdan et L.E. 100 plus les frais dans l'affaire Souellem.

Relativement au procès Massaoud Sabla, le tribunal ayant ordonné la résiliation du contrat, la Délégation décide de mettre en adjudication les travaux restant à faire dans la canalisation avec puits à fond perdu, à Ramleh, qui avait été précédemment confiée audit entrepreneur.

Elargissement de la rue de l'hôpital du Gouvernement.

Après avoir entendu Mohamed Bey Saïd dans son rapport verbal, la Délégation, vu le dossier, est d'avis d'ajourner, jusqu'au mois de Novembre prochain, la discussion relative à l'établissement de la route longeant à l'ouest le mur d'enceinte de l'hôpital du Gouvernement, suivant l'alignement décrété.

Ecuries Menasce, rue Zancarol.

Sur rapport verbal de Mohamed bey Saïd, au sujet de la réclamation présentée par M. le baron J. de Menasce, et se référant aux explications données par l'ingénieur en chef relativement à l'état antérieur des lieux, la Délégation regrette de ne pouvoir intervenir dans la dépense de rehaussement du plancher de l'écurie lui appartenant dans la rue Zancarol, mise en profil dans le courant de l'année passée.

Elle estime que la confection de cette rue n'a apporté aucun nouveau préjudice ni aggravé la situation de fait qui existait auparavant pour justifier cette intervention. Toutefois, dans un esprit de conciliation, la Délégation charge les services techniques d'exécuter certains travaux de protection à la porte d'entrée de la dite écurie.

Mise en profil des rues.

La Délégation décide qu'aucune mise en profil des rues ne devra plus être effectuée à l'avenir sans avoir recueilli au préalable l'adhésion écrite de tous les propriétaires riverains et leur renonciation à toute réclamation.

Vente de deux winchs.

M. Naghib Saliba ayant fait des offres pour l'achat de deux winchs, ne servant plus à la ville et provenant de l'ancienne Commission d'Edilité, la Délégation regrette de ne pouvoir céder ces winchs par voie amiable.

Elle décide de mettre cette vente en adjudication, à laquelle M. Saliba pourra prendre part.

Réclamation des RR. PP. Lazaristes.

Faisant droit à une réclamation des RR. PP. Lazaristes, communiquée par M. le Consul de France, par lettre en date du 27 août 1903, la Délégation décide de retirer les occupations de la voie publique consenties à des particuliers contre le mur de la propriété des RR. PP. Lazaristes dans la rue du bazar Ratib Pacha.

Cette décision est prise à la majorité de 3 voix contre 2.

Protestation au sujet des occupations de la voie publique.

La Délégation décide d'une manière générale que toutes les fois qu'il y aura plainte d'un propriétaire lésé par l'occupation de la voie publique contre le mur de sa propriété, cette plainte devra être soumise à la Délégation, qui y fera droit si elle est reconnue fondée.

Echange de terrains avec le Wakf Aboussiri.

La Délégation prend connaissance d'une lettre de rappel, en date du 20 août 1903, de la Daira Toussoum Pacha, relative à l'échange de terrain projeté avec le Wakf Aboussiri.

Elle se réserve de prendre une décision jusqu'après réception des renseignements complémentaires demandés par elle sur cette question.

Réparation au palais municipal.

Vu la note du service financier en date 17 courant, la Délégation décide de mettre en adjudication la peinture et certains travaux de réparation à effectuer aux grilles, portes d'entrée, escaliers, cabinets et divers corridors du palais municipal, travaux évalués dans leur ensemble à L.E. 25 environ.

Nivellement d'une rue au Camp de César.

La Délégation ajourne jusqu'à l'année prochaine et sous réserve de la production d'une pétition écrite à cet effet de la part des propriétaires riverains, l'examen d'une demande verbale de M. Napier, suivant note du service de la voirie, en date du 21 août 1903, tendant au nivellement de la rue allant de la rue des bains Cléopâtre au Camp de César, à l'Ibrahimieh.

Canalisation de l'immeuble de la dame Mustafa Bey Noury, rue Anastasi.

Vu les note et devis des services de la voirie, en date des 14 et 15 août 1903, la Délégation décide la construction d'un embranchement de canalisation allant de la ruelle Zaouiet el Etten à l'égout de la rue Anastasi, en vue d'assurer l'écoulement des eaux vannes de l'immeuble de la dame Moustafa Bey Noury.

La dépense totale est évaluée à L.E. 16, dont la moitié à charge de la dite dame, conformément à son engagement.

Demande d'installation d'une borne fontaine à Mafrouza.

Par lettre, en date du 13 courant, le Gouvernorat communique une pétition des habitants de Mafrouza tendant à l'installation d'une borne fontaine gratuite dans leur quartier.

Il est donné connaissance d'une note du service de la voirie au sujet des frais que cette installation entraînerait.

La Délégation prie Mohamed Bey Saïd de vouloir bien examiner cette question.

Personnel licencié de l'octroi.

La Délégation prend connaissance d'une lettre en date du 13 courant de la Direction générale de la comptabilité de l'Etat l'informant, en réponse à sa demande, qu'elle regrette de ne pouvoir accorder aucune gratification, en plus du mois de traitement auquel ils ont droit, aux employés de l'octroi licenciés pour cause de suppression d'emploi.

Réclamation de M. Serafini au sujet de la taxe 2 %

La Délégation, se basant sur les art. 3 et 6 du règlement du 18 mai 1899, rejette comme non fondée une réclamation du 28 août 1902, renouvelée verbalement par M. Serafini au sujet de la répartition de la taxe du 2 % sur l'établissement des bains du Mex, dont il était le locataire principal et tendant au remboursement de partie de la taxe déjà payée par lui en 1900 et 1901 pour le dit établissement.

Cantonniers.

La Délégation demande au service de la voirie de lui présenter un état des cantonniers au service de la Municipalité, avec indication des routes où ils sont employés et des superficies de routes dont ils ont la charge.

Avance.

La Délégation, vu les motifs invoqués dans sa demande par M. Santini, dessinateur au service technique de l'assainissement, autorise une avance de 20 L.E. à cet employé, qu'il devra rembourser par retenues mensuelles de 2 L.E. sur son traitement.

Elle prend note d'autre part que, en raison du nombre restreint de dessinateurs, M. Santini a dû renoncer au congé de 3 mois et demi qui lui avait été accordé par la Délégation.

Ordre du jour de la Commission.

La Délégation fixe à mercredi 9 septembre la prochaine séance de la Commission et en arrête l'ordre du jour.

La séance est levée à 8 h. p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 12 septembre 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMBR. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 1^{er} Septembre 1903.

SOMMAIRE : Affaires judiciaires ; — Terrains relatifs à la construction du Gouvernorat et annexes ; — Echèches de Toubguieh ; — Perception des droits de carrières et de la taxe sur les bestiaux ; — Amendes encourues par MM. Dégiardé Frères ; — Retard apporté dans la construction du Musée ; — Ecurie de la police de Fleming ; — Demandes d'avis sur les ventes des biens libres de l'Etat ; — Pétition Mohamed Omar.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,

L. ESCOFFIER,

MOHAMED BEY SAÏD,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

L. STAGNI, *Membres*.

A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

SOLIMAN BEY ABANI s'est fait excuser.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Erratum. — Remplacer le N° 42 du procès-verbal du 31 Août par le N° 43.

Affaires judiciaires.

La Délégation, de l'avis du Comité du Contentieux, et eu égard aux circonstances de fait, décide de régler à l'amiable les différends Mohamed Ibrahim-el-Zankalaoui, Selim Farag, Osman Helmi, El Sayed Saïed et autres, relatifs aux saisies pratiquées contre eux pour droits dus sur la pierre et la chaux fournies aux Prisons.

Mohamed Bey Saïd est chargé de ce règlement.

Terrains relatifs à la construction du Gouvernorat et annexes.

La Délégation renvoie à Mohamed Bey Saïd, chargé de l'étude de cette question, une lettre du 28 Août 1903 de M. Erlich, inspecteur des bâtiments de l'Ouest, relative à la cession des terrains sur les quais en vue de la construction du Gouvernorat et bâtiments annexes.

Echèches de Toubguieh.

Communication est donnée d'une lettre du 21 Août 1903 du Comité des Cimetières indigènes informant qu'il a pris connaissance de la correspondance échangée entre la Municipalité et le Ministère des Finances au sujet de la cession des échèches de Toubguieh en vue de l'élargissement du Cimetière de la Colonne Pompée. La somme nécessaire pour l'expropriation des échèches serait de 4.000 L.E. Le Comité n'ayant aucun fonds disponible, il a recours à la bienveillance de la Municipalité pour avoir tout ou partie de la somme voulue à cet effet. Il demande, en attendant qu'on lui consigne les terrains, sauf à régler ultérieurement la question des fonds nécessaires aux dites expropriations.

Il est, d'autre part donné lecture d'une note ci-annexée de l'Inspecteur Sanitaire, à ce sujet.

La Délégation, avant de se prononcer, charge les services techniques de lui présenter un rapport général sur la question des échèches de Toubguieh.

Perception des droits de carrières et de la taxe sur les bestiaux.

En vue d'assurer d'une manière plus efficace la perception des droits de carrière et de la taxe sur les bestiaux, la Délégation, à la suite des explications données à ce sujet par le Secrétaire financier, prie le Président de s'entendre avec l'Administration des Chemins de fer de l'Etat, à l'effet de voir si moyennant indemnité pour prestation de services, la dite Administration consentirait à se charger d'encaisser, en même temps qu'elle perçoit les frais de transport, les droits de carrière sur les pierres et autres matériaux transportés par voie de chemin de fer, ainsi que la taxe sur les bestiaux arrivant par cette voie de l'intérieur.

Amendes encourues par MM. Dégiardé Frères.

La Délégation prend connaissance des lettres adressées par MM. Dégiardé Frères relatives à l'amende qui leur a été appliquée pour un léger retard apporté dans la livraison complète de la fourniture de dalles qui leur a été adjugée.

Une note en date du 21 Août 1903 est présentée à ce sujet par le service de la voirie.

La Délégation décide de remettre à une date postérieure l'examen de cette question.

Retard apporté dans la construction du Musée.

MM. Giannone et Fenerli ayant protesté contre l'amende à eux infligée du chef du retard apporté dans la construction d'une aile au Musée, la Délégation, vu le dossier et considérant que cette construction qui devait être terminée le 26 Juillet 1903, est loin encore d'être achevée, dit qu'il y a lieu de continuer à leur appliquer l'amende jusqu'à complet achèvement des travaux.

Ce n'est qu'une fois les travaux achevés, que la Délégation pourrait utilement examiner leur protestation.

Les crédits relatifs à la surveillance de cette construction étant épuisés, la Délégation autorise la dépense supplémentaire de 15 L.E., traitement du surveillant pendant 2 mois, demandé par note des services techniques, en date du 25 Août 1903.

Ecurie de la police de Fleming.

Par lettre du 27 Août 1903, le Commandant de la police demande une parcelle supplémentaire de terrain de 32 m. c. environ, en vue de la construction d'une chambre annexe à la nouvelle écurie de la police de Fleming, qui servirait à emmagasiner les fourrages. Cette cession serait faite aux mêmes conditions que celles déjà accordées pour l'écurie dont s'agit.

La Délégation, avant de se prononcer, demande qu'il lui soit communiqué les plans de l'écurie pour examiner si l'état des lieux ne permettrait pas l'aménagement dans l'écurie même d'une chambre répondant au but sus-visé.

Avis sur les ventes des biens libres de l'Etat.

Le Président ayant consulté la Délégation sur la suite à donner aux demandes d'avis adressées par le Gouvernorat au sujet des ventes des biens libres de l'Etat, le Collège estime que pour statuer sur ces demandes, il lui serait utile d'avoir à leur sujet l'avis préalable du Conseil du Tanzim.

Le Président est, en conséquence, prié de provoquer régulièrement l'avis du dit Conseil avant de lui soumettre les demandes dont s'agit.

Pétition Mohamed Omar.

Statuant sur le cas de l'agent Mohamed Omar, conducteur au service de nettoyage, lequel, à la suite d'une blessure, reçue à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, est devenu incapable de se servir utilement de la main droite, et eu égard au nombre considérable de ses années de service, la Délégation décide de lui confier un poste de boab dans un des services de la Municipalité.

La séance est levée à 7 heures et demie p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 12 Septembre 1903.

Le Secrétaire p. i.,
A. WILLNER.

Le Président,
AMBR. A. RALLI.

A N N E X E

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 1^{er} SEPTEMBRE 1903.

**Note de l'Inspecteur sanitaire au sujet de l'agrandissement du Cimetière
de la Colonne Pompée par l'adjonction des échèches de Toubguieh.**

Alexandrie, le 25 Août 1903.

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT,

Me référant à la demande du Comité des cimetières indigènes de notre ville, tendant à la consignation des terrains occupés actuellement par le séchèches de Toubguieh en vue de l'agrandissement du cimetière de la Colonne Pompée, j'ai l'honneur de vous soumettre les observations suivantes :

Il est très douteux que l'agrandissement projeté puisse réellement suffire à mettre le cimetière en état de répondre aux besoins, vu que le cimetière actuel est tout à fait rempli et qu'il y règne un désordre absolu (absence de registres, manque d'un règlement intérieur pour la série des inhumations et les constructions des *madfans* privés, etc); il est fortement à craindre que les mêmes inconvénients ne se reproduisent dans le nouveau terrain destiné à l'agrandissement du cimetière actuel.

Dans ces conditions, l'amélioration proposée serait tout à fait illusoire et tendrait à disparaître au bout de quelques années.

Je suis donc d'avis que la proposition du Comité ne pourrait être prise en considération, à moins que celui-ci n'établisse d'abord par quels moyens il entend provoquer une amélioration radicale de l'état actuel du cimetière. Autrement, il vaudrait beaucoup mieux ajourner la question jusqu'à ce que nous puissions trouver une solution définitive par la voie d'un transfert du cimetière.

DR. E. GOTSCHLICH.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance projetée pour le 8 Septembre 1903.

PROCÈS-VERBAL DE CARENCE

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,

MOHAMED BEY SAÏD,

L. STAGNI, *Membres*.

A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

A 6 heures, le Président ayant constaté que la Délégation n'était pas en nombre, a déclaré la séance non avenue.

La prochaine réunion aura lieu le 12 Septembre 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 12 Septembre 1903.

SOMMAIRE : Peines disciplinaires infligées à des ingénieurs du Tanzim ; — Terrains à réserver sur les quais pour la construction du Gouvernorat ; — Convention relative au prolongement du Boulevard de Ramleh ; — Affaires judiciaires ; — Réclamations contre l'occupation de la voie publique ; — Compositions du Conseil spécial de discipline ; — Nivellement de l'Ecole Anglaise ; — Demandes d'avance ; — Congés ; — Recettes Municipales ; — Secours.

Présents:

MM. AMB. RALLI, *Président*,

MOHAMED BEY SAÏD,

E. BENACHI,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

L. STAGNI, *Membres*,

A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

MM. ESCOFFIER et SOLIMAN BEY ABANI se sont fait excuser.

Les procès-verbaux des séances des 31 Août et 1^{er} Septembre sont approuvés.

Peines disciplinaires infligées à des ingénieurs du Tanzim.

Le Président dit qu'il a, dans les limites de l'art. 1^{er} du règlement disciplinaire du 15 Juillet 1903 et après enquête, infligé la peine de la retenue de quelques jours d'appointements aux ingénieurs du Tanzim suivants : MM. Hamed Choucry, Aly Sabry, Hassan Hosni et Ahmed Abdel Wahab, pour irrégularités dans leurs fonctions.

Ces derniers ayant demandé d'être traduits devant le Conseil de discipline, le Président désirerait savoir s'il y a lieu de donner suite à leur requête et s'ils y ont droit.

La Délégation estime que le Président a agi dans la plénitude de ses pouvoirs, et que les employés frappés sont inadmissibles à réclamer une autre juridiction.

Vu, au surplus, que trois des dits ingénieurs, Aly Sabri, Hassan Hosni et Ahmed Abdel Wahab, se sont permis de renvoyer irrévérencieusement la notification qui leur avait été adressée, en déclarant ne pouvoir accepter les retenues à eux infligées, la Délégation recommande au Président de les punir d'une peine supplémentaire pour cet acte d'insubordination envers le chef de l'Administration.

Terrains à réserver sur les quais pour la construction du Gouvernorat.

Mohamed Bey Said fait rapport au sujet de la question des terrains à réserver sur les quais pour la construction du Gouvernorat et autres établissements annexes, dont question notamment aux procès-verbaux de la Délégation des 13 Juillet et 4 Août 1903.

Il dit que S. E. le Gouverneur n'ayant aucune préférence au sujet du choix d'un emplacement, il y aurait avantage à établir ces constructions le plus possible près du Gouvernorat actuel, afin de conserver aux terrains environnants toute leur valeur.

Quant à la question de l'échange à traiter en vue de l'ouverture d'une voie d'accès aux quais, il convient d'attendre à ce sujet la réponse du Gouvernement français.

La Délégation, vu les dossier et plan, et après un échange d'idées, décide de répondre à S. E. le Gouverneur qu'elle serait disposée, sauf approbation ultérieure de la Commission, de réserver pour la construction du Gouvernorat et annexes, un ou plusieurs emplacements d'une superficie totale d'environ 5.000 m. c. dans le voisinage du côté ouest et en outre de la parcelle de 6.668 m. c. environ déjà cédée pour la construction du Tribunal indigène, parcelle dont la destination primitive a été désaffectée.

Il est bien entendu que le ou les dits emplacements ne pourront être cédés par la Municipalité à un prix inférieur à celui qui sera fixé par le catalogue, en voie de confection.

La Commission ayant chargé la Délégation de la préparation de ce catalogue, ainsi que de l'élaboration d'un règlement pour la vente de ces terrains, la Délégation compte que le Gouvernement n'aura pas d'objection à ce que la solution définitive de sa demande soit retardée jusqu'après la confection des catalogue et règlement en question.

Convention relative au prolongement du Boulevard de Ramleh.

Le Président dit que, de l'avis du Comité du Contentieux et sur acceptation de l'Alexandria and Ramleh Railway Cy., le texte de l'art. 1^{er} de la convention à passer avec la dite Compagnie relative au prolongement du Boulevard de Ramleh jusqu'au pont de Chatby, a été modifié légèrement. Cette modification n'est qu'une simple interprétation tendant à rendre le texte plus clair et à éviter des malentendus ultérieurs.

La convention sera signée telle que l'a arrêtée la Commission dans sa séance du 10 Juin 1903, mais la Compagnie adressera, en même temps, une lettre mentionnant la dite interprétation, lettre qui sera jointe à la convention.

La Délégation adopte la modification proposée.

La lettre de la Compagnie, reçue le 14 courant, et portant l'interprétation en question figure en annexe au présent procès-verbal.

Affaires judiciaires.

Communication est donnée d'une signification de jugement en date du 10 Septembre 1903, à la requête de la dame Hafiza Om Hassan, rendu en degré d'appel contre la Municipalité et la Daïra Sabet Pacha.

Ce jugement condamne la Municipalité à payer à la dite dame Hafiza la somme de L.E. 20 outre les honoraires et frais, pour la démolition d'une baraque élevée par elle sur un terrain loué à la Daïra et décrété d'utilité publique.

La Délégation autorise le règlement des dites sommes.

Communication est également donnée de deux demandes d'assistance judiciaire formulées par les nommés Békhîr Mahmoud, cocher, et Hussein Mahmoud, surveillant, tous deux anciens agents hors cadre du service du nettoyage, réclamant une indemnité pour licenciement.

La Délégation estime que leur réclamation est sans fondement.

Sur rapport verbal de Mohamed Bey Saïd et faisant suite à la délibération le chargeant du règlement amiable du différend intervenu avec des carriers, la Délégation invite les services à annuler les saisies administratives pratiquées contre les carriers pour droits de carrière se montant à L.E. 69 706 mill. sur de la pierre et de la chaux fournies à l'Administration des prisons, du 1^{er} Janvier 1903 à fin Avril 1903, ces carriers ayant, de leur côté, accepté de supporter les frais judiciaires et extrajudiciaires de l'instance.

Il est bien entendu que les droits subséquents devront continuer à être perçus des carriers.

La Délégation renvoie à l'examen de Mohamed Bey Saïd trois autres affaires judiciaires intentées par Chehata Seif, Daïra du Prince Mohamed Ibrahim et Sayed Zéréka Abou Khadr.

Réclamations contre l'occupation de la voie publique.

Faisant droit à une lettre de S.E. le Gouverneur en date du 2 Septembre 1903, relative à une plainte adressée par le Consulat de France au sujet de l'occupation du trottoir du terrain appartenant au dit Consulat, place Mohamed Aly, par des matériaux de construction, la Délégation décide de retirer à Moustafa Chaaban el Hadri l'autorisation qui lui avait été accordée à cet effet.

Une autorisation accordée à un marchand de légumes pour occupation du trottoir devant son établissement, rue de l'Eglise Cophte, sera également retirée, sur réclamation des frères Christodoulo, en date du 4 Septembre 1903.

Composition du Conseil spécial de discipline.

Communication est donnée d'une lettre du 6 Septembre 1903 de S.E. le Ministre de l'Intérieur, approuvant la nomination de MM. Yehia Bey et Rothacker comme membres-suppléants du Conseil spécial disciplinaire.

Nivellement de l'Ecole Anglaise.

La Délégation renvoie au rapport de Dietrich Bey une lettre du 9 Septembre 1903 du Comité de l'Ecole Anglaise tendant à porter à 9 m. 11 le nivellement prévu à 8 m. 50 de son terrain.

Demandes d'avance.

La Délégation rejette, vu l'abus, les demandes d'avances présentées par MM. Youssef Wanas, Ibrahim Anhour, Hosni Osman, Khattab Hani, Vernoni et Hassan Mohamed el Meattar.

Elle prie le Président de ne plus lui soumettre à l'avenir des demandes de cette nature.

Congés.

La Délégation accorde 2 mois de congé à la dame Zénab Chehata, sage-femme, et un mois de congé à M. G. Vernoni du service de la Voirie.

Recettes Municipales.

La Délégation prend connaissance de l'état, ci-joint en annexe, des recettes municipales du 1^{er} Janvier au 31 Août 1903, s'élevant à L. E. 114.328.

Secours.

La Délégation accorde un secours de 3 mois, plus le mois du décès, à la dame Isabelle veuve de Girardi Girolamo, ancien chef d'équipe, décédé.

La séance est levée à 7 heures et demie p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 22 Septembre 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMBR. A. RALLI.

1^{RE} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 12 SEPTEMBRE 1903.

**Lettre interprétative du texte de l'art. 1^{er} de la convention relative
au prolongement du boulevard de Ramleh jusqu'au pont de Chatby**

ALEXANDRIA AND RAMLEH
RAILWAY CY. LIMITED
N° 2/188

Alexandrie, le 14 Septembre 1903.

*Monsieur le Vice-Président
de la Municipalité d'Alexandrie.*

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT,

Nous référant au contrat en date de ce jour intervenu entre la Municipalité d'Alexandrie et notre Compagnie et pour mieux définir le sens de l'art. 1^{er} du dit contrat nous vous confirmons que notre Compagnie cède à titre gratuit et définitivement à la Municipalité d'Alexandrie, en outre des terrains faisant l'objet de l'accord conclu le 17 Janvier 1903, une bande de terrain teinte en jaune sur le plan ci-annexé, prise sur les terrains de la gare actuelle, mesurant une superficie de 1750 mètres carrés environ, après déduction d'une bande de terrain teinte en rouge sur le même plan, rétrocédée à la dite Société par la Municipalité.

La dite bande de 1750 mètres carrés est cédée pour être entièrement englobée dans une rue de trente mètres de largeur à créer sur son parcours.

Notre Compagnie cède également, au même titre, toute la superficie des terrains dont elle dispose en fait à partir de la limite Est des terrains de la gare jusqu'au pont de Chatby, pour être englobée dans sa plus grande partie dans le prolongement de la même rue projetée.

Veillez, pour la bonne règle, nous accuser réception de la présente et nous en confirmer à votre tour le contenu.

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Président, l'expression de nos sentiments très distingués.

L'Administrateur,
(signé): M. C. SALVAGO.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 12 SEPTEMBRE 1903.

TABEAU COMPARATIF

des Recettes Municipales du 1^{er} Janvier au 31 Août 1902-1903.

	RECETTES DE 1902	RECETTES DE 1903	Encaissé en moins EN 1903	Encaissé en plus EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	8.996	9.628	—	632
Produit de la taxe sur les véhicules et animaux ...	5.116	4.639	A) 477	—
Redevance des Tramways: taxe	1.511	1 519	—	8
Redevance des Tramways pour l'entretien des routes.....	750	750	—	—
Produit de 1 0/0 sur la valeur locative de la propriété bâtie.....	3 990	4.342	—	352
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	10.123	36.536	—	26.413
Produit de la taxe de 2 0/0 sur les loyers.....	10.462	10.885	—	423
Droits d'exploitation des carrières.	—	6.451	—	6 451
Recettes de l'Octroi.....	36.109	—	36.109	—
» » l'Abattoir	11.901	18.532	—	6.631
» du Tanzim	2.749	4.366	—	1.617
» diverses*	2.669	2.450	B) 219	—
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	921	1.512	—	591
Participation des propriétaires pour l'asphaltage des rues.....	508	—	C) 508	—
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance	654	555	D) 99	—
Moitié du produit de la vente des Biens Libres....	317	3.712	—	3.395
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
Location des Immeubles Libres de l'Etat.....	—	1 451	—	1.451
Allocation de la Caisse de la Dette pour l'Assainissement Général.....	2.500	2.500	—	—
Allocation du Gouvernement pour l'Assainissement Général.....	2.500	2.500	—	—
	103.776	114.328	37.412	47.964
Encaissé en plus en 1903	10.552	—	10.552	—
	114.328	114.328	47.964	47.964

* Développement des Recettes diverses.	1902	1903
Recettes Sanitaires.....	120	209
Location des Jardins.....	402	245
Location de terrains à Bab-Sidra	355	544
Vente de dalles et de pierres	39	154
Vente d'immondices.....	108	426
Retenues pour uniformes	177	143
Autres produits du budget	868	729
Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	2.669	2.450

- A — La diminution conformément aux déclarations du Service de la Perception est la conséquence de la suppression totale des postes d'Octrois, qui percevaient une grande partie des recettes de la taxe sur les véhicules et animaux.
- B — L'allocation du commerce d'exportation figurant dans les recettes diverses, de l'exercice 1902 n'a pas encore été versée cette année-ci.
- C — Ce chef de recettes ne figure plus dans le budget de 1903.
- D — La diminution provient du licenciement de plusieurs employés classés.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance projetée pour le 15 Septembre 1903.

PROCÈS-VERBAL DE CARENCE

Présents:

MM. AMB. RALLI, *Président*,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
STAGNI,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*.
A. WILLNER, *Secrétaire, p.i.*

A 6 p.m. le Président ayant constaté que la Délégation n'était pas en nombre suffisant pour délibérer valablement, déclare la séance non avenue.

Le Secrétaire p. i.,
A. WILLNER.

Le Président,
AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 22 Septembre 1903.

SOMMAIRE: Tarif des voitures; — Réparation de l'écurie de la désinfection; — Dallage et aménagement des écuries de Chatby; — Rapport sur la vente des immondices; — Demande de M. Alexandrou pour l'installation d'un café rue d'Allemagne; — Réouverture du square de la place Ste-Catherine; — Demande de la Société des Portefaix pour le percement de la rue Haroun Al Rachid; — Installation d'une voie Decauville par MM. Orenstein et Koppel; — Adjudications; — Demande de M. Santi pour l'établissement d'un bain; — Rapport sur la fourniture d'immondices aux bains; — Membres suppléants provisoires de la Délégation; — Prolongation du congé de l'Administrateur; — Congés; — Séance de la Délégation.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,

D^r SCHIESS BEY,

L. STAGNI,

E. STROSS,

G. ZOULO, *Membres*.

A. WILLNER, *Secrétaire, p.i.*

MM. ABANI BEY et MANSOUR BEY se sont fait excuser.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Le procès-verbal de la séance du 12 Septembre 1903 est approuvé.

Tarif des voitures.

Par lettre en date du 19 août 1903, S.E. le Gouverneur demande quelle est la suite qui a été donnée à la décision prise par la Commission Municipale relativement au tarif des voitures.

La Délégation, afin d'examiner ce tarif renvoyé par la Commission à son étude, décide de prier S.E. le Gouverneur de déléguer quelqu'un à la séance de mardi 29 courant pour discuter avec elle cette question.

L'arrêté du Gouverneur du 4 juin 1903, portant tarif des voitures publiques, sera, en attendant, vélocigraphié et distribué aux membres en vue de cette étude.

Réparation de l'écurie de la désinfection.

La Délégation, sur la demande de l'Inspecteur sanitaire, soumise par note du 25 août 1903, et vu le devis, autorise une dépense de L.E. 25. 050 mill. pour la réparation de la toiture et le dallage de l'écurie de la désinfection, établie à l'hôpital du Gouvernement.

Cette dépense sera imputée sur les dépenses diverses des services sanitaires.

Dallage et aménagement des écuries de Chatby.

La Délégation, faute de crédits, ajourne jusqu'à la régularisation budgétaire l'examen de deux notes des 25 août et 15 septembre 1903 des services techniques tendant à une dépense de 400 L.E. environ pour le dallage et divers travaux d'aménagement complémentaires aux écuries de Chatby.

Rapport sur la vente des immondices.

Mention est faite de l'envoi aux membres de la Délégation, d'un rapport, en date du 15 août 1903, du chef du service du nettoyage au sujet du contrôle et de la vente des immondices, qui a atteint au dit jour L.E. 400.

La Délégation constate l'amélioration dans les recettes de ce service.

Demande de M. Alexandrou pour l'installation d'un café rue d'Allemagne.

La Délégation, considérant que l'aménagement des parcs n'est pas encore entièrement terminé, rejette, comme prématurée, une demande du 30 juillet 1903, de M. Leonida Alexandrou, tendant à la location d'un emplacement près des jardins de la rue d'Allemagne à l'effet d'y installer un kiosque pour café.

Réouverture du square de la place S^{te} Catherine.

En vue de procurer un lieu central de récréation pour les enfants, la Délégation décide la réouverture du petit jardin de la place S^{te} Cathérine depuis 7 h. du matin jusqu'au coucher du soleil.

L'entrée n'y sera permise qu'aux femmes et enfants.

Cette dernière partie de la décision est prise à la majorité des voix.

Demande de la Société des Portefaix pour le percement de la rue Haroun Al Rachid.

Communication est donnée d'une note du 25 août 1903 du service du Tanzim au sujet d'une proposition de la Société des portefaix de la Douane tendant au percement de la rue passant à l'ouest de l'emplacement destiné à la construction de la cité sanitaire des portefaix de la dite Administration.

Cette rue communiquerait avec la rue de la Marine et celle de la nouvelle Douane (dite Ramsès), et irait en prolongement de la rue Haroun el Rachid.

Le Conseil du Tanzim ayant demandé l'avis de la Délégation au sujet du percement de cette rue, qui nécessiterait l'expropriation d'une parcelle de terrain de 370 m.c. environ, le Collège, vu l'état de ses ressources, décide qu'il ne pourrait examiner le projet soumis que si les propriétaires des terrains à entreprendre consentaient à les céder gratuitement à la ville.

La Société des portefaix aurait à fournir, à cet effet, un engagement écrit dans ce sens de la part des propriétaires précités.

Installation d'une voie Decauville par MM. Orenstein et Koppel.

La Délégation, vu les demandes en date des 25 août et 11 septembre 1903 de MM. Orenstein et Koppel, les autorise à placer une voie Decauville, de leur dépôt à la gare de Gebel Zeitoun, moyennant paiement des droits d'occupation de la voie publique.

Cette autorisation est essentiellement provisoire, la Municipalité se réservant le droit de la retirer à tout moment sans indemnité aucune.

M. L. Stagni s'abstient.

Adjudications.

Réparations au Palais Municipal.— La Délégation adjuge à M. Bonano, plus bas offrant, au prix de 20 L.E. les travaux de badigeonnage et de petites réparations au palais municipal.

Les autres soumissionnaires étaient MM. Mahmoud Ragheb el Boiaghi et Fratelli Falanga.

Construction des puits à fond perdu à Ramleh.— Les offres présentées par MM. V. Erriquez, V. di Bari, O. Moscatelli et Battachi, pour la continuation des travaux de construction d'égouts à fond perdu à Ramleh primitivement confiés à Massaoud Sabla, sont renvoyés aux services techniques et financier pour rapport.

Vente de 2 winchs.— La Délégation procède par voie d'enchères à l'adjudication de la vente de deux winchs.

Concourent à l'adjudication MM. Fabri, Amin Houry, Moursi el Halawani et Naghib Saliba.

Considérant que les offres présentées par ces derniers sont trop basses, la Délégation décide de ne pas donner suite à l'adjudication.

Demande de M. Santi pour l'établissement d'un bain.

Communication est donnée d'une demande de M. Santi, transmise par le Gouvernorat, par lettre du 22 courant, tendant à la location d'un terrain de 1000 m.c. sur les quais pour l'établissement d'un bain.

La Délégation rejette cette demande, comme prématurée.

Rapport sur la fourniture d'immondices aux bains.

Mention est faite de l'envoi aux membres de la Délégation d'un rapport, en date du 14 septembre 1903, du service de nettoyage au sujet de la fourniture d'immondices aux bains.

Ce rapport contient des renseignements sur la marche du service et propose, conformément à une demande des propriétaires de bains, de réduire de P. T. 1 $\frac{1}{2}$ à P.T. 1 le m.c. d'immondices sèches livrées aux dits établissements.

Le service demande en outre la confection de 8 tombereaux, outre les 7 en service, pour les besoins des dites fournitures.

La Délégation rejette les conclusions de ce rapport en ce qui concerne la réduction proposée du prix de la fourniture d'immondices livrées aux bains.

Elle considère que le prix précédemment fixé est déjà trop onéreux pour la ville pour qu'elle puisse consentir à des nouveaux sacrifices.

Quant à la proposition tendant à l'acquisition de nouveaux tombereaux, elle décide d'en ajourner l'examen jusqu'au moment de la confection du budget de 1904.

Membres suppléants provisoires de la Délégation.

Communication est donnée d'une lettre du 21 septembre 1903 du Ministère de l'Intérieur approuvant la nomination de MM. Em. Stross, Dr Schiess Bey, et Zouro comme membres suppléants provisoires de la Délégation en remplacement des membres absents ou en congé.

Prolongation du congé de l'Administrateur.

Communication est donnée d'une lettre de S.E. le Ministère de l'Intérieur, en date du 16 septembre 1903, informant qu'il a accordé à M. W. P. G. Graham, administrateur de la Municipalité, un congé de maladie de un mois faisant suite au congé ordinaire qu'il avait obtenu et prenant fin le 26 novembre prochain.

Congés.

La Délégation accorde un congé de 3 mois et demi à M. J. Coatsworth du service du Contentieux, congé devant courir à partir du 10 octobre prochain, date de l'expiration des congés accordés à d'autres fonctionnaires de ce service.

En raison de l'épidémie et des exigences du service, elle regrette de ne pouvoir accorder à M. le Dr Hamdy, le congé de 3 mois sollicité par lui.

Séance de la Délégation.

Une séance aura lieu demain, mercredi, 23 courant, pour la continuation des questions portées à l'ordre du jour.

La séance est levée à 8 heures p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 29 Septembre 1903.

Le Secrétaire p.i.

A. WILLNER.

Le Président,

AMBR. A. RALLI

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 23 Septembre 1903.

SOMMAIRE. — Nivellement du terrain de l'Ecole Anglaise; — Déblaiement des terrains au Nord de la gare par M. Almagià; — Entente avec la Compagnie de Ramleh pour le déblaiement de ses terrains; — Terminus de la ligne des Tramways du Mex; Raccordement demandé par la Société des Tramways; — Règlement pour la vente des terrains de la ville; — Demande de radiation d'impôt sur la propriété bâtie; — Demandes d'exemption d'impôt par les propriétaires des ezbebs Babein et Dar Issa; — Circulaire en vue du nivellement des terrains achetés par les tanneurs du Mex; — Demande d'exemption de droit de carrières par M. Stoja; — Réparation de l'asphalte des stations des voitures; — Asphaltage des trottoirs; — Canalisation de la rue El-Hélal; — Réparation de la canalisation de la rue Emin Pacha Fikry; — Adjudication de la construction d'égouts à fond perdu à Ramleh.

Présents :

MM. AMB. RALLI, *Président*,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
L. STAGNI,
D^r SCHIESS BEY,
E. STROSS,
G. ZOURO, *Membres*,
A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

M. O. ROTHACKER assistait à la réunion.

Nivellement du terrain de l'Ecole Anglaise.

En réponse à la lettre du 9 courant du Comité de l'Ecole Anglaise demandant l'élévation du niveau du terrain du "Victoria College", la Délégation, vu le rapport de l'Ingénieur en chef, en date du 14 septembre 1903, décide de faire savoir à l'Ecole, qu'en conformité de sa demande, le terrain sera déblayé à la cote de 9m 11 au lieu de la cote 8m 50 à laquelle il avait été précédemment établi.

MM. Stagni et le D^r Schiess Bey s'abstiennent.

Déblaiement des terrains au Nord de la gare par M. Almagià.

Communication est donnée d'une lettre, ci-annexée, du 9 septembre 1903, par laquelle l'entreprise Almagià, en réponse à la lettre du 27 août de la Municipalité, informe que tout en exécutant les terrassements des terrains de l'école anglaise et des terrains au nord de la gare, elle confirme ses précédentes déclarations.

La Délégation estime qu'il y a lieu de transmettre cette lettre au Comité du Contentieux pour avis.

Entente avec la Compagnie de Ramleh pour le déblaiement de ses terrains.

Communication est donnée de la lettre ci-annexée, du 15 septembre de la Compagnie du chemin de fer de Ramleh relative à un projet d'entente au sujet du déblaiement des terres de la gare de Ramleh et de celles s'étendant jusqu'au pont de Chatby.

La Délégation décide de renvoyer également cette lettre au Comité du Contentieux pour avis.

Terminus de la ligne des tramways du Mex.

Par lettre en date du 12 septembre 1903, la Société des Tramways demande à être autorisée d'établir un rond-point au terminus de la ligne du Mex, à la poterne de Bab-el-Arab, afin de pouvoir faciliter la circulation des trams sur cette partie du réseau.

Il est donné à ce sujet communication d'un plan du Tanzim duquel il résulte que la création d'une place à cet endroit a été approuvée par le Ministère des Travaux Publics et décrétée d'utilité publique, en date du 25 novembre 1901.

La Délégation, après avoir entendu l'Ingénieur en chef, décide d'autoriser la Société des tramways à établir le rond-point dont s'agit, suivant les indications qui lui seront données par les services techniques de la Municipalité.

Cette autorisation est accordée à la condition que le prolongement de la ligne actuelle compris entre et au delà de la boucle projetée, soit supprimé; qu'en aucun cas la redevance payée par les tramways ne soit diminuée, mais que, par contre, cette redevance soit majorée si le mesurage accusait une augmentation de voies.

Raccordement demandé par la Société des Tramways.

Par suite du raccordement de la ligne des Tramways avec celle de l'Alexandria and Ramleh Railway Company, la Société des Tramways informe, par lettre du 4 septembre 1903, qu'il est nécessaire pour le service de relier à la Place des Consuls, par une courbe, suivant plan soumis, la ligne de Moharrem Bey avec celle du Boulevard de Ramleh.

Elle demande d'y être autorisée.

La Délégation, considérant que cette jonction serait de nature à accroître l'encombrement de la place des Consuls, décide de répondre à la Société des Tramways qu'elle regrette de ne pouvoir faire droit à sa demande.

Règlement pour la vente des terrains de la ville.

Le Président communique un projet de règlement pour la vente des terrains appartenant à la Municipalité, dressé, en conformité de la décision de la Commission, en base des instructions ministérielles pour la vente des immeubles libres de l'Etat.

Les membres de la Délégation, auxquels copie de ce projet avait été préalablement distribué, se réservent de l'examiner dans une réunion spéciale.

Demande de radiation d'impôt sur la propriété bâtie.

A la suite de réclamations, le service de la propriété bâtie, après vérification par les ingénieurs du Tanzim, demande par notes des 26 et 29 août 1903, à être autorisé de rayer des rôles, des impôts établis par erreur sur des propriétés, situées dans les localités suivantes en dehors du périmètre municipal; ezbets Laken, Saroukh, Baraouch, Nouzha, Moomen, Osman Pacha Orphi, Ahmed Fata, Ibrahim Agha El-Borosli, Hag Ahmed Hegazi, Hagar Nawatieh, Averoff et Daïra Toussoun Pacha.

La Délégation prie MM. Stagni et Zouro de vouloir bien examiner cette question et faire rapport à la prochaine séance.

Demandes d'exemption d'impôts par les propriétaires des ezbets Babein et Dar Issa.

Communication est donnée d'une note du 29 août 1903 du service de la propriété bâtie soumettant une demande des propriétaires des ezbets Babein et Dar Issa tendant à être dégrevés de l'impôt sur la propriété bâtie, au même titre que les propriétaires limitrophes des ezbets Mandarah, Siouf et Amarwa, exemptés par décisions du 21 avril et 19 mai 1903.

La Délégation, après avoir entendu le secrétaire financier, décide de rejeter cette demande.

En ce qui concerne les propriétés exemptées, elle invite les services à les taxer toutes l'année prochaine en conformité de la loi.

Circulaire en vue du nivellement des terrains achetés par les tanneurs du Mex.

Le Président communique une circulaire qu'il a, de l'avis conforme du Comité du Contentieux, adressée aux acheteurs de terrains pour tanneries au Mex, en vue du nivellement de leurs propriétés et les invitant à se conformer à cet égard aux instructions qui leur seraient données par les services techniques de la Municipalité, plusieurs de ces terrains se trouvant en contrebas de la route du Mex.

La Délégation approuve.

Demande d'exemption de droit de carrières par M. Stoja.

Par lettre en date du 12 septembre 1903, M. Stoja informe qu'il a acheté de l'Administration des Chemins de fer de l'Etat toute la pierre sablonneuse provenant d'excavations faites à Gebel Zeitoun, au prix de 0,031 mill. le m³, et demande à être autorisé à faire passer cette pierre en franchise.

La Délégation décide de répondre à M. Stoja que le Gouvernement ayant cédé à la Municipalité le droit de carrières, elle regrette de ne pouvoir adhérer à sa demande.

Réparation de l'asphalte des stations de voitures.

Comme suite à la décision du 25 août 1903, le service de la voirie soumet un devis s'élevant à 4 L.E. environ pour des réparations sommaires à exécuter aux chaussées asphaltées des stations de voitures de la Bourse Khédiviale, du Café d'Europe et de l'Hôtel Abbat.

La Délégation autorise cette dépense.

Asphaltage de trottoirs.

La Délégation prend connaissance d'une note du service de la voirie, en date du 29 août 1903, relative aux travaux d'asphaltage des trottoirs.

Depuis le 1^e Janvier 1901, date du contrat de concession conclu avec la maison Cugini Praga, la superficie des trottoirs asphaltés est de :

M ²	25.665, 73	reçus et réglés.
,,	1.000, —	en cours d'exécution et de réception.
,,	1.500, —	en instruction.

soit M² 28.165, 73 qui pourraient être achevés avant la fin du mois prochain.

Le restant de m² 1.900 environ pour complément de la quantité de 30.000 m² prévus par le cahier des charges sera couvert par les quelques trottoirs à asphalter d'ici au 31 décembre 1903, date de l'expiration du contrat de concession.

Dans ces conditions et vu la situation financière de la Municipalité, la Délégation décide d'ajourner jusqu'à l'année prochaine l'asphaltage des trottoirs de la rue des Sœurs, et de réserver pour cette rue les 1900 m² disponibles. Elle charge à cet effet le Président de s'entendre avec le concessionnaire en vue de la prolongation du contrat de concession pour une durée de trois mois.

Dans le même ordre d'idées, elle se réserve d'examiner à l'occasion de la confection du budget de 1904, les propositions du service de la voirie contenues dans la dite note et relatives à la commande de 1.000 m.l. de bordure et à l'adjudication d'une nouvelle concession des travaux d'asphaltage des trottoirs.

Canalisation de la rue El Héal.

Par suite des remblais du terre-plein des quais en enrochements de la baie d'Anfouchy, partie de ce quartier forme cuvette et il est à craindre que les eaux pluviales ne s'accumulent dans la rue El Héal et dans la ruelle conduisant dans la mosquée de El Zawawi.

Pour éviter cet inconvénient les services techniques proposent par note du 8 septembre 1903, de modifier la canalisation actuelle et de faire déverser les eaux par une nouvelle canalisation dans l'égoût de la rue Moussafer Khan.

La dépense est évaluée à L.E. 130.

La Délégation, faute de crédits cette année, décide, à la majorité, de comprendre cette dépense dans le budget de 1904.

M. Stross dit que, vu l'urgence de ce travail, il fait ses réserves au sujet de son ajournement.

Réparation de la canalisation de la rue Emin Pacha Fikry.

La Délégation, vu la note des services techniques en date du 8 septembre 1903, autorise, à la majorité, une dépense de L.E. 26, 100 mill. pour certaines réparations à exécuter d'urgence dans la canalisation de la rue Emin Pacha Fikry et de l'asile des vieillards, en partie effondrée, et son prolongement jusqu'à la rue Mariette Pacha.

M. Stagni vote contre cette décision, attendu que les services auraient dû, en conformité de la décision de la Commission, accompagner leur demande d'une note du secrétaire financier.

Adjudication de la construction d'égouts à fond perdu à Ramleh.

Communication est donnée du devis des services techniques relativement aux offres présentées pour l'adjudication de la construction d'égouts à fond perdu à Ramleh.

Les travaux restant à exécuter à la suite du retrait des travaux confiés à Massaoud Sabla sont évalués à L.E. 108.

La plus basse offre est celle d'Erriquez, à L.E. 93.

Le service financier expose à ce sujet dans une note que la dépense pour la construction d'égouts à fond perdu à Ramleh peut être imputée sur le crédit de L.E. 200 accordé à cet effet par la Commission le 10 Décembre 1902 et prélevé cette année sur le reliquat du budget extraordinaire de l'exercice dernier.

M. Stagni fait remarquer que les 200 L.E. en question qui devaient servir pour faire face à ce complément de travail, n'étant pas comprises dans le budget de 1902, ne pourront forcément pas l'être pour celui de 1903. Désirant avoir les choses très claires, M. Stagni dit qu'il s'abstiendra de voter.

La Délégation, avant de prendre une décision, demande au service financier de lui fournir des renseignements complémentaires écrits plus explicites sur sa note.

La séance est levée à 7 heures et demie p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 29 Septembre 1903.

Le Secrétaire p.i.

A. WILLNER.

Le Président,

AMBR. A. RALLI

1^{RE} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 23 SEPTEMBRE 1903.

Déblaiement des terrains au Nord de la Gare par M. Almagià.

IMPRESA ALMAGIA

N° 157

Alexandrie, le 9 Septembre 1903.

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT,

de la Commission Municipale

En Ville.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre n° 1076, du 27 août. Me conformant à vos ordres, j'ai disposé pour l'exécution des travaux dont il s'agit, tout en vous confirmant le contenu de ma lettre n° 152 du 23 juillet et mes précédentes déclarations à ce sujet.

Par les 2 plans annexés, j'ai cherché, Monsieur le Vice-Président, de vous donner une idée des conditions anormales dans lesquelles les déblaiements des terrains au nord de la gare de Ramleh sont exécutés, et cela spécialement en rapport à l'utilisation des terres provenant des déblais, aux cotes altimétriques des déblais comparés aux cotes du quai, et aux spéciales prescriptions auxquelles je dois bien me conformer.

Ce sont des circonstances qui ne peuvent pas échapper à votre appréciation.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : R. CAMIZ.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 23 SEPTEMBRE 1903.

Projet d'entente avec la Compagnie du Chemin de fer de Ramleh pour le déblaiement de ses terrains.

ALEXANDRIA AND RAMLEH
RAILWAY CY. LIMITED
N° 2/189
—

Alexandrie, le 15 Septembre 1903.

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT

de la Municipalité d'Alexandrie.

Comme suite à notre entente verbale au sujet de déblaiement des terres de la gare de Ramleh et de celles s'étendant jusqu'au pont de Chatby, d'après l'art. 2 du contrat passé en date d'aujourd'hui, il est bien entendu que si, au 15 octobre prochain, les terrains de la gare n'ont pas été consignés par nous, libres de tout encombrement, tels que rails, traverses, hangars, etc., nous vous paierons une indemnité de L.Ég. 2 par jour de retard jusqu'à la livraison qui ne devra pas dépasser le 31 décembre prochain.

Quant au déblaiement et au nivellement des terrains occupés actuellement par notre voie ferrée à partir du pont de Chatby jusqu'au passage à niveau de la rue de la Colonne Khartoum, nous le ferons nous-mêmes à nos frais, de façon à opérer le raccordement de la voie après le pont de Chatby avec la voie qui sera établie sur la route projetée lorsque cette dernière sera construite jusqu'au point de raccordement.

Les terres de déblais seront jetées à droite ou à gauche de la voie actuelle suivant les indications de la Municipalité.

Après le 31 décembre 1903, toute partie des terrains de la gare non livrée, devra être déblayée par nos soins et à nos frais.

L'Administrateur,
(signé): M. C. SALVAGO.

Délégation Municipale et Comité des Finances réunis

Séance projetée pour le 28 Septembre 1903

PROCÈS-VERBAL DE CARENCE

Conformément à la décision de la Commission, la Délégation et le Comité des Finances avaient été convoqués pour l'examen de la lettre du 14 Septembre 1903 n° 2273 de S. E. le Ministre de l'intérieur relative à la situation financière de la Municipalité:

A 6 h. le Président ayant constaté que les membres présents n'étant pas en nombre suffisant pour délibérer utilement, déclare la séance nulle et non avenue.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 29 Septembre 1903.

SOMMAIRE : — Lettre de remerciements de Madame V^{ve} Ott. — Horaire des services — Tarif des voitures publiques. — Approbation ministérielle du crédit relatif à la canalisation de Chatby. — Dépenses supplémentaires aux écuries de Chatby. — Déblaiement des terrains au Nord de la gare par M. Almagià. — Déblaiement des terrains de la Compagnie de Ramleh. — Asphaltage de trottoirs. — Construction d'un mur de soutènement par M. Santi. — Asphaltage des rues Abou Dardar et Abdel Moneïm. — Taxe sur les voitures et bestiaux.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,

L. ESCOFFIER,

L. STAGNI,

E. STROSS,

D^r SCHIESS BEY, *Membres*.

A. WILLNER, *Secrétaire, p.i.*

MM. ABANI BEY et MANSOUR BEY se sont fait excuser.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Les procès-verbaux des séances des 22 et 23 Septembre 1903 sont approuvés.

Lettre de remerciements de Madame V^{ve} Ott.

Communication est donnée d'une lettre du 25 Septembre 1903 de Madame V^{ve} Ott adressant ses remerciements à la Commission Municipale pour les marques de sympathie et d'estime données à la mémoire de son mari.

Horaire des services.

La Délégation rappelle sa décision au sujet du rétablissement de l'horaire d'hiver des bureaux des services de la Municipalité à partir du 1^{er} Octobre 1903.

Tarif des voitures publiques.

La Délégation procède, de concert avec M. Ramanda, délégué par S. E. le Gouverneur, à l'examen du tarif des voitures publiques.

Après un long échange d'idées, elle est d'avis d'adopter, à titre d'essai, le tarif arrêté, en date du 4 Juin 1903, par le Gouverneur d'Alexandrie, sauf à y apporter ultérieurement les modifications que l'expérience aura suggérées.

Elle proposera, en conséquence, à la Commission de le fixer provisoirement, par nouvel arrêté qui, en conformité de la loi organique, sera pris par le Président de la Commission.

Le tarif sera imprimé dans les trois langues judiciaires, française, arabe et italienne, sur des cartons, dont chaque cocher devra être muni.

Le projet d'arrêté à promulguer figure en annexe au présent procès-verbal.

Approbation ministérielle du crédit relatif à la canalisation de Chatby.

Par lettre en date du 26 Septembre 1903, S. E. le Ministre de l'Intérieur informe qu'il approuve le vote du crédit de 1,000 L.E. environ, émis le 10 Juin 1903 par la Commission, et destiné à assurer l'écoulement des eaux de Chatby à la mer, sous la réserve que la canalisation de Chatby intéressant les travaux des quais, la question d'établir ultérieurement par qui, de la Municipalité ou de l'Entreprise des quais, cette dépense doit être définitivement supportée, soit réservée.

Dépenses supplémentaires aux écuries de Chatby.

Par note, en date du 29 Septembre 1903, le service financier communique une demande des services techniques, contenue dans un rapport du 15 Septembre 1903 et tendant à l'ouverture d'un crédit supplémentaire de L.E. 49,330 m/m en plus du crédit de L.E. 1,224 accordé pour travaux divers exécutés aux écuries de Chatby.

La Délégation consent, pour cette fois encore et à titre tout à fait exceptionnel, à en autoriser le règlement.

Toutefois elle décide d'adresser un blâme aux services qui ont ordonné les dits travaux pour des sommes dépassant les crédits votés.

D'autre part et d'une manière générale, le personnel est prévenu que, à l'avenir, toute dépense engagée au delà des crédits accordés, sera supportée par les chefs de service responsables.

Les services techniques auront à présenter pour une prochaine séance un état des dépenses effectuées aux écuries de Chatby depuis 12 mois et sous quelque titre que ce soit.

Déblaiement des terrains au Nord de la gare par M. Almagià.

Se référant à sa décision du 23 courant et de l'avis du Comité du Contentieux, la Délégation arrête dans les termes suivants la lettre à adresser à M. Almagià au sujet du déblaiement des terrains au Nord de la gare de Ramleh :

“ Monsieur l'Ingénieur,

“ En réponse à votre lettre du 9 Septembre 1903, n.º 157, nous confirmant le contenu
“ de votre lettre du 23 Juillet 1903, nous ne pouvons, à notre tour, que vous confirmer
“ le contenu de notre lettre du 27 Août 1903, n.º 1076.

“ Quant aux profits de croquis des lieux que vous nous communiquez, nous nous
“ bornons à relever, pour le moment, que la cote 8 m. 50 y indiquée, a été portée sur la
“ demande du Victoria College d'accord avec vous, à 9 m. 11, ainsi que vous l'exécutez,
“ du reste ”

Déblaiement des terrains de la Compagnie de Ramleh.

Relativement au projet d'entente à intervenir avec la Compagnie du Chemin de fer de Ramleh pour le déblaiement de ses terrains, le Président informe que la lettre du 15 Septembre 1903 de cette Compagnie présentant certaines lacunes, M. Rothaker a été prié par le Comité du Contentieux d'en référer avec l'Alexandria and Ramleh Railway Company pour l'envoi à la Municipalité d'une lettre plus explicite.

Asphaltage de trottoirs.

La Délégation renvoie à l'examen du Contentieux une question relative au règlement de l'asphaltage du trottoir devant l'établissement Santi, au Boulevard de Ramleh.

Construction d'un mur de soutènement par M. Santi.

La Délégation ajourne pour renseignements complémentaires l'examen d'une question relative à la construction d'un mur de soutènement par M. Santi, devant son établissement du boulevard de Ramleh, à la limite de la zone consignée à l'entreprise des quais.

Asphaltage des rues Abou Dardar et Abdel Moneïm.

La Délégation attire l'attention des services sur l'état de la rue Abou Dardar et les invite à présenter des propositions pour rendre cette rue praticable.

La rue Abdel Moneïm nouvellement asphaltée étant également dans un mauvais état d'entretien, les services devront y faire exécuter les réparations nécessaires par le concessionnaire de l'asphaltage de cette rue, en conformité du cahier des charges.

Taxe sur les voitures et bestiaux.

Communication est donnée d'une note du 29 Septembre 1903 du secrétaire financier demandant des instructions au sujet de la perception de la taxe sur les voitures et bestiaux arrivant de l'intérieur et séjournant à Alexandrie pendant la saison d'été, perception dont le contrôle est rendu difficile par suite de la suppression du cordon d'octroi.

La Délégation décide qu'il y a lieu de percevoir cette taxe pour l'année entière.

Toutefois, en attendant qu'une entente soit intervenue avec l'Administration des Chemins de fer pour la perception par cette Administration de la taxe due sur les dites voitures et bestiaux arrivant par cette voie, elle autorise le Vice-Président à les dégrever, sur réclamation, au prorata de leur séjour en ville avec un minimum de 4 mois.

A cet effet les réclamants auront à présenter au Vice-Président les pièces justificatives à l'appui de leur demande, faute de quoi ils seront tenus au paiement de la taxe entière.

La séance est levée à 7 heures et demie p. m.

Le procès-verbal a été adopté le 6 Octobre 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

ANNEXE

AU PROCES-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 29 SEPTEMBRE 1903.

MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

PROJET D'ARRÊTÉ PORTANT TARIF DES VOITURES PUBLIQUES.

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE.

Vu l'art. 15 paragraphe 3 du décret du 5 Janvier 1890;

Vu la délibération prise par la Commission Municipale dans sa séance du . . .

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}

Le tarif des voitures publiques dans la ville d'Alexandrie et ses environs, est provisoirement fixé comme suit :

EN VILLE.

A la course :

	Voiture à 1 cheval mill.	Voiture à 2 chevaux mill.
Course ne dépassant pas 15 minutes.	20	30
„ „ „ „ 30 „	30	40
Majoration pour ces courses depuis 10 h. p.m. à 6 h. a.m. . .	10	10
Toute course dépassant demi-heure sera payée à raison de l'heure.		

Par heure :

Pendant le jour.	40	60
„ la nuit. ,	60	80

Après la première heure, toute fraction inférieure à une demi-heure sera comptée comme une demi-heure ; celle dépassant une demi-heure sera comptée comme une heure.

Les limites de la ville sont : la grande Porte de Gabbari, l'usine de la Compagnie des Eaux, le Cimetière européen et les Champs Elysées.

TARIF SPÉCIAL DE L'INTÉRIEUR A L'EXTÉRIEUR DE LA VILLE ET VICE-VERSA.

	Voiture à 1 cheval mill.	Voiture à 2 chevaux mill.
<i>Course à Hadra, Palais N° 3, Lombroso et Casino d'Ibrahimieh :</i>		
Aller seulement	40	50
Aller et retour avec demi-heure d'attente	60	80

	Voiture à 1 cheval mill.	Voiture à 2 chevaux mill.
<i>Course à l'Ibrahimieh, Sidi-Gaber, Wardian et l'Abattoir :</i>		
Aller seulement	60	80
Aller et retour avec une heure d'attente.	80	120
<i>Course à Bulkeley jusqu'au triangle :</i>		
Aller seulement	80	100
Aller et retour avec une heure d'attente	100	140
<i>Course à Fleming, Souk, Bacos et Antoniadis :</i>		
Aller seulement	100	120
Aller et retour avec une heure d'attente.	120	160
<i>Course à San-Stefano, Mex, Hôtel Beau-Rivage, Gare de Ramleh du Gouvernement, et Hagar-el-Nawatéeh :</i>		
Aller seulement	120	160
Aller et retour avec une heure d'attente.	160	220

Toute attente dépassant le délai fixé ci-haut sera calculée à raison de l'heure.

Pendant la nuit ce tarif sera majoré de 10 millièmes pour les voitures à un cheval et de 20 millièmes pour celles à 2 chevaux.

Pour les voitures engagées et quittées en dehors de la ville, le tarif spécial sera appliqué du point de l'engagement jusqu'au point où la voiture sera quittée.

Les courses non comprises dans le présent tarif seront librement débattues avec le cocher.

RAMLEH

Le tarif de la ville, par heure et par course, est applicable au district de Ramleh quand les voitures sont engagées et quittées dans le périmètre du dit district, savoir : entre le café Triangle, Hôtel Beau-Rivage et Gare Gabrial.

Art. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du jour de sa publication au *Journal Officiel*.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance projetée pour le 1^{er} Octobre 1903

PROCÈS-VERBAL DE CARENCE

Présents :

MM. AMB. RALLI, *Président*,
L. STAGNI,
D^r SCHIESS BEY,
E. STROSS, *Membres*,
A. WILLNER, *Secrétaire p.i.*

A 6 h. le Président ayant constaté que les membres présents n'étaient pas en nombre suffisant pour délibérer valablement, déclare la séance nulle et non avenue.

La prochaine réunion de la Délégation aura lieu le 6 Octobre 1903.

Le Secrétaire p. i.,
A. WILLNER.

Le Président,
AMB. A. RALLI.

DELEGATION MUNICIPALE

Séance du 6 Octobre 1903.

SOMMAIRE: Parcs et plantations; — Déblaiement des terrains de la Compagnie de Ramleh; — Demande de radiation d'impôts sur la propriété bâtie; — Officiers de la brigade des pompiers; — Offre de garnitures en ciment; — Travaux de voirie entre El-Souk et la Station Gabrial; — Cantonniers; — Vente de biens libres à la Société de bienfaisance italienne; — Installation de transformateurs électriques; — Vente de terrains de la Daïra Sanieh à Kom-el-Chogafa; — Approbation ministérielle de crédits votés par la Commission; — Adjudication de la construction d'égouts à fond perdu à Ramleh; — Cession des travaux de dallage de la route du Mex; — Commande de dalles; — Commission d'évaluation de la propriété bâtie; — Lettre de M. Quellenec au sujet de ses honoraires; — Matériaux approvisionnés par l'Entreprise Almagià; — Evaluations du Conseil d'estimation; — Expropriation rue Bab el Karasta; — Vente de terrains de l'Etat au Gabbari; — Secours; — Recettes municipales.

Présents:

MM. AMB. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
STAGNI,
E. STROSS, *Membres*.
A. WILLNER, *Secrétaire, p.i.*

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Le procès-verbal du 29 Septembre 1903 est adopté.

Parcs et plantations.

Examinant les propositions faites par le service du nettoiemnt dans sa note du 5 Août 1903 pour dépenses diverses aux parcs et plantations, et dont question au procès verbal du 11 du même mois, la Délégation décide de limiter, cette année, ces dépenses à l'achat de 5,000 pots de fleur et à la peinture des grilles entourant les squares.

Ces achats et travaux évalués respectivement à 20 et 40 L.E. environ seront mis en adjudication.

Quant aux autres propositions contenues dans la dite note et se référant aux pépinières de Nouzha et de la porte Rosette, et à l'augmentation du matériel, la Délégation, faute de crédits, se réserve de les examiner l'année prochaine.

Déblaiement des terrains de la Compagnie de Ramleh.

Le Président informe qu'à la suite des démarches faites par M. Rothacker auprès de la Compagnie du Chemin de fer de Ramleh, cette dernière a retiré sa lettre du 15 Septembre 1903 relative à un projet d'entente pour le déblaiement de ses terrains et l'a remplacée par une autre lettre rectificative du 2 Octobre 1903, n° 2/179, dont copie ci-annexée.

La Délégation décide de communiquer cette lettre au Comité du Contentieux.

Demande de radiation d'impôt sur la propriété bâtie.

M. Stagni fait rapport au sujet de la demande du service de la propriété bâtie tendant à la décharge d'impôts établis par erreur par les Commissions d'évaluation sur des propriétés situées en dehors du périmètre municipal et dont question au procès-verbal de la Délégation du 23 Septembre 1903.

Une divergence d'opinions s'étant élevée sur le point de savoir quelle serait l'autorité qui a qualité pour opérer les retranchements voulus, les uns étant d'avis que c'est la Commission municipale qui pouvait les effectuer administrativement, les autres, que cette attribution appartient aux Conseils de révision, la Délégation décide de consulter sur cette question de principe le Contentieux du Ministère de l'Intérieur.

Officiers de la brigade des pompiers.

Le Surintendant des Pompiers ayant, par lettre du 26 Juin, attiré l'attention de la Municipalité sur la situation réservée aux officiers de la brigade en cas d'accident, ces officiers n'ayant pas, dans ce cas, droit à la pension gouvernementale, la Délégation, considérant que toute charge comporte ses risques, regrette de ne pouvoir faire aucune proposition à leur sujet.

Offre de garnitures en ciment.

La Délégation ajourne jusqu'à l'année prochaine, vu l'insuffisance de crédits, l'examen d'une offre du 27 Août 1903 de MM. Degiardé Frères tendant à la construction de garnitures en ciment comprimé entourant les arbres dans les trottoirs asphaltés.

Travaux de voirie entre El-Souk et la Station Gabrial.

La Délégation, faute de crédits, décide de remettre à l'année prochaine l'examen d'une demande du 26 Septembre 1903 de plusieurs habitants, tendant à l'exécution de divers travaux de voirie dans la rue menant de El Souk à la Station Gabrial.

Cantonniers.

La Délégation prend connaissance de l'état des cantonniers chargés de l'entretien des routes macadamisées et en chakf.

Elle considère que leur nombre est trop restreint, 29 individus étant loin d'être suffisants pour les besoins d'une ville comme Alexandrie.

Le Collège charge, en conséquence, l'ingénieur en chef de lui soumettre un projet de service de cantonniers pour l'entretien de tout le réseau des routes non pavées, projet qui serait conçu de telle sorte que chaque cantonnier, assisté de manœuvres, puisse assurer utilement l'entretien d'une superficie déterminée de routes.

Vente de biens libres à la Société de bienfaisance italienne.

En réponse à une lettre du 31 Août 1903 du Gouvernorat, demandant l'avis de la Municipalité au sujet de la vente de deux parcelles des biens libres de l'Etat à Moharrem Bey au profit de la Société de bienfaisance italienne, la Délégation, considérant que les parcelles en question sont conformes au lotissement arrêté par le Conseil du Tanzim, émet un avis favorable à la dite vente.

Installation de transformateurs électriques.

Par lettre en date du 14 Septembre 1903, la Compagnie du Gaz demande à installer deux kiosques pour transformateurs électriques à la place Mehemet-Aly.

La Délégation est disposée à l'y autoriser moyennant paiement des droits annuels d'occupation de la voie publique.

La dite Société aura également à acquitter les mêmes droits pour les autres kiosques établis déjà par elle sur le domaine public.

D'autre part, les deux kiosques précités ne devront pas être installés aux endroits indiqués dans le croquis soumis, ni sur les trottoirs, mais dans les terre-pleins des squares, aux emplacements qui seront assignés par les services techniques de la Municipalité.

Vente de terrains de la Daïra Sanieh à Kom-el-Chogafa.

Par lettres en date des 14 Septembre et 1^{er} Octobre 1903, le Ministère des Travaux Publics demande à la Municipalité si elle serait disposée d'acheter les terrains que la Daïra Sanieh projette de mettre en vente à Kom-el-Chogafa, le Conseil de la Daïra consentant à les céder à la ville au prix de 1,200 L.E. pour une superficie de 6,084 p.c.

La Délégation décide de répondre qu'elle n'a pas l'intention de faire l'acquisition des dits terrains et que, par conséquent, rien ne s'oppose à leur mise en vente.

Approbation ministérielle de crédits votés par la Commission.

Communication est donnée d'une lettre du 1^{er} Octobre 1903 de S. E. le Ministre de l'Intérieur, informant qu'il approuve les votes émis par la Commission municipale relatifs

à l'ouverture d'un crédit de 300 L.E. pour la réparation du dallage des rues de Minet-el-Bassal et d'un crédit de 17 L.E. 500 pour la réparation du mur d'enceinte du cimetière indigène de la colonne Pompée.

Adjudication de la construction d'égouts à fond perdu à Ramleh.

Vu la note complémentaire explicative du secrétaire financier au sujet du prélèvement régulier de la dépense nécessaire à l'achèvement des travaux de construction d'égouts à fond perdu à Ramleh, la Délégation adjuge ce travail à M. V. Erriquez, plus bas offrant, au prix de 93 L.E.

Cession des travaux de dallage de la route du Mex.

Par acte d'huissier, signifié le 16 Septembre 1903, le sieur A. Vescia notifie une cession qu'il a consentie le 23 Juin 1903 au profit du sieur D. Moscatelli, de tous bénéfices et obligations résultant de l'adjudication des travaux de dallage de la route du Mex qui lui ont été confiés.

La Délégation, considérant qu'il n'appartient pas à un entrepreneur qui a contracté des engagements envers la Municipalité, de s'en délier par une notification de cession, décide de ne pas accepter la dite cession et d'en notifier le refus par voie d'huissier aux intéressés.

Commande de dalles.

Vu la note du service de la voirie du 22 Septembre 1903, la Délégation décide de mettre en adjudication la fourniture de 10,000 m. c. de dalles, livrables à raison de 2,000 m. c. par mois, à partir du 15 Janvier 1903, avec faculté pour le fournisseur d'avancer les dates de livraison après l'époque ci-dessus fixée.

A cette occasion et à propos des travaux de la route du Mex, M. Stagni ayant constaté le manque de pierres, déclare faire toutes ses réserves au sujet du retard apporté par le dernier adjudicataire dans la livraison de cette fourniture.

Commission d'évaluation de la propriété bâtie.

Le mandat des membres de la Commission d'évaluation du deuxième Kism de la propriété bâtie étant expiré, la Délégation nomme parmi les propriétaires de ce Kism, M. Saleh Bey Heddeni, membre titulaire, et MM. Mohamed Aly el Masri et Moursi Eff. Ambar, membres suppléants de cette Commission.

Lettre de M. Quellenec au sujet de ses honoraires.

Communication est donnée d'une lettre du 25 septembre 1903 de M. Quellenec, accusant réception du montant de ses honoraires pour l'année expirant le 30 juin 1903.

Matériaux approvisionnés par l'Entreprise Almagià.

En réponse à l'avis demandé par la Municipalité, M. Quellenec fait savoir, par lettre du 25 septembre 1903, que l'Entreprise Almagià n'est pas fondée dans ses réclamations au sujet de la retenue de 10 % opérée sur le paiement des matériaux approvisionnés, la faveur qui lui est faite par suite du paiement d'une partie du prix de ses approvisionnements ne pouvant constituer un titre à l'exemption d'une retenue qui doit s'étendre à toutes sortes de paiements effectués à l'Entreprise.

La Délégation ne peut, dans ces conditions, que maintenir sa décision du 28 juillet 1903 et décide d'en informer l'Entreprise.

Evaluations du Conseil d'estimation.

La Délégation soumettra à l'approbation de la Commission Municipale les évaluations suivantes arrêtées par le Conseil d'estimation dans sa séance du 16 septembre 1903 :

N O M S	LOCALITÉS	SUPERFICIES	EVALUATION	
			PAR P. C.	TOTAUX
Excédents		PICS	P.T.	L.E. MILL.
Saïda bent El Sayed Sadik.	Zogag. - Plan N° 359	5.47	20	1.094
Fatma bent Abdel Aal....	Rue Sidi-Soliman	52.10	80	41.680
Aly Atalla.....	Rue Toussoun	7.04	250	17.600
Moustapha El Sahn.....	Rue Aboul Abbas	7.81	70	4.767
Emprises	TOTAL.....			65.141
Mah ^d Moh ^d El Hadidi.....	Rue El Gabbari	105.18	20	21.036
Yacout Abderrahman.....	Rue Haggari	8.88	70	6.216
Anissa bent Abdel Hadi...	Haret el Kalioubi	2.18	80	1.744
Boulos Louka.....	Rue Ebn Battouta	21.45	50	10.725
Amina bent Abderrahman.	Haret-el-Magharba	32.65	60	19.590
Moustapha El Sahn.....	Rue Aboul Abbas	10.88	70	7.616
Aly el Gohari.....	Rue Sayala	16.42	50	8.210
	TOTAL.....			75.137

L'estimation du terrain d'Abdel Meghid Ahmed el Kayar, à la rue El Mawazini, est portée de P.T. 50 à P.T. 70 le pic.

Expropriation rue Bab el Karasta.

Se référant à sa décision du 11 décembre 1902, la Délégation prie MM. Abani Bey et Stross de vouloir bien continuer les démarches auprès des propriétaires intéressés en vue des expropriations nécessaires à l'élargissement d'une partie de la rue Bab el Karasta.

Vente de terrains de l'Etat au Gabbari.

Vu l'avis du Conseil du Tanzim, communiqué par note du 30 septembre 1903, la Délégation, partageant la manière de voir du dit Conseil, décide de faire savoir au Gouvernorat qu'elle ne peut approuver sa proposition tendant à la vente des terrains des Biens Libres situés au Gabbari, tant qu'un lotissement définitif de ces parcelles n'aura pas été fait.

Le Gouvernorat est, en conséquence, prié : 1° de faire suspendre toute vente ou location de ces terrains; 2° de veiller à ce que les occupants s'abstiennent de tous travaux de consolidation ou d'entretien des échèches élevés par eux, afin de faciliter le lotissement projeté.

En outre, la Délégation demande que cette mesure soit étendue aux terrains occupés par des échèches situés entre le Gabbari et le Graving Dock.

Secours.

M. A. Calabrese, surveillant de l'abattage des animaux en quarantaine, ayant dû quitter le service à cause de son état de santé, la Délégation, vu la note du directeur de l'abattoir en date du 22 septembre 1903, décide de lui accorder un secours de trois mois de traitement.

Recettes municipales.

Communication est donnée de l'état ci-annexé des recettes municipales du 1^{er} janvier au 30 septembre 1903, s'élevant à L.E. 127.391.

La séance est levée à 7 h. $\frac{1}{2}$ p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 15 Octobre 1903.

Le Secrétaire p. i.,

A. WILLNER.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

1^{RE} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 6 OCTOBRE 1903.

Lettre rectificative de la Compagnie du Chemin de fer de Ramleh au sujet du nivellement de ses terrains.

ALEXANDRIA AND RAMLEH
RAILWAY CY. LIMITED
N° 2/181

Alexandrie, le 2 Octobre 1903.

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT
de la Municipalité d'Alexandrie.

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-inclus une lettre en remplacement de celle que nous vous avons adressée en date du 15 Septembre écoulé, sub N° 2/161.

Cette dernière étant annulée par la lettre remise aujourd'hui, nous vous serions bien obligés de vouloir bien nous la rendre.

Veuillez agréer, etc.

Le Directeur Général
(signé): NELSON GRABURN.

ALEXANDRIA AND RAMLEH
RAILWAY CY. LIMITED
N° 2/179

Alexandrie, le 2 Octobre 1903.

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT
de la Municipalité d'Alexandrie.

Comme suite à notre entente verbale au sujet du déblaiement des terres de la gare de Ramleh et de celles s'étendant jusqu'au Pont de Chatby, d'après l'art. 2 du contrat passé en date d'aujourd'hui, il est bien entendu que si au 15 Octobre prochain les terrains de la gare n'ont pas été consignés par nous libres de tout encombrement, tel que rails, traverses, hangars, etc., nous vous paierons une indemnité de L.E. deux par jour de retard jusqu'à la livraison, qui ne devra pas dépasser le 31 Décembre prochain.

Quant au déblaiement et au nivellement des terrains occupés actuellement par notre voie ferrée à partir du pont de Chatby jusqu'à la limite Est de notre gare actuelle, nous le ferons nous-mêmes à nos frais de façon à opérer le raccordement de la voie après le pont de Chatby avec celle qui sera établie sur la route projetée lorsque cette dernière sera nivelée et prête pour la pose de nos rails.

Les terres de déblais seront jetées à droite ou à gauche de la voie actuelle suivant les indications de la Municipalité.

Après le 31 Décembre 1903, toute partie des terrains de la gare non livrée devra être déblayée par nos soins et à nos frais.

Veuillez agréer, etc.

L'Administrateur,
(signé): M. C. SALVAGO.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCÈS VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 6 OCTOBRE 1903.

TABEAU COMPARATIF

des Recettes Municipales du 1^{er} Janvier au 30 Septembre 1902-1903.

	RECETTES EN 1902	RECETTES EN 1903	Encaissé en moins EN 1903	Encaissé en plus EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	9.816	10.684	—	868
Produit de la taxe sur les véhicules et animaux ...	5.685	5.169	A) 516	—
Redevance des Tramways: taxe	1.511	1 519	—	8
Redevance des Tramways pour l'entret en des routes.....	750	750	—	—
Produit de 1 % sur la valeur locative de la propriété bâtie.....	4 440	4.881	—	441
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	10.953	40.952	—	29.999
Produit de la taxe de 2 % sur les loyers.....	11 203	11.885	—	682
Droits d'exploitation des carrières.	—	7.516	—	7 516
Recettes de l'Octroi.....	40.481	—	40.481	—
» » l'Abattoir.....	14.292	21.253	—	6.961
» du Tanzim.....	3.464	5.175	—	1.711
» diverses*.....	3.065	3.117	B)	52
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	925	1.541	—	616
Participation des propriétaires pour l'asphaltage des rues.....	508	—	C) 508	—
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance.....	729	621	D) 108	—
Moitié du produit de la vente des Biens Libres....	317	3.712	—	3.395
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
Location des Immeubles Libres de l'Etat.....	—	1 616	—	1.616
Allocation de la Caisse de la Dette pour l'Assainissement Général.....	2.500	2.500	—	—
Allocation du Gouvernement pour l'Assainissement Général.....	2.500	2.500	—	—
	115.139	127.391	41.613	53.865
Encaissé en plus en 1903	12.252	—	12.252	—
	127.391	127.391	53.865	53.865

* Développement des Recettes diverses.	1902	1903
Recettes Sanitaires.....	139	239
Location des Jardins.....	424	246
Location de terrains à Bab-Sidra.....	655	1.064
Vente de dalles et de pierres.....	54	162
Vente d'immondices.....	109	482
Retenues pour uniformes.....	201	168
Autres produits du budget.....	863	756
Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	3.065	3 117

A — La diminution conformément aux déclarations du Service de la Perception est la conséquence de la suppression totale des postes d'Octrois, qui percevaient une grande partie des recettes de la taxe sur les véhicules et animaux.

B — L'allocation du commerce d'exportation figurant dans les recettes diverses, de l'exercice 1902 n'a pas encore été versée cette année-ci.

C — Ce chef de recettes ne figure plus dans le budget de 1903.

D — La diminution provient du licenciement de plusieurs employés classés.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance projetée pour le 13 Octobre 1903

PROCÈS-VERBAL DE CARENCE

Présents :

MM. AMB. RALLI, *Président*,

L. ESCOFFIER,

L. STAGNI,

E. STROSS, *Membres*,

I. SEDKY, *Secrétaire*.

A 6 h. p. m., le Président ayant constaté que les membres présents n'étaient pas en nombre suffisant, pour délibérer valablement, déclare la séance non avenue.

La prochaine réunion est fixée au 15 Octobre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 15 Octobre 1903.

SOMMAIRE: Contrats des travaux; — Tramways; — Qualité de l'eau; — Voies d'accès à la Douane; — Régularisation budgétaire de 1903; — Excavation rue Missalla; — Expropriation à Souk-el-Bersim; — Occupation de la voie publique; — Demande d'exemption; — Impôts dus par le Sailors Institute et le Merchants Home; — Droits sur la pierre dus par l'entreprise des quais; — Exemptions des locaux d'une valeur locative de moins de L.E. 5; — Projet d'installations d'exposition permanente; — Demande de MM. J. Vestri & Co.; — Asphaltage de trottoirs; — Construction d'un mur de soutènement par M. Santi; — Réception des dalles de la cale sèche; — Voie d'accès aux quais et emplacement du Gouvernorat; — Affaires judiciaires; — Assignation Stoja; — Chambre annexe au Caracol de Fleming; — Echange de terrains avec l'établissement des Sœurs St. Charles Boromée; — Composition de la Commission d'évaluation; — Empierrement de la rue Haroun Al-Rachid; — Exemption de droit de rokhsa; — Secours; — Vente de vieux papiers; — Installation de sonneries électriques.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

L. STAGNI,

E. STROSS,

D^r SCHIESS BEY, *Membres*.

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 h. 30 p.m.

Le procès-verbal du 6 octobre 1903 est approuvé.

A l'occasion de l'approbation du procès-verbal de la dernière réunion, M. Stagni fait remarquer encore une fois que les travaux de la route du Mex sont arrêtés et qu'ils sont dans le même état d'avancement qu'à l'époque de sa dernière visite du 4 octobre.

M. Sirdari, interpellé, dit que les travaux avaient été momentanément arrêtés mais que depuis le 6 octobre ils ont été alimentés par un envoi de mille mètres de pierres.

M. Stagni dit que s'étant rendu à nouveau sur place il y a trois jours, il ne peut que croire que M. Sirdari a été mal renseigné, les travaux n'ayant pas avancé depuis l'époque de sa première visite.

Contrats des travaux.

Sur la proposition de M. Stagni, la Délégation invite les services à insérer dans les contrats relatifs aux travaux et aux fournitures une clause rappelant qu'il n'est pas loisible aux contractants de faire cession à des tiers des droits et des obligations résultants des dits contrats.

Tramways.

M. Escoffier signale l'état de plus en plus défectueux des voitures de tramways et rappelle que malgré la décision tendant à ce que les voitures soient toutes munies du timbre à partir du 1^{er} octobre 1903 sous peine d'amende, en cas de retard, la Société n'a pas encore donné suite à cette décision.

Il attire également l'attention sur le fait constaté par lui le 12 octobre 1903 qu'une voiture remorque non éclairée et sans conducteur dévalait sur la pente de la rue Nabi Daniel, débouchant vers la rue Rosette, au risque d'occasionner de sérieux dangers sur une route aussi fréquentée.

La Délégation demande aux services techniques de lui présenter un rapport détaillé sur les questions soulevées par M. Escoffier, rapport indiquant avec mention des numéros respectifs, l'état des voitures qui ne répondent pas aux conditions prescrites par le cahier des charges ainsi que celles non munies de timbres, à fin d'appliquer les pénalités prévues.

Qualité de l'eau.

La Délégation, vu la mauvaise qualité de l'eau fournie par la Compagnie, demande à l'Inspecteur sanitaire de lui faire rapport sur la question à la prochaine séance.

Voies d'accès à la Douane.

Vu l'insuffisance des voies d'accès à la douane, la Délégation, sur la proposition de M. Escoffier, attire l'attention du Conseil du Tanzim sur la nécessité de mettre à l'étude un projet d'ouverture de nouvelles artères destinées, dans l'intérêt du commerce, à relier d'une manière plus directe la Douane au centre de la ville.

Actuellement le seul accès où se concentre tout le trafic est celui de la rue Bab-el-Karasta, dont l'éloignement et l'insuffisance présentent de sérieux inconvénients, et ce d'autant plus que le passage des tramways dans cette voie en augmente l'encombrement.

Régularisation budgétaire de 1903.

Mohamed Bey Saïd ayant fait savoir que devant s'absenter pour quelque temps d'Alexandrie, il ne pouvait examiner l'état de régularisation budgétaire pour 1903, la Délégation prie M. Escoffier de vouloir bien s'en charger.

Excavation rue Missalla.

La Délégation, vu l'urgence, autorise le service de la voirie à procéder aux travaux nécessaires pour le comblement d'une excavation découverte sous la chaussée de la rue Missalla, sauf à en soumettre la dépense à la prochaine séance.

Expropriation à Souk el Bersim.

Les formalités relatives à l'expropriation de la maison Ghiméi, nécessaires pour la création d'une place devant la mosquée Abdel Latif, à Souk el Bersim, étant terminées, la Délégation décide de mettre en adjudication par voie d'enchères en séance les travaux de démolition de cette maison.

Occupation de la voie publique.

Par note du 2 septembre 1903, le Secrétaire financier attire l'attention sur les contestations qui surgissent constamment entre les entrepreneurs et le service du Tanzim au sujet des étendues occupées par les matériaux de construction. Il suggère l'adoption d'un règlement analogue à celui de Minet el Bassal autorisant pour les constructions d'une certaine importance l'établissement de la redevance sur une moyenne à déterminer et avec une réduction sur les tarifs.

La Délégation estime que l'adoption de ce système ne mettrait pas fin aux inconvénients actuels. Elle pense que la stricte application des dispositions en vigueur suffirait à enrayer tout abus. L'art. 7 du règlement sur l'occupation de la voie publique prévoit en effet que la portion de la voie nécessaire au travail de construction doit être entourée d'une barrière en bois. Cette mesure étant des plus efficaces en l'espèce, le service du Tanzim est invité à tenir rigoureusement la main à son application.

M. Stross ayant signalé quelques défauts dans les dispositions en vigueur, notamment en ce qui concerne la redevance d'occupation qui devrait varier suivant l'importance des emplacements occupés, la Délégation institue un Comité composé de MM. Mansour Bey, Rothacker et Stross, pour l'étude des modifications qu'il y aurait lieu d'introduire dans les règlements sur la matière.

Demande d'exemption.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une demande, en date du 9 septembre 1903, présentée par M. Scilipotti, président de la " Società Nazionale Italiana " tendant à exempter la dite Société de la taxe 2 % sur le local occupée par elle.

Impôts dus par le Sailors Institute et le Merchants Home.

Par note du 23 septembre 1903 le service de la propriété bâtie demande qu'il lui soit donné décharge d'une somme de L.E. 46, 204 ^m/_m due, à raison de L.E. 35, 004 ^m/_m

par le Sailors and Soldiers Institute et de L.E. 11, 200 ^m/_m par le Merchants Siemens Home du chef de l'impôt sur la propriété bâtie, ainsi que cela se pratique annuellement.

La Délégation, considérant que ces établissements ne sont point exclusivement affectés à la bienfaisance, décide qu'il y a lieu pour cette année et à l'avenir de leur réclamer l'impôt.

Droits sur la pierre dus par l'entreprise des quais

La Délégation ajourne pour un nouvel examen une note en date du 14 septembre 1903 du secrétaire financier au sujet des droits dus par l'entreprise des quais sur les pierres vendues aux particuliers.

Exemptions des locaux d'une valeur locative de moins de L.E. 5.

La Délégation prend connaissance de la note ci-annexée du service financier tendant à exonérer de la taxe du 2 % tout locataire payant un loyer annuel inférieur à L.E. 5.

La Délégation, considérant que la taxe due par les locataires qui se trouvent dans ces conditions ne dépasse par L.E. 400, somme pour le recouvrement de laquelle le service de perception rencontre les plus grandes difficultés ; vu, d'autre part, que cette exemption ne profitera qu'à une classe des plus indigentes digne d'intérêt, émet un avis favorable à cette proposition qu'elle soumettra à la Commission.

Toutefois en ce qui concerne les magasins d'un loyer de moins de L.E. 5, la question est réservée, la modicité du loyer n'étant pas dans ce cas une suffisante preuve d'indigence.

Projet d'installation d'exposition permanente.

Par lettre du 16 septembre 1903, la " Permanent International Exhibitions and Touring Fairs Co " soumet une demande tendant à l'installation à Alexandrie d'une exposition permanente contenant en dehors des salles, hangars, etc. pour les exposants, des établissements d'attraction, tels que théâtre, cafés concerts, restaurants, etc.

Elle demande si la Municipalité serait disposée à lui vendre ou à lui louer un terrain dans ce but.

La Délégation, avant de prendre une décision, demande à la Touring Fairs Co de lui présenter un projet détaillé et plus complet de l'entreprise qu'elle compte établir, avec indication de l'emplacement qu'elle voudrait occuper.

Demande de MM. J. Vestri et Co.

Communication est donnée d'une proposition du 27 septembre 1903 de MM. J. Vestri et Co tendant à l'installation dans différents points de la ville de 40 kiosques lumineux et 10 vespasiennes réclames lumineuses, suivant modèle soumis, et dont la charge d'entretien lui incomberait.

La Délégation prie M. Escoffier de vouloir bien examiner cette demande et lui présenter rapport, après avoir pris toutes informations des intéressés.

Asphaltage de trottoirs.

En présence de la contestation soulevée par le propriétaire du terrain sur lequel s'élève l'établissement Santi au sujet des frais d'asphaltage du trottoir bordant cet immeuble, la Délégation renvoie la question aux services pour la suite qu'elle comporte.

Construction d'un mur de soutènement par M. Santi.

Faisant suite à sa décision du 29 septembre, et vu la note de l'ingénieur en chef la Délégation avant de prendre une décision, charge le service technique de lui présenter un plan des surfaces effectivement occupées par M. Santi afin de se rendre compte si le mur qu'il compte ériger ne dépasse pas les limites de l'emplacement qu'il est en droit d'occuper.

Réception des travaux de la jetée de Kaït Bey.

La Délégation prend connaissance d'une lettre de M. Almagià du 29 septembre 1903 par laquelle en réponse à la décision de la Délégation, il fait savoir qu'il ne peut partager la façon de voir de ce collègue au sujet des délais de réception de la jetée de Kaït Bey.

La Délégation renvoie cette question à l'étude du contentieux pour rapport.

Réception des dalles de la cale sèche.

Par lettre du 30 septembre, l'entreprise des quais se référant à l'art. 12 de la convention du 4 mai 1903 tendant au rachat par la Municipalité des dalles destinées à la cale sèche d'Aufouchy, propose : 1° de réduire à P.T. 34 le prix des dalles qui n'ayant pas les dimensions ordinaires, seraient utilisées comme tampon ; 2° de céder la pierre carrée inutilisable pour pavage au prix de 46 P.T. le mètre cube.

Communication est donnée à ce sujet d'un rapport explicatif de l'ingénieur en chef.

La Délégation décline l'offre et décide de s'en tenir purement et simplement aux conditions prévues par la convention du 4 mai et le cahier des clauses techniques de l'entreprise relativement à la réception des dalles de la cale sèche.

Voie d'accès aux quais et emplacement du Gouvernorat.

Communication est donnée d'une lettre ci-annexée du Consulat de France à Alexandrie exposant dans quelles conditions le Gouvernement français serait disposé à céder son terrain sis sur la place Mehemet Aly, en vue de l'ouverture d'une voie d'accès vers le quai.

La Délégation prend d'autre part connaissance d'une lettre du Ministère des Travaux publics du 14 octobre 1903 communiquant un rapport de M. Ehrlich signalant les inconvénients que présentent les emplacements choisis par la Délégation sur les nouveaux quais pour la construction du Gouvernorat et bâtiments réservés au service de l'Etat et faisant ressortir les avantages qu'offrirait la construction de ces bâtiments sur des parcelles qu'il indique et dont un des côtés donnerait sur la voie d'accès projetée.

Vu la corrélation qui existe entre ces questions, la Délégation nomme un Comité, composé de MM. Escoffier, Abaui Bey et Rothacker pour étudier ces différentes propositions et lui faire rapport.

Affaires judiciaires

La Délégation prend note de l'avis émis par le Comité du Contentieux dans les affaires suivantes.

1° Chehata Seif, réclamant la restitution d'une somme de L.E. 1,900 mill. qu'il a payée, à titre de taxe sur des bestiaux, pour le motif que ces bestiaux sont attachés aux champs.

2° Saïed Zereka Abou Hadr, réclamant une indemnité de L.E. 100 pour refus de délivrance de rokso de construction.

3° Daïra du Prince Ibrahim, revendiquant la propriété d'une rue allant de la route de Rosette à l'ezbet de Sidi Gaber.

Le Comité a été d'avis de défendre en justice dans ces affaires.

D'autre part, il a estimé dans une question d'expropriation relative à une quote-part de 1 kirat et $\frac{1}{4}$ revenant à la dame Zenab bent Achmaoui, sujette étrangère, qu'il conviendrait, vu le peu d'importance de la question et pour éviter les formalités de l'expropriation forcée, de transiger jusqu'à 10 L.E.

La Délégation émet un avis favorable.

Vu la note du Contentieux, elle proposera à la Commission de poursuivre en justice le nommé Ahmed El Saghaï pour empiètement sur un excédent de Tanzim.

Sur la proposition du même service, elle décide de refuser une rokso de construction sur un terrain conquis sur la mer et usurpé par les sieurs Badour, les dits sieurs seront en même temps mis en demeure d'avoir à déguerpir immédiatement.

Assignment Stoja

La Délégation renvoie à l'examen du Comité du Contentieux une assignation à la requête de Giuseppe Stoja en exemption des droits de carrière sur la pierre qui lui est vendue par l'Administration des Chemins de fer.

Chambre annexe au caracol de Fleming

Vu la lettre, en date du 5 octobre du Gouvernorat d'Alexandrie, communiquant le plan de la chambre annexe au nouveau caracol de Fleming, demandé par lettre de la Municipalité du 2 septembre, la Délégation décide à la majorité de consigner à la police dans les mêmes conditions que pour le terrain nécessaire à son écurie, une nouvelle parcelle de 32 m. c. faisant l'objet de la demande.

Echange de terrains avec l'établissement des Sœurs S^t Charles Boromée.

Se référant à l'avis émis par le Conseil du Tanzim dans sa séance du 23 septembre 1903, la Délégation accepte l'échange de rues proposé par les sœurs S^t Charles Boromée, près de leur établissement, rue Saleh el Din.

Le Tanzim aura à procéder aux formalités d'usage pour le classement de la nouvelle voie sectée.

Composition de la Commission d'évaluation.

Saleh Bey el Heddeni ayant fait savoir par lettre du 9 octobre que ses nombreuses occupations ne lui permettaient pas de faire partie du Conseil d'évaluation de la propriété bâtie, la Délégation désigne pour le remplacer comme membre titulaire, M. Mohamed Dessouki el Kalza.

Empierrément de la rue Haroun al Rachid.

Vu le devis présenté par les services techniques pour l'empierrément en chakf et le déplacement des bordures de la rue Haroun al Rachid, à Forn el Ghéraia, la Délégation, avant de prendre une décision, estime qu'il y a lieu d'examiner sur place le meilleur mode de revêtement à adopter pour cette rue.

Exemption de droit de roksa.

La Délégation accepte à titre exceptionnel et moyennant renonciation par la requérante à toute réclamation concernant les dégâts causés à sa maison du fait des eaux pluviales, d'autoriser la Dame Om el Hanna à faire les réparations voulues à sa propriété, sans paiement des droits de roksa pour construction et occupation de la voie publique.

Démission de M. G. Baindeky.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une demande de gratification, présentée par M. G. Baindeky, employé du contentieux, démissionnaire.

Elle examinera à la prochaine séance la proposition du service tendant au remplacement de cet employé.

Secours.

La Délégation accorde un secours équivalent à 3 mois de traitement à Aly Kheiralla, chaouiche de l'Inspection Sanitaire, licencié pour son âge avancé après 22 ans de service.

Vente de vieux papiers.

Vu la note du service financier, la Délégation décide de provoquer des offres pour la vente des vieux papiers inutiles encombrant les caves du palais municipal.

Installation de sonneries électriques.

La Délégation décide l'installation de sonneries électriques pour l'appel des chefs de service en séance, une dépense de L.E. 5 est autorisée à cet effet.

La séance est levée à 8 heures p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 20 Octobre 1903.

Le Secrétaire

I. SEDKY

Le Président,

AMB. A. RALLI.

1^{RE} ANNEXE

AU PROCES-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 15 OCTOBRE 1903.

Exemption des locaux d'une valeur locative de moins de L.E. 5.

Note à Monsieur le Vice-Président

Parmi les locataires assujettis à la taxe du 2 % nous en avons un certain nombre, qu'on peut évaluer à 10.000 à peu près, qui sont de pauvres gens et habitent des échèches ou des magasins dont les loyers sont minimes.

La taxe annuelle pour ces gens varie entre P.T. 3 et 10.

En admettant une moyenne de P.T. 4, cela ferait une somme annuelle de L.E. 400 que ces contribuables devraient payer et que malgré toutes les formalités pour l'encaissement, telles que contraintes, saisies, etc. etc., nous ne parvenons pas à encaisser vu leur pauvreté et l'impossibilité de saisir un objet quelconque de leur mobilier; celui-ci ne se compose généralement que d'un lit ou matelas et de quelques chaises, le tout en fort mauvais état et insaisissable.

Après de nombreuses visites du percepteur et du délégué aux saisies et des recours à la police, qui entraînent des frais de courses souvent supérieurs au montant de la taxe à recouvrer, les poursuites aboutissent presque toujours à un procès-verbal de carence.

Je crois que dans ces conditions, pour éviter une perte de temps et des frais qui n'ont pas de résultat, il serait utile d'adopter à l'égard des locataires indigents le même système qu'à l'égard des propriétaires, c'est-à-dire d'exonérer de la taxe du 2 % tout locataire payant un loyer annuel inférieur à L.E. 5.

Alexandrie, le 15 Septembre 1903.

Le Secrétaire,
G. NORSÄ.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 15 OCTOBRE 1903.

Lettre de M. le Consul de France relativement à l'ouverture d'une voie d'accès au quai par la Place Méhéméd Aly.

Alexandrie, le 5 Octobre 1903.

Monsieur AMBROISE RALLI,

Vice-Président de la Municipalité

d'Alexandrie.

Par une lettre du 26 mars 1902, Chakour Pacha, alors Directeur Général de la Municipalité, voulait bien me faire connaître les dispositions de la Délégation Municipale au sujet d'un projet d'échange dont il m'avait précédemment entretenu, ainsi que Monsieur le Ministre de France en Egypte, et qui avait pour but de permettre la création d'une voie d'accès aux nouveaux quais : ce projet reposait sur l'abandon que le Gouvernement Français ferait à la ville des trois terrains qu'il possède entre la Place des Consuls et la mer, et sur la cession que ferait de son côté la Municipalité au Gouvernement de la République d'un terrain situé sur le quai même et où elle s'engagerait à construire, suivant les directions d'un architecte désigné par le Consulat de France et d'après un plan déterminé, un hôtel consulaire, cette construction et le terrain sur lequel elle s'élèverait devant représenter la valeur des trois lots concédés par la France : ces trois lots, d'ailleurs, ainsi que la partie qui les séparerait du nouveau quai, devaient être à perpétuité convertis en un square ou en une esplanade plantée de parterres, et, ce qui n'est pas dit dans la lettre précitée du 26 Mars 1902, mais ce qui m'avait été indiqué par Chakour Pacha, à leur extrémité Nord-Ouest, faisant face au Consulat de France, devait s'élever le Palais municipal.

Monsieur le Ministre des affaires étrangères, à qui j'avais communiqué ces ouvertures, m'a autorisé à négocier sur la base qu'elles prévoient un projet de convention qui aurait naturellement à être soumis à l'approbation du Gouvernement de la République.

Je vous serais donc obligé, Monsieur le Président, de vouloir bien formuler les termes de l'accord préliminaire qui pourrait intervenir entre nous à ce sujet, en tenant compte que, d'après mes prévisions personnelles, l'immeuble destiné à recevoir le Consulat de France représenterait une dépense d'environ 350,000 fcs. sauf bien entendu les évaluations du devis à établir.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) PIERRE GIRARD.

DELEGATION MUNICIPALE

Séance du 20 Octobre 1903.

SOMMAIRE. — Entreprise des quais ; — Asphalte de la rue Abou Dardar ; — Asphalte de la rue Abdel Moneïm ; — Dallage de la rue Haroun el Raschid ; — Qualité de l'eau ; Tramways ; — Echêches de Kom-el-Nadoura ; — Lavage de rues asphaltées ; — Poste vacant au Contentieux ; — Collecteur général ; — Affaissement rue Missala.

Présents :

MM. AMB. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
D^r SCHIESS BEY,
STAGNI,
E. STROSS, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Le procès-verbal du 15 Octobre 1903 est adopté.

Au sujet de cette approbation, et relativement à la question du dallage de la route du Mex, le Président dit qu'il croit avoir entendu M. Sirdari dire que la quantité envoyée aux travaux était de 1,000 pierres et non de 1,000 mètres ainsi que cela est relaté au procès-verbal.

Sur le même sujet, M. Stagni communique que cette après-midi, il a été de nouveau sur la route du Mex où il a fait une enquête sur le livre du surveillant et, contrairement à l'assertion de M. Sirdari à la séance passée, il a relevé qu'il n'a été envoyé que 420 pierres pour les réparations du travail déjà exécuté mais que depuis le 4 Octobre aucune pierre n'a été mise à l'avancement du travail. On a pu ramasser les 420 pierres du magasin, en réunissant tous les résidus, ce qui établit que l'assertion de M. Sirdari, en date du 15, que les magasins contenaient 1,800 m., est dénuée de tout fondement. Il prie, en conséquence, l'administration de vouloir bien prendre les mesures pour qu'à l'avenir de telles inexactitudes ne soient pas affirmées en séance.

Entreprise des quais.

La Délégation prend connaissance :

1° D'une lettre en date du 30 Septembre 1903 de l'entreprise Almagià informant que comptant avoir tout terminé vers le mois de Février 1904, elle demande que la Municipalité lui communique les dispositions définitives nécessaires à compléter les ouvrages.

2° D'une lettre de la même entreprise en date du 2 Octobre demandant à la Municipalité de procéder à la préparation et au cylindrage de la forme des chaussées le long des quais en enrochements.

3° D'une lettre du 17 Octobre 1903 par laquelle l'entreprise s'en tient à l'interprétation qu'elle a donnée de l'art. 15 de la convention du 4 Mai au sujet de la retenue de 10 % effectuée sur les matériaux approvisionnés.

4° D'une lettre de la même date insistant sur la nécessité de prendre une décision au sujet du revêtement des cales sèches.

A ce sujet l'entreprise appelle l'attention de la Municipalité sur les abus commis par les constructeurs de mahones qui tirent à sec leurs barques sur les quais en enrochements et les lancent à la mer causant par ce fait des dégradations aux quais.

La Délégation, se référant à la décision de la Commission du 17 Octobre 1903, renvoie l'étude de ces diverses questions à une séance où seront convoqués en même temps que les membres de la Délégation, les membres du Comité des quais.

Asphalte de la rue Abou Dardar.

Vu la note du service du Contentieux et considérant que les débats en appel de l'affaire Caprara peuvent nécessiter une constatation nouvelle de l'état de l'asphalte de la rue Abou Dardar, la Délégation est d'avis de ne pas modifier l'état des lieux par une réparation quelconque jusqu'à ce que la sentence d'appel soit rendue, ce qui aura probablement lieu au mois de novembre prochain, dès la rentrée.

Asphalte de la rue Abdel Moneïm.

Par lettre du 10 Octobre le représentant de la Neuchatel Asphalt Cy fait savoir que l'affaissement produit dans la rue Abdel Moneïm étant dû à une citerne mal comblée, les travaux de réfection incombent à la Municipalité qui, suivant lui, est responsable de l'état du sous-sol.

La Délégation, partageant la manière de voir du Contentieux dans sa note du 13 courant, estime qu'il y a lieu de repousser toute prétention dérivant du mauvais état du sous-sol, l'obligation d'entretien qui incombe à l'asphalteur étant sans restriction aucune et s'appliquant au cas d'affaissement du sol soit naturel soit provenant d'une cause quelconque. En conséquence, elle décide d'écrire à la Société que, si dans la huitaine elle ne procède pas aux réparations voulues, la Municipalité les fera faire aux frais de la Compagnie par un autre entrepreneur à son choix.

Dallage de la rue Haroun el Raschid.

Faisant suite à sa décision du 15 courant, et après examen sur place, la Délégation considère que le dallage est le meilleur mode de revêtement à adopter pour la rue Haroun el Raschid, vu le trafic important auquel cette rue est destinée.

Le budget de cette année ne permettant, cependant, point de faire pour le moment la dépense de près de 1,000 L.E. que ce travail devra entraîner, la Délégation décide de le mettre en adjudication au mois de Décembre prochain, afin que la dépense puisse être prélevée sur l'exercice prochain.

En attendant, et pour ouvrir d'ores et déjà la route à la circulation, le Collège invite le service de la voirie à procéder dès maintenant aux travaux de terrassement ainsi qu'à la pose de bordures, en ayant soin d'adopter une largeur uniforme à la chaussée, par l'élargissement du trottoir là où la rue présente un écartement prononcé.

Qualité de l'eau.

La Délégation prend connaissance de la note ci-annexée de l'Inspecteur Sanitaire au sujet de la mauvaise qualité de l'eau débitée actuellement en ville.

Considérant l'importance que présente la question au point de vue de l'hygiène et vu qu'il est du devoir de la Compagnie d'assurer sans interruption la fourniture d'une eau propre à la ville, décide de charger le Président de prendre des mesures d'urgence vis-à-vis de la Compagnie pour qu'il soit au plus tôt porté remède à cette situation.

L'Inspecteur Sanitaire ayant dans la même note fait part de l'intention de la Compagnie d'utiliser un des trois bassins de filtration actuelle pour l'installation de la batterie des filtres Jewell, ce qui contribuerait, par la diminution de la surface filtrante, à la fourniture d'une eau encore plus trouble, la Délégation tout en faisant les réserves les plus formelles à ce sujet, décide de rappeler à la Compagnie qu'elle a le devoir en base de ses engagements d'assurer pendant la durée des travaux des filtres la continuité du service de l'eau et que dans ces conditions, elle doit prendre telles mesures pour que ce service ne doit, à aucun moment, être compromis.

Tramways.

La Délégation prend connaissance de la note ci-annexée de M. Principe au sujet des questions qui ont fait l'objet de la délibération de 31 août 1903 sur les tramways.

Considérant que malgré les injonctions successives de la Municipalité, la Compagnie continue à laisser circuler ses voitures dans un état défectueux et malpropre et que, d'autre part, un grand nombre des véhicules ne sont pas munis du timbre, ainsi qu'il avait été entendu, la Délégation, en application des articles 18 et 20 du cahier des charges, décide d'infliger à la Société des Tramways, à partir du 22 octobre, une amende de 2 L.E. par jour pour inobservation de l'art. 6 relatif à l'état des véhicules ainsi qu'une autre amende de 2 L.E. par jour pour inobservation des prescriptions de la Municipalité au sujet de la pose du timbre.

Ces deux amendes continueront à être appliquées journellement jusqu'à complète exécution des prescriptions ci-dessus, sous réserve des droits de la Municipalité quant aux infractions d'autre nature commises par la Société.

Pour augmenter la surveillance, M. Morice assistera M. Principe dans le service des tramways.

La question des mesures à prendre pour contrôler la vitesse, fera l'objet d'un examen ultérieur.

Echèches de Kom-el-Nadoura.

Par lettre du 18 octobre 1903, S. E. le Ministre de l'Intérieur, confirmant sa lettre du 1^{er} juillet 1903 par laquelle il approuvait l'arrêté pris par la Commission Municipale

au sujet de l'application par les soins de la Délégation Municipale des prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 juin 1893, fait savoir qu'il appartient à la Délégation d'arrêter, s'il y a lieu, la fermeture des échèches de Kom-el-Nadoura, dont l'état sanitaire constitue un danger durant les épidémies.

La Délégation se référant à sa délibération du 15 août 1903, décide de faire savoir qu'elle est disposée à prêter son concours pour l'application aux échèches de Kom-el-Nadoura des prescriptions recommandées par le Ministère, mais qu'il reste bien entendu que c'est au Gouvernement qu'incombent tous dédommagements, les mesures à prendre en l'espèce rentrant dans celles nécessitées par la prophylaxie de l'épidémie, dont l'Etat a assumé la haute direction.

Lavage de rues asphaltées.

La Délégation invite les services à prendre les mesures voulues pour le lavage à la lance des rues Averoff, Bolanachi et Saleh-el-Din, recouvertes en asphalte.

Poste vacant au Contentieux.

La Délégation autorise le Président, à engager à titre provisoire, un nouvel agent en remplacement de M. Baindeky, ancien commis du Contentieux démissionnaire.

Collecteur général.

Le Président dit qu'il a été omis de faire mention dans le rapport du Comité spécial du Collecteur général présenté à la Commission, d'une modification au projet primitif tendant à substituer à la partie du collecteur prévue en tuyaux de grès, un égout ovoïde de 1^m 20 de hauteur.

Quoique les plans et devis du nouveau projet comportent cette modification, il serait bon d'attirer sur ce point l'attention du Ministère auquel le projet a été soumis pour approbation.

La Délégation adopte.

Affaissement rue Missala.

Le service de la voirie ayant fait savoir par note du 20 courant, que les travaux de comblement de l'excavation produite dans la rue Missala, dont question au dernier procès-verbal, n'avaient coûté que L.E. 1, 120 ^m/m la Délégation ratifie cette dépense.

La séance est levée à 7 heures et demie p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 27 octobre 1903.

Le Secrétaire

I. SEDKY

Le Président,

AMB. A. RALLI.

1^{RE} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 20 OCTOBRE 1903.

Rapport de l'Inspecteur Sanitaire au sujet de la qualité de l'eau.

Alexandrie, le 19 Octobre 1903.

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT,

Conformément à votre ordre, j'ai l'honneur de vous fournir les renseignements suivants au sujet de la mauvaise qualité de l'eau débitée par l'Alexandria Water Cy Ltd.

D'après les informations que M. Cornish jeune, administrateur-directeur par intérim de la dite Compagnie, a bien voulu me donner, un des trois filtres dont la Compagnie dispose avait été mis hors travail pendant plusieurs jours à cause du renouvellement de la masse entière du sable contenu dans ce bassin (travail dont la nécessité s'impose de temps à autre pour tout filtre régulièrement entretenu). Pendant la dite réparation, les deux autres filtres n'étant pas suffisants pour donner le débit d'eau requis, la Compagnie se voyait dans la nécessité, en vue de faire face aux besoins de la consommation en ville, d'introduire de l'eau brute dans les canalisations : c'est ce mélange d'eau brute qui a été la cause de la mauvaise qualité de l'eau débitée en ville pendant ces jours-là.

Mais il est hors de doute que la Compagnie pourrait, — même avec ses installations actuelles et même quand un de ses trois filtres est mis hors travail pour quelques jours, — éviter cette pratique nuisible, si elle voulait consacrer à l'entretien de ses filtres des sommes plus considérables qu'elle ne le fait actuellement. La meilleure preuve en est que depuis fin Août de l'année passée jusqu'en Avril de l'année courante, la Compagnie a su s'arranger de manière à éviter scrupuleusement tout mélange d'eau brute et à débiter uniquement de l'eau filtrée ; ce fut en conséquence du renouvellement complet du matériel filtrant, auquel la Compagnie avait bien voulu procéder sur nos instances, et en vue de l'épidémie cholérique de l'année passée. Naturellement au bout de quelques mois l'effet salulaire de cette réparation radicale tendait à diminuer, parce que les filtres étaient devenus de plus en plus imperméables à cause de la boue qui s'y trouvait retenue. Pour maintenir le résultat heureux obtenu l'année passée, il aurait fallu répéter le renouvellement total du matériel filtrant dès qu'on s'est aperçu que les filtres ne pouvaient plus répondre aux besoins de la consommation. Mais au lieu de procéder à ce travail coûteux (ne fût-ce que pour un des deux filtres), la Compagnie a préféré recourir de nouveau au mélange d'eau brute chaque fois que le débit des filtres a été reconnu inférieur aux besoins de la ville.

Mais je crois de mon devoir d'attirer d'ores et déjà votre attention sur le fait que la situation va s'aggraver encore considérablement pendant la durée des travaux de construction des nouveaux filtres. D'après ce que m'a dit M. Cornish jeune, la Compagnie compte installer la batterie des filtres Jewell dans un des trois bassins de filtration actuels. Par ce fait, la surface filtrante, actuellement de 5700 m. q. se trouvera, pendant toute la durée des nouvelles installations, (c'est-à-dire pendant une année au moins !) réduite à 3700 m.q. On peut s'en imaginer les conséquences ; si la Compagnie se voit déjà maintenant dans la nécessité de recourir assez souvent au mélange d'eau brute, les résultats seront encore beaucoup plus défectueux avec une surface filtrante réduite de 65 % environ sur la surface actuelle ; il est à prévoir que dans ces conditions la Compagnie devra continuellement introduire de l'eau brute dans le réseau et cela probablement dans une très forte proportion dépassant assez souvent sûrement les 50 % du débit total. Tout cela est absolument contraire aux dispositions de l'art. 5 de la Convention additionnelle de 1903, où il est prévu que " les travaux seront exécutés par la Compagnie dans les conditions voulues pour que, à aucun moment au cours de l'exécution, la continuité du service de l'eau dans la ville ne puisse être compromise ni entravée ".

D'ailleurs il n'y a aucune raison qui nécessiterait la disposition projetée de la part de la Compagnie à l'égard de l'installation des nouveaux filtres ; toute les difficultés disparaissent si la nouvelle installation est faite à côté des anciens filtres où il y a déjà le terrain nivelé tout prêt ; de cette façon les anciens filtres pourront pendant toute la durée des travaux continuer à fonctionner comme par le passé, sans que la qualité de l'eau débitée en ville en souffre.

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Président, l'assurance de ma haute considération.

Dr E. GOTSCHLICH,

Inspecteur Sanitaire de la Ville d'Alexandrie.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCES-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 20 OCTOBRE 1903.

Rapport de M. l'Ingénieur Prencipe sur l'état des voitures des tramways.

Au sujet des questions faisant l'objet de la lettre adressée le 3 Septembre 1903 à la Société des Tramways, j'ai l'honneur de présenter le rapport suivant :

I. L'allure moyenne sur tout le réseau n'est pas supérieure à 12 kilomètres à l'heure, mais la vitesse absolue entre stations continue à être aussi rapide que possible.

Ceci provient, à mon avis, de l'obligation pour les wattmen d'arriver à temps fixe à certaines stations ; ils cherchent à rattrapper le temps perdu et, comme ils savent très peu se servir du frein et des vitesses cumulées dans la masse en mouvement, il en résulte souvent des accidents de toutes sortes.

Une autre cause d'accidents est la suppression des hommes-signaux. A certains endroits, comme les carrefours de l'Attarin et de la rue des Sœurs, même si les trams allaient à un demi-kilomètre à l'heure, les tamponnements seraient difficiles à éviter à cause de l'imprudence des cochers, du peu de largeur des rues, des angles et des courbes.

A mon avis, le seul moyen de conserver la vitesse nécessaire au service dans l'intérêt de la Société tout en évitant les malheurs, serait une modification des lignes ; il n'est absolument pas possible que le parcours de la Douane à Moharrem Bey soit fait dans un temps très limité, cette ligne passant par les rues Bab-el-Karasta, des Sœurs et Attarin, rues où arrivent la plupart des accidents. Les wattmen peuvent ralentir l'allure, mais à un moment donné, forcés d'arriver au terminus à heure fixe, ils lancent leur voiture à toute vitesse et c'est alors que surviennent les malheurs.

II. La Société s'était engagée à munir toutes les voitures du timbre. Une vingtaine de voitures ont encore la trompe, surtout dans le parcours Douane-Moharrem Bey. Ce maintien de la trompe indiquerait que la Société reconnaît le danger des trams dans ce parcours.

III. Le mauvais état des voitures n'a pas changé. Pas une seule voiture n'est en parfait état : tantôt les portes ne ferment pas, tantôt les banquettes ont des coussins malpropres ou bien en sont dépourvues, tantôt les dossiers sont déchirés et laissent paraître des clous saillants ; les vitres sont brisées, les lampes sales et les parquets disjoints. Les marchepieds ne sont pas solides et les banquettes ne sont époussetées que par les vêtements des voyageurs.

Chaque voiture aurait besoin d'un mois de travail pour être remise en état.

La Société prend, il est vrai, le soin de peindre ou de vernir de temps en temps l'extérieur des trams, mais l'intérieur n'est jamais entretenu ni même lavé.

Je ne veux pas parler des essieux, des bobines, des roues, des perches et des fils, qui sont dans un état lamentable.

IV. La lettre du 3 Septembre parlait de la balayeuse remorquée servant à nettoyer les voies. Cette balayeuse sort, à l'aube, de la station de Moharrem Bey, mais elle n'en sort pas tous les jours.

En conclusion :

Je suis d'avis que la Municipalité devrait imposer à la Société :

1° La remise en vigueur des signaux.

2° Dans la rue Attarin, la rue des Sœurs, le Boulevard de Ramleh, la rue Bab-el-Karasta, enfin, dans l'intérieur de la ville en général, l'allure devra être fixée sur l'aiguille du distributeur de chaque voiture, où sont marquées les vitesses comme dans les télégraphes des machines marines.

3° Donner pouvoirs à un, deux ou plusieurs agents de contrôler cette vitesse à l'aide de l'index du distributeur, et d'infliger séance tenante, en cas d'infraction, une amende qui ne sera pas de moins d'une livre.

Le public ressentira les heureux effets des mesures ci-dessus et des accidents graves comme celui survenu hier à l'Attarin, pourront certainement être évités.

Il y aurait lieu, en outre, d'appliquer, dès aujourd'hui, une amende quotidienne à la Société jusqu'au jour où toutes les voitures seront mises en état convenable.

Il ne faut pas perdre de vue que l'on paie, pour le parcours Rond-Pont-Mex P.T. 2, soit 50 centimes et que pour ce prix, on a droit, en Europe, à des distances au moins deux fois plus grandes et dans des voitures infiniment plus convenables, je dirais même luxueuses.

Alexandrie, le 19 Octobre 1903.

(signé) : A. PRENCIPE.

DELEGATION MUNICIPALE

Séance du 27 Octobre 1903.

SOMMAIRE : Offre de MM. Vestri & C^{ie} pour l'installation de kiosques et vespasiennes ; — Note du Secrétaire financier au sujet de la perception par quittances nominatives ; — Demandes d'assistance judiciaire de Mohamed Gohari et Hussein Mahmoud ; — Evaluations du Conseil d'estimation ; — Echêches de Kom-el-Nadoura ; — Subvention théâtrale ; — Indemnité à la famille du Dr Botti ; — Demande de la Daïra Khassa pour l'empierrement des routes de Montazah ; — Trottoirs de Minet-el-Bassal ; — [Impôt de la propriété bâtie ; Radiation [sur les rôles ; — Construction du Gouvernement et établissements annexes ; — Collecteur général ; — Construction de puits à fond perdu au quartier Imam Aly ; — Entreprise des quais ; — Vente du vieux papier ; — Congé ; — Square de la place Ibrahim.

Présents :

MM. AMB. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
D^r SCHIESS BEY,
L. STAGNI,
SOLIMAN BEY ABANI,
E. STROSS, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p. m.

Le procès-verbal du 20 Octobre 1903 est approuvé.

Offre de MM. Vestri & C^{ie} pour l'installation de kiosques et vespasiennes.

Communication est donnée du rapport de M. Escoffier sur la demande présentée par MM. Vestri et C^{ie} tendant à l'installation de kiosques et vespasiennes lumineux sur différents points de la ville.

Tout en émettant un avis favorable à cette concession, M. Escoffier estime qu'il y aurait lieu d'imposer au concessionnaire certaines conditions de nature à sauvegarder les intérêts de la ville. Parmi les propositions contenues dans le rapport et acceptées par les requérants figurerait notamment la mise à la charge des concessionnaires de l'entretien des urinoirs actuels qui pourraient être transformés ainsi en vespasiennes lumineuses pour les besoins de l'exploitation.

La Délégation estime à ce sujet que tout en transformant les urinoirs actuels, le concessionnaire n'en devrait pas moins, ainsi qu'il l'a proposé dans son offre, en installer dix autres dont il aurait également l'entretien exclusif.

Avant de prendre cependant une décision, la Délégation demande au Contentieux un projet de cahier des charges, dans la confection duquel il s'inspirera des observations que les différents services auront à émettre, chacun en ce qui le concerne, quant aux conditions à imposer au concessionnaire.

Note du Secrétaire financier au sujet de la perception par quittances nominatives.

La Délégation prend connaissance de la note ci annexée du Secrétaire financier au sujet des résultats obtenus par l'adoption du système des reçus nominatifs.

Elle est heureuse de constater que ces résultats sont des plus satisfaisants.

Ils sont d'autre part de nature à justifier les propositions du service quant à l'augmentation des agents qui se sont montrés les plus zélés dans l'accomplissement de leur tâche.

Ces propositions seront examinées lors de la préparation du nouveau budget.

Au sujet des agents qui d'après la note ont fait preuve d'incapacité ou de négligence malgré les avertissements et punitions répétés qui leur ont été infligés, M. Stagni demande à connaître quels sont ces agents et quelle est la nature des manquements qui leur ont été imputés.

Le Président dit qu'il donnera des éclaircissements à ce sujet à une prochaine séance.

L'examen des propositions relatives à la taxe sur les voitures et bêtes de somme est également ajourné.

Demandes d'assistance judiciaire de Mohamed Gohari et Hussein Mahmoud.

Vu la lettre du Contentieux de l'Etat, en date du 16 courant, insistant à nouveau pour que la Municipalité lui communique sans retard les renseignements voulus au sujet des causes de licenciement des deux agents hors cadre, Mohamed Gohari et Hussein Mahmoud, qui actionnent la Municipalité en paiement de gratification pour renvoi, la Délégation invite le service du Contentieux à recueillir et à communiquer les renseignements demandés, qui, pour ce qui concerne Hussein Mahmoud, peuvent être puisés dans les dossiers de la commission d'enquête.

Évaluations du Conseil d'estimation.

La Délégation émet un avis favorable aux évaluations suivantes, faites par le conseil d'estimation et décide de les soumettre à la Commission pour le règlement des excédents et des emprises auxquelles elles se rapportent :

N O M S	LOCALITÉS	SUPERFICIES	EVALUATION	
			PAR P. C.	TOTAL
Excédents		PICS	P.T.	L.E. MILL.
Abmed Habib.....	Rue du Commerce	88.54	60	53.124
Délégation Wakfs	Rue du 1 ^{er} Khédive	171.17	60	102.702
Ahmed Mohamed.....	Haret-el-Aawar	8.88	25	2.220
Emprises	TOTAL.....			158.046
Jules Suzan & C ^{ie}	Rue Imam Aly	299.74	40	119.896
Ayoucha bent Oueda.....	Haret-el-Dakhakhni	12.40	40	4.960
Hassan Salem.....	Rue Hamza	27.81	50	13.905
Ahmed Abdel Wahab.....	Avenue Menasce	55.00	70	38.500
Ragab Mansi Nafé.....	Haret-el-Rakchi	13.50	80	10.800
Ismail Khalil	Mosquée Hag' Issa	7.54	30	2.262
Hassan Abou Nafé.....	Rue El Enani	51.73	40	20.692
	TOTAL.....			211.015

Echèches de Kom el Nadoura.

Communication est donnée d'une lettre du 26 courant de S. E. le Ministre de l'Intérieur informant que s'agissant dans le cas spécial des échèches de Kom el Nadoura de faire disparaître un foyer de peste dangereux, le Gouvernement consent à supporter les dédomnagements éventuels que cette mesure pourra entraîner.

En conséquence de cette décision et vu sa délibération du 20 courant, la Délégation charge le Président de visiter les échèches susdites de concert avec l'Inspecteur sanitaire et de lui faire rapport au sujet des mesures que le collège devra arrêter à leur rencontre.

Subvention théâtrale.

La Délégation prend connaissance d'une lettre de la Société artistique transmettant le tableau de la troupe et le répertoire de la saison théâtrale prochaine au Zizinia et demandant, vu les sacrifices qu'elle s'est imposée et les modifications onéreuses apportées dans l'intérêt du public, que la subvention de la Municipalité soit portée à L.E. 800 au lieu de 500 comme d'habitude.

La Délégation, après un échange d'idées, décide, à la majorité, de proposer à la Commission de porter cette subvention à L.E. 600 seulement.

Indemnité à la famille du D^r Botti.

Par lettre en date du 22 courant, le Comité du Musée fait savoir qu'il a décidé dans sa séance du 21, de proposer à la Commission Municipale d'accorder aux enfants mineurs de feu le D^r Botti, conservateur du Musée, une indemnité pécuniaire destinée à leur venir en aide dans la douloureuse situation où les laisse la mort prématurée de leur soutien naturel. Le comité ajoute qu'en considération des importantes fonctions du défunt et des éminents services qu'il a rendus depuis onze ans à la ville, il ne peut que laisser à la générosité de la Commission le soin de fixer la somme à accorder.

La Délégation adoptant les considérations qui ont motivé la décision du Comité du Musée et étant donné la situation précaire et digne du plus grand intérêt dans laquelle se trouve la famille du regretté conservateur, décide de proposer à la Commission de lui allouer une indemnité de 500 livres.

Abani Bey s'abstient dans la fixation de l'indemnité.

Demande de la Daïra Khassa pour l'empierrement des routes de Montazah.

Par lettre du 25 courant, S. E. le Directeur général de la Daïra Khassa informe que S. A. le Khédivé désirant empierre les routes intérieures du jardin du palais de Montazah, il prie de mettre à la disposition de la Daïra 3.000 m. l. de bordure en pierre de Naples ainsi que le rouleau compresseur et les ouvriers nécessaires pour entreprendre l'empierrement, les frais devant être facturés à l'achèvement des travaux.

La Délégation décide de répondre à la Daïra Khassa qu'elle se fait un plaisir de déférer au désir de S. A. le Khédivé et qu'elle charge le chef du service de la voirie de s'entendre avec elle sur les détails d'exécution.

Trottoirs de Minet-el-Bassal.

Vu les notes du service de la voirie, en date du 21 courant, au sujet des demandes présentées par M. L. Onofrio et par la Société Générale de Pressage pour la confection en dalles des trottoirs bordant leurs établissements de la rue Soliman Pacha el Françaoui et de la rue des Ecluses, à Minet el Bassal, la Délégation, considérant le trafic spécial des routes de ce quartier et l'usage fréquent des trottoirs pour le déchargement et le séjour de marchandises d'un certain poids, autorise le service à employer d'une manière générale le dallage pour le revêtement des trottoirs des rues du quartier de Minet el Bassal.

Impôt de la propriété batie. — Radiation sur les rôles.

La Délégation prend note de l'avis suivant du contentieux de l'Etat transmis par lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 24 courant, sur le point de savoir à qui il appartient, quand des propriétés situées en dehors du périmètre de la Municipalité ont été inscrites sur les rôles d'impôts de la propriété bâtie, d'en opérer la radiation sur ces rôles :

“ Il découle du texte de l'art. 24 du décret du 13 Mars 1884 que cette attribution appartient au conseil de révision.

“ Il est vrai, ajoute le contentieux, que des renseignements pris auprès du Ministère des Finances, il appert que ce dernier a toujours opéré directement de pareilles radiation. Toutefois, rien ne nous autorisant à conseiller de suivre cet usage à Alexandrie, le contentieux estime que l'on répondrait mieux aux vœux du législateur en suivant strictement les prescriptions de l'art. 24 précité. ”

En conséquence de cet avis, la Délégation, se référant à sa délibération du 6 octobre courant, décide de demander au conseil de révision de statuer sur les demandes de décharge d'impôts établis par erreur sur des propriétés situées en dehors du périmètre municipal.

Construction du Gouvernorat et établissements annexes.

La Délégation renvoie au Comité spécial institué par décision du 15 Octobre 1903, une nouvelle lettre en date du 25 courant de S. E. le Ministre des Travaux Publics, insistant pour qu'il soit donné, avant la confection du catalogue, une prompte solution à la question des emplacements à réserver sur les quais pour le Gouvernorat et les bâtiments annexes, afin de permettre au Ministère de préparer les avants projets relatifs à ces constructions.

Collecteur général.

Communication est donnée d'une lettre en date du 22 courant de S. E. le Ministre de l'Intérieur, informant que pour permettre au Ministère des Travaux Publics d'examiner le nouveau projet de collecteur arrêté par la Commission dans sa séance du 17 Octobre, et étant donné qu'il est douteux que cet examen puisse être terminé dans les délais impartis par la loi organique municipale, il prie de tenir en suspens la décision sus-dite de la Commission.

Construction de puits à fond perdu au quartier Imam Aly.

Vu la note, en date du 26 courant, de l'Ingénieur en chef, la Délégation autorise la construction de quatre puits à fond perdu reliés entre eux par des conduites en grès pour l'écoulement des eaux pluviales dans les parties basses du quartier Imam Aly.

La dépense évaluée à L.E. 50, 940 mill. sera imputée sur le budget de l'exercice prochain, le paiement à l'entrepreneur n'étant effectué qu'après la saison des pluies afin de permettre de s'assurer au préalable du bon fonctionnement des puits à construire.

Entreprise des quais.

Les questions suivantes sont renvoyées à l'étude de la Délégation et du comité des quais réunis :

1° Une note des services techniques en date du 19 courant au sujet des droits sur la pierre payés par l'entreprise Almagià ;

2° Un avis du contentieux en date du 24 courant concernant la réception des travaux de la jetée de Kaït Bey ;

3° Une lettre du 22 octobre de l'entreprise des quais informant que d'après les termes de la convention du 4 Mai 1903, la Municipalité serait tenue de lui racheter les dalles précédemment destinées à la cale-sèche qui, quoique n'ayant pas les dimensions voulues par le cahier des clauses techniques, auraient pu être utilisées comme tampons.

Vente du vieux papier.

La Délégation adjuge à Mohamed Ahmed Abdel Naby, au prix de 130 P.T. la tonne, la vente du vieux papier inutile contenu dans les caves de la Municipalité.

Congé.

M. N. Botton, employé du service de la perception, ayant demandé, à partir du 1^{er} Janvier 1904, un congé ordinaire de trois mois, la Délégation se réserve de statuer sur sa demande au mois de Décembre prochain.

Square de la place Ibrahim.

Sur la proposition de M. Stross, la Délégation rappelle aux services qu'il y a lieu pour la commodité des promeneurs, d'installer des bancs dans le jardin du square Ibrahim.

La séance est levée à 7 h. 30 p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 3 Novembre 1903.

Le Secrétaire

I. SEDKY

Le Président,

AMB. A. RALLI.

ANNEXES

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 27 OCTOBRE 1903.

Note du Secrétaire financier au sujet de la perception des taxes par quittances nominatives.

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT,

Par ordre de service en date du 29 Décembre 1902, les services de la propriété bâtie et de la perception étaient prévenus qu'à partir du 1^{er} Janvier 1903 ils devraient procéder aux encaissements avec des quittances nominatives et conformément aux instructions ci-annexées.

Cette décision avait été prise par vous, Monsieur le Vice-Président, à la suite de mon rapport du mois d'Octobre 1901 sur cette réforme à introduire dans la perception, rapport qui, malgré mes instances réitérées, n'avait pas encore été pris en considération.

Pourtant l'ordre de service susdit du 29 Décembre 1902 ne fut pas mis en exécution le 1^{er} Janvier 1903, ayant été remis encore une fois à l'étude à la suite des rapports présentés par les chefs de service respectifs, qui trouvaient inapplicable la modification par moi proposée.

La Délégation Municipale, dans sa séance du 29 Juillet 1903, sur une interpellation du regretté M. F. Ott et après avoir pris connaissance du susdit rapport d'Octobre 1901 et de l'ordre de service du 29 Décembre 1902, décida que ce dernier serait mis en vigueur à partir du 1^{er} Août 1903.

En effet la décision de la Délégation, malgré le peu de jours que celle-ci accordait pour son exécution, a été mis en vigueur dès le 1^{er} Août 1903.

Vous avez vu vous-même, Monsieur le Vice-Président, les difficultés rencontrées au début pour l'application de ce changement dans les habitudes qui, depuis de longues années, s'étaient invétérées dans les deux services susmentionnés, et il a fallu tout votre appui et une surveillance continuelle pour permettre d'établir la réforme d'une manière définitive.

Pour le moment les reçus nominatifs n'ont été établis, d'après la décision de la Délégation, que pour les contribuables de l'impôt sur la propriété bâtie et ceux de la taxe du 2 % sur les loyers. Le statu quo a été maintenu pour la taxe sur les animaux et véhicules, à laquelle l'application du changement est d'après moi aussi nécessaire que pour les autres taxes.

Après une expérience de deux mois je puis vous assurer, Monsieur le Vice-Président, que la modification des reçus qui, au commencement, avait rencontré des difficultés qu'on aurait crues insurmontables, marche très régulièrement, et qu'elle facilitera d'une manière sensible le recouvrement et la vérification des recettes municipales auxquelles

elle est appliquée ; elle permettra d'éviter les abus dont malheureusement nous avons eu à nous plaindre à plusieurs reprises quand les reçus étaient délivrés en blanc aux percepteurs.

A partir de l'introduction de la réforme, du 1^{er} au 12 Août 1903, 18 percepteurs de la propriété bâtie n'ont encaissé que L.E. 633 sur L.E. 4385 de reçus à eux délivrés. Pendant la même période en 1902, les mêmes percepteurs avaient encaissé L.E. 1686.

Les 25 percepteurs de la taxe du 2 %, du 1^{er} au 15 Août, n'ont encaissé que £ 306 sur L.E. 1256 de reçus à eux délivrés. Pendant la même période en 1902, les mêmes percepteurs avaient encaissé L.E. 591.

Du 12 au 31 Août, les percepteurs de la propriété bâtie ont encaissé L.E. 3254 sur L.E. 6687 de reçus à eux délivrés, tandis que dans la même période en 1902 ils n'avaient encaissé que L.E. 3039.

Le service de la taxe du 2 %, du 15 au 31 Août, a encaissé L.E. 460 sur L.E. 1053 de reçus délivrés. Pendant la même période en 1902, il avait encaissé L.E. 327.

Bien que cette diminution des recettes soit excusable par le changement rapide du mode de perception et la saison où bien des propriétaires et locataires sont absents, vous avez bien voulu, Monsieur le Vice-Président, accepter ma proposition d'adresser des ordres de service énergiques menaçant de mesures sévères les percepteurs négligents s'ils ne montraient pas plus de zèle ; et ce fut à la suite de ces ordres de service que les encaissements du mois de Septembre s'élevèrent :

Pour la propriété, bâtie à L.E. 5036 contre une somme de L.E. 4222 encaissée dans la même période en 1902 ;

Et pour la taxe du 2 % à L.E. 1001 contre L.E. 742 en 1902.

Il n'y a donc plus de doute que les reçus nominatifs ne portent pas préjudice aux encaissements quand tous les fonctionnaires et agents du service montrent de la bonne volonté et prennent à cœur les intérêts de l'Administration.

Les détails ci-haut mentionnés et les chiffres suivants démontrent du reste qu'il n'existe aucune raison de revenir sur la modification introduite :

Les encaissements effectués par les deux services s'élèvent dans le courant de cet exercice à :

	Du 1 ^{er} Janvier au 30 Septembre 1903.	Du 1 ^{er} Janvier au 30 Septembre 1902.	Prévision 1903.
Propriété bâtie.	L.E. 41.151	L.E. 37.305	L.E. 55.400
1 % additionnel	„ 4.895	„ 4.460	„ 6.600
Taxe du 2 %	„ 11.897	„ 11.216	„ 13.400
Totaux.	L.E. 57.943	L.E. 52.981	L.E. 75.400

Comme je le dis plus haut la modification n'a été introduite que pour la propriété bâtie et la taxe de 2 %. Je crois, Monsieur le Vice-Président, qu'il serait utile d'étudier s'il n'y aurait pas lieu de l'appliquer aussi à la taxe annuelle sur les voitures et bestiaux.

Je crains qu'en continuant avec le système actuel des reçus en blanc nous risquions le désagrément de voir se renouveler des indécidatesses par des percepteurs peu scrupuleux comme il s'en rencontre quelquefois quand ils sont aussi peu rétribués que ceux du service de la perception. Dans quelques jours j'aurai l'honneur de vous soumettre un rapport vous proposant d'introduire quelques petites modifications dans le système adopté jusqu'à présent pour la perception de cette taxe.

Les recettes de la taxe des voitures et véhicules laissent à désirer depuis la suppression du cordon d'Octroi ; elle sont en diminution. Sur une prévision de L.E. 6985 pour 1903, nous n'avons encaissé du 1^{er} Janvier au 30 Septembre que L.E. 5158, tandis qu'en 1902 pendant la même période nous avons encaissé £ 5658, soit une différence en moins de L.E. 500. Je ne crois pas que d'ici à la fin de l'exercice nous puissions atteindre les prévisions budgétaires.

Je me réfère à ce sujet à la note que j'ai eu l'honneur de vous présenter le 29 Septembre 1903 et que vous avez soumise à la Délégation, mais qui n'a pas encore été examinée par ce Collège.

En ce qui concerne les droits sur l'exploitation des carrières, les prévisions pour 1903 sont de L.E. 6000.

Grâce à la surveillance active introduite depuis que le service de la perception s'occupe de cette taxe, nous avons réalisé du 1^{er} Janvier au 30 Septembre L.E. 7515 avec une dépense minime pour personnel et menus frais de L.E. 175.

Il est à prévoir qu'à la fin de l'année nous aurons encaissé de ce chef une somme de L.E. 10000.

Pendant les 5 derniers mois, les droits de carrière ont donné L.E. 1000 par mois, tandis que les mois précédents de l'année ils n'avaient donné que L.E. 400 à 600.

La Délégation Municipale avait autorisé à engager, si nécessaire, des agents provisoires pour le fonctionnement du nouveau système des taxes nominatives. Sur la proposition des commis actuels, qui se chargeaient eux-mêmes de faire le surcroît de travail sans qu'il soit nécessaire de nommer des agents provisoires, nous avons pu économiser le traitement de ces nouveaux agents.

Sur leur requête je me permets, Monsieur le Vice-Président, d'appuyer leur demande tendant à ce que cette économie soit donnée comme augmentation de traitement aux commis qui, par leur activité, ont contribué à la réussite de la modification.

En même temps je vous confirme, Monsieur le Vice-Président, les notes précédentes des chefs de service qui constatent que parmi les percepteurs (surtout ceux de la perception), il y en a qui sont, malgré des avertissements et punitions répétés, absolument incapables de remplir leurs fonctions. Une mesure radicale s'impose à leur égard.

Avant de terminer je crois de mon devoir, Monsieur le Vice-Président, de vous confirmer mes déclarations verbales qu'il est absolument nécessaire qu'une surveillance active et constante soit encore exercée sur les deux services de la propriété bâtie et de la perception, si l'on veut éviter le relâchement qui, en cas contraire, ne manquera pas de se produire dans les encaissements avec le système des reçus nominatifs.

Mais j'espère que d'ici quelques mois tout le monde se sera rendu à l'évidence et reconnaîtra que le nouveau mode de perception est à tous points de vue supérieur à l'ancien, dans l'intérêt non seulement de l'Administration, mais aussi du Public qui s'est plaint, à maintes reprises, de l'ancien système.

Alexandrie, le 9 Octobre 1903.

Le Secrétaire,

G. NORSA.

Note du Secrétaire financier
au sujet de la perception de la taxe sur les voitures et bestiaux.

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT,

Faisant suite à ma note du 9 courant, j'ai l'honneur de vous soumettre mes observations à propos de la taxe sur les voitures et bestiaux.

Par suite de la suppression des postes d'Octroi, les bestiaux qui entrent en ville durant l'année ne sont pas compris dans le recensement annuel qui de fait ne porte que sur les bêtes se trouvant en ville au moment où il est effectué ; d'où une diminution des recettes. A ce sujet j'ai demandé que l'Administration des Chemins de Fer veuille bien se charger de la perception du dépôt pour les bêtes qui entrent en ville durant le courant de l'année, et ma proposition est à l'étude de la Délégation.

Ne pouvant pas avoir actuellement de contrôle sur les dits animaux, il se produit une différence assez importante entre le premier recensement et le nombre réel des bêtes à la fin de l'année. Je suis persuadé que si d'une manière ou d'une autre on pouvait contrôler toutes les bêtes qui entrent, les recettes seraient certainement supérieures.

Pour sauvegarder les intérêts de l'Administration actuellement compromis, on pourrait même par un règlement spécial obliger les propriétaires des véhicules et bestiaux à faire eux-mêmes chaque année dans le courant de Janvier une déclaration de ce qu'ils possèdent sous peine d'une double imposition. Ils seraient également tenus de faire une déclaration analogue dans les 24 heures pour les bêtes qu'ils reçoivent dans le courant de l'année.

Une autre question se pose :

Lors du recensement on trouve dans une écurie un ou plusieurs chevaux ou véhicules, mais quelquefois quand on va encaisser on y compte un nombre supérieur de véhicules et d'animaux. De ce fait surgissent des difficultés et le compte individuel du propriétaire doit être modifié s'il paye la taxe pour ce qu'on a trouvé en plus ; au cas contraire, on est obligé de faire une enquête ou de se contenter des déclarations du propriétaire. Un contrôle plus rigoureux que celui qui existe actuellement doit être exercé à ce sujet ; vu son importance, il doit être confié à un personnel de toute confiance.

Pour ce qui concerne en particulier les charrettes et les tombereaux, nous pouvons évaluer à plus de 600 le nombre des véhicules qui ne sont pas recensés et les motifs, nous devons les chercher dans les changements continuels que la police apporte dans les numéros de ces véhicules. Une charrette ou une voiture qui, au commencement de l'année, est recensée sous le numéro X, porte dans le courant de l'année, un autre numéro ; de là impossibilité ou difficulté énorme d'opérer l'encaissement ou de faire une saisie, sans compter que les manières brutales des cochers des charrettes et des tombereaux empêchent très souvent les percepteurs de prendre leurs numéros (qui sont très mal placés) et de faire leur devoir.

Si un règlement imposait aux charretiers de payer une double taxe toutes les fois qu'on trouve une voiture, une charrette ou un tombereau non recensé, ils seraient certainement moins récalcitrants.

La Commission Municipale, dans sa séance du 4 Mars 1891, avait décidé d'accepter l'offre obligeante de la Police de ne délivrer aux voitures publiques le permis de circulation que sur la présentation d'une quittance constatant le paiement de la taxe. Je ne vois pas pour quel motif (peut-être à cause des changements du commandant de la Police) cette excellente mesure n'a pas été mise à exécution.

Je suis persuadé que si nous pouvions nous mettre d'accord avec la Police pour l'application de cette mesure très utile à l'administration, on éviterait non seulement les difficultés qui surgissent avec les propriétaires mais aussi bien des dépenses nécessaires pour le recensement annuel.

Par ce qui précède et dans le cas actuel il est absolument indispensable d'exercer une vérification et un contrôle beaucoup plus sérieux que ceux qui se font actuellement. Une vérification spéciale comme au temps du Gouvernement (chichni) doit être exercée continuellement par les moawens du Service d'après le registre du recensement de chaque chiakhath.

Ce contrôle devra être fait par des moawens dont l'engagement est absolument nécessaire pour qu'il soit efficace et donne de bons résultats.

On pourrait aussi, et je crois que cela serait préférable, charger du contrôle les moawens actuels du Service qui sont au courant de ce travail ; mais pour qu'il soit sans interruption, il est absolument nécessaire de leur donner des commis pour faire leur travail actuel d'écritures, travail qui leur fait perdre un temps considérable au bureau.

Je propose donc de nommer cinq commis spécialement attachés aux moawens ; la dépense de ce chef, d'environ L.E. 200 par an, serait largement compensée par la plus-value d'au moins L.E. 1,000 que pourrait nous rendre la taxe sur les voitures et bestiaux.

L'idée de supprimer la taxe sur les bêtes et de l'imposer seulement sur les véhicules est certainement avantageuse, mais il ne faut pas oublier que dans ce cas il faudrait, dans l'intérêt des finances municipales, exonérer seulement les chevaux qui sont attelés aux véhicules payants, et qu'il faudrait prendre en considération le nombre considérable des chevaux de selle et baudets (ces derniers atteignent le chiffre de 200 ou 300 utilisés chaque jour au transport des légumes), les vaches laitières, et les écuries de remise et des propriétaires riches où les chevaux sont plus nombreux que les véhicules.

Alexandrie, le 15 Octobre 1903.

Le Secrétaire,
G. NORSÄ.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 3 Novembre 1903.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
D^r SCHIESS BEY,
SOLIMAN BEY ABANI.
L. STAGNI, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Le procès-verbal de la réunion du 27 Octobre 1903 est approuvé.

Régularisation budgétaire pour 1903.

Lecture est donnée du rapport ci-annexé de M. Escoffier sur la régularisation des recettes et des dépenses de l'exercice 1903.

Au cours de cette lecture, diverses explications de détail sont données par le rapporteur.

En ce qui concerne les dépenses relatives aux agents hors cadre, le Président dit qu'il fait toutes ses réserves quant aux appréciations émises par M. Escoffier au sujet de l'autorité compétente pour la nomination de ces agents. La question étant à l'ordre du jour de la Commission Municipale, M. Ralli développera devant cette Assemblée les raisons sur lesquelles il appuie sa manière de voir à cet égard.

M. Stagni dit que les textes sont contraires à l'interprétation donnée par le Président, mais que, dans tous les cas, il est inadmissible que celui-ci ait pouvoir d'engager des agents dont les émoluments dépasseraient les crédits fixés au budget pour le personnel.

Abani Bey partage cette manière de voir et ajoute que suivant lui le Président doit recourir à la ratification de la Délégation pour toute désignation d'agents hors cadre.

M. Ralli dit que les droits du Président s'appuient principalement sur les termes formels de l'art. 39 du règlement intérieur, postérieur en date au décret du 18 Mars 1903, sur lequel M. Escoffier base ses propositions.

Au sujet de la somme de L.E. 5773, formant le montant des dépenses effectuées en plus des prévisions de l'exercice précédent et engagées sans l'autorisation de la Délégation et de la Commission, un long échange de vues a lieu entre les membres.

M. Escoffier explique que cette somme constitue non seulement les excédents dépensés à ce jour mais aussi les dépenses nécessaires d'ici à la fin de l'exercice pour faire face principalement aux dépenses d'eau et de gaz.

Dans la plupart des cas ces dépenses se justifient par le développement de la ville et l'extension que prennent de jour en jour les services. Une remarque s'impose cependant au sujet des deux sommes de 900 et 250 L.E. dépensées en plus des crédits, pour la réparation du vieux matériel du nettoyage et pour la remonte.

Pour l'engagement de ces deux sommes l'Administration aurait dû recourir à l'adhésion de la Délégation, s'agissant de dépenses ne présentant point un caractère de nécessité immédiate.

M. Stagni s'étonne que tandis qu'à deux reprises, des crédits supplémentaires étaient accordés par la Délégation pour des travaux de réfection des écuries et du matériel du service du nettoyage et alors que, d'autre part, la Délégation se trouvait dans la nécessité faute de crédit de renvoyer à l'exercice prochain d'autres demandes de crédit du même service, l'Administration engage dans le même temps et sans même en aviser le Collège, deux dépenses de 900 et 250 L.E. dont l'urgence n'est pas démontrée.

M. Stagni s'élève contre une telle façon de procéder et espère que ses collègues se joindront à lui pour refuser de ratifier ces dépenses.

La Délégation vient d'encourir de la part du Ministère le reproche de ne pas veiller à la régularité de ses finances par le manque de concordance constaté entre les dépenses faites et les crédits votés.

Il ne faut pas que cette situation se perpétue et que la Délégation en soit réduite à ne connaître les dépenses engagées qu'au hasard d'une régularisation budgétaire.

Abani Bey se rallie entièrement aux observations de M. Stagni. Il estime que même pour des dépenses telles que celles de l'eau, du gaz et des fourrages, dont la nécessité est hors de discussion, les services auraient dû, chaque fois que les crédits étaient sur le point d'être dépassés, en référer à la Délégation. Au sujet du gaz, Abani Bey signale les abus consistant dans l'extinction prématurée des becs d'éclairage, abus provenant d'un manque de surveillance de la part des agents municipaux chargés de ce service.

M. Escoffier réplique que pour ce qui concerne l'eau et le gaz les crédits ne sont pas encore dépassés à l'heure actuelle, mais ils le seront certainement par suite de la consommation nécessaire d'ici jusqu'à la fin de l'année. Relativement aux fourrages, il y a lieu de tenir compte que les services avaient été autorisés par la Délégation d'acheter le nécessaire au fur et à mesure des besoins.

M. Ralli ajoute que pour ce qui concerne les dépenses courantes il a déjà eu l'occasion lors de la présentation par l'Administrateur du projet de budget de 1903, d'attirer l'attention de la Commission et de la Délégation sur le fait que les crédits devant être dépassés, il y avait lieu de régulariser ces dépenses. Le projet de régularisation est, depuis lors, à l'étude de la Délégation.

M. Stagni dit que pour ce qui est relatif aux dépenses dont vient de parler le Président, la Délégation ne peut qu'en recommander la régularisation. Mais, pour les motifs qu'il a déjà énoncés, M. Stagni répète qu'il est du devoir de la Délégation de protester contre les deux chefs de dépenses de 900 et de 250 L.E. engagés sans son ordre.

M. Escoffier appuie cette manière de voir.

M. Ralli dit qu'il ne pourra s'associer à un vote de protestation avant qu'il n'ait entendu les explications de M. Graham, dont il conviendrait d'attendre le retour, pour se prononcer sur ces deux chefs de dépenses.

M. Stagni objecte que les explications attendues n'empêcheront pas qu'il y a un fait acquis, consistant dans l'engagement de deux dépenses pour lesquelles aucune autorisation n'a été donnée.

L'Administration ne peut ignorer à cet égard que par un vote formel la Commission a, dans sa séance du 29 Octobre 1902, décidé qu'aucune proposition de crédits ne pourra être présentée à l'avenir pour dépenses déjà effectuées. Cette décision a du reste été rappelée à maintes reprises.

MM. Fenderl et Schiess Bey estiment que quelque justifiées que puissent être ces dépenses, l'Administration n'en devait pas moins recourir à l'autorisation de la Délégation avant de les engager. Ils considèrent le fait comme regrettable mais ne croient pas devoir s'associer pour cela à un vote de protestation.

Schiess Bey ajoute qu'il conviendrait dans tous les cas d'attendre le retour de M. Graham pour avoir de plus amples renseignements sur les dépenses dont s'agit.

Mansour Bey Youssef approuve les conclusions du rapport de M. Escoffier et le remercie pour son travail. Il ajoute que la Délégation doit se refuser à demander à la Commission la ratification des deux dépenses en question de 900 et 250 L.E.

Vote de la Délégation.

A l'unanimité, moins l'abstention du Président, la Délégation vu le rapport de M. Escoffier sur la régularisation budgétaire, proposera à la Commission la ratification des dépenses effectuées et à effectuer jusqu'à la fin de l'année, comprises dans la somme de L.E. 5.773, à l'exception des deux dépenses de 900 et de 250 L.E. effectuées pour la réparation du vieux matériel du nettoyage et pour la remonte, contrairement aux prescriptions du décret organique municipal et à la décision de la Commission du 29 Octobre 1902.

Pour le reste, la Délégation adopte à l'unanimité les conclusions du rapport de M. Escoffier.

Vu l'heure avancée, la Délégation ajourne l'examen des autres questions portées à l'ordre du jour à une séance qui sera tenue samedi 7 courant à 5 heures p. m.

La séance est levée à 7 heures 45.

Le présent procès-verbal a été approuvé le 7 Novembre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY

Le Président,

AMB. A. RALLI.

A N N E X E

AU PROCES-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 3 NOVEMBRE 1903.

RAPPORT DE M. ESCOFFIER

SUR LA

RÉGULARISATION DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1903

Recettes.

La Délégation, dans sa séance du 26 Janvier 1903, a fixé les recettes municipales pour l'exercice 1903 à L.E. 163.200. Toutefois, il y a lieu de réduire de ce montant l'allocation du Commerce d'Exportation de L.E. 600 supprimée pour cet exercice par la dite Commission qui a déboursé une somme supérieure pour l'achat d'une pompe à incendie et la transformation d'un poste d'Octroi en caserne des pompiers, ainsi que L.E. 100 pour différence de location des jardins provenant de la transformation du petit jardin Nouzha en pépinière. Par ce fait, les recettes municipales fixées par la Délégation sont réduites à L.E. 162.500.

Dépenses.

La régularisation des dépenses de l'exercice 1903 présentée par le Service Financier conformément à la décision de la Commission en date du 4 Juillet 1903, se basant sur les crédits budgétaires de l'exercice 1902 et modifiée en partie par suite de divers votes ultérieurs de la Commission plénière, a été trouvée exacte.

Il y a donc lieu de soumettre cette régularisation à la sanction de la Commission Municipale.

Développement des dépenses.

Personnel.

Les traitements du personnel classé sont portés tels qu'ils figuraient au budget de 1902 avec les majorations accordées dans le courant de l'exercice 1902 et 1903 par les décisions suivantes :

Délégation des 6 et 28 Janvier 1902 (approuvées par la décision de la Commission du 12 Février 1902) ;

Commission du 12 Février 1902 ;

Délégation des 22 Juillet et 9 Septembre 1902 (approuvées par la Commission du 8 Octobre 1902) ;

Délégation du 24 Février 1903 (approuvée par la Commission du 25 Mars 1903).

Figurent aussi dans cette régularisation huit nouveaux postes suivants :

- 3 inspecteurs provisoires à l'Administration Centrale ;
- 1 docteur de quartier aux Services Sanitaires, à titre provisoire ;
- 1 contrôleur-comptable au service de la perception ;
- 1 délégué à la perception des droits de carrière ;
- 1 arpenteur au service technique de l'Assainissement ;
- 1 ingénieur conservateur du plan de la ville.

D'autre part, cette régularisation a sa répercussion sur les diminutions provenant des décès, démissions et licenciements du personnel classé.

De l'ensemble de ce changement, abstraction faite de l'Octroi qui a été supprimé, il résulte une économie de L.E. 724 en faveur de l'exercice 1903 comparativement à l'année 1902, selon l'état ci-après :

Personnel classé.

SERVICES :	EXERCICES	
	1902	1903
Administration Centrale.....	3510	3338
Administration Centrale. — Inspection.....	—	990
Service Technique de l'Assainissement.....	1668	1488
Tanzim	2892	2916
Voirie.....	3264	2910
Services Sanitaires.....	4092	3324
Service du Nettoyement.....	1236	984
Propriété Bâtie.....	3102	2724
Perception.....	1212	1410
Carrières et fours à chaux.....	—	54
Abattoirs	1368	1422
Musée et Bibliothèque.....	888	948
	<hr/> 23232	<hr/> 22508
Différence		724
	<hr/> 23232	<hr/> 23232

En ce qui concerne les agents hors-cadres, la différence en plus de l'exercice 1903 sur celui de 1902 provient de permutations, nominations et augmentations faites dans le courant de ces deux exercices par l'ancien Directeur Général, l'Administrateur provisoire et conformément aux règlements jusqu'à nouvel ordre.

Il est à remarquer toutefois qu'il y a dans ces nominations provisoires ou définitives, pour ainsi dire un abus qui se perpétue et auquel il serait nécessaire de mettre fin, soit par la confection des cadres soit en s'en tenant strictement à l'art. 5 alinéa N, du décret du 18 Mars 1890.

La Délégation s'est toujours préoccupée de cette situation sans jamais pour cela obtenir une solution de cette importante question qui joue un rôle considérable dans le budget et dont la dépense s'élève à L.E. 10233 pour l'exercice 1902 et à L.E. 11194 pour l'exercice 1903. Dans ces chiffres ne sont naturellement pas compris le Service des pompiers et celui du Musée.

Les émoluments des agents hors-cadre étaient en 1902 de.....	L.E.	10233
En 1903 ils sont de.....	“	11194
soit une différence en plus de.....	<u>L.E.</u>	<u>961</u>

qui se décompose comme suit :

L.E.	381 agents déjà en service, mais qui étaient payés sur d'autres chapitres du budget, soit : sur les Economies du personnel classé, sur les Ouvriers, sur la Désinfection, sur les Expropriations, sur l'Octroi ;
„	102 augmentations accordées par la Délégation sur le total de L.E. 966 ;
„	175 pour la surveillance des nouveaux services créés par la Délégation : service de l'abatage et des carrières, dont les agents étaient payés auparavant sur l'Octroi ; ainsi que les trois farraches des inspecteurs ;
„	171 augmentations accordées par l'ancien Directeur Général en Janvier 1902 après l'approbation du budget de l'exercice ;
„	132 nominations et augmentations accordées par M. l'Administrateur ;
<u>TOTAL L.E.</u>	<u>961</u>

Cette question, je le répète, est toujours en suspens et la Délégation en a été saisie par un de nos collègues dans sa séance du 22 Août dernier.

Elle avait, il est vrai, été mise à l'ordre du jour des précédentes séances de la Commission, mais quant à présent elle attend toujours la solution qui doit intervenir.

Dépenses diverses.

Quant aux autres dépenses elles ont été reportées d'après les crédits du budget de l'exercice 1902 avec les majorations accordées en partie par la Commission Municipale dans ses séances des 2 & 23 Avril et 11 Juin 1902, et 11 Février & 4 Juillet 1903, et en partie sur les ordres de Monsieur l'Administrateur par les divers Services.

En l'état, les prévisions des dépenses pour 1903 avaient été arrêtées après vérification à	L.E.	154660
avec une réserve ordinaire de.	„	7840
Total.	<u>L.E.</u>	<u>162500</u>

Régularisation des dépenses extraordinaires votées par la Commission et majoration des crédits budgétaires.

D'après l'état ci-annexé, le chiffre de celles-ci s'élève à . . .	<u>L.E.</u>	<u>9240</u>
---	-------------	-------------

Soit :

Dépenses extraordinaires accordées par la Commission sans indication de prélèvements	L.E.	3467
--	------	------

Majoration des crédits budgétaires demandée par les divers services pour faire face aux excédents des dépenses à ce jour et aux dépenses éventuelles d'ici à la fin de l'année courante. . . , . .	L.E.	5773
	<u>L.E.</u>	<u>9240</u>

Je propose que ce montant soit prélevé sur la réserve ordinaire de L.E. 7840 et la différence de L.E. 1400 pourra être régularisée par des virements de crédits sur la réserve de L.E. 1530 affectées à la confection des cadres, dont on n'a pas disposé dans le courant de cette année.

Il y a cependant lieu de faire remarquer que les dépenses ont dû être majorées sur l'exercice précédent d'une somme de L.E. 9240 dont seulement L.E. 3467 ont été approuvées par la Commission et la Délégation.

En conséquence, il y a lieu d'accorder de suite le crédit pour la régularisation de ces diverses dépenses s'élevant à L.E. 5773 nécessaires aux services, qui sont où seront absorbées en majeure partie par les Services de la Voirie et du Nettoiement.

Régularisation de l'excédent des dépenses pour confection de nouvelles routes.

L'excédent des dépenses sur les crédits accordés par la Commission pour la confection de nouvelles routes calculé pour l'exercice courant à L.E. 14,000 environ, sera régularisé éventuellement à la fin de l'exercice sur la plus-value des recettes municipales qui s'est élevée à fin Septembre 1903 à L.E. 15,150 comparativement aux prévisions budgétaires.

Recettes extraordinaires.

L'état des recettes extraordinaires et des dépenses effectuées sur ces recettes, porté dans la régularisation des comptes du service financier a été examiné et trouvé conforme aux décisions de la Commission.

Il en résulte un reliquat disponible de L.E. 11,208 qui pourra éventuellement couvrir le déficit de 1902, s'élevant à L.E. 10,545, si la Commission approuve cette régularisation.

Sur ce même solde de L.E. 11,208 il y aurait lieu de régulariser également les crédits supplémentaires suivants accordés par la Délégation et à prélever sur les recettes extraordinaires :

Impression du plan de la ville (Délég. 24/2/03)	L.E.	20
Surveillance pour construction du Musée (Délég. 1/9/03) . .	„	15
Total.	L.E.	<u>35</u>

Alexandrie, le 31 Octobre 1903.

L. ESCOFFIER.

ETAT GÉNÉRAL

des sommes à prélever sur la réserve ordinaire de L.E. 7.840, figurant la
Régularisation des Recettes et Dépenses de l'exercice 1903
pour la régularisation des comptes :

	SOMMES	TOTAUX	OBSERVATIONS
<i>1° Pour faire face aux dépenses extraordinaires votées par la Commission et la Délégation, sans indication des prélèvements :</i>			
1° VOIRIE : Entretien des routes macadamisées, Cantonniers et Aides Cantonniers.	100		Augmentation des salaires des cantonniers (voir Délégation du 6 Janvier 1903).
2° INVENTAIRE DU MATÉRIEL DU DÉPOT DE LA VOIRIE : Commission du 18 Février 1903. — Crédit accordé.	150		
3° GRATIFICATION AU PERSONNEL DES SERVICES SANITAIRES : Commission du 25 Février 1903. — Crédit accordé.	154		
4° TRANSFORMATION DU PETIT NOUZHA EN PÉPINIÈRE : Commission du 4 Avril 1903. — Crédit accordé.	300		
5° AMÉNAGEMENT EN ÉCURIES DE LA TANNERIE DE CHATBY : Commission du 4 Avril 1903. — (Solde du crédit de L.E. 700)..... L.E. 250 Commission du 15 Août 1903. — Crédit supplémentaire..... » 224 Délégation du 29 Septembre 1903. — Crédit supplémentaire..... » 50	524		
6° REMONTE POUR LES SERVICES DU NETTOIEMENT : Commission du 4 Avril 1903. — Crédit accordé.	650		
7° DÉSINFECTION DES PUISARDS DES ÉGOUTS : Commission du 17 Juin 1903. — Crédit accordé.	200		
<i>à reporter..... L.E.</i>	2.078		

	SOMMES	TOTAUX	OBSERVATIONS
<i>Report.....</i> L.E.	2.078		
8° TRANSPORT DES ANTIQUITÉS DANS L'INTÉRIEUR DU MUSÉE :			
Commission du 4 Juillet 1903. — Crédit accordé.	100		
9° INDEMNITÉ POUR DÉGATS CAUSÉS PAR NOS CANALISATIONS :			
Commission du 18 Février 1903. — Crédit accordé..... L.E. 370			
Commission du 29 Avril 1903. — Crédit accordé..... » 87	457		
10° PERMANGANATE DE POTASSE POUR L'ÉPURATION DE L'EAU :			
Commission du 25 Novembre 1896. — Quote-part approximative de la Municipalité.....	400		
11° DALLAGE ET CANALISATION DANS L'INTÉRIEUR DE L'ABATTOIR :			
Délégation du 24 Février 1903. — Crédit accordé..... L.E. 49			
Par autorisation du V. Président du 10/4 1903. — Crédit accordé..... » 10	59		
12° RÉPARATION DALLAGE RUES A MINET-EL-BASSAL :			
Commission du 16 Septembre 1903. — Crédit accordé.....	300		
13° RÉPARATION DU MATÉRIEL DE LA MORVE :			
Commission du 15 Août 1903. — Crédit accordé.	55		
14° RÉPARATION DU MUR D'ENCEINTE DU CIMETIÈRE INDIGÈNE DE LA COLONNE POMPÉE :			
Commission du 16 Sept. 1903. — Crédit accordé.	18	3.467	
<i>à reporter.....</i> L.E.	3.467	

	SOMMES	TOTAUX	OBSERVATIONS
<i>Reports</i> L.E.	3.467	
<p>II° <i>Majoration des crédits budgétaires pour faire face aux excédents des dépenses à ce jour et aux dépenses éventuelles d'ici à la fin de l'exercice 1903, conformément aux observations ci-contre des divers services :</i></p>			
1° <i>Administration Centrale.</i> — DÉPENSES DIVERSES :			
Eclairage du Palais..... L.E.	25		Insuffisance de crédit.
Frais de déplacement..... »	30		Insuffisance des crédits pour frais de déplacement des familles de M. GRAHAM et de M. CHAKER du Caire à Alexandrie.
Eau pour le local et le jardin..... »	20		Insuffisance de crédit.
Frais d'impression..... »	80		» » » pour surcroît du travail d'impression.
Menus frais..... »	20	175	Insuffisance de crédit.
2° <i>Service du Tanzim.</i> — DÉPENSES DIVERSES :			
Frais de courses..... L.E.	6		Insuffisance de crédit.
Fournitures de bureau..... »	20	26	» » »
3° <i>Service de la Voirie :</i>			
Entretien du pavage : (achat dalles). L.E.	227		Différence entre le crédit budgétaire et le montant de l'adjudication.
Transport de matériaux..... »	270		Insuffisance de crédit.
Achats divers..... »	50		» » »
Eclairage au Gaz..... »	500		» pour lanternes placées en 1902.
Entretien des routes macadamisées :			
Frais divers..... »	70		» des crédits.
Curage et lavage des égouts : Dépôts divers..... »	30		» » »
Réparation et refection d'égouts..... »	260		» à cause de l'extension du réseau.
Enlèvement des matières..... »	150		» de crédit.
Confection nouvelles routes : (routes pavées, macadamisées et en chakf). L.E.	14.200		Travaux autorisés par la Délégation. A régulariser éventuellement sur les excédents des recettes.
Asphaltage de trottoirs..... »	485	2.042	Solde du contrat Cugini Praga pour parfaire les 6.000 L.E. (Cette somme nous sera remboursée par les propriétaires au fur et à mesure des travaux exécutés).
<i>à reporter</i> L.E.	2.243	3.467	

	SOMMES	TOTAUX	OBSERVATIONS
<i>Reports....</i> L.E.	2 243	3.467	
<i>4° Service du Nettoiement. — SERVICE CENTRAL :</i>			
Fourrages..... L.E.	723		Augmentation des prix d'achat.
Eau..... »	1.010		Augmentation de la consommation.
Remonte..... »	250		Renforcement de la remonte.
Matériel et réparations..... »	900		Achèvement de la réparation du vieux matériel.
Balayage: Journaliers..... »	297		Augmentation du nombre des Conducteurs.
Plantations: Ouvriers au mois..... »	2		Augmentation salaire d'unjardinier.
Journaliers..... »	35		Augmentation des salaires des Conducteurs et de leur nombre.
Entretien, latrines et urinoirs: Journaliers..... »	4	3.221	Augmentation des salaires.
<i>5° Service de Perception :</i>			
Agents hors cadre..... L.E.	15		Augmentation du nombre d'employés.
Frais d'impressions et de bureau..... »	80	95	Insuffisance de crédit pour travaux d'impression.
<i>6° Service de la Propriété Bâtie :</i>			
Agents hors cadre.....	24		Augmentation du nombre de commis.
<i>7° Services Sanitaires. — DÉPENSES DIVERSES :</i>			
Loyers des quartiers..... L.E.	10		Augmentation de loyers en 1903.
Uniformes..... »	20		Insuffisance de crédit.
Eau..... »	10		» » »
Capture des chiens..... »	10		» » »
Désinfection..... »	40	90	» » »
Frais judiciaires.....	100	5.773	
TOTAL..... L.E.	9.240	
Comme la réserve ordinaire n'est que de L.E.	7.840		
et que la présente régularisation de comptes exige une somme de..... »	9 240		
Il en résulte une différence de..... »	1.400		
à régulariser par des virements de crédits sur les économies éventuelles des divers services.			

Le Chef Comptable,
N. CARALLI.

Le Secrétaire financier
G. NORSA.

DELEGATION MUNICIPALE

Séance du 7 Novembre 1903.

SOMMAIRE : — Echèches de Kom-el-Nadoura ; — Amende encourue par un fournisseur ; — Recrutement des ouvriers ; — Tanneries du Mex ; — Tramways ; — Ecuries de la Porte Rosette ; — Question de la démolition des Fortifications ; — Carrières d'Abou Zabel ; — Vieux matériel et fumier du service des pompiers ; — Adjudications ; — Etat des dalles de la rue de la Porte Rosette ; — Tranchées ouvertes par la Compagnie du Gaz ; — Recettes municipales.

Présents :

MM. AMB. RALLI, *Président*,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
D^r SCHIESS BEY,
SOLIMAN BEY ABANI,
L. STAGNI, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p. m.

Le procès-verbal du 3 Novembre 1903 est approuvé.

Echèches de Kom-el-Nadoura.

Le Président dit qu'il a visité, avec le D^r Granville, les échèches de Kom-el-Nadoura et dressé une liste des baraques dont l'enlèvement s'impose pour les besoins de la salubrité du quartier. Avant toute mesure, il a cru devoir communiquer cette liste à la Direction Générale des services sanitaires et demander en même temps au Tanzim une estimation des dites baraques.

La Délégation décide d'attendre ces renseignements.

Amende encourue par un fournisseur.

Statuant sur une note du 21 octobre 1903 du service de la voirie, et faisant suite à sa délibération du 1^{er} septembre dernier, la Délégation décide de maintenir l'amende de L.E. 49, 221 ^m/_m encourue par MM. Dégiardé Brothers pour retard de 21 jours apporté dans la livraison de 1,500 m.c. de pierres qu'ils devaient livrer le 31 juillet 1903, en base du cahier des charges.

Recrutement des ouvriers.

La Délégation décide de faire vélocigraphier et distribuer aux membres, pour leur examen, les notes présentées par les services financier et du nettoyage au sujet du recrutement des ouvriers.

Tanneries du Mex.

Par lettre du 26 octobre 1903 MM. Zaliki fils demandent la confection d'une route ainsi que d'une canalisation pour desservir la tannerie qu'ils viennent de créer au Mex sur un terrain acheté de la Municipalité.

La Délégation fait remarquer que la Municipalité n'a assumé aucune obligation de création de route ou de canalisation par le fait qu'elle a concédé au Mex des terrains pour l'installation des tanneries. La faveur que la Municipalité a accordé aux tanneurs en leur vendant des terrains au prix dérisoire de P.T. 2 le m. c. est assez grande pour qu'elle n'ait pas à subir d'autres exigences. De pareils travaux doivent incomber aux tanneurs eux-mêmes, qui y ont un intérêt exclusif.

A cette occasion, la Délégation demande aux services sanitaires et du contentieux si les tanneries transférées au Mex se sont mises en règle au point de vue de l'obtention d'une roksa sanitaire et si le service compétent a examiné et approuvé les installations déjà faites au point de vue des conditions d'hygiène et de salubrité.

D'autre part, le service sanitaire est invité à se préoccuper des conditions dans lesquelles les égouts de déversement des eaux des tanneries sont exécutés et, d'une manière générale, tenir la main à ce qu'aucun égout ne soit installé sans l'autorisation de la Municipalité et l'examen préalable du service.

Tramways.

La Délégation décide d'écrire à nouveau à la Société des Tramways pour l'inviter à déplacer d'urgence le poteau qui, à la suite des travaux d'élargissement de la rue d'Allemagne, se trouve au milieu de la chaussée, entravant ainsi la circulation.

Elle demande à M. Morice, inspecteur, un rapport sur l'état général des voitures de tramways à la suite de la surveillance dont il a été chargé.

Ecuries de la Porte Rosette.

Par lettre du 26 octobre 1903, le Gouvernorat fait remarquer que les travaux de démolition exécutés par la Municipalité pour l'élargissement de la rue d'Allemagne ont atteint les écuries pour les mulets de la police, non comprises dans l'entente relative à cette question. Quoiqu'il est vrai que des pourparlers avaient eu lieu au sujet de la démolition d'une partie de ces écuries, le Gouvernorat estime que la question aurait dû être étudiée plus mûrement avant l'exécution de tous travaux de démolition. Le Gouvernorat conclut demandant : 1° que la Municipalité prolonge le mur situé du côté nord afin de masquer la cour dans laquelle la police montée abrite ses fourgons : 2° que l'écurie des mulets soit élargie et réparée.

La Délégation, après examen des pièces et documents, décide de répondre au Gouvernorat que la Municipalité s'est conformée strictement à l'entente intervenue à ce sujet tant avec la police qu'avec les Ministère des Travaux Publics et que la partie démolie de l'écurie des mulets figure dans le plan communiqué en son temps à la police et au service des bâtiments.

Elle regrette dans ces conditions de ne pouvoir prendre à sa charge les travaux demandés par le Gouvernorat.

Question de la démolition des Fortifications.

Par lettre du 31 octobre 1903 M. le Commandant de la police fait savoir que le toit des écuries de la police montée, à la Porte Rosette, nécessite des réparations urgentes évaluées à près de 2,000 L.E., mais qu'avant de faire des propositions à cet égard, il désire connaître si ces écuries doivent être démolies, en vertu de l'entente relative à la transformation des fortifications en parcs autour de la ville.

La Délégation, se référant à la lettre du 3 Juin 1903 par laquelle S. E. le Ministre de l'Intérieur lui communiquait les vues du Département des Finances au sujet de la question de la cession définitive des fortifications à la ville ainsi que de la vente des pierres provenant de la démolition des remparts, considère, après mûr examen de la question, que le meilleur système pour la vente des pierres est celui précédemment adopté de la vente à la criée après tassement des pierres par catégories. Le collège est persuadé qu'avec une surveillance rigoureuse exercée tant par les agents de la Municipalité que par ceux des bâtiments de l'Etat, et étant donné surtout les prix exceptionnellement élevés, auxquels la pierre est vendue actuellement, on obtiendra les résultats les plus satisfaisants. La Municipalité en a eu du reste la preuve dans une occasion récente lorsqu'il s'est agi de la vente des matériaux provenant de la démolition d'une partie des écuries de la Porte Rosette nécessitée par l'élargissement de la rue d'Allemagne.

Les prévisions permettent d'espérer qu'avec le produit revenant à la Municipalité de la vente de ces pierres, ajouté aux crédits spéciaux affectés à cet effet, la ville pourra continuer les travaux de plantation commencés en bordure du boulevard d'Allemagne.

La Délégation décide donc de demander au Ministère de consigner définitivement et, pour le moment, à la Municipalité la partie des fortifications s'étendant entre les parcs

actuels et l'avenue Rosette, partie dans laquelle sont comprises les écuries de la police, sauf à prendre livraison au fur et à mesure du restant des fortifications, dont la transformation en parcs est projetée.

Elle décide également de répondre au Gouvernorat qu'en l'état des démarches entreprises pour la consignation de ces écuries, il y a lieu de ne pas donner suite au projet de réparation dont il est question dans sa lettre susdite du 31 Octobre 1903.

Carrières d'Abou Zabel.

La Délégation décide de faire vélocigraphier et distribuer aux membres un rapport du secrétaire financier sur les carrières d'Abou Zabel.

Au sujet des indications contenues dans ce rapport quant à la possibilité d'extraire de la pierre pous dalles et bordures d'une carrière appartenant à l'Etat et avoisinant celle de la Municipalité, la Délégation, tout en demandant l'avis du service technique à ce sujet ainsi que sur la question de la route d'accès demandée par les concessionnaires, décide d'écrire au Gouvernement de lui concéder cette carrière qui n'est plus en exploitation.

Vieux matériel et fumier du service des pompiers.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une demande du surintendant de la brigade des pompiers tendant à l'institution d'un fonds de réserve pour les besoins du service des pompiers, qui serait alimenté par la vente du vieux matériel et du fumier de ce service, un pareil procédé étant contraire aux règles habituelles de la comptabilité.

Adjudications.

Vente du vieux papier. — Mohamed Ahmed Abdel Nabi, adjudicataire de la vente du vieux papier, ayant fait savoir qu'il n'entendait pas exporter le papier ni le détruire mais bien l'utiliser sur place, la Délégation, vu l'urgence, charge le Président de vendre cet article au mieux des intérêts de l'Administration.

Démolition d'un immeuble rue Haret el Rakchi. — Cette adjudication est ajournée à mardi 17 courant.

Vente du bois provenant de la taille des arbres. — Cette vente est ajournée au mois de janvier prochain en vue des offres plus avantageuses qui pourraient être faites à cette époque où les importations diminuent.

Etat des dalles de la rue de la Porte Rosette.

M. Stagni attire l'attention de la Délégation sur le mauvais état d'entretien des dalles de l'avenue Rosette. Il ajoute qu'ayant interpellé M. Sirdari à ce sujet vers le mois d'août ou septembre dernier, le chef de la voirie lui avait dit que les réparations néces-

saires seraient faites en Octobre. Or le mois d'Octobre vient de s'écouler et rien n'a été entrepris dans cette rue. M. Stagni demande que des instructions soient données pour la réparation des dalles de l'avenue Rosette, car en les laissant dans l'état où elles se trouvent, de grandes dépenses seraient nécessaires, vu qu'au lieu de procéder à de simples réparations on sera obligé de remplacer toutes les pierres complètement détériorées.

La Délégation décide de donner des instructions dans ce sens aux services.

Tranchées ouvertes par la Compagnie du Gaz.

Sur la demande de M. Stagni, l'attention du service de la voirie est attiré sur les tranchées pratiquées par la Compagnie du Gaz dans les abords du cimetière latin, tranchées qui, malgré que la Compagnie ait terminé depuis longtemps ses travaux, ne sont point encore comblées. La Délégation demande si le service a encaissé de la Compagnie les frais de réfection et s'il les a encaissés pourquoi les travaux ne sont-ils point encore exécutés.

Recettes Municipales.

Communication est donnée d'un état des recettes municipales s'élevant du 1^{er} Janvier au 31 Octobre 1903 à L.E. 148.166.

La séance est levée à 7 heures et demie.

Le présent procès-verbal a été adopté le 10 Novembre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY

Le Président,

AMB. A. RALLI.

A N N E X E

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 7 NOVEMBRE 1903.

TABLEAU COMPARATIF

des Recettes Municipales du 1^{er} Janvier au 31 Octobre 1902-1903.

	RECETTES EN 1902	RECETTES EN 1903	Encaissé en moins EN 1903	Encaissé en plus EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	11.310	12.232	—	922
Produit de la taxe sur les véhicules et animaux ...	6.305	5.709	A) 596	—
Redevance des Tramways: taxe	2.015	2.025	—	10
Redevance des Tramways pour l'entretien des roules.....	1.000	1.000	—	—
Produit de 1 % sur la valeur locative de la pro- priété bâtie.....	5 070	5.582	—	512
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	13.278	46.770	—	33.492
Produit de la taxe de 2 % sur les loyers.....	12 071	12.902	—	831
Droits d'exploitation des carrières.	—	8.442	—	8.442
Recettes de l'Octroi.....	44.317	—	44.317	—
» » l'Abattoir	16.772	24.387	—	7.615
» du Tanzim.....	3.703	5.749	—	2.046
» diverses*.....	3.222	3.331	—	109
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	967	1.708	—	741
Participation des propriétaires pour l'asphaltage des rues.....	508	—	B) 508	—
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance	804	686	C) 118	—
Moitié du produit de la vente des Biens Libres....	3.026	3.712	—	686
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
Location des Immeubles Libres de l'Etat.....	—	1 931	—	1.931
Allocation de la Caisse de la Dette pour l'Assainis- sement Général.....	5.000	5.000	—	—
Allocation du Gouvernement pour l'Assainissement Général.....	5.000	5.000	—	—
	136.368	148.166	45.539	57.337
Encaissé en plus en 1903	11.798	—	11.798	—
	148.166	148.166	57.337	57.337

* Développement des Recettes diverses.	1902	1903
Recettes Sanitaires.....	157	260
Location des Jardins.....	428	246
Location de terrains à Bab-Sidra	655	1.064
Vente de dalles et de pierres.....	111	163
Vente d'immondices.....	110	5 0
Retenues pour uniformes	225	193
Autres produits du budget	918	846
Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	3.222	3.331

A — La diminution conformément aux déclarations du Service de la Perception est la conséquence de la suppression totale des postes d'Octrois, qui percevaient une grande partie des recettes de la taxe sur les véhicules et animaux.

B — Ce chef de recettes ne figure plus dans le budget de 1903.

C — La diminution provient du licenciement de plusieurs employés classés.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 10 Novembre 1903.

SOMMAIRE: — Budget de l'exercice 1904. — Location des échèches. — Taxe sur les voitures et bêtes de somme. — Mesures disciplinaires. — Demande de M. Zouro pour l'installation d'une cage de pisciculture. — Demande de construction d'un port de refuge. — Inventaire du matériel. — Chambre d'asphyxie pour les chiens errants. — Fourniture de bordure. — Recrutement des ouvriers. — Lotissement des terrains de Ras-el-Tin. — Lettre de remerciements de Madame Veuve Botti. — Qualité de l'eau consommée en ville. — Demande de subvention. — Demande d'occupation d'un terrain sur le quai. — Affaires judiciaires. — Écuries Menasce, rue Zancarol. — Recueil des règlements relatifs à la Municipalité. — Surveillance de la construction du Musée. — Parcs et plantations. — Réclamation de la Neuchatel Asphalt Cy. — Poteaux. — Four crématoire. — Ordre du jour de la Commission.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
D^r SCHIESS BEY,
L. STAGNI, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p.m.

Le procès-verbal de la séance du 7 Novembre 1903 est approuvé.

Budget de l'exercice 1904.

Le Président dépose son rapport sur le projet de budget pour l'exercice 1904, accompagné des développements s'élevant en recettes à L.E. 170,000 et en dépenses à L.E. 165,725 avec une réserve de L.E. 4,275.

Le rapport comprend également un état de répartition de l'emprunt municipal suivant sa situation actuelle ainsi que les prévisions pour recettes extraordinaires s'élevant à

4,008 L.E. et provenant de la vente de terrains à la Communauté Israélite et des intérêts des fonds de l'emprunt. Ces sommes constitueraient une réserve spéciale destinée à faire face à des dépenses extraordinaires.

La Délégation décide de faire imprimer ces documents et de les distribuer aux membres, pour leur examen à une prochaine séance.

Location des échèches.

La Délégation, vu la note du Secrétaire Financier, en date du 3 novembre 1903, et considérant que des offres ont été présentées par divers ouvriers des docks, de l'Abattoir, des carrières et des tanneries, pour la location d'un certain nombre de pièces des maisons ouvrières du Mex, décide, à l'exception de M. Escoffier qui y est contraire, la location de ces échèches au prix de P.T. 8 par chambre et par mois pour les pièces du rez-de-chaussée et P.T. 12 pour celles du 1^{er} étage.

La surveillance et la perception des loyers sera confiée à des commis du service moyennant une indemnité de L.E. 4 à répartir entre eux et à prélever sur les loyers.

Ces locations étant faites à titre d'essai, il y aura lieu de prévoir dans les contrats à passer que la Municipalité se réserve le droit de faire déguerpir à tout moment les locataires. Le Contentieux y insérera toutes clauses de nature à garantir un bon entretien des échèches.

La question de la mosquée et du koultab dépendant des échèches, est réservée pour un examen ultérieur.

A ce sujet, et sur la demande de l'Ingénieur en chef, un crédit de 8 L.E. à prélever sur les loyers est ouvert en vue de pratiquer des fouilles pour rechercher les causes de certaines excavations découvertes sous une partie des échèches.

Taxe sur les voitures et bêtes de somme.

La Délégation ajourne jusqu'à réception de la réponse de l'Administration des Chemins de fer au sujet de la proposition qui lui a été faite de percevoir les droits afférents aux bêtes et véhicules arrivant de l'Intérieur, une note du Secrétaire financier, en date du 30 septembre 1903, demandant des instructions au sujet de certains usages admis actuellement en matière de perception de cette taxe.

Mesures disciplinaires.

Communication est donnée de l'état des punitions infligées à certains agents des services de la propriété bâtie et de la perception, état demandé par M. Stagni à l'occasion de la présentation du rapport du Secrétaire financier sur l'application du système des quittances nominatives.

La Délégation renvoie cet état à l'examen de M. Stagni.

Demande de M. Zouro pour l'installation d'une cage de pisciculture.

Faisant suite à une lettre du Gouvernorat transmettant pour avis une demande de M. Zouro tendant à l'installation, au delà du quai à Silsiley, d'une cage de pisciculture pour l'élevage des homards, la Délégation décide de faire savoir au Gouvernorat qu'elle n'a pas d'objection à ce qu'il soit fait droit à cette demande.

Demande de construction d'un port de refuge.

Par lettre en date du 7 novembre 1903, S. E. le Gouverneur transmet une lettre de M. le Consul d'Italie accompagnée d'une requête de divers pêcheurs demandant la construction d'un port de refuge au Port-Est.

La Délégation décide de répondre qu'elle ne saurait donner suite à cette requête, la Commission municipale ayant déjà rejeté une proposition de cette nature qui lui avait été faite dans le courant de l'année.

Le Collège fait remarquer, du reste, que c'est au Gouvernement qu'incomberait éventuellement le travail demandé, la Municipalité ne pouvant intervenir dans l'établissement de ports de refuge ou de commerce.

Inventaire du matériel.

Communication est donnée de deux rapports de M. Werry sur l'inventaire du matériel des services du nettoyage et de la voirie.

Le premier est renvoyé aux services pour supplément d'information ; l'examen du second est ajourné à une prochaine séance, pour les explications verbales à donner par M. Werry.

Chambre d'asphyxie pour les chiens errants.

Par note en date du 24 Octobre 1903, le service technique demande un crédit de 180 L.E. pour la construction d'un emplacement pour les chiens errants et d'une chambre d'asphyxie au fort Kamarieh.

Avant de prendre une décision à cet égard, la Délégation demande un état des chiens capturés à ce jour d'après le système actuel et des frais occasionnés par ce service.

Fourniture de bordure.

La Délégation autorise la mise en adjudication de la fourniture de 3000 m.l. de bordure, en remplacement du matériel devant servir aux travaux exécutés à Montazah pour compte de S. A. le Khédive.

Recrutement des ouvriers.

La Délégation décide d'adopter, à titre d'essai, les propositions contenues dans la note ci jointe du Secrétaire financier au sujet du recrutement des ouvriers.

Ces propositions comportent notamment l'institution d'un comité composé de 3 chefs de service dont celui du service sanitaire, comité auquel sera adjoint le chef ou le sous-chef du bureau intéressé, et qui aura pour mission de choisir les ouvriers et de statuer sur les plaintes que les surveillants pourraient présenter contre eux.

Les réunions de ce Comité pouvant être fréquentes, il sera loisible à l'inspecteur sanitaire de se faire remplacer quelquefois par un de ses médecins et aux chefs de service de déléguer un fonctionnaire pour les remplacer, mais au cas seulement d'empêchement et après autorisation du chef de l'administration.

M. Fenderl dit qu'il est contraire car, partageant les objections du service du nettoiement présentées dans sa note en réponse à celle du secrétaire financier, il considère le système proposé comme pas pratique.

Lotissement des terrains de Ras-el-Tin.

Faisant suite à sa décision du 13 Juillet dernier, et vu la lettre, en date du 15 Octobre 1903, par laquelle le Gouvernorat d'Alexandrie fait savoir que la parcelle demandée pour être échangée avec la Daïra Toussoun n'est pas un ziadet de Tanzim mais un bien libre dont il est nécessaire de verser la valeur avant toute cession, la Délégation, sur les instances de la Daïra, qui réclame une solution définitive à la question du lotissement de ces terrains de Ras-el-Tin, décide de demander au Ministère de bien vouloir lui céder la parcelle de 7444 m.c. sur laquelle doit être prélevé le terrain nécessaire à l'échange susdit.

La Délégation rappelle que d'après une entente avec le Ministère confirmée par lettre du 10 Mai 1900, le Gouvernement avait consenti à céder gratuitement à la ville les terrains des biens libres nécessaires pour l'ouverture, l'élargissement et la modification des rues. Or en l'espèce, il s'agit d'un but d'utilité publique justifié tant par la nécessité de régulariser l'alignement de l'avenue conduisant au Palais Khédivial que par celle de la création d'une place sur l'emplacement de l'hypogée ancien découvert dans cette localité, place dont le service des antiquités a réclamé la création.

Lettre de remerciements de M^{me} V^{ve} Botti.

Communication est donnée d'une lettre de Madame V^{ve} Botti, remerciant la Municipalité pour les témoignages de sympathie manifestés à l'occasion de la mort de son regretté mari.

Qualité de l'eau consommée en ville.

Communication est donnée d'une lettre, ci-annexée, du 31 octobre 1903 de la Compagnie des Eaux en réponse à la lettre du 22 octobre 1903, également ci-jointe, par laquelle la Municipalité l'invitait à prendre d'urgence les mesures voulues pour améliorer la qualité de l'eau débitée en ville.

La Délégation manifeste son étonnement pour la prétention élevée par la Compagnie de l'inexistence d'un engagement quelconque l'obligeant à modifier la qualité de l'eau qu'elle fournit à la consommation.

Indépendamment de ce que l'obligation de fournir une eau potable résulte pour la Compagnie de la nature même de la concession qui lui a été accordée, il est certain que cette charge lui incombe par des prescriptions formelles du contrat de concession, contenues dans les articles 8 et 13 de la convention du 29 mars 1879.

L'argument derrière lequel se retranche la Compagnie et consistant à dire que l'adoption d'un nouveau système de filtre a eu précisément pour but de remédier à l'insuffisance des filtres actuels, ne saurait la décharger de l'obligation d'entretenir les filtres actuels de telle façon qu'ils puissent subvenir aux besoins de la ville, sans avoir à recourir à l'adjonction d'une eau non filtrée.

La Compagnie serait d'autant moins justifiée à se soustraire à cette obligation que déjà l'année passée, au moment du choléra, elle a pu faire fonctionner ses filtres dans les meilleures conditions.

Il ne faut, du reste, pas perdre de vue que l'établissement d'un nouveau système de filtrage n'a eu pour but que de répondre au maximum d'exigences de la science moderne au point de vue de la fourniture d'une eau saine, l'obligation de la fourniture d'une eau propre au sens littéral du mot étant assurée par les termes mêmes des divers contrats passés avec la Compagnie.

Dans ces conditions, la Délégation ne peut que confirmer dans son entier à la Compagnie sa lettre du 22 octobre dernier et charge le Président de lui répondre dans ce sens.

Demande de subvention.

La Délégation ajourne au moment de la discussion du budget prochain l'examen d'une demande de subvention présentée par le journal El Chark.

Demande d'occupation d'un terrain sur le quai.

La Délégation considère comme prématurée, une demande du 27 octobre 1903, de MM. Psychicos et Giorgiadis, tendant à la location d'une parcelle de terrain de 100 m. c. sur le nouveau quai, près l'établissement Santi, afin d'y installer une terrasse en bois.

Affaires judiciaires.

La Délégation prend note des assignations suivantes notifiées à la Municipalité :

1° Une réclamation des hoirs Kalaksi pour une prétendue emprise d'une parcelle de 937 pics sur le Mahmoudieh, dont ils demandent le règlement.

2° Une action de Hag Youssef Ghiméi et C^{ts} pour refus de délivrance de roksa de construction, sur un terrain ziadet de Tanzim, à Haret-el-Chemerli, dont ils se prétendent propriétaires.

3° Une action de Ibrahim Soliman Mezaïn, en restitution de droits d'occupation de la voie publique pour un terrain, dont il revendique la propriété, rue Aboul Abbas.

Ecuries Menasce, rue Zancarol.

Par lettre, en date du 9 Novembre 1903, MM. J. L. Menasce Fils et C^{ie}, se référant à leurs précédentes réclamations, transmettent un devis des travaux à exécuter dans leur écurie de la rue Zancarol, dépense qu'ils estiment devoir incomber à la Municipalité.

La Délégation confirmant sa décision du 31 août 1903 regrette de ne pouvoir faire droit à cette demande.

Elle fait remarquer du reste que, loin de porter un préjudice à l'écurie de MM. de Menasce, les travaux de mise en profil de la rue ont eu pour résultat d'empêcher la stagnation d'eaux qui durant l'époque des pluies ne manquaient pas de se produire.

Les travaux de protection qui dans un esprit de conciliation ont été entrepris suivant la décision susdite du 31 août suffisent du reste pour écarter tout sujet de plainte.

Sans vouloir se prévaloir de ce fait que l'empierrement de la rue en question a été exécuté sur les instances des riverains, la Délégation est persuadée que les motifs indiqués ci-haut suffiront pour mettre fin à cette réclamation.

Recueil des règlements relatifs à la Municipalité.

Par lettre du 1^{er} Novembre 1903, S. E. le Ministre de l'Intérieur signale qu'il y aurait grand intérêt à préparer une nouvelle édition du recueil publié en 1892, édition qui réunirait tous les documents relatifs à la Commission Municipale aujourd'hui épars dans un grand nombre de volumes et de dossiers.

Le Président rappelle que la compilation de ces divers documents a été faite depuis longtemps par le Contentieux et qu'elle n'attend plus que l'approbation de la Commission pour son impression.

La Délégation décide de provoquer des offres pour cette impression, sauf à demander ultérieurement le crédit à la Commission.

La vérification du travail du Contentieux pourra être faite, au besoin, contemporanément à l'impression du recueil.

Surveillance de la construction du Musée.

Vu la note des services techniques, en date du 28 octobre 1903, la Délégation autorise une nouvelle prolongation de deux mois pour la surveillance de la construction d'une aile au Musée.

La dépense de 15 L.E. nécessaire à cet effet, sera imputée sur l'amende infligée aux constructeurs pour retard apporté dans l'achèvement de la bâtisse.

Parcs et plantations.

La Délégation décide de renvoyer au printemps prochain l'exécution des travaux de peinture des grilles des squares, vu que ces travaux ne pourraient être effectués dans de bonnes conditions durant la saison des pluies.

L'adjudication relative à ce travail est, en conséquence, annulée.

En ce qui concerne l'achat de pots de fleurs, la Délégation demandera à la Commission municipale l'ouverture du crédit de 20 L.E. nécessaire à cet effet.

Réclamation de la Neuchatel Asphalt Cy.

Par lettre en date du 9 novembre 1903, la Neuchatel Asphalt Cy. informe, qu'à la suite de vérifications faites au sujet de l'affaissement produit dans la rue Abdel Moneïm, il a été constaté l'existence d'une citerne ainsi que des tronçons de dattiers retirés des fouilles, établissant le mauvais état du sous sol.

La Neuchatel Cy. ajoute que, dans ces conditions, elle se réserve de procéder à une expertise judiciaire par voie de référé.

La Délégation estime qu'elle ne peut que maintenir sa manière de voir à cet égard exposée au procès-verbal de ce collège du 20 octobre 1903, la Neuchatel Cy. étant tenue de par son contrat à l'entretien de l'asphalte, quelles que soient les causes de l'affaissement, sans qu'elle puisse se prévaloir du mauvais état du sous sol, au sujet duquel il lui appartenait de procéder à des vérifications et sondages préalables.

Poteaux.

Sur la proposition de M. Escoffier, la Délégation décide d'inviter les Compagnies d'électricité (Téléphone et Gaz) à recouvrir d'une enveloppe cylindrique les rails supportant leurs poteaux. Ces Compagnies devront également enlever les crampons soutenant, en quelques endroits, leurs poteaux, et donner à ceux-ci une résistance suffisante pour se passer de ces appuis

Four crématoire.

Sur la proposition MM. Schiess Bey et Stagni, la Délégation invite les services techniques à lui faire un rapport sur les conditions dans lesquelles a été exécuté le four crématoire de l'hôpital indigène et sur les raisons pour lesquelles ce four s'est détérioré avant même qu'on en fasse usage.

Ordre du jour de la Commission.

La Délégation fixe à mercredi, 18 novembre prochain, la séance de la Commission et en arrête l'ordre du jour.

La séance a été levée à 7 heures et demie p.m.

Le présent procès-verbal a été approuvé le 17 Novembre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY

Le Président,

AMB. A. RALLI.

1^{RE} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 10 NOVEMBRE 1903.

Note à M. le Vice-Président sur le recrutement des ouvriers

En Juin 1902, par suite des abus qui s'étaient produits dans le recrutement des ouvriers du service du nettoiemnt et conformément aux instructions de M. le Directeur Général, j'avais présenté, d'accord avec M. le Secrétaire administratif, une note accompagnée d'une proposition de règlement au sujet du dit recrutement.

Sur les observations que le sous-chef du service a faites, M. le Directeur Général a cru devoir suspendre la proposition et le recrutement a continué comme par le passé.

D'après vos instructions, M. le Vice-Président, et d'accord avec M. le Directeur des services techniques, je vous sou mets de nouveau les propositions sur les règles à établir pour le recrutement des ouvriers nécessaires à tous les services de l'Administration.

1° Le recrutement des ouvriers se fait soit pour renforcer les services en temps d'épidémie ou autre cas de nécessité, soit pour remplacer les ouvriers licenciés.

2° Il y sera procédé par un Comité spécial composé de 3 chefs de service, dont celui du service sanitaire pour se prononcer sur la santé de l'individu à choisir, auxquels sera adjoint le chef ou le sous-chef du service municipal intéressé.

3° Il est catégoriquement défendu à tout employé subalterne ou surveillant de l'Administration de recommander quelqu'un ou de s'immiscer d'une façon quelconque dans les affaires du Comité de recrutement.

4° Lorsque l'Administration aura besoin d'ouvriers, elle affichera à la porte du service intéressé et à l'entrée du palais Municipal le nombre d'ouvriers nécessaires avec indication du salaire et du genre du travail, ainsi que le jour où le Comité se réunira pour procéder à l'embauchage.

5° Il serait utile d'exiger de tout candidat les certificats qu'il pourrait posséder émanant du Gouvernorat, de la Police ou de tout autre Administration de l'Etat, et de lui donner la préférence chaque fois que ces certificats attestent son travail et sa bonne conduite.

6° Tout licenciement d'ouvrier doit être soumis au Comité qui statuera sur les plaintes présentées par les surveillants et appréciera si les fautes imputées sont passibles du renvoi ou d'une simple peine disciplinaire.

7° Les ouvriers devront signer ou cacheter une déclaration par laquelle ils s'engagent à ne donner aucun bakchie aux employés ou surveillants, ni avant ni après leur nomination. L'ouvrier qui aura enfreint l'engagement ci-dessus et le surveillant ou employé coupables seront tous deux punis des peines disciplinaires les plus rigoureuses.

Alexandrie, le 21 Octobre 1903.

Le Secrétaire,
G. NORSA.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 10 NOVEMBRE 1903.

Correspondance échangée avec la Compagnie des Eaux au sujet de la mauvaise qualité de l'eau.

MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

Alexandrie, le 22 Octobre 1903.

N° 106

Monsieur le Directeur de la Compagnie des Eaux

Alexandrie.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que la Délégation Municipale a eu à s'occuper dans ses dernières séances de la mauvaise qualité de l'eau actuellement consommée en ville.

L'Inspecteur Sanitaire, à qui un rapport a été demandé sur cette question, a fait savoir que c'est à l'introduction d'eau brute dans les canalisations qu'est dû l'état actuel de l'eau débitée par la Compagnie. L'Inspecteur a ajouté que quoique cette mesure ait été entraînée par la mise hors travail d'un des trois filtres dont la Compagnie dispose, ce n'en est pas moins une pratique nuisible qu'il faut à tout prix éviter dans l'intérêt de l'hygiène et de la population.

Il est superflu, du reste, d'insister sur ce point que la Compagnie étant tenue d'assurer à la ville la fourniture d'une eau propre, c'est-à-dire rien qu'une eau filtrée, elle doit par le fait même, prendre telles mesures que comporte cette obligation. Or, il ne semble pas que ces mesures aient été prises, car il résulte du rapport de l'Inspecteur Sanitaire que si les filtres ne suffisent pas à assurer le débit normal exigé par la consommation c'est qu'ils sont devenus de plus en plus imperméables par suite du défaut de renouvellement du matériel filtrant. La Compagnie pour éviter une dépense qui lui incombe, préfère recourir au mélange d'eau brute pour répondre aux besoins de la consommation.

Il est certain qu'il y a dans ce fait un manquement aux obligations contractées par la Compagnie et la Délégation ne saurait trop insister, s'agissant d'une question intéressant au plus haut point l'hygiène de la ville, pour qu'il soit au plus tôt porté remède à cette situation.

Aussi vous invite-t-elle, Monsieur le Directeur, à prendre d'urgence les mesures voulues pour que l'eau débitée en ville soit uniquement une eau filtrée.

Elle est persuadée que cet avis seul suffira et que la Compagnie ne nous mettra pas dans la nécessité d'exiger par d'autres voies l'observation de ses engagements.

Veuillez agréer, etc.

Le Vice-Président,

Ambroise A. RALLI.

ALEXANDRIA WATER COMPANY
LIMITED.
ALEXANDRIA, EGYPT.

Alexandrie, le 31 Octobre 1903.

*Monsieur le Vice-Président
de la Municipalité d'Alexandrie.*

MONSIEUR LE VICE-PRÉSIDENT,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 22 courant, dont la contenance a eu toute notre attention.

La forme presque comminatoire dans laquelle, au nom de la Délégation Municipale, vous nous invitez à améliorer la qualité de l'eau livrée à la consommation, en vous fondant sur un engagement censé exister à charge de notre Compagnie, nous oblige à vous faire remarquer que l'existence d'un pareil engagement ne saurait être par nous admise, quant à la fourniture d'eau en ville, tant que les filtres, dont la construction a été décidée, n'auront été exécutés en conformité de notre dernière convention du 29 Juillet 1903, et quant à la fourniture d'eau à Ramleh, tant que la Municipalité n'aura pris ses dispositions pour la construction d'une conduite d'eau filtrée, dans les conditions prévues par l'art. 10 de la convention du 1^{er} Septembre 1894.

Nous n'avons pas besoin de relever que la qualité de l'eau fournie actuellement en ville ne diffère pas de celle débitée dans les dernières années. L'insuffisance des filtres actuels vous est connue, puisque c'est précisément pour y apporter remède que nous avons passé les conventions relatives à l'adoption du nouveau système de filtrage.

De notre côté nous n'avons rien négligé pour clarifier l'eau nécessaire à la consommation de la ville en augmentant sensiblement la dose de permanganate de potasse que nous devons employer.

Si, malgré nos soins, l'eau a pu paraître quelques jours moins pure, il faudra peut-être en chercher la cause dans les travaux de dragage que l'on exécute actuellement au Mahmoudieh et dans le trafic sensiblement augmenté des remorqueurs à vapeurs, circonstances celles-ci, qui ont contribué à rendre l'eau particulièrement boueuse, de sorte que l'effet de la clarification est en bonne partie paralysé.

Mais surtout nous tenons à préciser que ce que votre lettre du 22 courant présente comme un inconvénient pour ainsi dire nouveau et une dérogation aux engagements de notre Compagnie, n'est au contraire que la continuation de la situation ancienne reconnue défectueuse par elle-même, sans aucune faute à charge de la Compagnie, ainsi que les dernières conventions passées avec la Municipalité et le Gouvernement l'établissent clairement.

Veuillez agréer, etc.

L'Administrateur-Directeur,
CORNISH.

MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

Alexandrie, le 16 Novembre 1903.

N° 113.

*Monsieur le Directeur de la Compagnie des Eaux
Alexandrie.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 31 octobre dernier en réponse à la nôtre du 22 du même mois par laquelle nous vous invitons à prendre d'urgence les mesures voulues pour améliorer la qualité de l'eau débitée à la ville.

La Délégation Municipale, à qui j'ai soumis votre susdite lettre, n'a pas été peu surprise de la prétention élevée par votre Compagnie de l'inexistence d'un engagement quelconque l'obligeant à modifier la qualité de l'eau qu'elle fournit actuellement à la consommation.

En effet, la Délégation considère qu'indépendamment de ce que l'obligation de fournir une eau potable et propre résulte pour votre Compagnie de la nature même de la concession qui lui a été accordée, il est certain qu'elle est tenue de le faire en vertu des prescriptions formelles du contrat de concession contenues dans les articles 8 et 13 de la convention de 1879.

L'argument sur lequel se base la Compagnie et qui consiste à alléguer que l'adoption d'un nouveau système de filtre a eu précisément pour but de remédier à l'insuffisance des filtres actuels, ne saurait la délier de l'obligation d'entretenir les filtres existants de telle façon qu'ils puissent subvenir aux besoins de la ville sans que la Compagnie ait à recourir à l'introduction dans les canalisations d'une eau non filtrée.

La Compagnie est d'autant pas moins justifiée à se soustraire à cette obligation que déjà l'an dernier, au moment du choléra, elle a pu faire fonctionner ses filtres dans les meilleures conditions, ce qui prouve que dans l'état actuel et avec un entretien convenable les filtres peuvent suffire, sans autre appoint, à la consommation totale de la ville.

La Délégation croit devoir, du reste, vous mettre en vue que l'établissement d'un nouveau système de filtrage n'a eu pour but que d'assurer le maximum de précautions que permet l'état actuel de la science, en ce qui concerne la fourniture d'une eau saine, mais que l'obligation pour votre Compagnie de fournir une eau propre au sens littéral du mot, résulte des termes mêmes des divers contrats passés avec vous et que cette obligation doit subsister jusqu'au fonctionnement des filtres nouveaux.

Dans ces conditions, la Délégation ne peut que vous confirmer la teneur de sa lettre du 22 octobre dernier, en vous invitant à vous y conformer strictement.

Veuillez agréer, etc.

Le Vice-Président,

Ambroise A. RALLI

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 17 Novembre 1903.

SOMMAIRE : Punitons infligées au personnel de la perception ; — Capture et asphyxie des chiens errants ; — Amende infligée aux Tramways ; — Prolongement de l'égout de l'hôpital indigène ; — Canalisation de l'asile François-Joseph ; — Canalisation de la rue El-Helal ; — Réclamation de M. Capsimali ; — Adjudications.

Présents :

MM. AMB. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD,
D^r SCHIESS BEY,
SOLIMAN BEY ABANI,
L. STAGNI, *Membres*.
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 heures p. m.

Le procès-verbal de la réunion du 10 courant est approuvé.

Au sujet de cette approbation, Abani Bey dit que n'ayant pas été présent à la dernière séance, il croit devoir faire remarquer que le vote relatif à la location des échèches a été pris un peu trop précipitamment, car avec de la patience et en raison de l'extension que prend le Mex, par suite du transport des tanneries existants précédemment à Chatby, on aurait pu louer ces échèches à de meilleures conditions.

M. Stagni, au sujet de la subvention demandée par le journal “ *El Chark*,” dit qu'il est contraire en principe à l'allocation de subventions quelconques aux journaux.

M. Fenderl dit que les subventions payées représentent le coût des annonces de toutes sortes que la Municipalité publie au moyen de la presse.

M. Stagni répond que s'il en est ainsi le mot " subvention " doit être remplacé dans le budget, par une appellation plus appropriée.

La Délégation en prend note.

Punitions infligées au personnel de la perception.

M. Stagni fait rapport au sujet de la question des punitions infligées aux employés du service de la perception qui ont fait preuve de négligence et de retard dans les recouvrements dont ils étaient chargés. Il dit que des états qu'il a eus en main, il ressort que le Président n'a pas manqué, chaque fois que des négligences étaient portées à sa connaissance, de punir, au moyen de retenues diverses, les employés fautifs. Ces punitions ont été cependant trop légères en regard des négligences constatées.

M. Stagni s'empresse d'ajouter que malgré les quelques défaillances constatées, le nouveau système de quittances, inauguré au service de perception donne des résultats satisfaisants.

Le Président dit que la modicité du traitement des percepteurs ne lui a pas permis d'user de plus de sévérité.

Abani Bey dit qu'il lui est revenu que la répartition du travail entre les divers percepteurs n'est pas faite sur une base équitable.

Tandis que, en effet, certains percepteurs ont des sections faciles, les autres, moins en faveur, sont chargés d'opérer les recouvrements dans les quartiers miséreux ou dans ceux où la population leur manifeste des tendances hostiles. Il faut rechercher dans ce fait la cause de certains manquements reprochés aux percepteurs.

Mohamed Bey Saïd dit qu'il conviendrait pour stimuler le zèle des agents de la perception de chercher le meilleur moyen pour intéresser les percepteurs aux recouvrements qu'ils opèrent, ainsi que cela se passe souvent dans le commerce.

Un échange d'idées a lieu à ce sujet, à la suite duquel la Délégation nomme un comité composé du Président, de MM. Escoffier et de Saïd Bey pour étudier les moyens de mettre en vigueur cette dernière proposition.

Capture et asphyxie des chiens errants.

La Délégation prend connaissance de l'état présenté par le service vétérinaire mentionnant le nombre des chiens capturés à ce jour et le montant des frais occasionnés par le système actuel de capture, et réserve à une prochaine séance sa décision sur l'opportunité des crédits demandés par le service pour la construction d'un emplacement pour les chiens errants et d'une chambre d'asphyxie au fort Kamarieh.

Amende infligée aux Tramways.

La Délégation prend connaissance d'une lettre de la Compagnie des Tramways, en date du 2 novembre, protestant contre l'amende qui lui a été infligée pour inobservation du cahier des charges et des instructions de la Municipalité.

La Délégation, vu les rapports de MM. Prencipe et Morice, considère que les explications données par la Compagnie des Tramways ne sont pas satisfaisantes et qu'il y a, en conséquence, lieu de maintenir l'amende.

Sur la demande formulée par la Compagnie, il est décidé de lui communiquer les divers rapports des inspecteurs.

Prolongement de l'égout de l'hôpital indigène.

Vu la lettre en date du 17 courant du consulat britannique, la Délégation accepte de prendre à sa charge la moitié de la dépense nécessaire pour le prolongement de la conduite de la rue de l'hôpital indigène, afin de desservir le nouveau local du dit consulat.

Il est entendu que ce prolongement n'est pas à l'usage exclusif du consulat et que la Municipalité pourra, au besoin, l'utiliser pour tout autre travail de drainage.

La dépense totale s'élève d'après le devis du service technique à L.E. 60.

Canalisation de l'asile François-Joseph.

Faisant droit à une demande de M. le gérant du consulat d'Autriche-Hongrie, administrateur de l'asile François-Joseph, la Délégation, vu le rapport du service technique, autorise la pose d'une conduite provisoire en tuyaux de 0, 10 pour l'écoulement des eaux du dit asile, conduite qui se raccordera avec l'égout de la rue Averoff.

Les frais de ce travail seront supportés par l'asile.

Canalisation de la rue El-Helal.

Se référant à sa délibération du 23 Septembre dernier et vu la note du 4 Novembre du service de la voirie insistant sur l'urgence qu'il y a à modifier la canalisation de la rue El-Helal pour éviter la stagnation des eaux de pluie durant la saison d'hiver, la Délégation décide de mettre en adjudication le dit travail dont la dépense sera effectuée au moyen d'un virement de crédit sur le compte " Latrines et urinoirs " qui présente un solde disponible.

Ce virement sera proposé à la sanction de la Commission à sa prochaine séance.

Réclamation de M. Capsimali.

Par note en date du 16 courant, le service du Tanzim fait part d'une réclamation présentée par M. Capsimali, à la suite du refus de délivrance d'une roksa de construction sur un terrain limitrophe aux échèches que la Municipalité lui avait donné en échange d'une parcelle lui appartenant, emprise lors de l'ouverture de la route du Mex.

Le terrain donné à M. Capsimali étant traversé par la conduite d'eau du Mex et le conseil du Tanzim ayant décidé de porter la largeur de la route du Mex à 40 mètres, de telle façon que la plus grande partie du terrain de M. Capsimali se trouverait englobé dans la voie publique, le Tanzim a dû refuser de délivrer la roksa de construction demandée. Toutefois, pour mettre fin à la plainte de M. Capsimali, le service propose de lui accorder une autre parcelle de terrain de même valeur près de l'asile des wakfs à Gabbari.

La Délégation avant de prendre une décision, charge les services du Contentieux et du Tanzim de lui présenter un rapport détaillé sur la question de la conduite d'eau du Mex, et sur les mesures prises pour trancher le différend soulevé à cet égard entre la Compagnie des Eaux, l'État et la ville.

Adjudications

Démolition d'une maison à Haret-el-Rakchi.

A la suite d'une enchère en séance, la Délégation adjuge à M. Sorian Morgan plus fort offrant au prix de L.E. 31, les travaux de démolition d'une maison à Haret-el-Rakchi, comprise pour la création d'une place auprès de la mosquée Abdel-Latif.

Fourniture de pierres pour dallages.

La Délégation répartit entre MM. Pellerano et Degiardè, seuls offrants, la fourniture de 10,000 mètres de pierre de Naples pour dallage aux prix respectifs de 357 mill. et 360 mill. le mètre carré.

M. Pellerano fournira les deux premières livraisons et M. Degiardè les trois dernières.

M. Pellerano ayant proposé dans son offre de fournir la première livraison, en pierre de Sicile, au prix de 345 mill. le mètre, l'Ingénieur en chef est chargé de voir si l'échantillon présenté de cette pierre répond aux conditions du cahier des charges, auquel cas sa proposition sera acceptée.

La séance est levée à 7 heures 30 p. m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 24 Novembre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 24 Novembre 1903

SOMMAIRE : Capture et asphyxie des chiens errants ; — Carrières d'Abou Zabal ; — Empiètement commis par M. Santi ; — Contestation au sujet de la rue El-Wasti ; — Démolition d'une partie des fortifications par la Communauté Israélite ; — Réclamation du sieur De Luca Castro ; — Echèches de Kom-el-Nadoura ; — Lettre ministérielle au sujet du collecteur ; — Affaires judiciaires ; — Asphaltage des trottoirs ; — Horaire des bureaux pendant le Ramadan ; — Expropriation rue Haroun El Rachid ; — Expropriation rue Sinadino ; — Abatage des viandes destinées à la consommation privée ; — Adjudication des pierres.

Présents :

MM. AMB. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
MOHAMED BEY SAÏD,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
D^r SCHIESS BEY,
SOLIMAN BEY ABANI,
L. STAGNI, *Membres*,
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 9 h. p.m.

Le procès-verbal du 17 Novembre 1903 est approuvé.

Capture et asphyxie des chiens errants.

Vu les résultats peu satisfaisants obtenus par le service de capture des chiens, la Délégation charge le Président de s'aboucher avec la Police en vue de savoir si cette administration consentirait à assumer la direction de ce service.

Carrières d'Abou Zabal.

La Délégation ajourne à une prochaine séance l'examen des diverses questions soulevées dans la note du secrétaire financier au sujet de l'exploitation des carrières d'Abou Zabal. Elle décide, en attendant, d'écrire aux concessionnaires pour leur demander

d'indiquer, sur un plan de la localité, l'emplacement qu'occupe la carrière appartenant à l'Etat, de laquelle il est à présumer qu'on pourrait extraire des dalles et des bordures.

Empiètement commis par M. Santi.

Par note en date du 2 courant, le service du Tanzim informe qu'ayant vérifié, sur la demande de la Délégation, les limites de l'établissement de M. Santi sur le boulevard de Ramleh, il a pu se rendre compte que la façade Nord qui, suivant la roksa de construction et des actes d'achat du propriétaire M. Yehia Bey, devait avoir une longueur de 24 mètres s'étend en réalité sur une longueur de 26 mètres 75, ce qui entraîne un empiètement de 44 mètres de superficie en triangle, sur la façade Est.

La Délégation estime que quoique il soit de son droit de demander la cessation immédiate de cet empiètement, elle croit devoir cependant, en raison du caractère provisoire de la construction érigée par M. Santi, se limiter à exiger le paiement des droits d'occupation de la voie publique sur la parcelle usurpée, à partir du jour de la construction.

Il est bien entendu que la roksa à délivrer à M. Santi aura un caractère essentiellement révocable, la Municipalité se réservant d'exiger à tout moment, pour ses convenances, le rétablissement des façades de l'établissement Santi à ses exactes limites.

Statuant à cet égard sur la demande présentée par M. Santi pour la construction d'un mur de soutènement pour le terre-plein, s'étendant devant la façade Est de son établissement, la Délégation, considérant que ce travail pourrait gêner le raccord de la rue Misalla avec le quai, décide de ne pas faire droit à la dite demande.

Contestation au sujet de la propriété de la rue El-Wasti.

La Délégation adopte les conclusions du rapport présenté par MM. Rothacker et Abani Bey, au sujet de la question de la rue El-Wasti dont les autorités de l'ancien cimetière anglais contestent la propriété à la ville.

Elle décide, en conséquence, d'écrire à M. Carver, gérant du dit cimetière, d'avoir à consigner sans retard le tronçon usurpé, faute de quoi elle se verrait dans la nécessité de recourir à toutes voies de droit pour faire cesser cette usurpation.

Relativement à une demande présentée par M. Ebell, tendant à être indemnisé des dégâts causés à son jardin lors de l'incorporation d'une partie du terrain du cimetière anglais à la rue Abdel-Monein, la Délégation décide de faire savoir au requérant qu'ayant acquis à titre forfaitaire le terrain en question, elle n'a pas à être recherchée pour une indemnité de cette nature.

Démolition d'une partie des fortifications par la Communauté Israélite.

Par note en date du 31 Octobre 1903, le service du Tanzim fait savoir que la Communauté Israélite procède actuellement à la démolition de la partie du fort connu sous le nom de Tabiet-el-Nahas, enclavé dans son terrain de Chatby, et que, d'après un accord

avec le Ministère de la Guerre, elle a pris ce travail à sa charge avec la condition d'abandonner au Gouvernement les pierres provenant de la démolition.

La Délégation, se référant à l'entente conclue avec l'Etat au sujet des fortifications, décide d'attirer l'attention du Ministre de l'Intérieur sur ce que, en vertu de cette entente, le produit de la vente des pierres retirées de la démolition du dit fort, doit être partagé entre la Municipalité et l'Etat. Elle demande, en conséquence, au Ministre de vouloir bien donner les instructions voulues pour que la vente de ces matériaux soit effectuée d'accord avec les services municipaux, dans les mêmes conditions que les ventes qui ont été faites précédemment.

En attendant le service technique est invité à faire surveiller cette démolition et à relever l'importance de pierres extraites.

D'autre part, et comme il résulte de la note du service, que la Communauté demande également la démolition de la partie de ce même fort El Nahas, sise du côté Sud de sa propriété et comprise dans le tracé de la route de 20 mètres, en abandonnant de même les pierres à qui de droit, la Délégation décide de soumettre cette demande à S.E. le Ministre, en le priant de vouloir bien autoriser la Communauté à entreprendre le travail de démolition, la pierre ainsi extraite devant être vendue dans les conditions établies entre le Gouvernement et la ville.

Réclamation du sieur De Luca Castro

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à une demande de M. De Luca Castro, transmise par le Gouvernorat, tendant à être indemnisé pour la perte de sa montre dans un incendie, au moment où, dit-il, il prêtait assistance aux pompiers.

Echèches de Kom-el-Nadoura

La Délégation décide d'ajourner pour un nouvel examen la question de l'enlèvement des échèches de Kom-el-Nadoura demandé par le Gouvernement.

Le Président émet à cette occasion l'idée de mettre à l'étude un projet de création d'un jardin public sur l'emplacement du quartier de Tartouchi dont les conditions d'hygiène sont des plus défavorables.

La réalisation de ce projet pourrait se faire avec le temps.

Lettre ministérielle au sujet du collecteur.

Communication est donnée d'une lettre en date du 19 Novembre de S. E. le Ministre de l'Intérieur transmettant copie d'une lettre du Ministère des Travaux Publics ainsi que de divers rapports et documents concernant le nouveau projet de collecteur.

La Délégation décide de se réunir en séance spéciale ensemble avec le comité des quais pour l'examen de ces divers documents et pour la suite à donner à la question.

La lettre ministérielle et les documents y annexés seront vélocigraphiés et distribués à tous les membres.

Affaires judiciaires

La Délégation prend note d'une assignation signifiée à la requête du sieur G. Caralambo en réclamation d'une indemnité de L. E. 1000 pour l'accident suivi de décès survenu à son fils âgé de 13 ans du fait d'un conducteur du service du nettoyage.

Cette question est renvoyée au Comité du Contentieux.

Elle prend également connaissance d'une lettre en date du 18 courant du Contentieux de l'Etat informant que la chambre d'appel civile du tribunal indigène a débouté Khalil bey Ibrahim de son action relative à l'application du règlement sur les trottoirs. Khalil bey Ibrahim prétendait que la Municipalité n'avait pas le droit de contraindre les propriétaires au remboursement des frais d'asphaltage des trottoirs bordant leurs immeubles.

Asphaltage des trottoirs

Le contrat passé avec la maison Cugini Praga pour l'asphaltage des trottoirs devant expirer à la fin de l'année courante, la Délégation examine l'opportunité de provoquer de nouvelles offres pour la continuation de ce travail.

MM. Stagni et Saïd Bey sont d'avis de limiter les offres à 10.000 mètres carrés seulement à faire en une année. Ils font observer qu'il serait peut-être difficile de fournir, comme dans la période précédente, une superficie de 30.000 mètres alors qu'une grande partie des trottoirs a été déjà asphaltée.

MM. Escoffier et Mansour Bey estiment au contraire qu'il y a encore une grande quantité de trottoirs à faire en asphalte et qu'en provoquant des offres pour 30.000 mètres à faire en trois ans on obtiendra d'un côté des offres plus avantageuses et de l'autre on permettra au service de mieux répartir le travail et de se rattrapper par la suite au cas où dans la première année les travaux d'asphaltage étaient proportionnellement inférieurs à la quantité qu'il y aurait lieu d'asphalter.

M. Ralli croit que pour concilier les deux manières de voir on pourrait préparer deux cahiers des charges, dont l'un pour 10000 mètres à exécuter en une année et l'autre pour 30.000 mètres à faire en trois années et provoquer des offres en conséquence. La Délégation prendra, lors de l'ouverture des plis, la décision qu'elle croira la plus avantageuse.

Le Collège adopte.

Horaire des bureaux pendant le Ramadan.

Communication est donnée d'une requête des employés musulmans de la Municipalité se plaignant de ce que l'horaire établi pour le Ramadan soit de 9 h. 30 à 3 h. est excessif, à cause du jeûne.

M. Stagni fait observer que l'on se plaint en ville de ce que les bureaux municipaux ne travaillent pas assez, et qu'il n'y a pas de raison pour que les employés musulmans quittant le bureau de meilleure heure.

Après un échange d'idées, la Délégation arrête de 9 h. du matin à 2 h. 30 p.m. l'horaire des bureaux pendant le Ramadan pour les employés musulmans.

Routes de Mallaha et de Hagar Nawatieh.

Mohamed Bey Saïl attire l'attention sur l'état de délabrement complet dans lequel se trouve la route dite de Mallaha qui relie la route de Ramleh au canal Mahmoudieh par le lac de Hadra.

M. Stagni signale le mauvais état d'entretien de la route de Hagar Nawatieh nouvellement macadamisée. Il fait remarquer qu'il est inutile de confectionner de nouvelles routes si on ne doit pas ensuite les entretenir.

La Délégation en prend note et invite les services à prendre d'urgence les mesures voulues pour la mise de l'état de ces deux routes.

Relativement à la rue de Mellaha, le Collège décide de demander au services des Irrigations quelle suite a été donnée à l'entente conclue entre le Gouvernement et la Daïra du Prince Ibrahim au sujet du dessèchement du lac de Hadra et du tracé des routes devant traverser ce lac.

Expropriation Rue Haroun El Rachid.

La Délégation prend connaissance d'une note en date du 23 courant du service du Tanzim informant qu'il y aurait lieu pour l'exécution des alignements de la rue Hamam el Abani de procéder à l'expropriation d'une parcelle de terrain appartenant à Nubar Pacha ainsi que d'une partie de la propriété Antoniadis. Comme le représentant de ce dernier procède actuellement à la pose d'une toiture de tuiles, le Tanzim demande s'il ne serait pas convenable pour éviter de nouvelles exigences, d'entrer dès maintenant en pourparlers pour le règlement de cette emprise.

La Délégation considère que l'ouverture de la rue parallèle de Haroun el Rachid tendra à diminuer le trafic de la rue Hammam el Abani et que dans ces conditions il n'y a pas une utilité immédiate à procéder à ces expropriations.

Etant donné cependant que la question se rattache à des actes d'échange passés entre la Municipalité et les propriétaires riverains pour l'ouverture de voies dans cette localité, la Délégation estime qu'il y a lieu d'attendre, avant de prendre une décision définitive, l'avis du Comité du Contentieux auquel ces contrats seront soumis pour leur examen.

Soliman Bey Abani s'abstient.

Expropriation Rue Sinadino.

Par note en date du 23 courant, le service du Tanzim fait observer que d'après le contrat passé avec la Communauté Israélite, la Municipalité est obligée d'exproprier, dans un délai de deux ans, les maisons encombrant la rue Sinadino qui traverse les terrains de cette communauté à Chatby. La valeur des terrains et des constructions augmentant sans cesse dans cette localité, le service croit qu'il serait préférable d'entreprendre dès à présent cette expropriation.

La Délégation ajourne cette question jusqu'après le vote du budget du prochain exercice.

Abatage des viandes destinées à la consommation privée.

La Délégation renvoie à l'étude du Comité du Contentieux une note du service de l'abattoir et une correspondance du parquet indigène au sujet de la saisie des viandes destinées à la consommation privée et qui n'ont pas passé par l'abattoir municipal.

Adjudication des pierres.

Se référant à sa délibération du 17 Octobre et vu que M. Pellerano n'a pas, d'un côté, présenté l'échantillon de pierre de Sicile qu'il proposait dans son offre et, de l'autre, ne s'est pas conformé dans sa soumission aux dates de livraison prévues par le cahier des charges, la Délégation décide de confier à MM. Degiardi Frères la fourniture entière de pierres de Naples aux prix indiqués dans leur offre.

Elle renvoie à l'étude des services les offres présentées pour la fourniture de 3.000 m. c. de bordure.

La séance est levée à 11 h. 45.

Le présent procès-verbal a été adopté le 1 décembre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 1^{er} Décembre 1903.

SOMMAIRE : — Travaux des Comités ; — Recrutement des ouvriers ; — Terrains des Gardes-Côtes à Silsiley ; — Installation d'un Decauville pour les filtres ; — Adjudications ; — Réclamation Capsimali. Conduite d'eau du Mex ; — Fourniture d'eau à Ramleh ; — Note au sujet de l'avancement des travaux des quais ; — Droits de carrière sur les matériaux de démolition ; — Fourniture de caissons de vidanges ; — Vente d'arbres ; — Affaissement rue Abdel Moneim ; — Tanneries du Mex ; — Cantonniers ; — Budget 1904.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

AMB. RALLI, *Vice-Président*,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

D^r SCHIESS BEY,

SOLIMAN BEY ABANI,

L. STAGNI, *Membres*.

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 9 heures du soir.

Le procès-verbal du 24 Novembre 1902 est approuvé.

En ouvrant la séance, le Président tient à remercier M. Ralli pour la peine qu'il s'est donné en voulant bien le remplacer durant son absence en congé.

MM. Escoffier et Abani Bey rendent hommage au dévouement de tous les instants apporté par le Vice-Président à l'œuvre municipale.

La Délégation entière se joint à l'expression de ces sentiments.

M. Ralli remercie ses collègues et dit que c'est dans leur collaboration dévouée qu'il puise l'énergie nécessaire pour poursuivre sa tâche.

Travaux des Comités.

Le Président dit qu'il serait utile pour accélérer la marche du service et donner suite aux diverses questions pendantes, de proposer à la Commission de reconnaître à la Délégation le droit, dans certains cas, de renvoyer directement à l'étude des Comités permanents les questions qui réclament une étude spéciale.

Après un échange d'idées et considérant que le système pratiqué actuellement, et consistant à limiter les rapports des Comités avec la Commission seule, constitue une perte de temps et nuit à l'expédition des affaires par suite de la nécessité d'attendre les réunions de l'Assemblée Plénière, soit pour décider le renvoi aux Comités, soit pour délibérer sur les rapports de ceux-ci, alors que, dans la majorité des cas, les questions sur lesquelles la Délégation désirerait consulter les Comités sont d'ordre courant ne comportant pas les formalités actuellement en pratique, la Délégation, à la majorité, proposera, à la Commission, dans sa prochaine séance, de lui permettre, à cause du surcroît du travail et en cas de besoin, de requérir directement l'avis des Comités dans les questions où un examen de leur part lui paraîtrait nécessaire.

Recrutement des ouvriers.

Le Président dit qu'il a pu s'assurer que le mode nouvellement établi pour le recrutement des ouvriers ne répondait pas aux besoins des services et surtout celui du nettoyage. Dans l'intervalle des réunions du Comité de recrutement, le service se trouve souvent à court d'ouvriers, faute de pouvoir remplacer ceux qui s'absentent et le nettoyage de la ville ne peut que souffrir de cet état de choses. On ne peut à cet égard compter sur une réserve d'ouvriers à choisir par le Comité, étant donné que la plupart du temps, ceux-ci ne répondraient pas à l'appel, préférant chercher d'autres occupations que se tenir gratuitement à la disposition du service.

D'autre part et indépendamment de ce que le système comporte le déplacement de chefs de service non intéressés à la question et dont les occupations pourraient souffrir de ce chef, notamment M. Piot dont la présence à l'abattoir est indispensable au moment fixé pour le recrutement, ce système est de nature à affaiblir le prestige du chef compétent, et à atténuer chez lui le sentiment de sa propre responsabilité, alors que dans l'intérêt d'une bonne administration, il importe d'établir et de bien fixer cette responsabilité.

Dans ces conditions et comme la décision de la Délégation a été prise à titre d'essai, le Président espère que le Collège reviendra à l'ancien système, dans l'application duquel il tiendra la main à ce que tout se passe régulièrement pour éviter de retomber dans les abus du passé.

M. Stagni dit qu'il sera contraire à un retour vers le système ancien tant que le chef du service du nettoyage sous la direction duquel les abus se sont librement donné cours, aura la gestion effective de ce service.

M. Stagni sait pertinemment qu'au sein du Conseil spécial d'appel, lors de l'examen du dossier Maestracci, on a été grandement surpris de ce qu'aucune mesure n'a été prise contre le chef du service incriminé.

M. Stagni ajoute qu'il est inadmissible de conserver plus longtemps cet agent dans l'Administration et il demande au Président si c'est M. Palmer ou M. Cavafy qui dirige le service du nettoiemment.

Le Président répond que M. Cavafy est porté au budget comme chef du service du nettoiemment et que M. Palmer, inspecteur, a été nommé pour organiser ce service. Si l'on se reporte au projet de budget qu'il a présenté au mois de juillet dernier, on verra que pour faire cesser cette dualité il a proposé le transfert de M. Cavafy au service des plantations, qui est appelé à prendre une grande extension.

Après un échange d'idées, la Délégation considérant que l'application du nouveau système remonte à peine trois semaines, décide de continuer l'essai jusqu'à la fin du mois de décembre pour permettre de se rendre un compte exact des avantages ou des inconvénients du système en question.

Terrains des Gardes-Côtes à Silsiley.

Communication est donnée de deux lettres en date des 7 et 26 novembre 1903 de l'Administration des Gardes-Côtes demandant à connaître la cote définitive du quai à Silsiley pour pouvoir régler le mur de clôture et le niveau de la cour de sa construction.

Ces lettres sont renvoyées à l'examen de la Délégation et du Comité des quais réunis.

Installation d'un Decauville pour les filtres.

Par lettre en date du 30 novembre 1903, la Compagnie des Eaux demande l'autorisation pour l'installation provisoire d'un petit chemin de fer Decauville destiné à relier le garage situé devant les prisons de Hadra aux chantiers des nouveaux filtres, en vue du transport du matériel.

M. Stagni, appuyé par M. Escoffier dit que l'installation d'une voie ferrée d'après le croquis communiqué par la Compagnie pourrait causer des dangers et constitue dans tous les cas un encombrement pour la voie publique. Il ne faut pas oublier, en effet, que le Rond-Point de la Cie. des Eaux est le rendez-vous des enfants qui s'y promènent et que la proximité d'une voie ferrée pourrait avoir, à ce sujet, des conséquences fâcheuses. M. Stagni présume que M. le Dr Schiess Bey qui vient d'appuyer la demande de la Compagnie serait contraire à un projet d'installation d'une voie ferrée dans le square de l'hôpital, là où les enfants ont l'habitude de se promener.

La Municipalité ne saurait faire droit à la demande de la Compagnie que si cette installation était de nature à profiter exceptionnellement à la ville; or comme la Société fait savoir dans sa lettre que sa demande a pour but d'activer le travail des filtres, M. Stagni estime qu'on ne pourrait prendre une décision avant que la Compagnie ne fasse connaître de combien de temps elle s'engagerait à avancer le délai d'achèvement des filtres, si l'autorisation sollicitée lui était accordée.

Abani Bey et Schiess Bey font remarquer que le parcours que traverserait le Decauville est formé de rues peu fréquentées et ils pensent que le danger pour les passants ne serait pas moins grand, si au lieu de Decauville, la Compagnie utilisait de nombreuses charrettes qui ne manqueront pas de détériorer la route. Mohamed Bey Saïd,

en partageant cette manière de voir dit qu'on pourrait accorder en principe la demande de la Compagnie sauf à demander aux services de lui faire connaître au préalable les mesures de précaution et de sûreté à imposer à la Compagnie.

La Délégation adopte la proposition de Saïd Bey et charge les services de lui présenter une note à cet égard à la prochaine séance.

MM. Stagni et Escoffier sont contraires.

Adjudications.

Fourniture de bordures. — Vu la note, en date du 1^{er} décembre, du service de la voirie, la Délégation adjuge à MM. Fürst & C^{ie} au prix de 0, 180 mill. le mètre linéaire la fourniture de 3000 m. de bordure destinée en grande partie aux travaux à exécuter pour compte de S. A. le Khédive à Montazah.

L'offre la plus basse présentée par M. Syrigo n'a pas été admise, vu qu'elle se rapporte à une pierre jaunâtre non conforme à l'échantillon demandé.

Canalisation rue de l'hôpital indigène. — La Délégation adjuge à M. F. Erriquez, plus bas offrant, au prix de 17 L.E., les travaux de construction d'une conduite dans la rue de l'hôpital indigène, demandée par le Consulat d'Angleterre.

Canalisation rue El-Hellal. — La Délégation adjuge à M. F. Erriquez, plus bas offrant, au prix de 24 L.E. les travaux de canalisation de la Rue El-Hellal à Anfouchy, canalisation nécessaire pour l'écoulement des eaux pluviales.

MM. Saïd Bey et Escoffier se retirent.

Réclamation Capsimali.— Conduite d'eau du Mex.

Se référant à sa délibération du 17 novembre 1903, la Délégation, après avoir pris connaissance de la note du service du Contentieux et du Tanzim au sujet de la canalisation d'eau de mer, décide de demander au Comité du Contentieux de vouloir bien lui donner son avis sur les conséquences au point de vue légal de la vente de terrains qui seraient traversés par cette canalisation.

Fourniture de l'eau à Ramleh.

Communication est donnée d'une lettre du surintendant de la brigade des pompiers attirant l'attention sur la nécessité de donner à la conduite qui devra desservir la banlieue de Ramleh, suivant les conventions passées, un diamètre d'au moins 50 centimètres pour assurer une pression suffisante à l'eau et mettre ainsi cette localité à l'abri des dangers d'incendie. Il propose également que la conduite principale soit divisée à la hauteur du café des triangles en deux branches dont l'une irait jusqu'à San Stefano et l'autre traverserait Bacos.

A ce sujet, le Président dit qu'en raison de l'importance que présentent les questions relatives à la fourniture de l'eau, il serait bon de désigner un sous-comité, qui assumerait l'étude de toutes les questions se rapportent à ce service.

La Délégation adopte et désigne pour faire partie de ce sous-comité MM. Abani Bey, Dr Schiess Bey, Stagni et Rothacker.

Note au sujet de l'avancement des travaux des quais.

Communication est donnée d'une note, en date du 15 Novembre 1903, de M. Gallois Bey, indiquant l'état d'avancement des travaux de l'entreprise Almagià à fin Octobre 1903.

Cette note est renvoyée à l'étude de la Délégation et du Comité des quais réunis.

Droits de carrière sur les matériaux de démolition.

Interpellée sur la question de savoir si les matériaux provenant de démolitions doivent acquitter des droits de carrière, la Délégation estime que ces droits ne sauraient s'appliquer qu'aux matériaux extraits des carrières.

Fourniture de caissons de vidanges.

Vu la note en date du 10 Novembre 1903 du service de la voirie, et considérant que le contrat passé avec la Cairo Sewage Cy. pour la fourniture de caissons de vidange, expire au 31 Janvier 1904, la Délégation décide de renouveler pour une nouvelle année ce contrat aux mêmes conditions.

Vente d'arbres.

Vu la note, en date du 19 Novembre 1903 du service du nettoyage, la Délégation autorise la vente à Moustafa Hassan el Soumechli, de deux arbres desséchés, labakh, situés rue Rosette, devant l'immeuble de M. Lumbroso, au prix de 2 napoléons les deux arbres.

Affaissement rue Abdel Moneim.

Par lettre en date du 17 Novembre, la Neuchatel Asphalt Cy. informe que tous droits des parties réservés, elle est prête à exécuter les travaux de réparation de l'affaissement qui s'est produit dans l'asphalte de la rue Abdel Moneim.

La Délégation décide de répondre qu'elle prend acte de l'engagement que la Compagnie prend de réparer le dit affaissement, mais qu'elle confirme entièrement, la teneur de sa première lettre par laquelle elle faisait savoir que la réfection de l'asphalte incombe exclusivement à la Compagnie.

Tanneries du Mex.

Communication est donnée d'une note de l'inspecteur sanitaire sur le résultat de l'inspection qu'il a faite des tanneries du Mex sur l'ordre de la Délégation.

L'inspecteur sanitaire ayant conclu qu'il était de toute nécessité d'assurer par des canalisations spéciales l'écoulement des eaux provenant de ces établissements, la Délégation désirerait connaître l'avis du Comité du Contentieux sur la question de savoir si ces canalisations ne devraient pas être comprises dans les mesures d'hygiène et de salubrité à imposer aux tanneurs et dont ils auraient par conséquent à assumer la dépense.

Cantonniers.

Sur la demande de M. Stagni, la Délégation rappelle aux services sa décision du 6 Octobre 1903 par laquelle elle chargeait l'ingénieur en chef de lui soumettre un projet de service de cantonniers pour l'entretien des routes non pavées.

Budget de 1904.

La Délégation décide de se réunir en séance spéciale le 4 Décembre 1903 pour l'examen du budget de 1904.

La séance est levée à minuit.

Le présent procès-verbal a été adopté le 15 Décembre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY

Le Président,

W. P. G. GRAHAM

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 4 Décembre 1903

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD,
SOLIMAN BEY ABANI, *Membres*,
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 9 h. p.m.

Budget de l'année 1904.

La Délégation examine le rapport du Vice-Président sur le projet de budget de 1904.

Elle se réserve, après cette étude de discuter la note présentée par l'administrateur, en date du 1^{er} Décembre, au sujet du budget.

Recettes.

Au sujet du chapitre intitulé, droits de voirie, la Délégation considère cette appellation comme incomplète, ces droits comprenant également les recettes provenant du Tanzim. Elle décide, en conséquence, de désigner ce chapitre par les mots " Droits de Voirie et de Tanzim. "

Relativement aux prévisions de l'abattoir portées dans le projet pour L.E. 28,000, le Collège se basant sur les réalisations de recettes faites à ce jour, estime qu'une prévision de 30,000 L.E. n'est pas exagérée. Le rapport lui-même indique que le chiffre de 28,000 L.E. sera surement dépassé.

Le Vice-Président explique qu'il a préféré dans l'établissement des prévisions et s'agissant d'une recette encore récente se tenir dans une limite plutôt inférieure, afin d'éviter des déboires.

Abani Bey reconnaît que c'est en effet de bonne administration mais que, d'un autre côté, l'on court le risque en réduisant les prévisions rationnelles d'une recette de voir se relâcher la vigilance du service une fois cette prévision atteinte.

Après un échange de vues et le Vice-Président n'insistant pas, la Délégation établit à 30,000 L.E. les prévisions de l'abattoir.

Pour les droits de carrière, le Vice-Président dit qu'il a cru prudent d'établir une prévision de L.E. 8,000, chiffre qui est inférieur aux réalisations obtenues jusqu'au 31 Octobre 1903.

Les motifs donnés à ce sujet dans le rapport ne répondent pas très bien à sa pensée, car il a considéré que la plus-value exceptionnelle obtenue cette année était due à des circonstances anormales, sur lesquelles on ne saurait se baser. L'essor donné aux constructions peut en effet se ralentir et l'entrée des pierres diminuer dans une mesure qui ne répondrait plus aux espérances.

Mansour Bey Youssef estime que malgré ces prévisions on peut s'attendre à une recette de 10.000 L.E. au moins, car la tendance qui porte les habitants à construire surtout dans la banlieue, va sans cesse augmenter.

La prévision de 8,000 L.E. est maintenue. Les autres chefs de recette sont également arrêtés aux chiffres prévus dans le projet.

Pour ce qui concerne la recette de 4,008 L.E. provenant de la vente des terrains à la Communauté israélite et des intérêts sur les fonds de l'emprunt, Mohamed Bey Saïd demande la raison pour laquelle cette recette ne figure pas dans le budget ordinaire.

M. Ralli répond qu'il a fait figurer ce revenu sous la rubrique "recettes extraordinaires" parce qu'il n'a pas un caractère continu et que, d'autre part, une partie de la recette qui provient des intérêts de l'emprunt, n'a pas une base certaine et ne sera perçue que le 31 Décembre courant. En mettant à part cette recette il a entendu ne la consacrer qu'à des dépenses extraordinaires.

M. Graham dit que l'existence d'un budget extraordinaire s'impose et que cela est de principe suivi en matière de finance administrative. Un budget ordinaire ne doit en effet comprendre que les recettes normales sur lesquelles on peut compter d'une façon continue et dont le produit doit uniquement servir aux dépenses d'entretien. Les autres recettes ne présentant pas ce caractère ou qui proviennent d'une réalisation du capital telle que la vente des biens libres ainsi que les reliquats des années précédentes doivent former un budget extraordinaire destiné à pourvoir à des dépenses extraordinaires, ou à des dépenses qui ont pour effet d'accroître le capital, ainsi qu'il l'a proposé dans sa note sur les comptes approuvée par la Commission.

Après un échange d'idées, la Délégation considère que le but proposé par l'adoption d'un budget extraordinaire est de ne pas régler les dépenses courantes sur des majorations temporaires. Or en indiquant que les recettes de cette nature ne serviront à faire face qu'à des dépenses extraordinaires, on ne se départit pas du principe qui vient d'être invoqué.

Dans ces conditions, et à la majorité, la Délégation décide d'établir un budget unique, dans lequel sera compris à titre de recette extraordinaire la prévision pour les intérêts de l'emprunt et le produit de la vente du terrain à la communauté israélite. En plus de la réserve ordinaire, une autre réserve extraordinaire sera établie avec un montant de L.E. 4,008 représentant la recette sus-visée.

Cette dernière réserve sera uniquement affectée à des dépenses extraordinaires, qui ne pourront être engagées que lors des réalisations effectuées et dans la limite de celles-ci.

En conséquence les recettes sont arrêtées au chiffre de L.E. 176,008.

Dépenses.

Au sujet du personnel et sur la demande de Mohamed Bey Saïd, la Délégation, décide de réserver les propositions contenues dans le rapport jusqu'à l'établissement d'un projet de cadres.

Elle estime que ce travail doit être fait en même temps que le budget lui-même et à cet effet, elle désigne MM. Ralli, Escoffier et Saïd Bey pour poursuivre d'urgence cette étude et faire rapport.

M. Fenderl est contraire à cette décision car il ne croit pas à la possibilité de faire le cadre en même temps que le budget. Il considère qu'il serait injuste, dans ces conditions, de faire attendre encore pendant longtemps le personnel méritant, alors que les augmentations sont déjà décidées depuis un an et demi.

M. Ralli croit aussi qu'en raison des changements apportés dans la situation du personnel depuis l'établissement du dernier projet de cadres, il faudra quelque temps pour pouvoir mener à bonne fin un nouveau projet.

En ce qui concerne l'administration centrale, la Délégation décide de réserver la question des inspecteurs jusqu'à la décision qui interviendra sur le projet de réorganisation à présenter par l'Administrateur.

Comme cependant l'un des trois inspecteurs, M. Tagher, a été nommé en cette qualité, à titre définitif, par un vote de la Commission, il figurera comme tel dans le budget de l'administration centrale.

Relativement au service du Tanzim, il y aura lieu lors de la réorganisation, de pourvoir aux situations nouvelles que comporte le projet d'augmentation du nombre de kisms, les circonscriptions actuelles étant très étendues et le personnel actuel n'y suffisant pas.

Passant au chapitre de la voirie, la Délégation estime qu'il y a lieu de pourvoir, durant l'exercice prochain, à la réparation des quais du canal Mahmoudieh dont il est question dans le rapport du Vice-Président.

Elle décide d'affecter à cet effet une dépense de 1,500 L.E., que permet la majoration de 2,000 L.E. des prévisions de l'abattoir.

A ce sujet, elle charge le contentieux d'étudier un projet d'établissement d'un droit d'accostage sur les berges du Mahmoudieh.

Relativement aux travaux neufs, la Délégation recommande de s'en tenir pour l'année 1904 strictement aux sommes prévues, dont la plus grande partie est déjà engagée par des votes pris au cours de cet exercice. Abani Bey rappelle à ce sujet le vote de la Délégation tendant à utiliser les dalles retirées des trottoirs pour les petites ruelles des quartiers indigènes.

L'attention de l'administration devra se porter spécialement sur l'entretien des routes, pour lequel une majoration globale de près de 7,000 L.E. est prévue.

Au sujet des services sanitaires, la Délégation demande aux services techniques et sanitaires un rapport sur la question de l'utilisation de l'eau de mer pour l'arrosage des rues de la ville.

L'adoption de ce mode d'arrosage pour une partie du quartier de Ras-el-Tin a donné les meilleurs résultats.

M. Escoffier demande la raison pour laquelle le crédit de 200 L. E. porté dans les budgets de 1902 et 1903 pour les dépenses d'eau des divers services ne figurent plus que pour 20 L. E. dans le présent budget.

M. Ralli explique que la différence soit 180 L. E. est reportée au chapitre des parcs et plantations, car elle s'applique aux dépenses d'eau nécessaires à la pépinière se trouvant à l'intérieur de l'hôpital du Gouvernement.

M. Escoffier estime que cette dépense ne saurait regarder la Municipalité et que dans tous les cas, l'existence de deux autres pépinières dont l'une au rond point et l'autre au petit Nouzha, doit suffire à tous les besoins du service des plantations.

Au sujet des majorations demandées pour le service de perception, la Délégation considère que cette question étant liée à celle de la réorganisation de ce service, que l'établissement des cadres devra prévoir, décide de réserver pour le moment l'étude des propositions contenues dans le rapport.

Le sous-comité des cadres examinera à cette occasion le projet visé au procès-verbal du 17 Novembre tendant à ce que les percepteurs soient intéressés dans les recouvrements afin de stimuler leur zèle.

A propos de la somme de 400 L. E. demandée par le Comité du Musée et de la Bibliothèque, la Délégation se réserve d'y statuer ultérieurement.

Elle décide enfin de comprendre dans le chapitre des allocations, une somme de 20 L. E. pour le journal " El Chark " pour frais de publication.

La Délégation se réserve de revenir en détail sur le développement des dépenses.

En attendant, elle arrête provisoirement le budget des dépenses à 167,245 L. E. avec une réserve ordinaire de 4,755 et une réserve extraordinaire de 4,008 L. E.

La séance est levée à minuit.

Le présent procès-verbal a été adopté le 11 Décembre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 8 Décembre 1903.

SOMMAIRE : — Installation d'un Decauville par la Compagnie des Eaux ; — Qualité de l'eau ; — Règlement des dalles des cales sèches ; — Etat des recettes et des dépenses ; — Carrières d'Abou Zabel ; — Extraction du sable ; — Bouches d'incendie ; — Déplacement de deux lanternes ; — Affaires contentieuses ; — Cafés à l'Abattoir ; — Amende due par M. Pellerano ; — Allocation d'une indemnité à M. Nourrisson ; — Démission de M. de Botton.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

A. RALLI, *Vice-Président*,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

SOLIMAN BEY ABANI,

L. STAGNI, *Membres*.

I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 9 heures p.m.

Installation d'un Decauville par la Compagnie des Eaux.

Vu la note de l'Ingénieur en chef et du service du Contentieux au sujet des conditions qu'il y a lieu d'imposer à la Compagnie des Eaux pour l'installation d'une voie ferrée Decauville devant relier le garage de Hadra aux chantiers des nouveaux filtres, la Délégation se référant à sa décision du 1^{er} courant autorise la Compagnie à installer cette voie aux conditions sus-indiquées et avec obligation de ne pas faire circuler les trains les dimanches ainsi que les jeudis dans l'après-midi.

Cette autorisation est valable pour la durée d'un an au maximum, durée pour laquelle la Compagnie est tenue d'acquitter les droits réglementaires d'occupation de la voie publique.

M. Stagni maintient ses déclarations de la séance précédente et ajoute que du moment qu'un comité a été institué pour l'étude des diverses questions relatives au service des eaux, la demande de la Compagnie au sujet de l'installation d'une voie devant desservir les nouveaux filtres, devrait lui être soumise.

La Délégation ne l'ayant pas fait et M. Stagni considérant que le rôle du Comité spécial devait consister à surveiller l'exécution des contrats de la Compagnie, surveillance à laquelle doivent se rattacher toutes mesures concernant les filtres, il déclare résigner son mandat de membre du dit Comité.

Qualité de l'eau.

Communication est donnée d'une lettre ci-annexée de la Compagnie des Eaux, en date du 4 Décembre, répondant à la lettre du 14 novembre dernier, par laquelle la Municipalité lui confirmait en les lui rappelant ses obligations au point de vue de la fourniture d'une eau propre à la ville.

M. Escoffier fait remarquer au sujet des correspondances que la Compagnie dit avoir eues avec l'Etat, relativement à la navigation sur le canal, que de pareilles questions doivent être traitées avec la ville qui a seule le contrôle du service de l'eau et à laquelle la Compagnie doit en référer pour toutes mesures concernant ce service.

Au sujet de la question du dragage, M. Escoffier dit qu'il y aurait lieu d'attirer l'attention du Gouvernement sur les inconvénients au point de vue sanitaire que présente le système adopté actuellement qui consiste à déverser sur la berge la vase fangeuse et infecte retirée du lit du canal.

La Délégation renvoie la lettre de la Compagnie à l'étude du Comité des Eaux, qui aura également à donner ses appréciations sur les observations présentées par M. Escoffier.

Règlement des dalles des cales sèches.

La Délégation prend connaissance de notes du service financier au sujet de l'imputation des sommes afférentes au règlement des dalles des cales sèches. Elle se réserve de statuer sur la question à la dernière séance de l'année.

Etat des recettes et des dépenses.

La Délégation prend connaissance d'un état ci-annexé des recettes de la Municipalité du 1^{er} janvier au novembre 1903 s'élevant à L.E. 163.578.

Communication est également donnée d'un état détaillé des dépenses pendant la même période s'élevant à L.E. 144.898, 638 ^m/_m

Carrières d'Abou Zabel.

Communication est donnée d'une lettre du 3 décembre 1903 des concessionnaires des carrières d'Abou Zabel, transmettant un plan sur lequel se trouve indiqué l'emplacement qu'occupe la carrière appartenant à l'Etat, autrefois concédée à MM. Cefali et Minacra.

La Délégation, se référant à une délibération précédente, décide de renouveler au Gouvernement sa demande tendant à ce qu'il veuille bien lui permettre d'exploiter cette carrière que le service du tanzim du Caire a du reste abandonné.

Extraction du sable.

Par lettre en date du 19 novembre 1903, le Gouvernorat transmet une demande de Massaoud Sabla pour l'extraction du sable dans les terrains sis en dehors de la Porte Rossette.

Communication est donnée à ce sujet d'une note des services techniques concluant à l'acceptation de la demande pourvu que le requérant soit tenu de payer les droits réglementaires et de niveler les terrains aux cotes prescrites au fur et à mesure de l'exploitation.

Abani Bey regrette que les services techniques appuient la demande de Massaoud Sabla, alors qu'ils ont été les premiers à se plaindre de ce que cet entrepreneur n'observait pas ses engagements au sujet des différents travaux qui lui avaient confiés, et alors que la Municipalité a eu recours aux tribunaux pour se prononcer sur l'inobservation par le dit entrepreneur des prescriptions du contrat relatif aux travaux de canalisation de Ramleh.

M. Stagni s'étonne de la légèreté avec laquelle les services techniques émettent leurs avis. Au sujet de l'extraction du sable dans les collines bordant la rue de la Porte Rosette, M. Stagni fait observer que malgré la pose d'une barrière sur l'excavation du côté gauche, l'exploitation continue en profondeur à la faveur d'une brèche pratiquée dans la clôture. Une nouvelle excavation se pratique actuellement à côté de la première et si on n'intervient pas à temps, elle prendra les mêmes proportions et nécessitera de nouvelles dépenses de clôture. Ces abus sont de nature à déparer l'unique promenade de la Ville.

Le Président dit qu'il serait nécessaire d'instituer une surveillance à cet effet, d'autant plus que la Municipalité retire un bénéfice assez important des droits appliqués au sable.

La Délégation demande aux services des explications au sujet des faits signalés par M. Stagni. Elle demande également une note sur le système suivi jusqu'à présent pour la perception des droits sur le sable et quelles conditions sont imposées aux personnes qui extraient du sable des terrains de la Municipalité.

La demande de Massaoud Sabla est rejetée.

Bouches d'incendie.

La Délégation renvoie à l'étude du Comité des eaux une lettre du 27 Novembre 1903 du Surintendant de la brigade des pompiers informant qu'il s'est entendu avec le Directeur de la Compagnie des Eaux, pour l'installation d'une bouche d'incendie à Ramleh près le café du triangle, seul endroit où la pression est constante jour et nuit.

Le coût de cette installation serait de L.E. 14.

Déplacement de deux lanternes.

Vu la note des services du Contentieux et de la Voirie au sujet du déplacement de deux lanternes de l'éclairage public, qui se trouvent, par suite des modifications apportées

à l'enceinte douanière, du côté de Bab-el-Karasta, enclavées dans cette enceinte, la Délégation demande aux services de lui proposer un autre emplacement pour la pose de ces lanternes.

M. Stagni attire à ce sujet l'attention du service sur le défaut d'éclairage de la ruelle avoisinant le Soldiers Institute.

Affaires contentieuses.

La Délégation renvoie à l'étude du Contentieux, pour rapport, une réclamation de l'avocat Wakeman Long, au nom du Docteur Haddad, tendant à ce qu'il soit indemnisé pour des avaries causées à son automobile, par suite du choc de celle-ci contre la barrière installée à l'emplacement du passage à niveau désaffecté de la rue Celi à Ramleh.

Elle prend connaissance : 1° d'une sommation à la requête de Mustafa Chaaban, entrepreneur, en réclamation de dommages intérêts pour le retrait d'une roksa d'occupation de la voie publique par des matériaux de construction ; 2° d'une assignation à la requête du Sieur Guglielmo Biagini, ancien surveillant des marchés, en réclamation de dommages intérêts pour renvoi intempestif.

Ces deux dernières affaires sont renvoyées au Comité du Contentieux.

Cafés à l'Abattoir.

Vu les demandes présentées par les sieurs Polichroni et Assem-el-Sahrigi pour l'installation de petits cafés dans les terrains avoisinant l'Abattoir, et vu la note des services à ce sujet, la Délégation autorise ces installations moyennant paiement de la redevance d'occupation de la voie publique et sous la condition que les bénéficiaires se soumettront à toutes mesures d'hygiène et de propreté que leur imposera la Municipalité.

Amende due par M. Pellerano.

La Délégation renvoie à l'étude de M. Stagni, une note du service de la voirie, en date du 17 Novembre, au sujet des amendes encourues par M. Pellerano pour retard apporté dans la fourniture de 1000 m. c. de pierres de Naples dont le contrat était échu le 31 Août 1903.

Allocation d'une indemnité à M. Nourrisson.

Se référant à la décision de la Commission Municipale du 28 Janvier 1903 et vu la lettre en date du 2 Novembre de M. Nourrisson, bibliothécaire, la Délégation alloue à ce fonctionnaire une indemnité de 1 L.E. par séance pour l'assistance qu'il a prêtée dans la rédaction des procès verbaux de la Commission depuis le fonctionnement de la Commission d'enquête.

Démission de M. de Botton.

Communication est donnée d'une lettre de M. N. de Botton, employé du service de la perception, sollicitant en même temps que l'acceptation de sa démission l'allocation d'une indemnité pour ses longs services à la Municipalité.

Vu les témoignages de satisfaction donnés par les services, la Délégation accepte à ce jour la démission de M. de Botton et lui alloue une gratification de trois mois plus le mois en cours.

La séance est levée à minuit.

Le présent procès verbal a été adopté le 15 décembre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

W. P. G. GRAHAM.

1^{ER} ANNEXE

AU PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 8 DÉCEMBRE 1903.

ALEXANDRIA WATER CY. LD.

Alexandrie, le 4 Décembre 1903.

Monsieur l'Administrateur de la Municipalité d'Alexandrie.

MONSIEUR L'ADMINISTRATEUR,

En réponse à la lettre que nous a adressée le Vice-Président de la Commission Municipale en date du 7 Novembre dernier N° 113, sans pouvoir admettre les arguments y développés et sur lesquels il nous semble superflu d'engager une discussion, puisque nous ne pouvons pas nous départir du point de vue envisagé dans notre lettre du 31 Octobre dernier, nous avons l'honneur de vous faire savoir que la situation est sensiblement améliorée ces derniers jours, en ce sens que vient de disparaître un des inconvénients que nous avions signalé comme étant une des causes principales qui rendait l'eau moins claire et moins potable, c'est-à-dire les travaux de dragage que le Gouvernement faisait exécuter en amont de notre prise et qui ont été pour le moment suspendus.

Il est certainement à votre connaissance que cette section du Canal Mahmoudieh n'a jamais été curée depuis de longues années et peut-être même depuis sa construction. Or, après avoir enlevé la vase du fond, le Gouvernement la faisait enfouir dans des trous creusés au milieu du lit du canal. Au moment où cette vase presque aussi infecte que des matières d'égout traversait la nappe d'eau pour descendre dans le trou creusé, le courant en transportait vers notre prise une bonne partie, et peut-être la plus dangereuse.

Il est à souhaiter que, lorsque ces travaux seront repris, ce système d'enfouissement de la vase dans le lit même du canal soit abandonné ainsi que le Ministère des Travaux Publics nous en a donné l'espérance, parce que nous le considérons très dangereux pour la santé publique.

L'autre inconvénient résultant de l'augmentation des bateaux à hélice dans le canal malheureusement subsiste encore, mais nous avons signalé au Gouvernement cette question et, vu son importance, nous espérons qu'il voudra l'examiner dans le but d'y donner une solution satisfaisante aux intérêts de la ville.

En attendant, puisque les filtres que le Gouvernement nous a livrés et que notre Compagnie, bien qu'ayant seulement charge de les entretenir, a améliorés dans la mesure du possible, ont toujours été insuffisants pour y passer toute la quantité d'eau consommée

en ville, et puisque le véritable but qu'il convient de viser est celui de l'application du système des filtres Jewell que la Municipalité a choisi comme pouvant assurer la fourniture d'une eau assez pure, nous pensons que ce n'est pas au fonctionnement des filtres actuels qu'il faut s'attacher pour améliorer la qualité de l'eau distribuée en ville, puisque l'on se heurterait là à une impossibilité matériellement insurmontable, mais qu'il convient au contraire de porter tous les efforts vers la clarification dans le canal Farkha.

Dans ce but nous avons déjà sensiblement augmenté la quantité de permanganate de potasse employé à cet usage, et nous pensons qu'il conviendrait d'étudier le meilleur moyen pour assurer l'efficacité de cet agent clarificateur.

Nous serions désireux de voir cette question examinée d'accord avec vous et avec le Prof. Dr Bitter, qui nous a suggéré de remplacer le permanganate de potasse par le sulfate d'alumine, puisque nous croyons que par l'étude de cette question on pourra obtenir réellement le meilleur résultat compatible avec la situation actuelle.

Veuillez agréer, etc., etc.,

L'Administrateur-Directeur,

J. E. CORNISH.

2^{ME} ANNEXE

AU PROCES VERBAL DE LA DÉLÉGATION DU 8 DÉCEMBRE 1903.

TABEAU COMPARATIF

des Recettes Municipales du 1^{er} Janvier au 30 Novembre 1902-1903.

	RECETTES EN 1902	RECETTES EN 1903	Encaissé en moins EN 1903	Encaissé en plus EN 1903
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Droits perçus par la Douane.....	13.177	14.231	—	1.054
Produit de la taxe sur les véhicules et animaux ...	6.739	6.247	A) 492	—
Redevance des Tramways: taxe	2.015	2 025	—	10
Redevance des Tramways pour l'entretien des roules.....	1.000	1.000	—	—
Produit de 1 % sur la valeur locative de la pro- priété bâtie.....	5 875	6.237	—	362
Produit de l'impôt sur la propriété bâtie.	17.069	52.193	—	35.124
Produit de la taxe de 2 % sur les loyers.....	12 709	13.719	—	1.010
Droits d'exploitation des carrières.	—	9.478	—	9 478
Recettes de l'Octroi.....	48.753	—	48.753	—
» » l'Abattoir	19.670	27.446	—	7.776
» du Tanzim	4.005	6.189	—	2.184
» diverses*.....	3.573	3.987	—	414
Participation payée par les propriétaires pour la construction et la réparation des trottoirs.....	1496	2.036	—	540
Participation des propriétaires pour l'asphaltage des rues.....	508	—	B) 508	—
Retenue sur les traitements du personnel classé pour le Fonds de Prévoyance	878	751	C) 127	—
Moitié du produit de la vente des Biens Libres....	3.026	3.712	—	686
Crédit du Gouvernement pour les Services Sanitaires.	2.000	2.000	—	—
Location des Immeubles Libres de l'Etat.....	—	2 327	—	2.327
Allocation de la Caisse de la Dette pour l'Assainis- sement Général.....	5.000	5.000	—	—
Allocation du Gouvernement pour l'Assainissement Général.....	5 000	5.000	—	—
	152.493	163.578	49.880	60.965
Encaissé en plus en 1903	11.085	—	11.085	—
	163.578	163.578	60.965	60.965

* Développement des Recettes diverses.	1902	1903
Recettes Sanitaires.....	171	299
Location des Jardins.....	697	520
Location de terrains à Bab-Sidra	655	1.064
Vente de dalles et de pierres.....	133	164
Vente d'immondices.....	110	063
Retenues pour uniformes	247	218
Autres produits du budget	940	1.059
Allocation du Commerce d'Exportation.....	620	—
	3.573	3 987

A — La diminution, conformément aux déclarations du Service de la Perception est la conséquence de la suppression totale des postes d'Octrois, qui percevaient une grande partie des recettes de la taxe sur les véhicules et animaux.

B — Ce chef de recettes ne figure plus dans le budget de 1903.

C — La diminution provient du licenciement de plusieurs employés classés.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 11 Décembre 1903

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,
A. RALLI, *Vice-Président*,
P. FENDERL,
MANSOUR BEY YOUSSEF,
MOHAMED BEY SAÏD, *Membres*,
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 9 h. p.m.

Le procès-verbal de la séance du 4 décembre est approuvé.

Budget de 1904 (Suite).

Le Vice-Président dit qu'ainsi qu'il l'avait prévu le sous-comité désigné pour la confection des cadres a reconnu l'impossibilité de pouvoir élaborer un projet de cadres en même temps que le budget de 1904.

Les modifications apportées ces derniers temps au personnel des services sont trop profondes pour qu'on puisse adapter facilement le projet de cadres du Comité spécial à la situation actuelle. Dans ces conditions le sous-comité pour ne pas retarder le budget de 1904, a été d'avis de proposer à la Délégation de suivre pour le moment les indications contenues dans le budget pour le personnel jusqu'à ce qu'il ait pu terminer son étude. En vue de ne pas léser les intérêts du personnel méritant, le sous-comité a émis le vœu que les majorations de traitement que comportera le nouveau cadre produiront leur effet à partir du 1^{er} janvier 1904, quelle que soit la date à laquelle le cadre sera établi. Du reste il est à espérer que l'élaboration du projet se poursuivra rapidement, le sous comité ayant décidé de se réunir à cet effet tous les jours.

Mohamed Bey Saïd ajoute que la circonstance principale qui a arrêté le Comité dans le travail qu'il comptait mener rapidement à bonne fin, est le fait que l'Administrateur va présenter incessamment un projet de réorganisation, lequel pourrait ne pas se concorder avec les cadres à établir. Le Comité a préféré plutôt que de se heurter à cette

difficulté éventuelle, se concerter avec l'Administrateur et s'inspirer des propositions qu'il compte faire. Le cadre sera dans ces conditions un véritable projet de réorganisation pour le personnel.

MM. Mansour Bey Youssef et Fenderl disent que la décision prise par la Délégation se basait sur l'assurance que donnaient les membres de ce Comité de pouvoir terminer leur travail en même temps que le budget. Maintenant que de nouvelles difficultés surgissent et qu'il est à présumer que l'élaboration d'un nouveau cadre prendra un temps assez long, il ne serait pas juste de faire préjudicier des employés, dont les augmentations sont acquises depuis bientôt un an et demi, et qui pour la plupart n'ont pas reçu d'augmentations depuis un grand nombre d'années.

M. Ralli dit que la suspension de ces augmentations est une conséquence forcée de l'élaboration d'un nouveau projet de cadres, que du moment que les modifications à apporter auront un effet rétroactif, le personnel méritant ne sera pas lésé dans ses droits.

La Délégation approuve la proposition du sous-comité.

Elle procède ensuite, chapitre par chapitre, à l'étude des détails des dépenses portées dans le projet de budget.

Les chiffres prévus dans le projet du Vice-Président sont maintenus dans leur intégralité, sauf pour les modifications décidées à la séance de la Délégation du 4 décembre 1903.

L'étude du budget des différents services donne toutefois lieu aux observations suivantes :

Mohamed Bey Saïd estime que tous les commis et surveillants qui forment actuellement partie du personnel hors cadre, doivent figurer dans le personnel classé en raison du caractère permanent de leurs attributions. Seuls les farraches, cochers etc., et agents payés à la journée doivent être exclus du cadre.

La Délégation admet en principe la proposition de Mohamed Bey Saïd, qu'elle renvoie pour son application au Comité des cadres.

Au sujet de l'éclairage public, M. Ralli dit qu'il a prévu 100 nouvelles lanternes en Ville et 100 à Ramleh.

A ce sujet et sur l'observation de Mohamed Bey Saïd, la Délégation recommande le remplacement au fur et à mesure des nécessités, des lanternes électriques existantes dans une partie de la banlieue par des lanternes à gaz incandescentes.

En attendant, elle invite les services à veiller à ce que la Compagnie entretienne convenablement les lampes électriques, la plupart d'entre elles ne donnant pas une lumière suffisante, par suite de leur usure et du défaut de nettoyage.

Dans le budget des services sanitaires, la position du D^r Delta continuera à figurer comme provisoire, et les médecins de quartier portés à 6 au lieu de 7.

A la page 22 du projet, l'appellation " entretien des nouveaux quartiers " est remplacée par les mots : " entretiens spéciaux " qui s'applique mieux.

Quant à l'ébouage porté sous cet article, il y a lieu de préciser qu'il concerne tous les quartiers de la Ville.

Au sujet des arbres et plantations, le Président attire l'attention sur la nécessité qu'il y a de prendre les mesures voulues afin que le transfert de la pépinière au jardin Nouzha, ait lieu pendant les deux mois prochains, époque la plus favorable à cet effet.

La Délégation recommande au Comité spécial désigné pour cette question de vouloir bien en hâter l'étude.

Le budget de 1904 est en conséquence adopté et arrêté d'après les chiffres et indications contenues dans le procès-verbal de la présente réunion et celui du 4 décembre 1903.

Les documents relatifs au budget seront transmis d'urgence au Comité des Finances.

Quant aux propositions formulées dans la note de M. l'Administrateur sur le budget, la Délégation estime que leur étude devra exiger un certain temps et que dans ces conditions il convient pour ne pas retarder la présentation du budget, de n'entreprendre cette étude que dans le courant de l'exercice.

La séance est levée à minuit.

Le présent procès-verbal a été adopté le 12 décembre 1903, dans une réunion spéciale tenue à cet effet, quelques minutes avant l'ouverture de la séance de la Commission Municipale.

Le Secrétaire,

I. SEDKY

Le Président,

W. P. G. GRAHAM

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 15 Décembre 1903.

SOMMAIRE. — Recrutement des ouvriers. — Concours pour le poste de conservateur du Musée. — Réclamation du D^r Haddad pour dégâts causés à son automobile. — Règlement sur les Théâtres. — Citerne de Haret-el-Tawayla. — Amendes encourues par des fournisseurs. — Perception des taxes à Hagar Nawatieh. — Ecuries de la Porte Rosette. — Poteaux installés par les Compagnies du Gaz et des Téléphones. — Application du règlement sur les trottoirs. — Travaux d'asphaltage des trottoirs. — Vente des matériaux des fortifications. — Installation de transformateurs électriques. — Demande des employés musulmans. — Demande d'exemption de la taxe du 2⁰/₀. — Demande de secours. — Affaires judiciaires. — Fourniture des immondices. — Amende encourue par les Tramways. — Canalisation demandée par la Fraternité Chypriote. — Demande de dégrèvement. — Cession de rue à Ramleh. — Caracol de la Porte Rosette. — Demande de M. W. Joseph pour l'installation de jetées-promenades. — Déversement des eaux des tanneries. — Lettre ministérielle au sujet de l'assistance d'un avocat en matière disciplinaire. — Capture et empoisonnement des chiens errants. — Exploitation des carrières dans la zone neutre des phares. — Gratifications aux cheiks-el-hara. — Congé. — Ordre du jour de la Commission.

Présents :

MM. AMB. A. RALLI, *Président*,

L. ESCOFFIER,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

MOHAMED BEY SAÏD,

SOLIMAN BEY ABANI,

L. STAGNI, *Membres*.

L. SEDKY, *Secrétaire*.

Erratum : — Remplacer le N° 65 du procès-verbal du 11 décembre par le N° 66.

La séance est ouverte à 9 heures p. m.

Les procès-verbaux des 1^{er} et 8 Décembre 1903 sont approuvés.

Recrutement des ouvriers.

Se référant à sa décision du 1^{er} Décembre courant et vu qu'il a été constaté que les heures auxquelles se réunissent les comités de recrutement ne sont pas propices, surtout durant le mois du Ramadan, pour un choix efficace des ouvriers, la Délégation invite les services à continuer jusqu'à nouvel ordre l'essai établi, en adoptant pour les réunions des heures plus appropriées et de préférence la matin de bonne heure.

Concours pour le poste de conservateur du Musée.

M. Escoffier dit que le délai, expirant au 31 Décembre, qui a été fixé pour la présentation des demandes relatives au poste de conservateur du Musée n'étant pas suffisant, il se réserve de demander à la Commission, dans sa prochaine séance de proroger ce délai jusqu'au 28 Février prochain.

Réclamation du D^r Haddad pour dégâts causés à son automobile.

Se référant à sa délibération du 8 courant et vu la note du Contentieux, la Délégation décide de répondre à M. Wakeman Long que sa réclamation au nom du D^r Haddad n'est pas justifiée et que, dans tous les cas, la Ville n'a pas à être recherchée pour les conséquences de la pose d'une barrière installée par les soins de la Compagnie de Ramleh et pour son service.

Règlement sur les Théâtres.

Communication est donnée d'une lettre en date du 9 Novembre de S. E. le Ministre de l'Intérieur remettant un projet de règlement sur les théâtres basé sur celui qui avait été proposé en 1902 par la Municipalité.

La Délégation décide de renvoyer ce nouveau projet à l'étude du Comité du Contentieux.

Citerne de Haret-el-Tawayla.

Vu la note en date du 13 Novembre dernier du service de la voirie et sur la demande du Ministère des Travaux Publics, la Délégation décide de faire combler la citerne en mauvais état de la rue Haret-el-Tawayla.

Ce travail sera mis en adjudication et comportera l'acquisition par l'entrepreneur des matériaux à retirer de la citerne.

Sur l'observation de M. Stagni, le service est invité à veiller à ce que les terres de comblement soient soigneusement damées afin d'éviter tout affouillement ultérieur.

Amendes encourues par des fournisseurs.

Vu les raisons invoquées par MM. Degiardé Frères dans une lettre du 11 Novembre et considérant le léger retard apporté par ces fournisseurs dans la livraison de la pierre, la Délégation, moins la voix de Mansour Bey Youssef et l'abstention de M. Stagni, émet un avis favorable à l'exemption de l'amende encourue du chef du dit retard et en soumettra la remise à la Commission Municipale.

Considérant par contre que le retard non justifié apporté par M. Pellerano a eu pour effet d'arrêter pendant un certain temps les travaux de dallage de la route du Mex au grand préjudice de la circulation, la Délégation décide de maintenir l'amende encourue par ce fournisseur.

Perception des taxes à Hagar Nawatieh.

Par lettre du 16 Novembre dernier, le conseil quarantenaire informe que les exigences de son service ne permettent pas à son agent de Hagar Nawatieh de se charger de la perception des taxes dues à la Municipalité ainsi que celle-ci en avait fait la demande.

La Délégation prie M. Ralli de vouloir bien engager de nouveaux pourparlers à cet effet avec M. le D^r Ruffer, récemment de retour de congé.

Ecuries de la Porte Rosette

Communication est donnée d'une lettre du 16 Novembre du commandant de la Police insistant à nouveau sur la nécessité de faire exécuter par la Municipalité certains travaux de réparation aux écuries de la Porte Rosette, travaux demandés par sa lettre du 26 Octobre et qui dit-il sont la conséquence des démolitions exécutées par la ville pour l'élargissement du boulevard d'Allemagne, sans l'assentiment préalable de la Police.

Se référant à sa délibération du 7 Novembre dernier, la Délégation décide de rappeler à la Police que les travaux de démolition dont s'agit, ont été exécutés à la suite d'une entente avec la Police et qu'en plus, un plan des parties à démolir avait été communiqué à la direction des Bâtiments de l'Etat, plan qui a reçu ensuite l'approbation du Ministère des Travaux Publics.

Le Collège estime que la Municipalité n'a point, en l'espèce, outrepassé ses droits et il ne peut dans ces conditions que maintenir sa première décision.

Poteaux installés par les Compagnies du Gaz et des Téléphones

Communication est donnée de deux lettres du 19 et 21 Novembre des Compagnies du Gaz et des Téléphones émettant diverses objections au sujet de la suppression des haubans et de la pose d'une enveloppe cylindrique autour de la base des poteaux, mesures demandées par la Délégation dans une décision précédente.

Se référant à cet égard à la note de M. Prencipe qui conclut à ce que les raisons données par les deux Compagnies sont amplement justifiées vu que de telles mesures pourraient compromettre la stabilité des poteaux, la Délégation fait remarquer, à l'appui de sa manière de voir, que les poteaux de la route de Ramleh ne sont pas soutenus par des rails ni des haubans et qu'ils se trouvent cependant dans de bonnes conditions de résistance.

Elle demande donc une nouvelle étude plus approfondie des services compétents.

Application du règlement sur les trottoirs

Par lettre du 16 Novembre le Parquet mixte fait observer que le règlement municipal sur les trottoirs ne prévoit de pénalité que pour le cas unique où des entrées de cave seraient pratiquées dans le trottoir sans autorisation. Il demande de compléter le texte de ce règlement afin de lui permettre de poursuivre pénalement les autres contraventions relatives aux trottoirs.

La Délégation, vu la note du Contentieux, estime que le dernier alinéa de l'art. 331 du code pénal mixte supplée au silence du règlement et que du reste l'arrêté pris par la Commission le 11 Juin 1902, et portant qu'en outre de l'amende indiquée à l'art. 4 le juge ordonnera la suppression des travaux exécutés contrairement au règlement, suffit pour établir que l'amende est due dans tous les cas.

Le Collège approuve les termes de la lettre adressée à ce sujet au Parquet mixte.

Travaux d'asphaltage des trottoirs

Sur la proposition de M. Escoffier, la Délégation décide de prévoir dans le cahier des charges relatif à l'asphaltage des trottoirs une clause indiquant que le soumissionnaire mentionnera dans son offre s'il compte fondre l'asphalte sur place ainsi que cela se pratique actuellement ou s'il transportera sur une locomobile spéciale ou sur des charrettes l'asphalte fondu ailleurs, tel que cela se passe en Europe. L'adoption de ce dernier système serait prise en sérieuse considération dans l'examen des offres.

Vente des matériaux des fortifications

La Délégation prend connaissance d'une lettre du 23 Novembre de S. E. le Ministre de l'Intérieur informant qu'il a communiqué au Département des Finances les propositions de la Municipalité relatives à la vente des matériaux des fortifications. S. E. le Ministre ajoute qu'au cas où ce Département consentirait à céder immédiatement à la ville la partie des fortifications qu'elle demande, il reste entendu que la consignation de l'emplacement des écuries de la Police ne pourrait lui être faite qu'après que ces écuries auraient été reconstruites en un autre endroit.

La Délégation décide de répondre que les travaux de démolition à faire laisseront intactes les dites écuries jusqu'au jour où elles seraient transférées ailleurs. Devant cependant poursuivre prochainement les travaux de plantations commencés à la rue d'Allemagne, le Collège prie S. E. le Ministre de vouloir bien faire les démarches voulues afin de hâter la consignation à la Ville des autres parties de la zone dont il a demandé la cession dans sa séance du 7 Novembre dernier.

Installation de transformateurs électriques

Faisant droit à une demande en date du 24 Novembre de la Compagnie du Gaz, la Délégation autorise cette société à installer sur les terres-pleins de la place Mohamet-Aly, aux points indiqués dans la dite demande, six nouveaux kiosques pour transformateurs électriques.

Il est bien entendu que la Compagnie aura à acquitter pour ces installations les droits réglementaires d'occupation de la voie publique.

Demande des employés musulmans.

Sur la demande des employés musulmans, la Délégation décide de leur payer, anticipativement, à l'occasion du Baïram, la moitié du traitement du mois courant.

Demande d'exemption de la taxe du 2 %.

Vu la note en date du 20 Novembre du service de la perception, la Délégation estime qu'il n'y a pas lieu de faire droit aux demandes d'exemption de la taxe du 2 %, basée sur des certificats d'indigence émanant d'autorités consulaires ou autres. Le Collège fait observer que la proposition qu'il a soumise à la Commission tendant à l'exonération des locaux dont la valeur locative est inférieure à 5 L.E. tend précisément à dispenser sur une base uniforme du paiement de la taxe, les personnes dont l'état de fortune serait précaire.

Demande de secours.

Vu la note en date du 23 Novembre du service du nettoyage, la Délégation accorde, à titre de secours, aux héritiers de Mohamed Abdel Hamid, ancien agent du service des urinoirs, décédé, une somme égale au salaire du défunt pendant trois mois, plus le mois du décès.

Affaires judiciaires.

La Délégation prend note :

1° D'un acte signifié à la requête de la Compagnie Russe de Navigation interjetant appel du jugement rendu en faveur de la Municipalité dans la cause relative à l'application de la taxe de 2 % sur les locaux occupés par leurs propriétaires.

2° D'une assignation du sieur Tehemar en paiement du prix d'une parcelle emprise pour l'élargissement de la voie publique.

Le Collège demande pour cette dernière réclamation un rapport du service du Tanzim.

Fourniture des immondices.

Communication est donnée d'une lettre en date du 9 Décembre de la Daïra Dranet Pacha informant qu'elle cesserait la réception des balayures au cas où l'Administration des Chemins de fer augmenterait, ainsi qu'elle en a manifesté l'intention, les tarifs des transports à partir du 1^{er} Janvier 1904.

Le Président dit qu'à la réception de cette lettre il a écrit à la Daïra de S.E. Boghos Pacha Nubar pour lui faire savoir que la déclaration de la Daïra Draneht ne saurait intéresser la Municipalité et qu'en vertu du contrat passé à ce sujet il incombe à la Daïra Nubar de prendre telles mesures pour que l'enlèvement des immondices ne puisse subir d'interruption.

La Délégation approuve les termes de cette lettre.

Amende encourue par les Tramways.

La Délégation demande un rapport des services techniques sur les nouvelles observations présentées par la Société des Tramways, par lettre du 19 Novembre dernier, au sujet des infractions qui ont donné lieu à l'amende infligée à cette Société.

Canalisation demandée par la Fraternité Chypriote.

Vu la demande présentée par la " Fraternité Chypriote " la Délégation consent à prendre à sa charge la moitié de la dépense nécessaire à la confection d'une canalisation destinée à desservir l'immeuble de cette Communauté, rue du Port Est. Ce travail sera mis en adjudication.

Demande de dégrèvement.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à la demande de S.E. Y. Zia Pacha, aide-de-camp de S.A. le Khédive, tendant à ce qu'il soit exonéré de l'impôt dû sur sa maison de Ramleh durant l'époque où son service auprès de Son Altesse l'éloigne d'Alexandrie.

Cession de rue à Ramleh.

Statuant sur une demande présentée par S.E. Zia Pacha et M. Alexandre Ralli tendant à la cession à la ville, moyennant certaines conditions, d'une bande de terrain limitrophe à la rue St. Georges à San Stefano, la Délégation décide de faire savoir aux requérants qu'elle regrette de ne pouvoir accepter la cession qu'ils ont faite à titre conditionnel, l'opportunité des travaux d'édilité à faire dans les voies publiques étant toujours laissée à la seule appréciation de la Municipalité.

Caracol de la Porte Rosette.

Communication est donnée d'une lettre en date du 10 Novembre du Gouvernorat d'Alexandrie informant que l'alignement de la rue de la Porte Rosette comportant la perte d'une superficie de 140 m. q. sur la façade du terrain destiné à la construction du nouveau caracol projeté, il y a lieu de réserver une superficie égale pour compléter l'emplacement arrêté, laquelle sera prise sur le terrain de la pépinière, derrière la parcelle en question.

Vu la note du service du nettoioement, la Délégation, tout en émettant un avis favorable à la demande du Gouvernorat, décide cependant d'attirer l'attention de cette administration pour que, dans l'intérêt du bon entretien de la pépinière, il ne soit pas prévu dans la construction de portes d'accès sur cette dernière.

Demande de M. W. Joseph pour l'installation de jetées-promenades.

La Délégation renvoie aux services techniques pour rapport une proposition de M. W. Joseph transmise par lettre du Ministère de l'Intérieur du 9 Novembre, tendant à la construction de jetées-promenades sur la côte d'Alexandrie au Mex et à Ramleh.

Déversement des eaux des tanneries.

La Délégation renvoie à l'étude du Comité du Contentieux, déjà saisi de l'ensemble de la question, une plainte de M. Bolanachi en date du 10 courant, au sujet du déversement des eaux sales des tanneries dans sa propriété sise près du parc quarantenaire au Mex.

Lettre ministérielle au sujet de l'assistance d'un avocat en matière disciplinaire.

Communication est donnée d'une lettre en date du 14 Décembre de S.E. le Ministre de l'Intérieur informant que vu l'avis du Contentieux du Ministère, il n'approuve par la délibération prise par la Commission Municipale dans sa séance du 7 Décembre tendant à accorder aux employés traduits devant le conseil spécial d'appel, le droit de se faire assister d'un avocat pour les plaidoiries seulement.

Cette lettre sera soumise à la Commission.

Capture et empoisonnement des chiens errants.

Le Président fait part du résultat de la démarche, dont il a été chargée auprès de la Police, relativement à la remise à cette administration du service des chiens errants.

La Police accepte de se charger de l'empoisonnement des chiens dans la banlieue, pourvu que les boulettes soient préparées par les soins du service sanitaire municipal. Dans l'intérieur de la ville, le service de capture continuera par le passé, par les soins des agents de la Municipalité.

La Délégation adopte et décide d'écrire à la Police pour confirmer cette entente.

Exploitation des carrières dans la zone neutre des phares.

Par lettre du 8 courant, S. E. le Ministre de l'Intérieur remet copie d'une correspondance échangée entre le Ministère des Travaux Publics et l'Administration des Ports et Phares, au sujet de l'exploitation des carrières situées dans la zone neutre des phares du Mex, exploitation, que la dite administration voudrait faire cesser.

S. E. le Ministre demande l'avis de la Municipalité sur cette question.

Adoptant les motifs invoqués dans les notes de MM. Ehrlich et Safouat Bey du Service des Bâtiments de l'Etat, et vu le rapport de l'ingénieur en chef, la Délégation décide de faire savoir à S. E. le Ministre de l'Intérieur que l'extraction des pierres dans la zone neutre des Phares ne saurait présenter aucun inconvénient pour cette Administration et qu'il y aurait préjudice tant pour les carrières que pour la ville de faire cesser cette exploitation, vu qu'il y aurait alors nécessité d'aller rechercher la pierre jusqu'après Dekheila ce qui est difficile et préjudiciable à tous les points de vue.

Gratifications aux cheiks-el-hara.

Vu la requête présentée par les Cheiks-el-hara, la Délégation charge le Président d'accord avec Saïd Bey, de répartir entre ces chefs de rue, la gratification de L. E. 124 qui figure au budget pour l'assistance qu'ils prêtent aux agents de la perception.

Congé.

La Délégation accorde à M. H. Gorra, ingénieur du service de l'assainissement, un congé ordinaire de trois mois à partir du 1^{er} Janvier 1904.

Ordre du jour de la Commission.

La Délégation fixe au 22 courant la prochaine séance de la Commission et en arrête l'ordre du jour.

La séance est levée à 1 heure du matin.

Le présent procès-verbal a été adopté le 29 décembre 1903.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

AMB. A. RALLI.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 22 Décembre 1903.

SOMMAIRE. — Empierrement de la rue Ghebel-el-Ghillé. — Dessèchement du lac Hadra. — Agrandissement de la bibliothèque municipale. — Cantonniers. — Sous-comité des Eaux. — Construction de la rue dite de l'Archiduc à Ramleh. — Construction d'une route à Hagar Nawatieh. — Demande de subvention Monferrato. — Demande d'allocation par le Khedivial Yacht Club. — Caillasse d'Abou Zabel. — Exploitation des carrières de sable. — Questions renvoyées à la Délégation par la Commission. — Stationnement des voitures à Sidi Gaber.

Présents :

MM. W. P. G. GRAHAM, *Président*,

AMB. A. RALLI, *vice-président*

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

MOHAMED BEY SAÏD,

D^r SCHIESS BEY, *Membres*.

A. WILNER, *Secrétaire ff.*

La séance est ouverte à 5 heures p. m.

Empierrement de la rue Ghebel-el-Ghillé.

La Délégation délègue MM. Ralli, Mohamed bey Saïd et Fenderl, pour procéder à l'examen sur place de la proposition faite par les services, suivant devis du 8 décembre 1903, relativement à l'empierrement en caillasse de la rue Ghebel-el-Ghillé.

Rendez-vous est pris à cet effet entre les membres précités pour jeudi 24 courant, à 4 heures p.m.

Dessèchement du lac Hadra.

Communication est donnée d'une lettre en date du 9 décembre 1903 de M. l'Inspecteur du 3^me d'irrigation informant, en réponse à la demande de la Municipalité, que la question du dessèchement du lac Hadra est sous examen et qu'il ne manquera pas de faire connaître la décision définitive qui sera prise à ce sujet.

Agrandissement de la bibliothèque municipale.

Par lettre en date du 5 décembre 1903, le Comité du Musée et de la Bibliothèque attire l'attention de la Délégation sur l'insuffisance du local affecté à la bibliothèque municipale et sur la nécessité qu'il y aurait de l'agrandir, soit en autorisant la construction d'une chambre nouvelle allant rejoindre les bâtiments du musée soit en cédant à l'usage de la bibliothèque les locaux actuellement occupés par les services sanitaires, avec les modifications et l'agencement nécessaire.

Un échange d'idées a lieu à ce sujet entre les membres, quelques uns d'entre eux estimant qu'il conviendrait que la bibliothèque fut transférée au centre de la Ville, dans un endroit plus à la portée des lecteurs que celui qu'elle occupe actuellement et de louer un local approprié à cet effet, les autres pensant qu'on pourrait, avec quelques-adjonctions, utiliser pour la bibliothèque la petite bâtisse élevée dans le jardin municipal et servant actuellement au service du nettoyage.

En tous cas et avant de prendre une décision, la Délégation charge les services techniques d'examiner la question et de lui faire les propositions qu'ils croiront les plus utiles pour l'agrandissement de la bibliothèque en lui soumettant les plans et devis que comportera cet agrandissement.

Cantonniers.

Communication est donnée d'une note, en date du 8 décembre 1903, du service de la Voirie soumettant, conformément à la demande de la Délégation, un projet tendant à l'organisation d'un service de cantonniers de la Ville.

La Délégation décide de vélocigraphier et distribuer cette note aux membres de ce Collège pour lui permettre de prendre une décision.

Sous-Comité des Eaux.

Communication est donnée d'une lettre du 15 décembre 1903 de M. Stagni informant que c'est probablement par erreur qu'il lui a été envoyé le 9 courant une lettre lui faisant part de sa nomination, comme membre du Sous-Comité des Eaux, car précisément la veille, à la réunion de la Délégation du 8 courant, il avait eu l'occasion d'exprimer sa résignation de ce mandat de confiance.

M. le Dr Schiess bey dit de son côté qu'il ne saurait non plus accepter cette mission.

La Délégation désigne pour les remplacer, M. Escoffier, qui veut bien accepter le mandat.

Le Sous-Comité des Eaux est en conséquence réduit à trois membres et composé de MM. Abani Bey, Escoffier et Rothacker.

Construction de la rue dite de l'Archiduc à Ramleh.

Par note, en date du 16 décembre 1903, le service de la Voirie soumet un devis se montant à 70 L.E. pour la construction en chakf du complément de la rue dite de l'Archiduc en la raccordant à la route de Siouf à Ramleh.

La Délégation prie M. Fenderl de vouloir bien examiner cette proposition et de lui faire rapport.

Construction d'une route à Hagar Nawatieh.

Par lettre en date du 14 décembre 1903, la Compagnie des Eaux sollicite l'établissement d'une route entre son usine de Hagar Nawatieh et Rauléh, celle dont elle se servait jusqu'à présent, ayant été convertie en carrière à sable par le propriétaire.

Le service de la Voirie soumet à cet effet, par note du 16 courant, un plan comportant trois tracés de routes.

Après un échange d'idées sur les tracés A et D, le premier aboutissant à Bulkley, le second allant jusqu'à la station Zahrieh, la Délégation arrête en principe son choix sur ce dernier, en raison des services qu'il pourrait rendre comme route commerciale.

Toutefois avant de prendre une décision définitive et comme ce tracé comporte certaines expropriations, Mohamed bey Saïd est prié de vouloir bien voir qu'elle est leur l'importance et faire rapport.

Il est bien entendu que la construction de la route est subordonnée à la contribution de la Compagnie des Eaux dans la dépense, contribution pour laquelle il y aura lieu de l'interpeller.

Demande de subvention Monferrato.

Statuant sur la demande, en date du 14 courant, présentée par MM. Monferrato, propriétaires du théâtre Abbas Hilmy, et tendant à une subvention théâtrale, question renvoyée à son examen par la Commission, la Délégation, considérant que les subventions qu'elle alloue sont destinées à des Sociétés, telles que la Société Artistique, exploitant elles-mêmes le théâtre et en assumant les risques, qu'il en est autrement de MM. Monferrato, propriétaires du théâtre Abbas Hilmy, qu'elle ne saurait par suite leur accorder de subvention, en ladite qualité, ce qui serait contraire au principe et pourrait constituer un précédent, regrette de ne pouvoir dans ces conditions faire droit à leur demande.

M. Ralli rappelle à ce sujet que le propriétaire du théâtre Alhambra avait également présenté une demande de subvention.

Demande d'allocation par le Khedivial Yacht Club.

Relativement à une demande du 12 décembre 1903 du Khedivial Yacht Club, communiquée par S.E. le Gouverneur et tendant à obtenir la même allocation que celle allouée au Sporting Club, la Délégation constate qu'il a déjà été fait suite à cette demande dans les propositions budgétaires de 1904.

Caillasse d'Abou Zabel.

Par lettre, en date du 19 décembre 1903, MM. Buccianti Coressy, Allam et C^{ie}, informent qu'ils ont pris les dispositions nécessaires pour transporter à Alexandrie la caillasse et moellons des carrières d'Abou Zabel et demandent de désigner l'emplacement sur le Canal Mahmoudieh où les chalands et bateaux pourront accoster pour consigner cette caillasse.

La Délégation désigne pour cet objet l'emplacement libre de la pépinière du petit jardin Nouzha.

En ce qui concerne la demande des dits concessionnaires contenue dans la même lettre et tendant à leur faire accorder par le service des irrigations l'autorisation nécessaire pour un emplacement sur le Canal pour l'accostage et amarrage des bateaux, la Délégation estime que cette question concerne exclusivement le service des irrigations, à qui il appartient aux concessionnaires de s'adresser directement.

Exploitation des carrières de sable.

Communication est donnée d'une note du 15 décembre 1903 du service de la perception donnant, en ce qui le concerne, les renseignements demandés par la Délégation au sujet de l'exploitation des carrières de sable; entre autres indications, la note dit que les droits sont de 13 ^m/m par tombereau, perçus au moment de l'entrée en ville. Quant aux conditions relatives à l'extraction même, elle relèvent du service technique.

Questions renvoyées à la Délégation par la Commission.

Exemption des droits de carrières par les Administrations de l'Etat. — La Délégation décide de prier S.E. le Ministre de l'Intérieur de faire part aux administrations intéressées de la décision prise par la Commission municipale, dans sa séance du 15 juillet 1903, relativement aux conditions dans lesquelles est appelée à s'exercer l'exemption que le Gouvernement a stipulé en sa faveur sur les droits de carrière.

Fourniture d'eau à Ramleh. — La question de la fourniture d'eau filtrée à Ramleh et de la fourniture de nuit dans cette localité, soulevée par la Commission dans sa séance du 1^{er} juillet 1903, est renvoyée à l'examen du sous-comité des Eaux.

Inspecteurs de service. — Relativement à la question ayant fait l'objet d'une interpellation de M. Zouro, à la séance du 4 juillet 1903, concernant l'utilité qu'il y aurait à ce que les inspecteurs pussent se tenir à la disposition du public dans des endroits déterminés, le Président dit qu'il a prévu dans son projet de réorganisation un service de cette nature.

Règlement pour la vente des terrains de la Municipalité. — La Délégation se réserve d'examiner cette question dans une séance qui sera tenue spécialement après les fêtes.

Stationnement des voitures à Sidi Gaber.

M. Saïd bey dit que l'emplacement réservé au stationnement des voitures à Sidi Gaber est trop exigü et qu'il conviendrait de procéder à son agrandissement.

La question est renvoyée au rapport des services techniques et du tanzim.

La séance est levée à 7 heures p.m.

Le présent procès-verbal a été adopté le 29 décembre 1903.

Le Secrétaire ff.,
A. WILLNER

Le Président,
W. P. G. GRAHAM.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Séance du 29 Décembre 1903

SOMMAIRE: Décisions du Comité des quais;—Ruelle de l'ancien cimetière anglais; — Gratification pour les agents de la brigade des Pompiers;— Avance à M. Dahan; — Demande pour l'installation d'un bain à Chatby;— Empierrement de la rue Gebel-el-Ghilleh;— Règlement des dalles des cales-sèches;— Machine à écrire arabe;— Droits payés par l'Entreprise des quais;— Echange de terrain avec le Prince Toussoun à Ras-el-Tin;— Renouvellement des contrats relatifs à la fourniture de chars et de sable;— Expropriation rue Bab-el-Karasta;— Réparations aux échèches;— Adjudications.

Présents :

MM. A. RALLI, *Président*,
L. ESCOFFIER,
P. FENDERL,
D^r SCHIESS BEY,
SOLIMAN BEY ABANI,
L. STAGNI *Membres*,
I. SEDKY, *Secrétaire*.

La séance est ouverte à 5 h. p.m.

Les procès-verbaux des 15 et 22 décembre 1903 sont approuvés.

Décisions du Comité des quais.

La Délégation adopte pour leur exécution les délibérations prises par le Comité des quais dans sa séance du 23 décembre 1903 en dehors du quorum exigé pour les réunions de la Délégation.

M. Escoffier se réserve de demander à la prochaine séance de ce Collège de faire imprimer les procès-verbaux de ses réunions à l'instar de ceux de la Délégation, qui du reste en fait partie.

Ruelle de l'ancien cimetière anglais.

La Délégation prend connaissance d'une lettre du 22 Décembre de M. le Consul général d'Allemagne communiquant une lettre du 26 courant par laquelle M. Carver propose de régler par la voie de l'arbitrage le différend relatif à la propriété du tronçon de la rue El-Wasti.

La Délégation décide de répondre à M. Carver, en sa qualité de trustee du cimetière anglais, pour lui faire savoir qu'elle ne peut admettre un mode pareil pour la solution des contestations se rattachant aux droits du domaine public et qu'elle ne peut que lui confirmer dans son entier sa précédente décision à ce sujet.

Gratification pour les agents de la brigade des Pompiers.

La Délégation approuve la répartition faite par le surintendant de la brigade des pompiers d'une somme de L.E. 50 accordée à titre de gratification pour la Société de Pressage aux agents de la brigade qui se sont distingués dans le récent incendie d'une de ses chounahs.

Avance à M. Dahan.

La Délégation accorde, à titre tout à fait exceptionnel, pour les raisons invoquées dans sa demande, une avance de L.E. 20 à M. Dahan du service de la comptabilité, remboursable moyennant une retenue de 2 L.E. par mois sur son traitement.

Cette décision est prise à la majorité.

Demande pour l'installation d'un bain à Chatby.

Vu la note de l'Ingénieur en chef, la Délégation considère comme prématurée une demande de M. Pelakoff tendant à l'installation d'un bain de mer à Chatby dans la zone concédée à M. Almagià pour l'extraction des terres destinées aux remblais des quais.

Empierrement de la rue Gebel-el-Ghilleh.

Vu le rapport favorable du comité désigné pour examiner sur place l'opportunité de l'empierrement de la rue Gebel-el-Ghilleh, la Délégation décide l'empierrement en caillasse de cette rue, travail à exécuter en régie.

Règlement des dalles des cales-sèches.

Vu les notes en date des 7 et 10 Décembre 1903 du service financier, la Délégation décide d'imputer sur les excédents de l'année 1903 la somme de L.E. 5224, montant des dalles précédemment destinées aux cales-sèches et rachetées à l'entreprise des quais suivant convention du 4 Mai 1903.

Machine à écrire arabe.

La Délégation regrette de ne pouvoir faire droit à l'offre de M. Selim Haddad tendant à la fourniture d'une machine à écrire arabe au prix de L.E. 30.

Droits payés par l'Entreprise des quais.

Statuant sur une note du service financier, la Délégation décide de rattacher aux recettes du budget extraordinaire les droits payés par l'Entreprise des quais sur les pierres ainsi que les dépôts régularisés, dont le montant s'élève à L.E. 1479, 192 ^m/_m.

Echange de terrain avec le Prince Toussoun à Ras-el-Tin.

Communication est donnée d'une lettre du 27 courant de S.E. le Ministre de l'Intérieur informant que le Département des Finances regrette de ne pouvoir adhérer à la demande de la Municipalité tendant à obtenir la cession d'une parcelle de terrain de 7444 m. bordant la rue El-Lewa, afin d'en prélever la partie nécessaire à l'échange projeté entre la ville et le Prince Toussoun, nazir du Wakf Aboussiri, pour l'élargissement de la rue Ras-el-Tin.

La Délégation ajourne la question pour de nouvelles démarches à faire par le Président.

Renouvellement des contrats relatifs à la fourniture de chars et de sable.

Vu la note du 26 courant du service de la voirie, et vu la faculté de renouvellement pour une année prévue dans les contrats relatifs à la fourniture des chars pour le transport des matériaux et de sable blanc pour les travaux d'entretien du dallage, la Délégation décide de provoquer, aux mêmes conditions que l'année en cours, le renouvellement des contrats susdits qui expirent à fin Février 1904.

Expropriation rue Bab-el-Karasta.

Abani Bey, au nom du comité spécial, fait part des conditions dans lesquelles Mohsen Pacha serait disposé à céder les terrains et constructions nécessaires à l'élargissement de la rue Bab-el-Karasta, question qui a fait l'objet de la délibération de la Délégation dans une précédente séance.

Mohsen Pacha exigerait un prix de L.E. 3 pour chaque mètre de terrain et demanderait en outre qu'il fut indemnisé des constructions à enlever ainsi que des loyers restant à courir pour le cas où la Municipalité ne voudrait pas attendre l'expiration des contrats y relatifs.

La Délégation ajourne la question pour un nouvel examen et en attendant charge le Tanzim de lui faire une estimation des constructions existantes et des frais d'élévation d'un mur au nouvel alignement.

Réparations aux échèches.

Vu la note en date du 29 courant du service technique, la Délégation, à la majorité, autorise une dépense de L.E. 35 pour réparations sommaires et travaux de consolidation en sous œuvre à exécuter dans les maisons ouvrières du Mex.

Cette dépense sera imputée sur le solde disponible affecté au budget extraordinaire pour les maisons ouvrières.

Adjudications.

Dallage de la rue Haroun Al Rachid.—La Délégation adjuge à M. Valente pour la somme de L.E. 63, 740 ^m/_m les travaux de dallage de la rue Haroun Al Rachid.

Abani Bey dit que n'ayant pas été présent à la séance où la décision relative à cette rue a été prise, il saisit cette occasion pour déclarer que le travail de dallage décidé ne lui paraît pas présenter une importance telle qu'il faille lui donner la priorité sur d'autres travaux décidés depuis longtemps et dont l'exécution traîne jusqu'à maintenant.

Fourniture de Ciment.—Les offres présentées pour la fourniture du ciment nécessaire aux services pour l'année 1904 sont renvoyées aux services pour rapport.

Fourniture de Bersim.—La Délégation décide de mettre en adjudication la fourniture du bersim nécessaire aux bêtes pour la saison d'hiver 1904.

La séance est levée à 7 heures 30 p.m.

Le présent procès verbal a été adopté le 5 Janvier 1904.

Le Secrétaire,

I. SEDKY.

Le Président,

AMB. A. RALLI.